

Supplément « Initiatives » Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14684 - 8 F

MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Sionisme n'est pas racisme

DEPUIS sa création, l'ONU n'a pas été dépourvue de deux fois. En 1950, l'Assemblée générale de l'organisation était revenue sur l'adoption, quatre ans plus tôt, d'un texte recommandant la mise au ban des nations de l'Espagne de Franco. Lundi 16 décembre, cette même Assemblée a abrogé une résolution de 1975 assimilant le sionisme à « une forme de racisme ».

Ce dernier événement, par les conséquences qu'il aura, n'est donc pas négligeable. Il montre que les temps ont bien changé. En 1975, on était en pleine guerre froide. Avec l'aide, notamment, des pays dits non alignés, l'Union soviétique exerçait une forte pression sur la scène internationale et, après le premier choc pétrolier, les pays arabes, grâce à l'or noir, y manifestaient une influence souvent déterminante. Un an auparavant, M. Yasser Arafat avait été accueilli triomphalement à la tribune des Nations unies. Aujourd'hui, l'URSS a disparu et les gouvernements arabes, dont la plupart se sont rangés sous la houlette des Américains depuis le conflit du Golfe, ont accepté la négociation avec Israël.

LES Etats-Unis, qui, voici cinquante quelques années, boudaient l'ONU parce qu'ils ne pouvaient souvent y faire entendre leur voix de façon déterminante, font maintenant la pluie et le beau temps dans cette enceinte. L'administration Bush a joué un rôle prépondérant dans la décision prise lundi par les Nations unies. Les Israéliens ne s'y sont pas trompés et ont, tout de suite, remercié chaleureusement les Américains.

La résolution de 1975, presque oubliée de beaucoup, était, somme toute, assez dérisoire, et son annulation devrait annoncer pour bientôt le fin du boycottage d'Israël, organisé par la Ligue arabe, sanction qui n'aura guère été plus efficace que la dénonciation du « racisme » de l'Etat juif. Mais le gouvernement israélien avait fait de l'abrogation de ce texte une condition de sa participation au processus de paix voulu par Washington. Plus précisément, les dirigeants israéliens, qui détestaient l'ONU, avaient fait en sorte que celle-ci ne dispose que d'un strapontin à la conférence de Madrid.

AVEC le vote de lundi, Israël a obtenu satisfaction et devrait modifier son attitude à l'égard de l'ONU, à moins d'avouer implicitement que son rejet de l'autorité des Nations unies est essentiellement lié aux résolutions lui enjoignant d'évacuer les territoires occupés. Mais le délégué israélien à New-York, tout en reconnaissant être « satisfait », n'a pas tardé à faire savoir qu'il n'était pas dans les intentions de son gouvernement de montrer de la bonne volonté envers l'ONU : « Si, à cause de ce vote, on nous demande maintenant de faire une place aux Nations unies dans le processus de paix, notre réponse est très clairement non. Il n'y a rien de changé », a-t-il dit tout net.

Il n'en reste pas moins qu'Israël vient de perdre un argument pour continuer d'ignorer les résolutions de l'ONU. Il devrait comprendre à son tour que les temps ont vraiment changé.

Lire page 5 les articles de PATRICE CLAUDE et de SERGE MARTI

M0147 - 1218 0 - 6.00 F

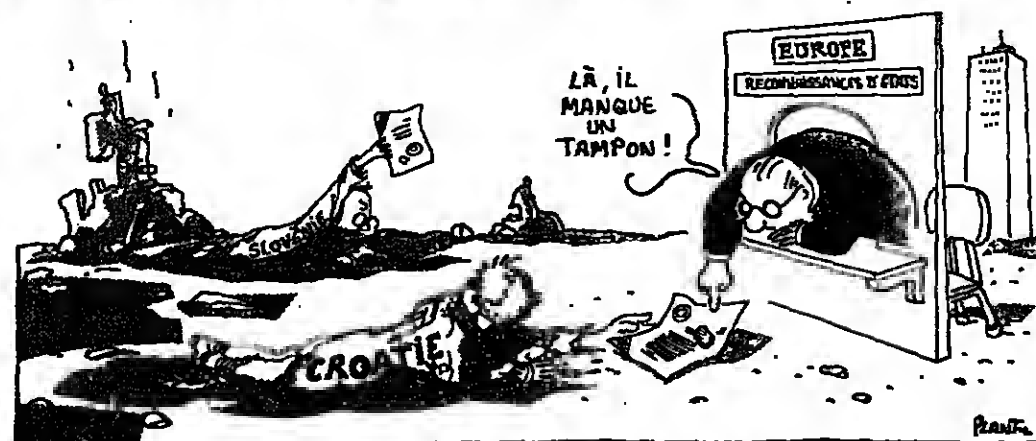


Après avoir défini un ensemble de conditions

Les Douze se prononceront dans un mois sur la reconnaissance des Républiques yougoslaves

Les ministres des affaires étrangères des douze pays membres de la Communauté européenne, réunis lundi 16 décembre à Bruxelles, se sont mis d'accord sur le principe d'une reconnaissance à certaines conditions des Républiques yougoslaves qui souhaitent leur indépendance. Ils examineront le 15 janvier si ces conditions - notamment des garanties sur

la démocratie, les droits de l'homme et la protection des groupes ethniques ainsi que des minorités - sont remplies. Elles figurent dans un texte, également adopté à Bruxelles, à l'initiative de la France, qui énonce les critères auxquels devra obéir tout nouvel Etat demandant à être reconnu par la Communauté européenne.



Lire page 3 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

Les menaces de prolifération des armements soviétiques

M. Baker à Moscou : Le secrétaire d'Etat américain s'est déclaré « rassuré », mardi 16 décembre, après les explications de M. Eltsine sur un commandement unique des forces nucléaires de l'ex-URSS. Mais ce commandement ne sera pas assuré par M. Gorbatchev.

Lire page 4 l'article de JAN KRAUZE

Braderie d'armes : Faute d'un marché national suffisant, les industriels soviétiques de l'armement, qui continuent de produire presque autant qu'avant, prospectent tous azimuts pour l'exportation. Il y a trois semaines, ils ont proposé des quantités de chars à l'Iran à des prix de braderie et, à Dubaï, ils ont exposé les derniers modèles d'avions de combat. Cette prolifération de matériels neufs ou d'occasion suscite des inquiétudes à l'Ouest.

Lire page 4 l'article de JACQUES ISNARD

Lire aussi page 17 l'article de Christian Chertier sur la signature à La Haye d'un accord international sur l'exploitation et la distribution d'énergie, paraphé par neuf Républiques de l'ex-URSS.

Eaux minérales : BSN rachète le numéro un italien

Le groupe de M. Antoine Riboud reprend à M. Agnelli le holding SIFT

Lire page 17 l'article de FRANÇOIS RENARD

Un rapport de 1980
sur le sang contaminé

Un document de l'inspection générale sur le CNTS révélait des cas de décès suspects survenus dès 1979

Lire page 10 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

SCIENCES • MÉDECINE

L'environnement dans le tourbillon du progrès
Zéphyrs de quartier : Les traitements désordonnés de la stérilité : Invention hors poussière.

pages 12 et 13

« Sur la vie » et le sommaire complet se trouvent page 24

La bataille de Paris

L'examen du budget de la capitale s'inscrit dans la guerre ouverte à coups de millions entre la Ville et l'Etat

par Charles Vial

Témoin sourd et muet aujourd'hui, avant d'en être les victimes demain, les Parisiens sont au cœur d'une guerre déclarée. Les belligérants s'appellent gouvernement, pouvoir socialiste, Etat d'un côté, et maire de Paris, RPR, Jacques Chirac de l'autre. La bataille de Paris fait rage, à coups de millions de francs cette fois. Mais son enjeu est, bien sûr, éminemment politique. L'examen du budget par le Conseil de Paris, lundi 16 et mardi 17 décembre, en a été le nouveau théâtre.

L'autogestionnisme Etat-Ville de Paris est séculaire : le Bureau de ville des porteurs d'eau rivalisait jadis avec la justice du roi, la

préfecture. La dualité de la police dans la capitale a, cependant, pris un tour plus vif, voilà deux ans, quand les amis de M. Chirac ont fait voter par le Sénat une proposition de loi donnant au maire de Paris les mêmes pouvoirs que ceux de toutes les autres communes de France, proposition que le gouvernement n'a toujours pas déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. Pour adopter la partie du budget de la préfecture de police que la Ville prend à sa charge, le Conseil de Paris s'y est repris à deux fois, ces dernières années, traduisant ainsi sa mauvaise humeur à l'égard d'une « maison » placée sous la tutelle du ministère - « socialiste » - de l'intérieur.

Ces escarmouches ont, depuis quelque temps, changé de nature. Désormais, les arguments ne sont plus « de bonne guerre ». Ils sont « de guerre » tout court. Une fois de plus, la querelle du « Qui a emmené ? » serait vaine. Le gouvernement socialiste qui, en 1982, tentait un redécoupage de la capitale en vingt communes de plein exercice pour atténuer la puissance du maire de Paris ? Ou la municipalité RPR-UDF qui, en négligeant de préempter les terrains qui se libéraient depuis quinze ans, a favorisé l'engorgement de l'immobilier, limité la diversité sociale de la population et été ainsi à la gauche tout espoir de l'emporter avant longtemps ?

Lire la suite page 11

Le CNPF pacifié

A l'heure de la réélection de M. François Perigot l'organisation patronale redéfinit ses rôles

par Michel Noblecourt

A l'abri de toute contestation, M. François Perigot, soixante-cinq ans, a été réélu avec 92 % des suffrages exprimés, mardi 17 décembre à la présidence du CNPF (Conseil national du patronat français) pour un second mandat de trois ans. Cette élection, par les 535 membres actifs de l'assemblée générale de l'organisation patronale, n'est pas grand-chose à voir avec celle du 16 décembre 1986, lorsque, en pleine période de cohabitation politique, l'ancien PDG d'Unilever-France dut prendre la tête d'un CNPF traumatisé par la « guerre des deux Yvon » (Gattaz et Chotard). En cinq ans, M. Perigot a pacifié, rétabli une certaine unité, du moins en apparence, au point que nul challenger ne vient le contester. Dans un

univers politique-économique où tout un chacun cherche des repères, des projets, des leaders, le CNPF offre une image de cohésion. Les cinq membres du conseil exécutif nommés directement par le président du CNPF devraient tous être reconduits - y compris M. Jean-Louis Girat, en attendant que d'ici deux mois on trouve un nouveau « monsieur social », - alors que, d'après son premier mandat, M. Perigot avait dû trouver, à chaud, de nouveaux responsables des commissions économique et sociale.

Les organisations les plus « modernistes » du patronat, qu'il s'agisse du CJD (Centre des jeunes dirigeants d'entreprise) ou d'Entreprise et progrès, jouent quasiment la même partition que le CNPF.

Lire la suite page 18

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Arabie, 8 DH ; Turquie, 750 TL ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 T ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2,5 \$; USA (internat), 2,50 \$.

DÉBATS

Europe

Information sans frontières

par Jacques Semelin

VOICI que tout est à repenser en Europe : bien entendu, les modes de coopération entre les États de l'Est et de l'Ouest, les modes d'échanges économiques, mais aussi les modes de communication. A vrai dire, tout n'aurait-il pas commencé par ces derniers ?

L'information n'est plus de frontières et elle a probablement miné les fondements des régimes communistes, qui voulaient pourtant se protéger contre toute « contamination occidentale ». On sait le rôle complexe que les médias ont joué dans les révolutions de l'Est. La chute du mur de Berlin en 1989 n'a-t-elle pas d'ailleurs été ce point nodal par lequel tout a commencé à se relâcher, à se démanteler ? Symbole du rétablissement de la communication entre les deux parties de l'Europe, l'événement eut sans doute encore plus de puissance symbolique qu'on ne l'imaginait alors : peut-être que 1989 en Europe centrale explique en partie 1991 dans l'ex-Union soviétique.

Pour autant, Européens de l'Est et de l'Ouest peuvent-ils désormais vraiment « communiquer » parce qu'ils partageraient maintenant les mêmes valeurs de la démocratie et de la libre-entreprise ? Quand on analyse l'évolution des médias en Europe, rien n'est moins sûr.

Redevenant les acteurs de leur propre histoire, les peuples de l'Est européen ont commencé à réinventer les conditions de leur propre communication. Partout, les opposants ont fait du contrôle de la télévision un objectif stratégique et ont mis en œuvre un nouveau mode de communication « nationale », libéré de la tutelle soviétique. Dans l'euphorie de la liberté retrouvée, de nombreux journaux et revues ont vu le jour.

Risques de « colonisation »

Mais ce mouvement d'émancipation et d'expression se heurte aujourd'hui à des difficultés importantes. La forte pénurie de papier handicape gravement le développement de la presse écrite. Les télévisions sont sans ressources financières et ne peuvent donc produire un minimum d'œuvres de fiction, films ou séries. Les besoins de formation sont considérables dans tous les secteurs d'activité des médias. Par ailleurs, la vétusté des équipements incite les nouveaux dirigeants de l'Est à se tourner vers l'Ouest pour en conduire la modernisation.

De fait, certaines entreprises occidentales ont vite proposé leurs « services », bien que n'ayant aucune expérience des pays de l'Est. Dès 1987-1988, des groupes de communication, comme ceux de Berlusconi ou de Maxwell, ont commencé à prendre pied à l'Est. Les opérateurs

publics, tels que la BBC, RFI ou CFI, ont également multiplié leurs initiatives, offrant des programmes, des actions de formation et même la création de nouvelles stations de radio. Dans cette « ruée vers l'Est », c'est chacun pour soi.

Chacun voit ses intérêts : les médias privés veulent conquérir des parts de marché dans l'espoir de bénéfices à moyen terme, les médias publics visent à étendre l'influence culturelle et économique des États qui les contrôlent. En dépit des obstacles rencontrés par les Occidentaux (absence d'interlocuteurs empressés, de cadres juridiques, de devises fortes, etc.), divers projets ont vu le jour, surtout dans le secteur de la presse écrite, un peu dans le domaine de la radio et de la télévision, presque pas dans celui de la télévision.

Assaillis de propositions plus diverses, les nouveaux gouvernements sont peu préparés à y répondre. Aspirant à rejoindre la « famille européenne », leur volonté d'ouverture est fondamentale et ils savent qu'ils ont besoin de l'aide occidentale. Mais à être trop « ouverts », ils craignent aussi d'être « colonisés » par l'Ouest et veulent par conséquent défendre leur identité nationale. La presse écrite a été privatisée en Pologne et Tchécoslovaquie, de même qu'en Hongrie, où 72 % des journaux sont désormais contrôlés par des groupes occidentaux. Dans le secteur de l'audiovisuel, la discussion sur les lois-cadres a mis en évidence les difficultés à élaborer des formules qui, tout en préservant le principe d'un secteur public fort, ouvrent le marché à des groupes privés occidentaux dans des proportions qui ne menacent pas l'identité nationale de ces pays.

Face aux initiatives désordonnées de l'Ouest et aux embarras de l'Est, il est urgent de susciter une réflexion de fond sur le rôle des médias dans la perspective même de la reconstruction de l'Europe. Il est vain de penser que les médias trans-européens pourraient susciter une sorte de consociation supranationale : le nationalisme est bien trop fort en Europe et, pour longtemps encore, la télévision reste une nation. La tentative de la CEE de créer un grand marché audiovisuel en son sein exclut de fait les pays de l'Europe post-communiste. Seuls Eurimages, créé au sein du Conseil de l'Europe, et Eurabia audiovisuelle, lancée à l'initiative de la France, sont ouvertes à la participation des pays de l'Est. Mais ces ouvertures sont bien modestes au regard des bouleversements récents. Comment aller plus loin ? Comment établir des rapports égaux alors que ces pays n'ont ni le capital ni la technologie nécessaires pour rivaliser avec l'Ouest ?

Une manière d'avancer serait de s'attacher à préciser le contenu de la

communication Est-Ouest, dépassant la réflexion sur les moyens, financiers, technologiques ou humains. Certes, il est normal que le commerce reprenne ses droits quand la guerre se termine, fût-elle froide. Mais, par-delà cet intérêt commun à faire des affaires ensemble, nous autres, Européens de l'Est et de l'Ouest, qu'avons-nous maintenant à nous dire ? La question vaut d'être posée pour une double raison.

La première tient tout simplement au sujet traité : la communication. Jusqu'à présent, celle-ci continue dans l'ensemble à être à sens unique : c'est l'Ouest qui « parle » à l'Est, et non l'inverse. Ce sont surtout les États-Unis, un peu la Grande-Bretagne et la France, qui diffusent à l'Est leurs cultures populaires à travers leurs musiques, leurs films ou leurs séries télévisées.

Rétablir la réciprocité

Il est vrai que les populations de l'Est sont demandeurs, que c'est pour elles une manière de se rapprocher de nous, d'avoir l'impression de faire partie de cette société de consommation à laquelle elles aspirent. Mais ce légitime désir d'évasion ne signifie pas que les peuples de l'Est s'identifient à nos modes de vie et à nos valeurs. Ils possèdent leurs propres histoires, leurs propres cultures, qu'ils aspirent à nous faire mieux connaître, précisément parce qu'ils ont si longtemps été délaissés. Or, à l'exception de quelques œuvres cinématographiques qui conquièrent une audience internationale, les pays de l'Est ne possèdent guère les moyens audiovisuels de s'exprimer au-delà de leurs frontières. Bien peu réceptifs à leur égard, nous sommes toujours en train de nous demander comment nous pouvons les « aider », sans nous interroger sur ce qu'ils pourraient nous apporter. Cette manière de leur fermer la bouche est l'enferme dans un schéma d'assistés qu'ils ont eux-mêmes des difficultés à briser. Comment sortir de cette relation faussée ? Comment les médias peuvent-ils contribuer à rétablir un minimum de réciprocité dans nos « échanges » ?

C'est la deuxième raison : sur le fond, les sujets de débats entre Européens ne manquent pas. Pendant plusieurs décennies, les deux Europes ne se sont presque pas parlées. Si l'on peut supposer qu'une certaine proximité culturelle a survécu en dépit de la partition stratégique du continent, on ne peut faire comme si cette dernière était déjà oubliée. Cette expérience de non-communication est même au cœur de l'histoire européenne de l'après-guerre. Elle alimente malentendus et ressentiments anciens qu'il serait vain de mettre au jour. En ce sens,

la renaissance de la communication entre tous les peuples européens ne peut être que conflictuelle. On sait que les sujets de confrontations sont multiples entre les populations de l'ancien bloc communiste, la guerre en Yougoslavie en étant l'exemple dramatique. Comment donc apprendre à gérer la communication internationale dans cette Europe potentiellement explosive ?

Il ne s'agit pas de nier le travail de tous ceux qui justement œuvrent aujourd'hui à restaurer un véritable dialogue. Mais jusqu'à présent, ces initiatives se sont trop souvent limitées à des cercles diplomatiques, intellectuels ou militants. La question est aussi de savoir si les médias peuvent contribuer à dissiper les fausses représentations culturelles que les peuples européens peuvent nourrir les uns envers les autres. Un tel enjeu est crucial. Pensons par exemple à la crise roumaine de 1989, qui a justement fait comprendre aux journalistes la difficulté à interpréter des images d'une culture dont nous ne savons presque rien. Il s'agit donc de comprendre comment les médias peuvent être, soit vecteurs de dialogue et de rapprochement entre les peuples. C'est le grand défi des moyens de communication internationale. C'est aussi le grand défi de la communication en Europe.

► Jacques Semelin est chargé de recherche au CNRS (laboratoire communication et politique).

Dernière chance pour l'électronique

par Maurice Allègre

Le lozin sonne pour l'industrie électronique. Les têtes des journaux sont éloquentes : déficit commercial accru, pertes record pour les champions européens, disparitions d'entreprises. Au-delà des programmes communautaires de recherche et développement pour les composants et la TVID, Jacques Delors lui-même prend le problème à bras-le-corps et réunit les présidents de Thomson, Bull, Philips, Siemens et Olivetti pour leur demander de réaliser enfin l'union sacrée. Pour les Français, deux constats subsistent avec les fortes positions mondiales d'Alcatel dans les télécommunications et de notre industrie du logiciel.

L'industrie électronique au sens large, y compris informatique et composants, irrigue l'ensemble du monde industriel et constitue son

plus important facteur de progrès potentiel. Sans une industrie électronique forte, l'Europe serait pour des décennies au moins vouée à une dépendance technologique accentuée et donc soumise à une tutelle économique extérieure.

Si les industriels ne mettent pas en œuvre, avec l'aide puissante des gouvernements, des politiques à la fois plus solidaires et plus audacieuses, ils n'auront d'autre choix que de se faire progressivement phagocytés par leurs grands frères japonais, voire américains.

Vingt ans trop tôt

Trois raisons majeures expliquent cette déplorable situation : du côté des industriels, insuffisance de vision à long terme et de stratégie intégrée, contrairement à leurs concurrents japonais ; prise de conscience trop tardive par les gouvernements de l'importance du domaine et surtout manque de continuité ; pour les industriels comme pour les gouvernements, absence de solidarité européenne.

Pour l'informatique et les composants, l'exemple français est particulièrement éclairant. Le « plan calcul » lancé en 1966 pour rattraper l'affaire Bull de 1964, permit à la CII d'exterminer complètement son programme qui était de développer une gamme d'ordinateurs civils avec leurs dérivés à usages militaires et télécommunications. La délégation à l'informatique, créée pour conduire une politique d'ensemble, ne la limita pas à la seule CII : premier « plan composants » lancé par la délégation dès 1968, contrats de sous-traitance pour favoriser la naissance de l'industrie du logiciel. Sait-on, par exemple, que la délégation finançait les premiers efforts d'introduction de l'informatique à l'école ainsi que le développement des premiers distributeurs automatiques de billets et le réseau Cyclades qui servit de réseau pilote pour le Transpac des PTT ?

Le mot d'ordre était : « exister d'abord, copier ensuite ». Dès 1972, le but était atteint avec la signature d'un grand accord CII-Siemens. L'année suivante, Philips s'y joignait pour créer Unidata dont la vocation était de concevoir, produire et vendre une gamme unique d'ordinateurs.

Alors qu'Unidata avait pris un excellent départ technique, les Français, après avoir été les principaux artisans de cette entente européenne, affectèrent un soudain revirement. En 1974, cédant à des pressions ou à la méfiance entre industriels français prenant malencontreusement une part prépondérante, les pouvoirs publics abandonnèrent Unidata au profit d'un rachat partiel de la participation d'Honeywell dans Bull. La reprise de la participation Honeywell et la fusion de Bull avec CII auraient pris tout leur sens quelques années plus tard après confirmation des pro-

mières succès d'Unidata ; cette opération aurait alors permis de renforcer la position française dans Unidata. La situation d'aujourd'hui découle logiquement de ce brutal changement de cap.

L'informatique européenne a réellement existé, mais elle venait vingt ans trop tôt. Aujourd'hui seulement, on la considère comme nécessaire. Il est malheureusement difficile de refaire l'histoire, surtout lorsque nos grands partenaires européens conservent le souvenir cuisant de notre volte-face d'hier.

Pour autant, faut-il abandonner tout espoir ? Pour qu'il en soit autrement, deux conditions essentielles doivent être remplies :

— volonté inébranlable des industriels européens d'établir entre eux une coopération très profonde. Les objectifs de marché ne peuvent être que mondiaux, à long terme, et dans ce cadre, des alliances ponctuelles américaines ou japonaises ne sont pas à exclure. Mais la stratégie des industriels devrait d'abord être européenne et intégrée, c'est-à-dire couvrir une large part du domaine électronique et jouer à fond les synergies entre sous-secteurs ;

— volonté non moins affirmée des États membres d'une part, et de la CEE, de l'autre, d'aider très fortement ce type de politique et de rapprochement. Les moyens ne manquent pas : larges incitations portant notamment sur la recherche et le développement, à condition de déboucher réellement sur des programmes industriels, et lancement de grands programmes d'application, sans exclusion des protections tarifaires ou autres lorsqu'elles sont nécessaires à titre transitoire.

Les points d'application d'une telle politique devraient être pour commencer les composants, l'informatique et l'électronique grand public que sa numérisation croissante rend très complémentaires des deux premiers. L'électronique devrait enfin cesser d'être le terrain d'élection des occasions perdues et des changements de cap incessants.

Toutefois, la meilleure politique industrielle ne saurait avoir de sens si elle n'était d'abord mise en œuvre par les industriels eux-mêmes. Ainsi devront-ils s'impliquer totalement dans des solutions nouvelles, en oubliant des luttes de compétitions et de querelles de clocher. Chefs de clans isolés, ils ont perdu des batailles. Partenaires européens, ils pourraient si ce n'est gagner la guerre, du moins ne pas la perdre. L'heure est à la souplesse sur les modalités et à la fermeté sur le fond. La dernière chance pour l'industrie électronique de notre vieille Europe est à ce prix.

► Maurice Allègre est président du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et ancien président de la commission permanente de l'électronique du Plan.



COURRIER

Cœur de Turc

Je me dois, au nom du Comité France-Turquie, de vous remercier, bien nos adhérents et, j'en suis sûr, beaucoup d'autres de vos lecteurs, ainsi, naturellement, que les citoyens turcs qui vivent en France ont été choqués et peints de lire, dans la critique du film *Mayrig* paru dans le *Monde* du 27 novembre, qu'il faudrait « avoir un cœur de Turc pour ne pas égarer une lame, deux lames et même trois à la santé des vaillants interprètes... » formule précédée, d'ailleurs, par un sous-titre.

Bien sûr, on peut penser qu'il s'agit là de l'un de ces concepts qui relèvent heureusement les articles des journaux. Il n'empêche : la notoriété de l'auteur, l'audace du *Monde*, risquant de faire prendre une telle remarque au sérieux. Et pourtant ! Si l'on aujourd'hui un trait propre au caractère turc, ce n'est assurément pas l'insensibilité. Des dizaines de milliers de touristes français en témoigneraient. Plus en profondeur, le roman — en l'occurrence, le roman — ramène de Yachar Kemal, tant pénétré d'une universelle compassion, — le cinéma, la poésie turque actuelle, le montrent avec éclat. Telle qu'exprimée et montée en épingle, la formule en question peut passer pour un jugement sur le peuple turc dans son ensemble, à la fois inexact et blessant pour les amis de la Turquie.

FERNAND ROULLON
président
du Comité France-Turquie,
ancien ambassadeur de France
à Ankara

« Petite Russie »

Contrairement à ce qu'affirme le *Monde* du 2 décembre, « Petite Russie » n'est pas un nom dont l'Ukraine aurait été affublé par la Grande Russie « dans les années les plus noires du dix-neuvième siècle ». Il remonte à la nomenclature byzantine qui voyait dans la région de Kiev la Petite Russie, le berceau de la nation russe (et le siège du métropolite), tandis que la Grande Russie en était l'extension dans les forêts du Nord. Ainsi jadis la « Grande Grèce » (Italie du Sud) constituait une extension de la « Petite Grèce » ou Grèce tout court. Il n'y a rien de désobligeant et, contrairement au terme plus tardif d'« Ukraine » (qui signifie « marche », « frontière », ce suppose pas une dépendance de la « Petite Russie » par rapport à la « Grande », mais bien le contraire. Telle est la réalité historique.

DANIEL STRUBE
Paris

Saint-Paul

Saint-Paul-de-Vence, dont vous avez parlé à l'occasion de la mort d'Yves Montand, n'existe pas. Je sais : la faute en est à Charles Trenet et à sa *Nationale 7* qui, d'ailleurs, ne passe pas à Saint-Paul ni à Vence. Trenet aurait dû écrire Saint-Paul ou Veauce, qui sont, comme tout habitant des Alpes-Maritimes le sait, deux communes distinctes (...). Les panneaux routiers indiquent bien Saint-Paul, la Colombe d'or est à Saint-Paul.

PIERRE SIMONCINI
Grenoble

POLITIQUE FICTION

et si une certaine droite l'emportait...

lisez le

roman noir de 93

par andré bercoff

GLOBE

numéro double (sans pin's)

EX 111150

ÉTRANGER

L'indépendance des Républiques yougoslaves

Les Douze se prononcent pour une reconnaissance sous condition le 15 janvier

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis, lundi 16 décembre à Bruxelles, ont adopté deux textes : un code de conduite de la Communauté pour la reconnaissance de nouveaux États et, d'autre part, une déclaration portant sur le cas spécifique de la Yougoslavie.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres des Douze se sont mis d'accord, non sans mal, sur une procédure de reconnaissance conditionnelle des Républiques yougoslaves devant accéder à l'indépendance : la Croatie, la Slovénie, mais aussi, le cas échéant, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine - qui devrait en principe aboutir le 15 janvier 1992. Cependant, son déroulement harmonieux n'est pas garanti, car M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand, tout en l'approuvant, n'a pas pu donner l'assurance que son gouvernement renoncera au coup de sa liberté d'action. Il a estimé nécessaire, sans nul doute, d'en référer auparavant au chancelier Helmut Kohl. Quoi qu'il en soit, les Douze, ainsi que la communauté internationale (en dépit des appels du secrétaire général de l'ONU) restent sous le menace d'une reconnaissance séparée de la Croatie et de la Slovénie par l'Alle-

magne. C'est dire que l'accord intervenu, lundi soir, présenté par M. Roland Dumas comme un premier exercice d'application de la politique étrangère et de sécurité commune décidée à Maastricht, n'est pas garanti, car M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand, tout en l'approuvant, n'a pas pu donner l'assurance que son gouvernement renoncera au coup de sa liberté d'action. Il a estimé nécessaire, sans nul doute, d'en référer auparavant au chancelier Helmut Kohl. Quoi qu'il en soit, les Douze, ainsi que la communauté internationale (en dépit des appels du secrétaire général de l'ONU) restent sous le menace d'une reconnaissance séparée de la Croatie et de la Slovénie par l'Alle-

Un code pour

la reconnaissance des États

Pouvait-il en être autrement alors que le gouvernement de Bonn, pressé par son opinion publique, avait, par ses déclarations au cours d'une reconnaissance avant Noël, largement brisé ses réserves ? L'Allemagne s'est toutefois retrouvée seule avec le Danemark et la Belgique, mais sans l'Italie, pour défendre l'idée d'une reconnaissance immédiate.

En vertu du scénario adopté, les Douze vont faire connaître à toutes les Républiques de l'ancienne fédération leur disponibilité de principe à les reconnaître dès lors qu'elles remplissent les critères définis par la Communauté dans le texte sur la reconnaissance des États. Ce texte, qui fait l'objet d'une déclaration particulière approuvée lundi par le conseil des ministres, est supposé servir de code de conduite aux Douze chaque fois que se posera un problème de reconnaissance de nouveaux États en Europe de l'Est ou au sein de l'ex-Union soviétique. Concrètement la proposition faite à Maastricht par M. François Mitterrand,

il indique notamment que les États candidats à la reconnaissance de la CER devront : 1) respecter les dispositions des Nations unies et de l'Acte final d'Helsinki ayant trait à l'état de droit, à la démocratie, et aux droits de l'homme; 2) garantir les droits des groupes ethniques et nationaux ainsi que des minorités; 3) respecter l'intégrité de toutes les frontières, lesquelles ne pourront être modifiées que par des moyens pacifiques et par commun accord; 4) reprendre à leur compte les engagements précédemment souscrits qui concernent le désarmement et le non-prolifération nucléaire ainsi que la sécurité et la stabilité régionale.

Les Républiques devront également manifester leur bonne volonté à l'égard des efforts entrepris par le secrétaire général et le Conseil de sécurité des Nations unies et indiquer qu'elles sont favorables à la poursuite de la conférence de paix sur la Yougoslavie.

Les bonnes résolutions ainsi consignées seront transmises pour avis avant le 23 décembre à la commission d'arbitrage créée dans le cadre de la conférence de paix de La Haye et présidée par M. Robert Badinter. La commission devra donc apprécier si elles sont conformes à la réalité, si les Républiques aspirant à l'indépendance ont l'intention, mais aussi les moyens, de respecter les conditions posées par la Communauté. Dans l'affirmative, les Douze s'en-

gagent à prendre la décision de reconnaître les Républiques qui le demandent lors de leur réunion du 15 janvier.

« La commission sera libre de ses mouvements, elle pourra constater que les conditions posées sont complètement ou partiellement remplies, tout en cadrant son évaluation en fonction des critères posés par les Douze », a précisé M. Dumas.

Les cas de la Macédoine

et de la Bosnie-Herzégovine

C'est cette marge de manœuvre laissée à la commission d'arbitrage qui pose problème : que se passera-t-il si elle estime que la reconnaissance ne va pas de soi ? L'Allemagne, si pressée de donner la bénédiction communautaire à la Slovénie et à la Croatie, accepterait-elle alors que la dite reconnai-

sance ne soit pas automatique, que le 15 janvier le dossier soit réouvert ? M. Genscher n'a voulu donner aucune assurance à ce sujet et c'est bien là où réside la précarité de l'exercice entrepris.

D'ici au 15 janvier, les Douze invitent également les Nations unies à poursuivre leurs efforts « pour établir un cessez-le-feu effectif et promouvoir une issue pacifique et négociée au conflit. Ils continuent à accorder la plus grande importance à un déploiement rapide d'une force de maintien de la paix des Nations unies, conformément à la résolution 724 du Conseil de sécurité ».

La Grèce, qui redoute les ambitions éventuelles de la République de Macédoine, a fait ajouter un long paragraphe à la déclaration, où il est expliqué qu'aucun des États naissants ne devra faire valoir des revendications territo-

riales à l'égard de ses voisins, ni développer une propagande ou des activités hostiles. Le texte adopté utilise une périphrase pour préciser que cette République est instamment priée, si elle devient indépendante, de s'abstenir de prendre la dénomination de République de Macédoine.

Si les Douze sont encore une fois parvenus à une position commune, leur initiative risque de soulever de nouveaux problèmes, en particulier dans les Républiques que la guerre civile a jusqu'ici épargnées. Et cela n'est pas vrai uniquement pour la Macédoine. « Notre scénario impose pratiquement l'indépendance à la Bosnie-Herzégovine », déplore à l'issue de la réunion un haut fonctionnaire communautaire, qui à l'évidence ne voyait pas là une source d'apaisement.

PHILIPPE LEMAITRE

chargés de la logistique. Ces personnels viendront des différentes missions d'observateurs de l'ONU dans le monde, prélevés sur les contingents danois, kenyans, singapouriens, vénézuéliens, népalais, norvégiens, ghanéens, suédois, bangladaï, espagnols, irlandais et malaisiens. Ils seront dirigés par le diplomate américain Herbert Okun, conseiller spécial de M. Cyrus Vance, émissaire spécial du secrétaire général des Nations unies en Yougoslavie. - (AFP)

« Démobilisation d'un dirigeant pacifiste incorporé de force. - M. Nenad Canak, un dirigeant de l'opposition de Voïvodine qui avait été incorporé de force dans l'armée après des prises de position pacifistes, a été démobilisé après un séjour de trente-huit jours sur le front, a annoncé, lundi 16 décembre, le quotidien de Belgrade *Borba*. M. Canak, qui dirige la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine, avait participé à plusieurs manifestations de pacifistes. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : la « campagne de Noël » de l'IRA

Des alertes à la bombe ont paralysé Londres

La station de métro de Marble Arch, dans le centre de Londres, a été évacuée, mardi matin 17 décembre, à la suite d'une explosion sous un train. L'attentat n'a fait aucune victime. L'IRA avait revendiqué la veille, l'explosion d'un engin, dans le gare de Clapham Junction, qui a conduit à la fermeture des quatre-vingt-cinq voies de la capitale. Ces mesures, survenues à l'heure de pointe, ont provoqué une désorganisation générale des transports en commun et un gigantesque chaos à Londres. Cette campagne de l'IRA, traditionnelle à l'approche de Noël, marque un nouvel aspect du terrorisme nord-irlandais.

LONDRES

de notre correspondant

La réaction de la direction des chemins de fer britanniques, qui a rapidement fermé les gares de l'agglomération londonienne, s'explique par un fâcheux précédent : le 18 février dernier, soit dix jours après l'attentat au mortier contre la résidence du premier ministre, au 10 Downing Street, l'explosion d'une bombe à la gare Victoria avait fait un mort et près de quarante blessés. A l'époque, les

menaces de l'IRA n'avaient pas été prises tout de suite au sérieux. Cette fois-ci, la rapidité de la réaction de British Rail a peut-être permis d'épargner des vies humaines. L'impact de telles mesures est, en revanche, très lourd sur le plan économique : selon l'Association des autorités de Londres (ALA), le coût de la journée de lundi atteint quelque 50 millions de livres (500 millions de francs), ce calcul étant basé sur le nombre d'heures de travail perdues.

Des cibles

« civiles »

Cette campagne terroriste menée par l'Armée républicaine irlandaise reprend chaque année à la période de Noël, sous des formes différentes. La stratégie de l'IRA est de changer régulièrement de cibles afin d'empêcher les forces de police d'adopter leur riposte. Depuis le début du mois, les attentats se sont multipliés à Londres, mais aussi à Blackpool et à Manchester. Les alertes à la bombe et la mise à feu d'engins incendiaires représentent les moyens les plus faciles et les moins coûteux pour atteindre cet objectif de désorganiser la vie économique. A Manchester, en fin de semaine, quarante-six engins incendiaires avaient été utilisés, mais vingt-trois seulement avaient explosé. Scotland Yard estime que l'IRA utilise des jeunes femmes

pour poser ces « bombes » (cachées dans un paquet de cigarettes ou une radiocassette), dans des lieux publics. Celles-ci se mêlent à la foule des badauds et il est quasiment impossible de les repérer. Dimanche dernier, c'est un engin de ce type qui avait explosé à la National Gallery. Alors qu'en 1990, l'IRA éboissait des objectifs « politiques » et militaires, elle s'est en 1991, son attitude depuis le début de l'année et s'efforce plus à frapper des cibles « civiles », comme un hôpital et une école à Belfast, ou des lieux publics en Angleterre.

Cette évolution, que la police britannique met un peu vite sur le compte de ses « succès » dans sa lutte contre le terrorisme nord-irlandais, est liée au rapport des forces en Irlande du Nord. Depuis l'échec des pourparlers intercommunautaires, en juillet dernier, les règlements de comptes entre catholiques et protestants se sont intensifiés. Les seconds ayant constitué des groupes paramilitaires tout aussi efficaces que ceux de l'IRA. Les « loyalistes » de l'UDA et de l'UVF ont à leur actif près de quarante assassinats de catholiques soupçonnés d'appartenir à l'IRA depuis le début de l'année, soit un nombre égal à celui des protestants tués par l'Armée républicaine irlandaise.

LAURENT ZECCHINI

■ ROUMANIE : manifestation antigouvernementale à Timisoara. - Près de vingt mille personnes sont descendues dans les rues de Timisoara, lundi 16 décembre, pour le deuxième anniversaire de la révolution roumaine, qui a commencé dans cette ville du nord-ouest du pays. Menés par des mouvements d'opposition, les manifestants ont clamé la démission du président Iliescu et dénoncé le « vol » de la révolution par le pouvoir en place. D'autres ont réclamé le retour du roi Michel de Roumanie, exilé en Suisse. - (Reuters)

■ TCHECOSLOVAQUIE : rupture entre l'extrême gauche communiste slovaque et le PC tchécoslovaque. - Après soixante-dix ans de coexistence, la gauche ex-communiste slovaque s'est séparée du Parti communiste tchécoslovaque, mettant fin à la fédération des deux partis créée il y a un an à la suite de la « révolution de velours ». M. Peter Weiss, réalisateur, dimanche 15 décembre, à la présidence du parti de la Gauche démocratique slovaque, a annoncé que l'alliance avec le Parti communiste de Bohême-Moravie avait cessé d'exister. Deuxième force politique du pays derrière le Forum civique aux élections de juin 1990 (14 % des suffrages), les communistes se présenteront donc divisés aux prochaines élections générales prévues en juin 1992. - (AFP)

ALLEMAGNE : au terme du congrès de la CDU à Dresde

Le chancelier Kohl a lancé un appel en faveur du succès de l'unification

Réunis en congrès à Dresde, les quelque mille députés de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Kohl, ont renouvelé une grande partie de la direction du parti et ont élu une Allemagne de l'Est au poste de vice-présidente. Après une série de revers électoraux, les députés ont lancé un appel à l'unité interne de leur mouvement, rongé par des oppositions entre les membres de l'Est et de l'Ouest. Sur le plan international, le manifeste du parti souhaite modifier la Constitution pour autoriser l'armée à participer à des opérations au dehors de l'OTAN.

DRESDE

de notre envoyé spécial

C'était ici y a exactement deux ans : le chancelier Helmut Kohl découvrait à Dresde le défilé des forces ex-allemandes réclamant la réunification. Le 19 décembre 1989 : deux grands mois après les premières manifestations qui avaient eu lieu à l'Est, Helmut Kohl et de sa garde rapprochée, le premier ministre communiste, M. Hans Modrow, qui gérait les affaires courantes, avait invité le chef du gouvernement de l'Ouest pour parler d'une coopération entre les deux États allemands. M. Helmut Kohl, encore prudent, avait évoqué une perspective confédérale à long terme. Mais à la suite de la rencontre, l'immense foule qui attendait, scandant indéfiniment « Allemagne, patrie unie », « Unification », avait balayé ses doutes. Il avait le chancelier de l'unité allemande.

Quel meilleur endroit pour tenir les annales d'un parti chrétien-démocrate à la recherche d'un nouveau souffle après avoir emporté tout au long de l'année 1990 les fruits de cette décision. Deux mois après cette décision, deux mois après l'unification, célébrée le 3 octobre, Helmut Kohl avait été triomphalement réélu, s'inscrivant dans l'histoire comme le premier chancelier de la nouvelle Allemagne. Son succès l'a transformé. Il est admiré, redouté. Pourtant, les premiers mois de 1991 ont été mis à nu dans un avion charter en partance pour Tel-Aviv. Un homme gravement blessé au dos après avoir sauté d'une fenêtre du deuxième étage du centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Beateinord, dans le sud des Pays-Bas, a été hospitalisé. Son épouse et son fils ont été autorisés à demeurer provisoirement aux Pays-Bas, selon le porte-parole, M. Gert Riphagen. La police locale a en outre découvert en

Le passage d'un système à l'autre provoque d'énormes tensions. La colère se tourne contre les « étrangers », les westis, qui croient toujours tout savoir, les anciens privilégiés du régime communiste, soupçonnés de reconstruire entre eux des réseaux de solidarité. Le parti chrétien-démocrate, dont les cadres avaient collaboré tout au long du régime honni avec les communistes, paye lui aussi les pots cassés.

Préparer

la relève

Le congrès de Dresde qui s'est achevé, mardi 17 décembre, était à double titre un congrès de renouvellement. En faisant élire comme numéro deux du parti une jeune Allemande de l'Est, M^{lle} Angela Merkel, trente-sept ans, ministre de la jeunesse et de la femme, représentante d'une génération de politiciens arrivés aux commandes après la chute des communistes, la direction du parti a complété son renouvellement. Avec M. Wolfgang Schauble comme chef du groupe parlementaire et dauphin potentiel, M. Volker Rühe comme secrétaire général et la promotion de jeunes responsables aux postes-clés, le chancelier Kohl a mis en place sa relève.

Le parti doit maintenant montrer qu'après avoir ouvert la voie de la

réunification étatique, il est capable de proposer un projet de société moderne acceptable aux Allemands de l'Ouest comme de l'Est. Un nouveau programme est en préparation pour l'année électorale de 1994. En attendant, le manifeste adopté, mardi 17 décembre, par le congrès de Dresde s'articule autour d'un double objectif : assumer les nouvelles responsabilités de l'Allemagne dans le monde et réussir l'unification intérieure du pays.

Une semaine après le sommet de Maastricht, dont les résultats ont été défendus à la tribune par le chancelier, le manifeste de Dresde consacre « les États-Unis d'Europe » comme cheval de bataille du parti. Pour réussir « la nouvelle Allemagne », la CDU avait besoin aussi de montrer qu'elle était capable de réussir dans ses propres rangs la synthèse entre les deux sociétés qu'elle entend réunifier. Le congrès de Dresde a été dominé par le débat sur la manière d'exorciser les démons de la collaboration avec les communistes et de tourner la page sans trop de conséquences désagréables. Le chancelier a souligné, dans son intervention, qu'en tant qu'Allemand de l'Ouest, il n'entendait jeter la pierre à personne et qu'il revenait aux Allemands de l'Est eux-mêmes de juger leurs pairs.

HENRI DE BRESSON

PAYS-BAS

Quarante-trois juifs soviétiques expulsés vers Israël

Quarante-trois émigrants soviétiques expulsés des Pays-Bas sont arrivés lundi 16 décembre en Israël et ont été immédiatement dirigés vers un centre d'accueil. Les émigrants, dont certains étaient encore en pyjama, se sont plaints de la « brusquerie » des autorités néerlandaises, qui les ont expulsés au saut du lit.

Quarante-trois des cinquante et un juifs soviétiques qui devaient initialement être expulsés des Pays-Bas ont été mis lundi matin dans un avion charter en partance pour Tel-Aviv. Un homme gravement blessé au dos après avoir sauté d'une fenêtre du deuxième étage du centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Beateinord, dans le sud des Pays-Bas, a été hospitalisé. Son épouse et son fils ont été autorisés à demeurer provisoirement aux Pays-Bas, selon le porte-parole, M. Gert Riphagen. La police locale a en outre découvert en

dernière minute que trois membres du groupe n'avaient pas encore épousé toutes leurs possibilités de recours désagréables. Le chancelier a souligné, dans son intervention, qu'en tant qu'Allemand de l'Ouest, il n'entendait jeter la pierre à personne et qu'il revenait aux Allemands de l'Est eux-mêmes de juger leurs pairs.

Le porte-parole du ministère néerlandais de la justice a déclaré que l'expulsion groupée de réfugiés juifs soviétiques constituait une opération exceptionnelle que personne ne souhaite voir répéter. « Tout dépend de leur bonne volonté », a-t-il néanmoins fait remarquer. Député par leur vie en Israël, ces personnes avaient quitté l'Etat hébreu pour les Pays-Bas voici quelques mois. Elles espéraient soit pouvoir y trouver asile, soit avoir le temps de trouver un nouveau pays d'accueil. De deux cents à trois cents émigrés, juifs et chrétiens, soviétiques se trouvent encore aux Pays-Bas. - (AFP)

ce pour l'électron

EUROPE

Alors que M. Baker se dit « rassuré » sur les intentions de la Russie en matière nucléaire

M. Eltsine fait étalage de sa puissance

M. James Baker a quitté Moscou, mardi 17 décembre, pour la capitale de la Kirghizstan, seconde étape d'une tournée de deux jours dans cinq Républiques ex-soviétiques. Après ses entretiens avec M. Boris Eltsine et le maréchal Chapouchnikov, ministre soviétique de la défense, M. Baker s'est déclaré « rassuré » sur le fait que les armes nucléaires resteront sous un commandement unique.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Boris Eltsine entend aller vite en besogne, affirmer la prééminence écrasante de la Russie au sein de la nouvelle « Communauté » ex-soviétique, et il n'est plus question pour lui de se laisser encombrer longtemps par M. Gorbatchev. La visite à Moscou du secrétaire d'Etat américain James Baker a en effet donné l'occasion au président russe de faire l'étalage de sa puissance, sans excès de délicatesse pour un Mikhaïl Gorbatchev contraint, lui, d'avouer sa faiblesse devant ceux qui constitueront si longtemps son meilleur public, les responsables et la presse des Etats-Unis.

Pour que tout soit parfaitement clair, le nouveau patron du Kremlin a reçu M. Baker dans les ors de la salle Catherine. L'entretien a duré quatre heures et, pour la circonstance, le président russe était flanqué des ministres « soviétiques » de la



défense et de l'intérieur, le maréchal Chapouchnikov et M. Barannikov. Ce n'est que plus tard que M. Baker a rencontré M. Gorbatchev et, en dépit de la proximité habituelle du président soviétique, deux heures ont suffi pour cet entretien à mi-chemin entre le protocole et la cérémonie des adieux. Du coup, la télévision centrale qui, depuis des mois, tenait à bout de bras M. Gorbatchev, a dû se rendre à l'évidence et ouvrir son journal par l'événement du jour : les déclarations de M. Eltsine en présence du secrétaire d'Etat. Cette tardive prise de conscience du renversement des rôles s'a d'ailleurs pu qu'être favorisée par un décret de M. Eltsine faisant passer ladite télévision centrale (c'est-à-dire soviétique)

sous le contrôle de la Russie. La curieuse dichotomie des deux journaux télévisés de la soirée - le programme russe « poussant » M. Eltsine, le programme central exaltant M. Gorbatchev - va donc cesser. Par la même occasion, la Russie s'est appropriée les biens du Soviet suprême de l'URSS - une institution condamnée mais qui se prêle à l'existence. Si l'on ajoute à cela que M. Eltsine occupe depuis plusieurs semaines l'un des bureaux de M. Gorbatchev au Kremlin, la démonstration est plus que suffisante.

Le président russe a pourtant tenu à préciser devant M. Baker et la presse qu'il n'était même pas question d'envisager de confier le poste de commandant en chef de la future

« Communauté » à M. Gorbatchev. Cette fonction, comme il est logique dans la nouvelle configuration, devait revenir à un homme subordonné à l'autorité d'un Conseil des chefs d'Etat. Devant le correspondant du quotidien italien la Repubblica, M. Eltsine a de plus expliqué que M. Gorbatchev avait « au plus tard jusqu'au 15 janvier » pour décider de son avenir, c'est-à-dire en fait pour démissionner.

Affirmer son autorité n'était cependant que l'un des objectifs poursuivis lundi par M. Boris Eltsine. Il lui fallait aussi apporter aux Etats-Unis, et par là même au reste du monde, les éclaircissements attendus sur l'avenir des forces militaires soviétiques. Le président russe a donc

exposé à son interlocuteur le projet de traité de sécurité collective préparé quelques jours plus tôt, confirmant à cette occasion que la Russie, contrairement à l'Ukraine, à la Biélorussie et au Kazakhstan, resterait « pour le moment » une puissance nucléaire (voir encadré). Le « pour le moment » signifie selon toute apparence : aussi longtemps qu'un désarmement nucléaire mondial n'aura pas été négocié, ce qui n'est bien sûr pas pour demain. De manière tout à fait inhabituelle, le secrétaire d'Etat américain a également eu un entretien au ministère de la défense avec une brochette de généraux conduits par le maréchal Chapouchnikov, et au total M. Baker (qui affichait une assez mauvaise mine) s'est dit « personnellement tout à fait rassuré ».

La Norvège reconnaît la Russie

M. Eltsine a également soulévé devant son interlocuteur la question de la reconnaissance de la Russie par les Etats-Unis. M. Baker a évité de lui donner satisfaction immédiate, tout au moins en public, mais on voit mal comment les Etats-Unis et le reste du monde pourraient attendre longtemps. La Norvège a été, lundi, le premier pays de l'OTAN à annoncer l'établissement de relations diplomatiques directes avec la Russie, suivant en cela l'exemple de la Bulgarie et de la Hongrie.

De même, battant le fer tant qu'il est chaud, M. Eltsine a suggéré que la Russie, « en accord avec les autres Etats » (de la future communauté), occupe le siège de l'URSS au Conseil de sécurité des Nations unies.

M. Baker a répondu que c'était là une affaire à régler d'abord entre les Républiques de l'ex-URSS et que les Etats-Unis se détermineraient ensuite.

M. Eltsine a, par ailleurs, confirmé que la communauté initialement formée par les trois Républiques slaves allait bientôt s'élargir. Le nombre exact des candidats à l'adhésion reste assez mal défini. En plus des trois signataires de Minsk, « six autres Républiques s'apprêtent à rejoindre la communauté, qui comptera au minimum dix membres », a expliqué M. Eltsine. Cette mystérieuse arithmétique - ou ce lapsus - s'explique sans doute par le fait que les adhésions seront établies dans le temps. Le Kazakhstan et quatre Républiques d'Asie centrale devaient annoncer leur décision le 21 décembre (même si l'Ukraine émet une réserve de principe jusqu'à la tenue de son élection présidentielle), imités par l'Arménie et, peut-être, un peu plus tard par la Moldavie. Resterait donc - si l'on ne tient pas compte des trois Etats baltes qui préfèrent observer tout cela de loin - l'Azerbaïdjan et la Géorgie qui, dans l'hypothèse où la communauté démarrerait vraiment, auraient sans doute bien du mal à résister à son attrait. Encore faudrait-il que cette communauté fonctionne, et que ses membres acceptent l'ostentatoire primauté de la Russie, ce qui promet à M. Eltsine d'être beaucoup plus difficile que de mettre en scène sa victoire sur M. Gorbatchev.

JAN KRAUZE

Le Kazakhstan a proclamé son indépendance

Le Kazakhstan, la dernière des Républiques de l'ex-URSS - à l'exception de la Russie - à ce pas avoir formellement proclamé son « indépendance », a franchi le pas, lundi 16 décembre. Le Parlement local a voté une loi en ce sens, à la veille de l'arrivée du secrétaire d'Etat américain, James Baker, au Kazakhstan.

Le Kazakhstan devient un « Etat de droit démocratique et indépendant », contrôlant totalement sa politique intérieure et extérieure, ainsi que ses ressources naturelles. Il se réserve le droit de créer ses propres forces armées et affirme l'indivisibilité des frontières existantes. La Russie avait souhaité négocier les frontières nord, là où habitent majoritairement des Russes et russophones, qui constituent la moitié des 17 millions d'habitants du Kazakhstan. C'est

dans sa capitale Alma-Ata qu'est né le 21 décembre, une réunion où, selon M. Eltsine, les trois Républiques slaves de la Communauté d'Etats indépendants doivent être rejointes par, outre l'Arménie, le Kazakhstan et trois autres Républiques d'Asie centrale : le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan. La plus grande d'entre elles, l'Ouzbékistan, a réservé sa réponse. Son président, M. Islam Karimov, qui doit être élu au suffrage universel le 29 décembre, a attendu lundi une visite officielle à Ankara, où il a été accueilli par le président Turgut Ozal. Le même jour, un porte-parole officiel a annoncé à Ankara que le gouvernement turc a décidé de « reconnaître toutes les Républiques qui constituent auparavant l'URSS, comme l'Azerbaïdjan qu'il a déjà reconnu ». (AFP, Reuters.)

Les services occidentaux redoutent une « braderie » à l'exportation des matériels militaires soviétiques

Les services secrets occidentaux sont en état d'alerte. Dans le désordre général qui, aujourd'hui, paralyse l'économie soviétique, les industriels de l'armement de l'ancienne URSS pourraient se livrer à une grande braderie de leur production à l'étranger.

Au risque d'une dissémination nucléaire, que l'Ouest craint dans la perspective d'une disparition de toute autorité centrale sur l'arsenal stratégique et tactique, vient

s'ajouter le danger d'une prolifération - réellement menaçante - des armements classiques, chimiques et balistiques qui seraient exportés tous azimuts à des prix défiant toute concurrence.

A l'origine de cette inquiétude, un fait qui remonte à trois semaines. Les services de renseignement occidentaux ont, en effet, vu d'une proposition à l'Iran - qui n'en avait pas exprimé le besoin - pour lui fournir éventuellement des armes qualifiées « de pointe » : il s'agit, entre autres, de blindés soviétiques du dernier modèle en quantité industrielle, « par lots de plusieurs centaines d'exemplaires », dit-on de même source, et à des prix effrayants, qui n'ont rien à voir avec les cotés catalogues. Refusant de donner davantage de détails sur ce « marché », les services concernés parlent de « braderie ».

Faute de pouvoir fournir à un client intérieur, qui existe plus en tant que tel et qui n'a plus l'argent nécessaire pour régler ses factures, le « complexe » militaro-industriel dans l'ex-URSS continue de produire sur sa lancée à un rythme qui a diminué par rapport aux années antérieures mais qui demeure soutenu : pas moins de mille chars lourds construits en série en 1991, qui n'ont pas trouvé acquéreur et qui s'entassent.

Les craintes des services portent surtout sur des livraisons d'armes neuves que celles de matériels de seconde main.

Entre 5 et 8 millions de salariés

Ce « complexe » soviétique, fort de 5 à 8 millions de salariés selon des estimations de la Délégation générale pour l'armement (DGA) en France et concentré aux trois quarts de sa puissance en Russie et notamment en Sibirie, éprouve de sérieuses difficultés à se convertir dans des activités civiles bien qu'il ait été orienté, dès le début, vers des productions « duales ». Ce sont des entreprises militaires qui fabriquent, par exemple, des postes de radio ou de télévision, de la vidéo, des réfrigérateurs, des machines à laver ou à coudre, etc. Entre 1991 et 1993, il avait été prévu d'affecter quelque 40 milliards de roubles à la conversion de ce patrimoine industriel militaire et quelque 36 milliards de roubles à des recherches en vue de développements civils.

Le marasme économique actuel, avec une inflation exorbitante sur le prix en roubles de nombreux produits, se conjugue avec un système de distribution inefficace, une faible productivité et avec le manque de liquidités pour entraver la reconversion.

Face à un effondrement national

et en attendant un concours international censé les aider financièrement ou techniquement à se restructurer, les industriels de l'armement de l'ex-URSS sont dans une situation critique. Dès lors, ils se précipitent dans certains pays étrangers pour y placer une production qui leur reste sur les bras.

Engranger des devises

Le cas des blindés pour l'Iran est, de ce point de vue, significatif. Mais, s'il est le plus récent, il n'est pas le seul. En dépit de crédits publics, qui ont diminué de moitié en cinq ans, et d'une inflation, dont on dit qu'elle aurait contribué à quadrupler leurs coûts dans le même temps, les industriels soviétiques de l'aéronautique font floc de tout bois : les Mig-29, Mig-31, Su-25 et autres se vendent à bas prix à l'exportation, comme l'a montré, en novembre, le dernier Salon de l'armement de Dubaï.

La présence en force des avions, des hélicoptères et des missiles de l'ex-URSS a matérialisé cette vaste offensive commerciale qui consiste à « engranger » un maximum de devises.

Les services occidentaux ont reçu pour consigne, de leurs gouvernements de suivre avec une particulière attention les « contrats », qui devraient probablement traverser leurs limites dans l'incapacité des fournisseurs en question à garantir à leur clientèle un service après-vente fiable et permanent.

JACQUES ISNARD

Les autorités russes n'arrêteront pas M. Erich Honecker. - Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, a déclaré, lundi 16 décembre, que M. Erich Honecker ne serait pas arrêté s'il quitte l'ambassade du Chili à Moscou, dans laquelle il est réfugié depuis une semaine. C'est « à l'Allemagne et au Chili » de décider du sort de l'ancien dirigeant communiste de la RDA, a affirmé le ministre à l'agence d'information russe RIA. (Reuters.)

Les passagers d'un train pris en otages par des Arméniens. - Le président arménien, M. Levon Ter-Petrosian, a décrété lundi 16 décembre l'état d'urgence et le couvre-feu pour trois mois dans la région de Méridj, dans le sud-est de l'Arménie, où les passagers d'un train reliait Bskoo à l'aérodrome azerbaïdjanais du Nakhichevan ont été pris en otages par des Arméniens. (AFP, Tass.)

Le projet de traité militaire de la Communauté selon M. Eltsine

M. Boris Eltsine a énuméré, lundi 16 décembre, devant la presse et en présence du secrétaire d'Etat américain, les principaux points d'un traité de défense entre Etats de la Communauté à conclure vers le milieu de l'année, en affirmant que ces points avaient l'accord de M. Baker.

1. Un « traité d'alliance défensive », avec « une seule autorité commandant les forces aériennes, navales, de défense aérienne, nucléaires - stratégiques et tactiques - ainsi que les services de renseignement » sera signé par les membres de la Communauté des Etats indépendants.

2. La décision d'utiliser les missiles nucléaires reviendra aux dirigeants des quatre Républiques nucléaires conjointement avec le commandant en chef suprême et l'ordre de lancement ne pourra être donné que par un centre unique.

3. Les quatre Etats disposent d'armes nucléaires stratégiques signant le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). La Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan deviendront, à terme, des Etats sans armes nucléaires, la Russie gardant « pour le moment » les siennes. Les armes nucléaires seront détruites en accord avec les traités conclus entre l'ex-URSS et les Etats-Unis. Mais les discussions sur ce point restent encore à mener avec le Kazakhstan, a reconnu M. Eltsine.

4. La destruction des armements dans le cadre des traités existants se fera avec l'aide des Etats-Unis.

5. La Communauté exercera un contrôle strict sur l'exportation d'armes ou de technologies nucléaires vers des pays tiers. (AFP, Tass.)

DEMAIN NOUVEAU SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TÉL.: (1) 47.77.24.00
46, AVENUE GEORGE-V - 75008 PARIS - TÉL.: (1) 49.52.08.25

DIPLOMATIE

Sans véritable opposition des pays arabes

Les Nations unies ont abrogé la résolution assimilant le sionisme « à une forme de racisme »

L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé, lundi 16 décembre, à une large majorité, l'abrogation de la résolution adoptée le 10 novembre 1975 devant cette même instance et assimilant le sionisme « à une forme de racisme et de discrimination raciale ». Pour l'occasion, le président de l'Assemblée, le Saoudien Samir Chehab (d'origine palestinienne) avait émis son « faux feu » à l'égard de ses adjoints, comme il l'avait fait en septembre dernier lorsque le ministre israélien des Affaires étrangères avait pris la parole.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

En 1975, lorsque le groupe arabe et les pays non alignés disposaient d'une confortable majorité aux Nations unies et que le Conseil de sécurité était paralysé par les séquences de la guerre froide, ce texte qui avait reçu l'aval de l'Union soviétique, avait été approuvé par 72 voix, contre 32 et autant d'abstentions, déclenchant une hostilité de l'Etat hébreu à l'égard de l'ONU que les événements ultérieurs n'ont fait qu'aggraver.

Lundi, c'est cette même phrase résumée en une résolution d'une ligne dactylographiée et « sponsorisée » par 84 pays membres sur les 166 que compte l'organisation, qui a été annulée. 111 délégations se sont abstenues en faveur de l'abrogation, 25 pays ayant voté contre, tandis que 13 pays s'abstenaient et que 16 autres (dont la Chine, l'Inde, l'Égypte, le Maroc, le Koweït, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tunisie) préféraient ne pas prendre part au vote.

Parmi les pays s'étant abstenus figuraient notamment l'Éthiopie, l'Angola, le Laos, la Turquie et le Zimbabwe, tandis que l'on pouvait relever parmi les opposants l'Algérie (dont le représentant a prononcé un discours qualifié de « dur ») l'Arabie saoudite, Cuba, l'Iraq, l'Irak, le Pakistan, Qatar, la Syrie, les Emirats arabes unis, le Vietnam et le Yémen. Pour les défenseurs de l'abrogation, il s'agissait là d'un

simple combat d'arrière-garde. L'examen des votes contre, des abstentions et de la liste des pays n'ayant pas pris part au scrutin, confirmant la censure du groupe arabe à l'ONU clairement apparue depuis la guerre du Golfe.

Solidarité avec l'Occident

A cet égard, le cas de l'Égypte (signataire des accords de Camp David et qui n'a pas pris part au vote) et de l'Arabie saoudite (alliée des Etats-Unis et qui a voté contre le texte) ne doivent pas être interprétés comme un manquement à la nouvelle solidarité avec l'Occident mais comme des pays donnant tant à l'attention de leur opinion publique que des « pays frères ».

Depuis qu'ils avaient décidé de remettre subitement sur le bureau de l'Assemblée cette question délicate, qui avait été évoquée au début de la session d'automne par le président Bush lors de son discours à la tribune de l'ONU, les Etats-Unis étaient assurés de recueillir une large majorité de voix en faveur d'une abrogation que de nombreux pays (dont la France et l'Union soviétique), ultérieurement relayés par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, appelaient de leurs vœux.

Mais, tout en se félicitant de l'issue du scrutin, qui, à terme très lointain, devrait peut-être permettre de réchauffer les relations entre Israël et les Nations unies, de nombreux diplomates se demandaient pourquoi Washington, qui, il y a pas si longtemps, avait préféré enterrer le dossier du « sionisme assimilé à une forme de racisme », de peur de compromettre le développement des négociations sur le Proche-Orient, se piquait tout d'un coup de le réactiver à quelques heures de la clôture officielle de la quarante-sixième session annuelle de l'ONU.

Sauf à voir dans cette précipitation bien calculée des motifs liés à la situation intérieure aux Etats-Unis et un moyen de remédier au discrédit dont souffre actuellement M. Bush dans l'opinion publique américaine.

SERGE MARTI.

Israël estime avoir remporté une « victoire morale »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Un grand jour » pour les Nations unies, « une victoire morale » pour Israël. Ainsi pouvait-on résumer, au matin du mardi 17 décembre, les réactions officielles suscitées à Jérusalem par l'abrogation, la veille au soir à New-York, de la résolution qui assimilait le sionisme comme une idéologie fondée sur la discrimination raciale. Parfaitement conscient de devoir cette victoire diplomatique aux Etats-Unis, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a téléphoné lundi soir au président George Bush pour lui faire part de sa « gratitude » et de « celle du peuple d'Israël ».

Nul ne sait si le chef de la Maison Blanche a profité de cette conversation pour, de vive voix, faire part à M. Shamir du nouveau « déplaisir » américain à l'égard de sa politique d'implantations dans les territoires arabes occupés. Le feu vert gouvernemental donné la semaine dernière à l'installation de nouveaux colons juifs dans le quartier arabe de Silwan, à Jérusalem-Est, a notamment été jugé « provocateur » et « contraire au processus de paix », lundi, par le département d'Etat.

« Extrêmement satisfaisant »

Un porte-parole officiel a dénoncé le renforcement du covoilement et des mesures de sécurité imposées par l'armée et la police israéliennes dans certaines localités des territoires occupés. Il a également fait part de « l'inquiétude » des Etats-Unis après les actes de violence qui y ont été commis ces derniers jours, aussi bien par des extrémistes juifs qu'arabes.

Cependant, fidèle au rôle de « grand pacificateur » qu'il s'est attribué, et qui consiste à essayer, chaque fois que possible, de « rac-

commoder » Washington avec l'Etat juif, M. David Lévy, le chef de la diplomatie israélienne, qui devait être reçu mardi soir à la Maison Blanche, a choisi de mettre l'accent sur « l'intense coopération » entre Américains et Israéliens qui a permis, selon lui, d'obtenir l'abrogation de la résolution tant honnie en Israël. « Il y a plus d'une dizaine d'années que nos diplomates essayaient d'aboutir à ce résultat », se félicitait, mardi matin, le très conservateur Jerusalem Post. Jugé « extrêmement satisfaisant » par M. Ephraïm Tali, numéro deux de la délégation israélienne aux Nations unies, le vote de lundi soir aurait, selon lui, « une grande résonance morale ». Pour autant, devait-il ajouter sur les ondes de la radio nationale, « ce vote n'a pas de répercussion politique directe en ce qui concerne notre attitude à l'égard des Nations unies ».

Selon le diplomate, l'organisation internationale se serait certes « partiellement réhabilitée » mais il lui reste beaucoup à faire avant que l'on puisse parler d'un réajustement complet de son attitude à l'égard d'Israël. En clair, a conclu M. Ephraïm Tali, « nous sommes extrêmement satisfaits. Mais si, à cause de ce vote, on nous demande maintenant de faire une place aux Nations unies dans le processus de paix, notre réponse est très clairement non. Il n'y a rien de changé ».

Par ailleurs, alors que les négociations entre Israël et la délégation jordanienne-palestinienne semblent être entrées dans une impasse à Washington, les autorités ont annoncé avoir repêché lundi matin, au large de la bande de Gaza, les corps de deux Arabes. Non identifiés, armés de pistolets et d'un sac de grenades, les deux hommes, selon les autorités militaires, se seraient noyés après avoir essayé de débarquer en Israël pour y commettre des attentats.

PATRICE CLAUDE.

ASIE

TIMOR-ORIENTAL : seize ans après l'annexion de la colonie portugaise

La politique indonésienne de « conquête des cœurs » a été réduite à néant par le massacre de Dili

Une commission officielle indonésienne, chargée d'enquêter sur le massacre perpétré à Timor-Orientale le 12 novembre dernier, a indiqué, lundi 16 décembre, que rien n'infirmerait le bilan officiel de dix-neuf morts. La tuerie - qui, selon des témoins, aurait fait jusqu'à 200 victimes - a eu de profondes répercussions en Indonésie.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Que reste-t-il, tout d'abord, de l'intégration de l'ancien territoire portugais occupé par l'armée indonésienne en 1975 et annexé l'année suivante ? Le ministre indonésien des Affaires étrangères s'était beaucoup dépeint pour tenter de faire accepter le fait accompli, que ni les Nations unies ni le Portugal n'ont reconnu. M. Ali Alatas avait réussi à adoucir la visite de parlementaires portugais, d'observateurs de l'ONU et de journalistes. Cette mission a tourné court, fin octobre, Djakarta s'étant opposé à la présence, dans

leurs rangs, d'une journaliste australienne.

Le 28 octobre, deux jours après l'annonce du report de la mission, deux Timorais étaient tués par des militaires à Dili, capitale du territoire. Le 12 novembre, une manifestation prévue de longue date par des étudiants se tenait à l'occasion de l'enterrement de l'une des deux victimes, devant une poignée de journalistes étrangers. Les soldats ont apparemment tiré sans sommation sur ce rassemblement de plus de trois mille jeunes séparatistes.

L'armée indonésienne a toujours eu la main lourde face à tout mouvement séparatiste, à la fois par réflexe et parce qu'à ses yeux, dans un archipel de quelque treize mille îles peuplé de 180 millions d'habitants aux cultures diverses, l'unité ne se discute pas. A Timor-Orientale, dont la population christianisée est évaluée à moins de sept cent mille habitants, la répression du séparatisme - incarné par le Fretilin, qui compte encore quelques centaines de partisans armés dans les montagnes - aurait fait de cent mille à deux cent mille victimes depuis 1975.

Une politique de « conquête des cœurs », et, surtout, de développement, poursuivie ces dernières années, notamment avec la collabo-

ration d'un nouveau commandant militaire, le général R. S. Warouw, a été réduite à néant par la tuerie. Les Timorais sont de nouveau dominés par la peur et ne paraissent plus rien attendre de l'intégration de leur territoire, que Djakarta considère comme la « vingt-septième province » d'un pays fortement centralisé.

« Nettoyer tous les éléments séparatistes »

Gouverneur depuis neuf ans, M. Mario Viegas Carrascalao a déclaré qu'il démissionnerait si la commission enquêterait la tuerie de l'armée selon laquelle les soldats ont tiré pour se protéger face à une « foule brutale » et tué seulement dix-neuf manifestants, alors que plusieurs témoignages indépendants font état d'environ deux cents victimes. Dernier lien entre la population locale et Djakarta, ce Timorais partisan de l'intégration estime qu'il ne pourra poursuivre sa mission que si le rapport reconnaît l'évidence et si Djakarta lui délègue davantage de pouvoirs.

Tout en se gardant de porter un jugement sur les événements, le président Soeharto a déclaré, le 12 décembre, qu'il ne céderait pas aux pressions étrangères dont il est l'objet depuis le massacre. Le 27 novembre, le général Try Sutrisno, commandant en chef des forces armées, avait défendu avec vigueur la thèse officielle tout en annonçant que le bataillon 303, impliqué dans la tuerie, serait retiré de Timor. Il est revenu à la charge en promettant de « nettoyer tous les éléments séparatistes » de l'île.

Les autorités semblent, en fait, divisées sur la marche à suivre, comme le souligne l'autorisation donnée au CICR (Comité international de la Croix-Rouge) de rendre visite aux blessés ainsi qu'à une trentaine de détenus. M. Rudini, ministre de l'intérieur et ancien chef

de l'armée de terre, a même déclaré qu'il était temps de ne plus faire de la « stabilité » de l'archipel une priorité absolue.

Un débat sur une libéralisation de la vie politique, encore très réglementée, se profile-t-il dans la foulée du massacre ? En outre, pour apaiser les tensions à la périphérie de l'archipel, le gouvernement ne devrait-il pas amorcer une décentralisation du pouvoir ? Le débat n'est pas nouveau. Pendant le quart de siècle qui s'est écoulé depuis la chute de Sukarno et la sanglante répression anticomuniste de 1965-1966, l'Indonésie s'est transformée et modernisée.

Sous la tutelle de M. Suharto, son système politique a, cependant, mal vieilli. L'occasion se présente peut-être de lui offrir un bol d'oxygène avant les élections législatives de 1992. Mais la cause de Timor n'étant guère populaire dans le reste du pays, il est plus probable que la raison d'Etat - intégrité du territoire et stabilité - l'emportera encore une fois. Reste à ce que l'image de l'Indonésie à l'étranger en souffre une nouvelle fois.

JEAN-CLAUDE PDMONTI

Une lettre ouverte de 233 élèves de l'École nationale supérieure de la Normale Sup à M. Roland Dumas. - A l'appel du Comité des Normaux pour Timor, 233 élèves de l'École nationale supérieure ont envoyé une lettre ouverte à M. Roland Dumas, attirant son attention sur le drame de Timor-Orientale, conformément à une certaine idée que nous nous faisons de notre République et de l'universalité des principes qui la fondent. (...) Le gouvernement français s'est encore, il n'y a pas si longtemps, suffisamment réclomé de ces principes (allant jusqu'à définir un droit d'ingérence) pour ne pas les défendre aujourd'hui au Timor-oriental, ajoutent les signataires.

A TRAVERS LE MONDE

MADAGASCAR

Pas de gouvernement de consensus

Le premier ministre, M. Guy Razanamasy, a admis, dans une déclaration diffusée, à la fin de la semaine dernière, par la radio et la télévision nationale, avoir échoué dans sa tentative de former un gouvernement de consensus. Onze de ses ministres, dont le vice-premier ministre, M. Francisque Ravony, ont démissionné, a-t-on appris, lundi 16 décembre, à Tananarive. Dans sa déclaration, M. Razanamasy a dénoncé « la surabondance des irréductibles, qui se font de plus en plus exigeants », pour expliquer son échec. « Pour l'heure, le rôle du gouvernement se limite à l'expédition des affaires courantes, jusqu'à la désignation d'un nouveau premier ministre - qui ne sera pas forcément moi », a-t-il indiqué. Nommé par le président Didier Ratsiraka, en accord au plus fort de la crise malgache, M. Razanamasy avait souhaité constituer un gouvernement réunissant toutes les composantes politiques. - (AFP.)


MALI

Ouverture de la « Conférence spéciale sur le Nord »

Plusieurs fois annoncée puis reportée, la « Conférence spéciale sur le Nord malien », s'est finalement ouverte, lundi 16 décembre, à Mopti, à environ 700 kilomètres à l'est de Bamako, en présence du chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, des autorités maliennes de transition, et de médiateurs algériens. Des représentants des quatre principaux mouvements touaregs (Mouvement populaire de l'Azawad, Front populaire de libération de l'Azawad, Front islamique arabe de l'Azawad et Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad) participent à ces négociations qui, en cas de succès, aboutiront le 27 décembre à Tombouctou à la signature d'un pacte avec les autorités maliennes. « Nous occupons la main tendue » par le chef de l'Etat malien, a déclaré M. Zohair Ould Sid Mohamed, du Front islamique de l'Azawad, qui conduit la délégation du front unifié de la rébellion. - (AFP, Reuters.)

Tout 1992 avant 1992.

The Economist et Courrier International vous racontent l'année prochaine dans ce passionnant hors-série.



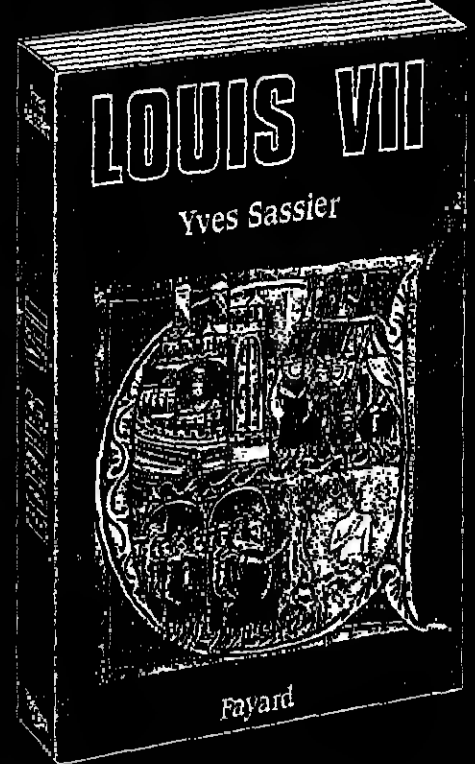
En vente chez votre marchand de journaux. 116 pages, 40 F.

LOUIS VII

Yves Sassier

Yves Sassier sait nous faire pénétrer dans les changements de mentalité sans anachronisme. Cette biographie-là débouche sur la grande Histoire, celle de la longue durée.

Pierre Doix, Le Quotidien de Paris



En ce XII^e siècle trépidant, où la chrétienté occidentale se déchire, où Frédéric Barberousse aspire à la domination universelle, où les situations que l'on croit figées pour toujours se modifient soudain, le long règne (1137-1180) de Louis VII ne se juge pas d'une pièce. Premier roi de France à prendre la croix et à gagner la Terre sainte, il doit mener, dès son retour, un difficile combat dont l'enjeu est la survie de la dynastie. Il ne pourra empêcher la montée des Plantagenêt, mais, attentif au jeu politique, plus habile et peut-être plus clairvoyant qu'on ne le pensait, il affermit de façon décisive la prérogative du roi de France en tant que protecteur des Églises et pacificateur du royaume.

L'Histoire
chez
FAYARD

AMÉRIQUES

CANADA

Le gouvernement a conclu un accord avec les Inuits pour la création d'un nouveau territoire

MONTRÉAL

de notre correspondant

Le gouvernement canadien a annoncé, lundi 16 décembre à Ottawa, la conclusion d'un accord sans précédent avec les Inuits, en vue de la création d'un nouveau territoire dans l'Arctique canadien. Le Nunavut (Terre du peuple) sera doté d'une nouvelle structure politique et administrée par les Inuits, si ces derniers ratifient, par référendum, cet accord, qui devra aussi être entériné par le Parlement canadien.

Les 17 500 Inuits de cette région (80 % de la population de l'Arctique canadien) se verront accroître 350 000 kilomètres carrés de terre — un territoire plus vaste que la Pologne — et se verront conférer les droits exclusifs de chasse et de

pêche. Ce texte leur offre également des droits d'exploitation du sous-sol sur 14 000 kilomètres carrés. L'accord prévoit en outre le versement par le gouvernement fédéral d'indemnités de 1,15 milliard de dollars (1), capital et intérêts, au cours des quinze prochaines années. En échange, les Inuits de l'Arctique doivent renoncer à jamais à leurs droits ancestraux sur le reste des territoires.

Le Nunavut couvrira une très large surface dans l'est de l'actuel Territoire du Nord-Ouest, englobant pratiquement tout l'archipel arctique, notamment les îles de Baffin et d'Ellesmere, ainsi que l'est et le centre de la partie continentale de cette région, du sixième parallèle au pôle Nord. Présenté par le ministre fédéral des affaires indiennes,

M. Tom Siddon, comme « historique », cet accord intervient après quinze années de négociations.

Le président de la Fédération des Inuits, M. Louis Filakapsi, a déclaré que cet accord « améliorera le statut social et économique de son peuple ». « La renonciation aux droits ancestraux fut la concession la plus difficile », a estimé pour sa part le négociateur fédéral, M. Tagak Curley. Cette concession a été jugée inacceptable par le chef de l'Assemblée des premières nations, M. Ovide Mercredi, qui représente 500 000 Indiens, et qui a recommandé aux Inuits de rejeter la proposition fédérale.

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

(1) Un dollar canadien vaut environ 4,75 F.

HAÏTI

Soulèvement de réfugiés à Guantanamo

Plusieurs centaines de réfugiés haïtiens se sont soulevés, dimanche 15 décembre, dans le camp installé à la base américaine de Guantanamo (Cuba), détruisant une centaine de tentes de toile et renversant les barrières de barbelés qui les entouraient, ont indiqué lundi les autorités américaines. Ces incidents, les deuxième de cette nature en une semaine, se sont déroulés la veille de l'anniversaire de la victoire à l'élection présidentielle du père Jean-Bertrand Aristide, renversé par un coup d'État militaire le 30 septembre. Le département d'État américain a précisé lundi que 747 personnes avaient à ce jour été recueillies en mer par les garde-côtes américains. Parmi elles, 620 ont été envoyées sur la base navale de Guantanamo, où la frustration et la colère augmentent au fil des semaines. De son côté, la France a condamné, le même jour, les violences récentes à Haïti, au cours des-

quelles un député et plusieurs partisans du père Aristide ont été tués et leurs maisons brûlées, après que des rumeurs eurent circulé sur un prochain retour du président renversé. « Ces exactions, suites d'un putsch sanglant qui n'en finit pas de démontrer une fois de plus la nécessité de parvenir à une solution respectant l'ordre constitutionnel et prévoyant le retour du président Aristide », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, M. Maurice Gourdault-Montagne. A Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Douze, qui ont renoncé à décréter un embargo contre Haïti, ont décidé de geler la coopération préférentielle de la CEE avec ce pays dans six mois, conformément au délai prévu par la convention d'aide au développement de Lomé, dont Port-au-Prince est signataire. — (AFP, Reuters)

ÉTATS-UNIS

La popularité de M. George Bush est au plus bas

Les difficultés économiques ont porté un coup à la popularité du président George Bush dans les sondages. Avec 47 % de personnes satisfaites de son action, M. Bush est à son niveau le plus bas depuis son élection à la Maison Blanche, selon un sondage rendu public lundi 16 décembre. La cote de popularité du président a enregistré ainsi une baisse de 12 points en deux mois et une perte de 43 points depuis son apogée après la fin de la guerre du Golfe. À en croire le sondage réalisé par la chaîne de télévision ABC et le quotidien Washington Post, 70 % des personnes interrogées disent désapprouver l'action de M. Bush en économie. 24 % seulement d'entre elles approuvent les mesures prises dans ce domaine, soit le plus bas niveau atteint dans ce sondage, régulièrement effectué sur la cote du président. — (Reuters)

OCÉANIE

VANUATU : M. Maxime Carlot premier ministre

Les francophones ont formé un gouvernement de coalition avec l'ancien premier ministre Walter Lini

SYDNEY

correspondance

L'Union des partis modérés (UPM), le parti francophone qui a remporté dix-neuf des quarante-six sièges aux élections du 2 décembre, a été contraint de composer avec le National United Party (NUP) récemment créé par l'ancien premier ministre Walter Lini pour for-

mer, lundi 16 décembre, un gouvernement de coalition, présidé par M. Maxime Carlot. Le pasteur Lini, qui a gouverné l'ancien condominium des Nouvelles-Hébrides pendant onze ans, fait un retour sur la scène politique quatre mois après avoir été déchu de la présidence du Vanuatu Party (VAP) puis renversé par le Parlement.

M. Carlot a déploré la réaction

des milieux d'affaires, qui lui reprochent « une alliance avec le diable ». L'UPM n'a traité avec le NUP qu'en dernier recours. « Nous avons d'abord négocié avec le Parti progressiste mélanésien en raison des liens passés. Mais ce parti de quatre sièges demandait trop », explique-t-il.

« Nous avons ensuite pensé que, pour la stabilité et l'unité nationale, il était normal que le parti majoritaire s'allie avec celui du premier ministre sortant, M. Donald Kapo-kas. Mais le VAP a voulu négocier à égalité avec l'UPM alors qu'il n'a que dix sièges. La dernière solution était le NUP, qui n'a pas posé trop de conditions. »

Dans le nouveau cabinet, l'UPM détient six portefeuilles, dont les finances, les affaires foncières et l'éducation. Le NUP est représenté par quatre ministres, dont un vice-premier ministre. M. Lini reste en dehors du gouvernement, mais sa sœur, M^{me} Hilda Lini, obtient le portefeuille de la santé. C'est la première fois à Vanuatu qu'une femme occupe un poste ministériel.

M. Carlot a reconnu qu'il existait des « différences politiques entre les deux partis », mais il a mis en avant leur « accord sur le plan économique ». « Il faut développer les exportations en relançant l'agriculture et l'élevage. Beaucoup de terres sont restées longtemps en sommeil car les litiges portés devant les tribunaux n'ont pas été résolus », dit-il en faisant allusion à la coutume qui définit mal la propriété collective des terres et est source de conflits entre clans.

L'UPM prévoit aussi d'améliorer les avantages consentis aux investisseurs pour refaire du pays un véritable paradis fiscal. Il compte sur une hausse du revenu national pour assurer la gratuité de l'enseignement primaire et des soins, ainsi que sur un accroissement de l'aide extérieure, notamment française. La promotion du français comme langue officielle et de travail au même titre que l'anglais suscite des inquiétudes parmi les anglophones.

SYLVIE LEPAGE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Le Congrès panafricain s'est retiré des négociations sur la nouvelle Constitution

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A l'issue d'un congrès extraordinaire, réuni à Belleville, dans la banlieue du Cap, dimanche 15 et lundi 16 décembre, le Congrès panafricain (PAC) a décidé de se retirer des négociations multipartites destinées à élaborer une nouvelle Constitution. Entamées le 29 novembre, ces négociations doivent reprendre le 20 décembre, avec la première réunion officielle de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA).

C'est à l'unanimité que les deux mille délégués du PAC ont décidé de ne pas aller plus loin dans le processus de négociations, « à cause du caractère non démocratique de la CODESA et du refus des participants d'organiser ces négociations à l'étranger, sous une présidence neutre ». Le PAC, qui n'a pas affirmé sa volonté de voir une « Assemblée constituante élue au suffrage universel », rejette ainsi les autres mouvements radicaux de la Conscience noire, notamment l'Organisation du peuple d'Azaïnie (AZAPO), qui refusent, elles aussi, de participer aux négociations et exigent un transfert du pouvoir à la communauté noire.

De son côté, l'extrême droite blanche et sa représentation au Parlement, le Parti conservateur (CP) du pasteur Andries Treurnicht, a confirmé qu'elle ne participerait pas aux négociations, tant que la constitution d'un État strictement blanc ne serait pas à l'ordre du jour.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ L'extrême droite accusée d'avoir voulu enlever le petit-fils du président De Klerk. — En Afrique du Sud la police a ouvert une enquête à la suite d'informations faisant état d'un complot de l'extrême-droite pour enlever le petit-fils du président De Klerk, a annoncé, lundi 16 décembre le ministre de la loi et de l'ordre. Selon ces informations, une cellule du Boerevroustandbeweging (BWB, Mouvement de résistance des fermiers) voulait échanger l'enfant, âgé de quatre ans, contre deux militants extrémistes, condamnés, l'un pour des attentats à la bombe, l'autre pour le meurtre de sept Noirs. — (AFP)

TUNISIE

Polémique entre le gouvernement et la Ligue des droits de l'homme

TUNIS

de notre correspondant

Une polémique vient d'engager entre le gouvernement et la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) sur la situation des libertés depuis quelques mois en Tunisie, plus précisément depuis l'annonce du « complot » que le mouvement islamiste Ennahdha est accusé d'avoir fomenté.

Dans un communiqué diffusé à la fin de la semaine dernière, la LTDH s'était adressée au pouvoir « de la façon la plus pressante » afin qu'il mette un terme « à la détérioration de l'état des libertés et des droits de l'homme », déplorant qu'il existe en ce domaine « un fossé profond entre le discours et la pratique ».

La Ligue « exigeait » notamment l'ouverture d'une enquête sur « les décès suspects dans les locaux de la police et susceptibles d'être liés à la torture » de six personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête sur « le complot islamiste » (1). Elle demandait aussi la publication intégrale du rapport de la commission d'investigation sur les bavures policières, constituée à l'initiative du président Ben Ali, rapport dont il n'a été publié qu'un résumé édulcoré, et la stricte application de la loi sur la garde à vue qui n'est pas toujours respectée. Enfin, elle exprimait sa « vive inquiétude devant l'aggravation des opérations de rattachage et du nombre des arrestations avec son cortège d'abus » enregistrés ces derniers temps.

La réplique ne s'est pas fait attendre. Ce sont là « des allégations mensongères » et il est « très regrettable de voir la Ligue utiliser par certaines parties pour servir des intérêts politiques égoïstes alors que son rôle doit demeurer strictement humanitaire en se fondant sur l'impartialité et l'objectivité », vient de répondre le gouvernement.

Selon cette mise au point, il y a eu depuis le printemps dernier, trois cas de mort suspecte « dont les tribunaux sont saisis ». Quant aux trois autres décès signalés par la LTDH, « ils ne relèvent que d'allégations mensongères » et la Ligue en a reçu en son temps « la preuve formelle ». Par ailleurs, s'il y a eu des anomalies au sujet de la garde à vue, il s'agit « d'abus individuels et isolés » et le chef de l'État a ordonné que des dispositions soient prises « pour les réprimer à l'avenir ».

La réponse officielle paraît plus embarrasée à propos du rapport sur les bavures policières. N'étant pas « une structure judiciaire habilitée à prononcer des condamnations et des sanctions », la commission, est-il expliqué, avait seulement pour mission « de soumettre des données au chef de l'État qui a ordonné des poursuites en la matière ». La recrudescence des arrestations est en outre formellement démentie.

Toutefois, force est de constater que les contrôles de police, avec les interpellations qu'ils peuvent entraîner, n'ont jamais été aussi nombreux, à l'initiative de beaucoup de Tunisiens. Mais il est vrai que les autorités tunisiennes ont quelques raisons de redoubler de vigilance : l'attaque d'un commando islamiste contre le poste de Guemmar en Algérie, près de la frontière tunisienne, était déjà pré-occupante mais l'annonce récente par le journal égyptien *Al Wafd*, généralement bien informé, du départ du Soudan de seize islamistes tunisiens ayant mission d'assassiner plusieurs personnalités en Tunisie aurait de quoi inquiéter un peu plus.

MICHEL DEURÉ

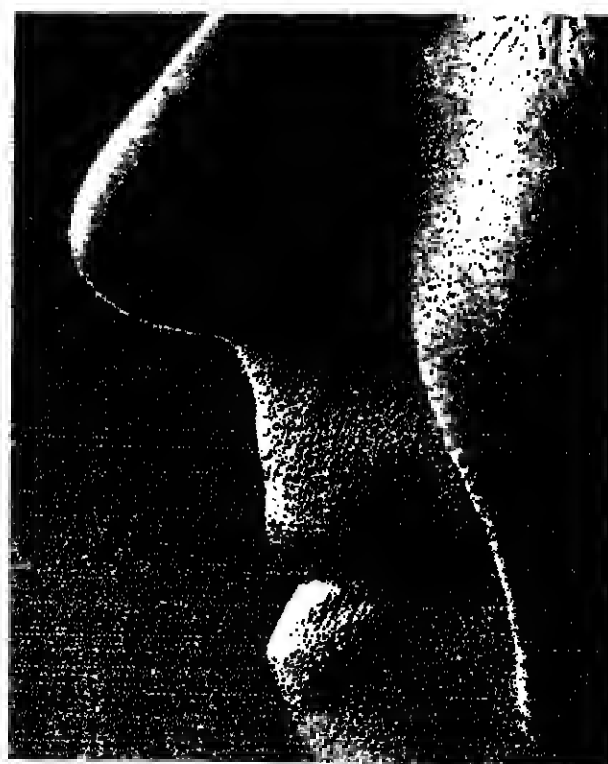
(1) Il s'agit de MM. Fathi Khairi, Abdelwahab El Eddeli, Faïçal Barakat, Rachid Chammakhi, Maher Saff et Fathi Achli.

□ CAP-VERT : Le Mouvement pour la démocratie a remporté les élections municipales. — Le Mouvement pour la démocratie (MDP), le nouveau parti dirigeant l'archipel, a conquis dix des quatorze municipalités en jeu, lors des premières élections municipales libres, organisées dimanche 15 décembre. Le Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV), ex-parti unique, écarté du pouvoir au début de l'année, n'en a remporté que trois. — (Reuters)

□ KENYA : nomination d'un nouveau ministre de l'Industrie. — Le président Daniel arap Moi a nommé, lundi 16 décembre, M. Francis Ole Kaparo au poste de ministre de l'Industrie, après le limogeage de M. Nicholas Biwott, dénoncé pour corruption et mis en cause dans le meurtre du ministre des affaires étrangères Robert Ouko, assassiné en février 1990. Par ailleurs, le secrétaire permanent aux affaires étrangères, M. Bettwell Kiplagat, a été remplacé par l'ambassadeur kenyan à Londres, M^{me} Sally Kosgei. — (AFP)

POMMERY

OÙ 4 CM D'UN NEZ EXCEPTIONNEL COMPTENT AUTANT QUE 18 KM DE CAVES POUR ÉLABORER UN GRAND CHAMPAGNE.

CHAMPAGNE
POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

JAN 1992

POLITIQUE

Le retour de M. Barre

L'ancien premier ministre apparaît comme un recours possible en cas de défaite de la gauche

M. Raymond Barre vient de revenir du Japon, la tête dans un nuage. Son baromètre de popularité est depuis septembre au beau fixe. Chacun a pu noter qu'avant Maastricht M. Mitterrand l'a consulté à l'Élysée plus longuement que tous. M. Cresson l'a reçu, lundi 16 décembre, pendant près d'une heure. Elle l'avait invité, a-t-il dit, pour « l'entretien de divers problèmes ». L'autre dimanche, elle n'avait pas hésité à citer en exemple son séjour à Matignon pour assurer qu'elle ne gouvernait pas non plus pour les sondages. Quand on sait encore que, dans les dîners en ville, M. Chirac va partout répétant que l'Élysée le consulte au moins quatre fois par jour et que, dans le dernier numéro de *Globe*, M. Pierre Bergé, représentant d'une certaine gauche, lui découvre bico des vertus, on comprend que l'ancien premier ministre est de nouveau aujourd'hui au centre des conversations.

Fussent-elles, comme il aime s'en plaindre, microcosmiques, il adore. Et quoi qu'il en dise, les sondages ne l'ont jamais laissé indifférent. Moins de quatre ans après son échec à l'élection présidentielle de 1988, M. Barre est donc de retour. « Moi, je ne suis nul part », a-t-il souvent répété, sans dire pour autant, comme M. Jobert, qu'il était ailleurs. Il est là et bien là, et les Français, après de curieux détours, semblent aujourd'hui le redécouvrir.

Dès le soir de son échec, il avait averti qu'il ne se résoudrait point à aller s'occuper de ses minimes sur la Côte d'Azur. Il ne fut pas toujours facile à suivre. On comprit rapidement qu'il ne tenait pas, non plus, pour une priorité de jeter la rampe à la rivière. Avant de passer aux urnes, on l'avait déjà entendu menacer M. Chirac, Giscard d'Estaing et Létard, objets selon lui de tous ses maux : « Si jamais je m'en sors, ils entendront parler de moi ! » M. Mitterrand rétorqua, sans doute en quatre mots : « Ils me le paieront ! »

Au grand dam de ses amis, M. Barre ne semblait plus vouloir exercer qu'un pouvoir de nuisance, tirant à vue sur tout ce qui bougeait à droite, avec la même rapidité qu'il mettait à découvrir le peuple de gauche. C'était le temps du splendide isolement, mais aussi le temps des premières rencontres avec M. Mitterrand, des rendez-vous ministériels au tout genre, des ministres baristés au gouvernement et, pour l'opinion, de tous les

malentendus. « Je ne lui connais d'admiration totale qu'à l'égard de de Gaulle », explique un de ses amis de longue date. Avec Mitterrand, c'est différent. Il reconnaît ses qualités de chef d'État, qui se sont manifestées pendant la cohabitation, au détriment de Chirac, ce qui ne pouvait que lui faire plaisir. Mais il y a aussi chez lui cet aspect psychologique, à savoir que quel qu'un qui l'avait battu ne pouvait que nécessairement être bien.

L'itinéraire d'un homme libre

Par un étrange paradoxe, au moment où les jeux de partis laissent, ce splendide isolement semble devenir une chance pour M. Barre. Son comportement n'a pas radicalement changé, mais ceux qui en étaient à la traîne y voient aujourd'hui l'itinéraire d'un homme libre. S'il ne se répand guère en confidences sur le sujet, et s'il n'est pas dupe non plus des avantages que peut y trouver le pouvoir, M. Barre continue de rencontrer régulièrement M. Mitterrand. Il a vu deux fois M. Cresson depuis son installation à Matignon, qu'il note « la sympathie spontanée » entre les deux personnages. MM. Jean-Pierre Soisson et Bruno Durieux restent ses poissons-pilotes dans le gouvernement. Il n'a pas non plus rompu le contact avec M. Pierre Bérégovoy, M. Elisabeth Guigou et M. Michel Delebarre, dont il disait récemment après un tête-à-tête : « C'est quand même mieux que Méhaignerie ! »

Car dans le même temps, ses rapports avec la droite sont toujours aussi compliqués. Il n'a plus jamais revu, depuis ces trois dernières années, ni M. Chirac ni M. Létard. Après lui avoir enlevé d'office tout label d'opposant pour avoir rejeté le système des primaires, M. Giscard d'Estaing a tenté de lui faire un signe, en lisant lui-même le message que M. Barre avait adressé au conseil national de l'UDF du 9 novembre dernier. « Je souhaite », avait écrit ce jour-là M. Barre, que l'UDF s'organise pour devenir la force centrale indispensable à notre pays.

Dans le même message, il indiquait aussi qu'il conservait une particulière gratitude à ceux de ses membres qui (lui avaient) constamment manifesté leur sympathie et

un soutien dévoué. M. Giscard d'Estaing n'a pas lu ces mots... De toute façon, M. Barre ne lui pardonnera jamais d'avoir refusé, le 27 mars 1988, de choisir entre ses deux anciens premiers ministres candidats à la charge suprême. Officiellement, M. Barre n'est donc qu'un député apparenté au groupe centriste.

En le sollicitant la semaine dernière pour conduire la liste d'opposition aux élections régionales dans le Rhône, beaucoup ont espéré que M. Barre marquerait de la sorte son retour au bercail de l'opposition. Pari perdu. Avec les centristes, ses rapports ne sont pas plus simples. S'il n'avait tenu qu'à lui, il aurait rejoint dès 1988 au Palais-Bourbon le banc des non-inscrits. Mais les fois, il a été tenté de le faire en voyant ces centristes enterrer leur grand dessin d'autonomie. Seuls certains liens d'amitié l'en ont dissuadé.

Les circonstances et les convictions

Personne d'autre que lui n'aurait sans doute pu résister à tant de sollicitations, d'invitations et de déceptions. Anxieux, certains lui voyaient prendre la place de M. Pinay. Au pis, celle de confédérer international émérite. Le voilà installé dans la position d'un « recours ». S'inspirant d'un de ses auteurs favoris, Benjamin Constant, il répète souvent, qu'en politique comme ailleurs, « il y a les hommes de circonstances et les hommes de convictions ». M. Barre a peut-être eu le tort d'avoir eu raison trop tôt. Alors, les circonstances s'accrocheront-elles un jour avec ses convictions ? « Ça, répondait-il l'autre jour à Jean-Pierre Elkabbach, c'est le destin qui tranche. Il faut savoir dans la vie être disponible. C'est comme cela que les choses ne sont arrivées et je crois qu'il faut à ce moment-là avec humilité accepter ce qui vous arrive. »

M. Barre a toujours cru à la force du destin. Ses amis lui reprochent quelquefois de ne l'avoir jamais su le forcer. Dès le lendemain de l'élection présidentielle de 1988, ils l'ont supplié de prendre, tant qu'il en était encore temps, la présidence de l'UDF. « Je ne suis pas bon pour l'organisation », leur a-t-il répondu. Sans parti, sans réseau, il

s'co trouve bien, persuadé que sa principale erreur en 1988 fut de vouloir rallier à sa cause toute l'UDF. En attendant, le destin s'appelle aussi François Mitterrand. Disponible, M. Barre l'est sans nul doute. Alors qu'avant l'été il affirmait encore avoir « éprouvé les charmes de Matignon », il ne le dit plus aujourd'hui. Que ce soit au lendemain des élections régionales ou après un éventuel référendum sur l'Europe, qu'il appelle d'ailleurs de ses vœux, l'Élysée ne dément plus qu'avec M. Delors il pourrait être l'homme de la circonstance. « La formule de demain, prédisait-il déjà en janvier 1988, ne serait-elle pas socialiste ? Elle doit rassembler tous les républicains qui, de la droite modérée et de la gauche responsable, sont partisans d'une économie moderne de marché, de mécanismes de solidarité nationale au service de la promotion des moins favorisés et sont soucieux de la mise en place d'une union européenne (1). »

Pour ce faire, M. Barre sait déjà qu'il n'a devant lui deux sérieux obstacles. Ce sera le problème de M. Mitterrand de le faire accepter par les socialistes. Son problème à lui sera de faire comprendre qu'on peut être contre la cohabitation en 1986 et pour « la synthèse républicaine » six ans plus tard. Il devra aussi trouver la garantie d'une majorité au Parlement.

A l'Assemblée nationale, les travaux d'approche ont commencé. Après l'échec de M. Soisson, une association plus souterraine a été lancée, baptisée tout simplement « Idées », avec pour ambition de regrouper les énergies par delà les trois groupes de l'opposition. MM. Jean-Jacques Jégou et Gérard Vignoble à l'UDC, M. Jean-Yves Haby à l'UDF, M. Jean-Pierre Delalande au RPR en sont les pionniers. Ce travail devrait se concrétiser pour la première fois publiquement par le dépôt d'une proposition de loi commune sur l'immigration. « Je ne jeterai jamais le discrédit sur tous les efforts faits pour essayer de trouver un nouveau positionnement », a toujours dit M. Barre. « Cette fois, constate-t-on à Matignon, il fait un tout petit mieux qu'observer. » A l'ouest aussi, les « paysans du Danube » se remuent !

DANIEL CARTON

(1) Questions de confiance, entretiens avec Jean-Marie Colombani (Ed. Flammarion).

En réponse aux propositions de M. Mégret

L'Action française estime injustifiée la « discrimination » du Front national entre les immigrés du Sud et les Européens

Sous le titre « Immigration : notre réponse au Front national », l'hebdomadaire *Aspects de la France* a récemment développé la position des monarchistes de l'Action française (Restauration nationale) après la récente présentation par M. Bruno Mégret, député général du parti d'extrême droite, de cinquante « mesures concrètes » visant les immigrés (le Monde du 19 novembre). Ce plan avait fait l'objet d'une condamnation de la part de tous les partis politiques, de la plupart des organisations syndicales, du monde associatif et des hiérarchies religieuses.

M. Pierre Pujol, directeur de l'hebdomadaire, marque son accord avec bon nombre des mesures avancées par M. Mégret comme « la suppression de la discrimination anti-française », le refus des « incessantes références cosmopolites » que le Front national traque dans les manuels scolaires, « le démantèlement des ghettos ethniques », « les mesures destinées à arrêter toute nouvelle immigration », « la dénonciation des accords de Schengen » qui prévoient la disparition des frontières nationales et l'arrêt des « pompes aspirantes de l'immigration » que représentent, selon M. Jean-Marie Le Pen et certains dirigeants de droite, les allocations sociales.

« Certes, le droit du sang doit demeurer le principe » pour acquérir la nationalité française, remarque M. Pujol, qui ajoute : « Mais faut-il refuser à des enfants d'étrangers nés en France la possibilité de devenir Français ? ». Quant au « serment de fidélité » suggéré, au moment de la naturalisation, par le Front national, l'Action française estime que « ce genre de cérémonie ne serait pas adapté à nos mœurs et paraîtrait dérisoire » alors même que « beaucoup de Français eux-mêmes refuseraient de le prêter ».

Des tensions inutiles

Les monarchistes expriment des « réserves » sur la remise en cause, par le parti d'extrême droite, des naturalisations effectuées depuis 1974 car « c'est risquer de créer des tensions inutiles ». « Puisque ces gens ont la nationalité française, écrit M. Pujol, prenons-en acte et demandons-leur de se comporter en Français et de respecter les lois de la France ». De même, le porte-parole monarchiste s'interroge sur le bien-fondé d'une croisade contre la construction des mosquées : « Il vaut mieux avoir des musulmans pratiquants que des gens déracinés vivant sous principes religieux », affirme-t-il, en remarquant que « 5 % seulement des musulmans vivants en France fréquentent les mosquées ».

Méfiant à l'égard de la séparation des caisses de Sécurité sociale et du versement des allocations familiales aux seuls Français, M. Pujol considère que « cela conduirait à marginaliser les étrangers et pourrait nuire aux relations de travail dans les entreprises ». Quant au label « Produit en France par des Français », le directeur d'*Aspects de la France* le trouve tout simplement « aberrant ». Et il

s'interroge sur la disposition tendant à « réglementer la propriété immobilière » car, selon lui, « ce ne sont pas les immigrés familiaux de nos banlieues qui achètent des terres et des maisons en France, mais les potentails arabes, les magnats japonais... et les ressortissants de la Communauté européenne, notamment les Anglais et les Hollandais, mais de ceux-là le Front national ne se mêle pas ! »

Opposé à l'expulsion de familles immigrées installées depuis longtemps dans notre pays et qui souhaitent y rester, M. Pujol affirme qu'« il faut tendre à les intégrer, puis à les assimiler » car « leurs enfants, nés en France et y passant leur jeunesse, ont vocation à devenir Français ». Au total, le dirigeant royaliste assure que « beaucoup [de ces mesures] sont opportunes, d'autres sont excessives ou manquent de réalisme ». « L'ensemble du projet est inspiré par la diatribe à l'égard de l'immigré venu du Sud », affirme M. Pujol, tandis que cela issu de l'un des pays de la Communauté européenne pourrait jouir des mêmes droits que les Français. (...) Cette discrimination ne nous paraît guère justifiée ». En conclusion, il souligne que « pour traiter cette grave et délicate question de l'immigration, il convient d'évacuer toute considération raciale ».

O. B.

La Nouvelle action royaliste dénonce « un programme racial »

« Les analyses et les propositions du Front national ne résistent pas une seconde à l'examen. Moins l'histoire du nazisme et celle de la « révolution nationale » montrent malheureusement que la culture du fantasme est un rendement immédiat. Quant un parti dit d'importer quoi, beaucoup peuvent y trouver leur compte. » Ce jugement, qui concerne les cinquante mesures de M. Mégret contre les immigrés, est prononcé par le bimensuel *Royaliste* dont le directeur politique est M. Bertrand Renouvin, animateur de la Nouvelle action royaliste (NAR). Loin de « régler le problème de l'immigration », ces mesures, selon *Royaliste*, constituent une « publicité mensongère ».

Sous le titre « Ein Volk [un peuple], un programme racial », cette publication relève « le caractère raciste » de ces mesures « qui révéleraient dans leur détail les attitudes les plus sombres de l'histoire de la France et de l'Europe ». La NAR cite, à cet effet, Vichy pour la remise en cause des naturalisations et la législation maréchaliste pour le rétablissement du jus sanguinis, en affirmant que « les mesures de ségrégation préconisées par le directeur du Front national seraient contraires aux principes de notre droit ». « Preuve est faite, une fois de plus, ajoutent les amis de M. Renouvin, des véritables sources idéologiques du Front national ».

jamais avoir réagi aux « exclusives » lancées contre eux par le MRG et ils affirment que France unie est « vide de projet autant que d'adhérents ».

Un conseiller régional de Lorraine condamné pour violence sur un enfant. — M. Pascal-Bernard de Leersnyder, conseiller régional de Lorraine, élu en 1986 sur la liste du Front national, a été condamné par le tribunal correctionnel de Thionville (Moselle), le 12 décembre, à treize mois de prison, dont dix mois ferme, et à dix années d'interdiction de ses droits civils, civiques et de famille pour violence sur un mineur de moins de quinze ans. Le 30 octobre, M. de Leersnyder avait frappé violemment le fils de sa compagne, Arnold, âgé de cinq ans, auquel il a interjeté appel. M. de Leersnyder a siégé pour la dernière fois dans l'hémicycle de l'assemblée régionale lorraine sur les bords du groupe du Front national le 28 octobre 1991, soit deux jours avant les faits qui lui sont reprochés. Le conseil régional de Lorraine a reçu, le 5 décembre, une lettre du président du groupe du Front national l'informant que M. de Leersnyder n'était plus membre de son parti. M. Dominique Chaboché, vice-président du Front national, a indiqué que M. de Leersnyder « bien que comploté encore récemment parmi les élus régionaux du parti d'extrême droite — n'était plus adhérent depuis trois ans. » (Corresp.)

CORRESPONDANCE

M. Bothorel et les accords à droite

Dans un compte-rendu du conseil national du CNI (le Monde du 10 décembre) nous avons évoqué les déclarations de M. Jean Bothorel, éditorialiste au Figaro. Nous écrivions qu'il avait affirmé la nécessité d'accords entre la droite et le Front national avec une conviction identique à celle qu'il développait, à la fin des années 70, au sujet de l'alliance entre PS et PCF. M. Bothorel nous a adressé à ce propos la lettre suivante :

Le paragraphe où je suis cité et l'encadrement du paragraphe suivant procèdent d'une méthode bien connue et toujours efficace : l'amalgame. Ainsi présentée, mon intervention est transformée en prise de position politique. Or je n'ai absolument rien dit qui soit en dehors de mon rôle d'observateur.

Mon analyse ne relève, en la circonstance, d'aucune « conviction », comme le suggère votre collaborateur. Dans les années 70 j'ai écrit que l'alliance PS-PCF était une « nécessité » pour que la gauche accède au pouvoir. Dès 1987, j'ai écrit qu'il y avait, désormais, en France, « deux droites » et qu'elles seraient, d'une manière ou d'une autre, confrontées à la « nécessité » d'amalgamer des accords électoraux. Dans le premier cas, comme dans le second, il s'agissait, de ma part, d'une analyse tactique — donc ouverte à la discussion, — nulle part d'un engagement politique.

[Lors de la table ronde de conseil national du CNI, M. Jean Bothorel, qui s'exprimait comme « observateur », a indiqué : « Je ne crois pas que la droite puisse revenir, d'une manière forte et solide, sans trouver au premier chef un accord avec le Front national. C'est l'idée que j'ai. Peut-être que je me trompe. Certains disent que je me trompe. »]

POMMERY

OÙ L'EXPÉDITION VALAIT LA PEINE D'ÊTRE ENTREPRISE.



CHAMPAGNE POMMERY
CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. Consommez avec modération.

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Les écologistes affichent leurs divisions

Le porte-parole des Verts, M. Antoine Waechter, a vivement réagi, lundi 16 décembre, dans une déclaration à l'AFP, à la décision prise la veille par Génération écologie de baptiser ses listes, lors des prochaines élections régionales, « le mouvement vert de Brice Lalonde ». Il a accusé le ministre de l'environnement de chercher à

« capter le potentiel électoral des Verts » et menacé d'initier une action en justice. Le même jour, devant le Club de la presse d'Europe 1, il a expliqué la « sinistres » par le revirement des socialistes depuis 1983. De son côté, M. Lalonde a réaffirmé, à Amiens, où il menait campagne pour Génération écologie, que sa présence au gouver-

nement pourrait être liée à l'institution d'une taxe permettant de financer l'élimination des déchets. Enfin, le troisième mouvement écologiste, l'Alternative rouge et verte, a décidé, devant la « refus d'ouverture » des Verts, de privilégier le dialogue avec les anciens rénovateurs et reconstruc-

L'Alternative rouge et verte serait présente dans trente départements

Au lendemain de son deuxième congrès national, réuni à Nantes du 13 au 15 décembre, l'Alternative rouge et verte (AREV) a annoncé qu'elle s'était donné pour objectif d'être présente dans une trentaine de départements aux prochaines élections régionales. L'AREV, troisième composante de la mouvance écologiste après les Verts et Génération écologie,

revendique quinze cents adhérents. A une large majorité, elle a fait le choix de travailler à « la formation d'une nouvelle force politique, issue d'une vaste recombinaison et de privilégier ses relations avec l'Alternative démocrate socialiste (ADS), mouvement créé le 23 novembre dernier par les anciens rénovateurs et reconstruc-

Une « forte minorité » aurait préféré collaborer avec les Verts à un renforcement du « pôle écologiste », mais la majorité des militants de l'AREV ont, semble-t-il, été heurtés par le « refus d'ouverture » des amis de M. Antoine Waechter. L'un des porte-paroles des « alternatifs », M. Jean-Pierre Lemaire, a ainsi présenté la candidature de M. Roger Winterhalter, maire de Lutetbach (Haut-Rhin) et président de la Fédération nationale des élus autogestionnaires, contre la liste conduite par M. Waechter comme un « enjeu majeur » des prochaines élections régionales en Alsace.

« Les Verts n'ont pas le monopole du refus des partis traditionnels », a-t-il expliqué. Le courant écologiste ne peut pas se construire contre les valeurs de la gauche. Nous ne croyons pas plus au parti écologiste unique que nous croyons hier au parti unique de la classe ouvrière. Les militants locaux de l'AREV se sont prononcés, en revanche, pour une liste d'union autour de M. Brice Lalonde, au cas où l'actuel ministre de l'environnement confirmerait sa candidature en Indre-et-Loire.

J.-L. S.

Les déclarations de M. Mitterrand sur les accords de Maastricht

Le RPR est favorable à un référendum le CDS et le PC y sont opposés

Au lendemain de l'intervention télévisée du chef de l'Etat, l'éventualité d'un référendum sur les accords de Maastricht rencontre l'hostilité des centristes et des communistes. En revanche, le RPR y est favorable. Après M. Balladur (le Monde du 17 décembre), M. Alain Juppé, son secrétaire général, a jugé « normal » et « légitime » que les Français soient consultés par référendum sur l'extension du droit de vote à l'ensemble des ressortissants européens.

Il a estimé, d'autre part, que pour ceux qui attendaient « des choses nouvelles » sur le chômage « les déclarations du président de la République ont été nulles ». Enfin, en opposant « le parti du mouvement qui serait la gauche et le parti de la conservation qui serait la droite », M. Mitterrand est apparu, selon lui, « comme un homme du dix-neuvième siècle ».

Le CDS rejette, pour sa part, le recours au référendum. M. Méhaignerie, qui avait fait part de son hostilité à cette procédure (le Monde du 17 décembre), a accusé le chef de l'Etat d'être « sorti de son rôle » en devenant « chef de parti, chef de clan ». « Petit jusqu'à la caricature, il

a une fois de plus divisé la France en deux : les gens de progrès comme lui, les autres ensuite, tous les autres », a-t-il déclaré.

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est montré réservé, affirmant : « Il ne faudrait pas que la construction européenne soit pour les socialistes une méthode pour cacher leurs échecs en matière de politique intérieure. Il ne faudrait pas que, pour reconstruire à bon compte une clientèle électorale en spéculant sur les peurs ou en défendant des corporatismes surannés ».

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, juge « contraire à la démocratie que le Parlement, qui n'a pas pu se prononcer sur les orientations de la France dans ces négociations, soit à nouveau prié de ce droit avant que le président aille signer ces traités ». Aussi demande-t-il une session extraordinaire du Parlement.

A l'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen condamne « le double langage » de M. Mitterrand.

L'interdiction de la propagation du communisme en Tchécoslovaquie

M. Fiterman affirme sa solidarité avec le chef du PC de Bohême et Moravie

M. Charles Fiterman, qui doit se rendre en voyage en Tchécoslovaquie, du 18 au 21 décembre, s'est déclaré « très surpris » du vote, par l'Assemblée fédérale de la République tchèque et slovaque, d'une loi interdisant dans ce pays la propagation du communisme sous peine d'emprisonnement (le Monde du 14 et du 17 décembre). L'ancien ministre des transports nous a confirmé, lundi 16 décembre, le maintien de ce déplacement et sa volonté d'affirmer sa « totale solidarité », sur place, avec le président du Parti communiste de Bohême et Moravie, M. Jiri Svoboda, qui a entrepris une grève

de la faim pour réclamer l'abrogation de cette loi, vivement dénoncée le 13 mars, par le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais.

« Je suis d'autant plus surpris par le vote de ce texte antidémocratique qu'il ne correspond pas aux premiers changements constatés en Tchécoslovaquie après la « révolution de velours ». Il y a là, soudain, un brusque dérapage tout à fait inacceptable et j'espère que cette loi sera annulée », nous a notamment déclaré M. Fiterman, qui a rendez-vous avec M. Svoboda mais aussi avec des représentants des autorités.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

S'il n'obtient pas la création d'une taxe sur les déchets

M. Brice Lalonde menace de quitter le gouvernement

A la veille d'un conseil des ministres qui devrait être saisi d'un projet sur l'élimination des déchets, le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, a réaffirmé, lundi 16 décembre à Amiens, où il était venu soutenir les candidats de Génération écologie aux prochaines élections régionales en Picardie, qu'il pourrait mettre en jeu sa présence au gouvernement s'il n'obtenait pas l'institution d'une redevance sur les déchets.

« Le ministre de l'environnement doit se battre, a-t-il précisé. Il y a de plus en plus de déchets rejetés bêtement. Cela pose des problèmes, notamment la pollution de l'eau par ruissellement. Sur la redevance que je souhaite, la discussion est très difficile au gouvernement. Je compte cependant obtenir un arbitrage ».

Le président de Génération écologie regrette d'autre part que la majorité ne parle plus de proportionnelle, mode de scrutin qu'il appelle de ses vœux : « Les écologistes ne seront pris au mot que s'ils sont représentés au Parlement. Nous avons besoin d'y faire notre entrée, si nous voulons jouer un rôle. Pour cela, il faut changer les règles du jeu. Notre vie politique est vieillotte. Ce que nous voulons, c'est que la politique s'organise autour des problèmes de tous les jours et non pas de doctrine. Il ne faut pas que ce soit toujours les mêmes qui se réservent la chose publique ».

(Corresp.)

DIAGONALES

[Hussonnet et Regimbarde ont dirigé ensemble la Sorbonne l'été de mai 1988. Depuis, Hussonnet gagne 80 000 francs par mois dans la communication, et Regimbarde dix fois moins comme prof du secondaire. Leurs opinions ont suivi l'écart de leurs ressources. Ils les confrontent régulièrement. Leur besoin de dispute les retient de se brouter tout à fait. L'amitié est au dessus de ça, pensent-ils.]

CETTE semaine de décembre 1991 était propice aux réconciliations, moins en raison de Noël que de l'actualité intellectuelle, leur plat favori après la palette aux lentilles. Diverses manifestations rivalisaient leur common motif d'hilarité en démentant la prétention à mener le monde de ceux qu'ils appelaient entre eux les « p. p. », les « penseurs patentés ».

A l'Opéra l'ancien, pas cette horreur naineuse de la Bastille, les auteurs préférés d'un hobo-madère d'opposition musclée dédaignaient leurs œuvres à l'intention de ceux que les gens de théâtre surnommaient les « visions », au son de la garde républicaine, quitta à tomber dans la confusion culturaliste dénoncée par un best-seller de l'autisme.

Hussonnet tutoyait un des écrivains présents. — Tu dois bicher, lança-t-il, l'hydre sociologique agonisante, et ta chère droite revient au galop !

— Je regretterai l'opposition, dit l'auteur, c'est plus confortable : et il y aura dix ans de gâchis à redresser !

— Allons donc, objecta Hussonnet. Pour une fois, la gauche va vous laisser des caisses pleines. A vous le luxe de faire le social qu'elle a négligé !

C'était une marotte d'Hussonnet. Selon lui, les partis étaient moins inclinés à mentir qu'à faire mentir l'adversaire. Suspecte de conservatisme, la droite avait abaissé la majorité civique et légalisé l'avortement. Soupçonnée de nullité gestionnaire, la gauche avait été aux petits soins pour le capital, au mépris de ses principes et de sa clientèle.

L'auteur de droite nuançait le triomphalisme des siens.

— Ils se sont enrichis comme quatre. Mais ils le masquent à force d'ingratitude, et ils feront payer à la gauche leurs frousses du début. Ajoute qu'il va falloir épurer l'intelligentsia française d'un demi-siècle de dictature marxiste, de goulag sartrien...

Regimbarde n'y tint plus.

— La gauche leur a donné le téle, bougonne-t-il à l'oreille d'Hussonnet. Ils détiennent les journaux à 90 %, et Sartre, lui, régnait sur 2 000 lecteurs des Temps modernes ! Etait-ce sa faute s'il avait plus de charme qu'en face ?

Il trotteait au bras d'Hussonnet, pris d'un de ses accès familiers d'indignation. Il aperçut un ancien pétaiste de choc.

— En traquant les anciens communistes, dit-il,

Some of these days

la droite croit se laver du déshonneur de Vichy, lequel a facilité la mode du marxisme. Et les stationnaires repentis jouent les procureurs, par mauvaise conscience et atavisme ! Beurk ! Flons !

Regimbarde espérait se laver l'âme en traînant Hussonnet au congrès socialiste de la Défense.

Après le « on a gagné » de l'Opéra, l'ambiance était à « comment ne pas trop perdre ». Le petit brun était agité par les créateurs en guise d'épouvantail. D'idées nouvelles, point, fit-ce pour l'an 2000.

— Difficile de faire rêver à du neuf lorsqu'on est aux affaires et qu'on y fait la politique dénoncée dix ans plus tôt, ironisa Hussonnet.

Regimbarde était passé de l'indignation à l'abandon.

— Remet-toi, lui dit Hussonnet en lui décochant une bourrade d'ancien de régime. Vous vous referez une santé intellectuelle et morale dans l'opposition, c'est fait pour ! Au jeu de la bonne conscience, qui perd gagne !

Toujours à sa marotte, il ajouta :

— D'ailleurs, la droite fera la même chose que vous.

— Ne crois pas ça ! Même toi, tu varras la différence, prophétisa Regimbarde. Le CNRS, cette survivance marxiste, n'a qu'à bien se tenir !

— Espérant combattre la déprime de son ami, Hussonnet l'emmena à la présidence de l'Assemblée nationale, où il était invité à un colloque d'intellectuels de gauche. Ce n'était pas dit comme ça, mais bon...

— Tous les participants étaient à la Bastille en 1981, vérifia Hussonnet au premier coup d'œil. Et tous ont été nantis de hautes fonctions, en remerciement. Même moi, c'est le dire !

— Pas tous ! rectifia Regimbarde. Ébahi de voir pour la première fois certaines de ses idoles et les lambris de l'hôtel de Lassay. Ensemble, qui plus est.

« Sartre ne serait pas venu », se dit-il à voix basse. « Un vrai anar, lui au moins ! Pourquoi nos intellos sont-ils tellement épatés par les politiciens ? Vive la Suisse, où les élus sont traités pour ce qu'ils sont : nos larbins ! Le colloque tournait autour d'une « problématique » en vogue depuis quelques trimestres : à défaut d'utopies, quels « grands desseins » offrir à l'univers ? Les réponses sonnaient lugubrement aux oreilles des deux amis, qui avaient cru ensemble à la nécessité de chambardements politiques pour changer la société. Le nouveau mot d'ordre était : retour à la morale, à la vie privée (ils trouvaient plus

chic de dire « la sphère privée »), et aux bonnes œuvres humanitaires style XIX^e siècle ! Finissez vos thèses, peignards, au lieu de descendre dans la rue pour des prunes. Rentrez chez vous, il n'y a rien à voir, ni à changer ! Contentez-vous d'aller Médecins du monde et les Restos du cœur. Quant aux idées, le marché, les sponsors et le rock s'en chargeront !

Une phrase propre à ruiner vingt-cinq ans de croyance militante mit un coup au chagrin de Regimbarde, d'autant qu'elle émanait d'un de ses nouveaux modèles :

— Nos adversaires n'ont pas forcément tort !

Regimbarde se récitait l'adage comme une prière, en assistant le lendemain à la suite du colloque, en Sorbonne. Une verrière blafarde filtrait la réalité extérieure aussi sûrement qu'à la Chambre des députés. Même la synode des évêques percevait plus nettement les fracas du monde et les appels à l'aide, des Croates notamment. Quant aux cris du Sud, n'en parlons pas. Nos cousins avant nos voisins, la préférence européenne : là dessus, l'idéologie d'extrême droite avait déjà conquis l'intelligentsia de progrès. La honte se bota sans voix.

— Tu connais la malédiction suprême des Chinois ? dit Hussonnet à la sortie, croyant bien faire. Je vous souhaite de vivre une époque intéressante ! Nous y sommes en plein !

— Ne me quitte pas, pleurnicha Regimbarde.

Pour lui changer les idées, Hussonnet l'entraîna au Théâtre de l'Atelier, où se jouait l'Antichambre, de Jean-Claude Brisville. Un désarroi n'allant jamais seul, Regimbarde ne retint qu'une réplique de la sublime Suzanne Flon, en Madame du Deffand : « L'Encyclopédie n'ôte pas la peur de mourir » Nizan eut le même déception naïve en visitant le paradis soviétique en 1936, se souvint Regimbarde.

A bout de remèdes à ses désillusions, Regimbarde voulut aller voir la plaque qui venait d'être apposée sur le petit hôtel proche du cimetière Montparnasse où avaient séjourné Sartre et Beauvoir, avant et pendant la guerre. La plaque ne rappelait pas « L'enfer, c'est les autres », « Un anticommuniste est un chien », ou quelque autre énoncé où c'était devenu la mode de déceler une « erreur » justiciable de la Haute Cour. Il était question de l'harmonie du couple, cette longue patience ; de la « sphère » privée, en somme. La plus bourgeoisement qui soit.

— Je te ramène ? proposa Hussonnet, humain, trop humain.

Regimbarde dessinait sur la trottoir avec la pointe du pied. Some of these days, l'air de vieux jazz cher à Sartre, trotta dans sa tête, lire de dégraissements.

— Laisse-moi, dit-il soudainement. Je vais marcher un peu. Jusqu'au cimetière.

OCDE

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUE DE L'OCDE

Le numéro 50, mis en vente le 20 décembre, présente les prévisions concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements couvrant au cours des deux années à venir. Ces prévisions sont fondées sur l'analyse de la situation de chaque pays. Membres, compte tenu des incidences des évolutions internationales sur chacun d'eux. Les politiques que les gouvernements adoptent pour résoudre les problèmes économiques de l'heure font l'objet d'une attention toute particulière. On trouvera également un résumé des statistiques et des prévisions de l'évolution économique dans les pays non membres, en particulier les pays d'Europe centrale et orientale et les économies dynamiques d'Asie.

ISBN 92-64-23604-X, F110 ... ex.

Abonnement : N° 51/Juin et N° 52/Déc. 1992, ISSN 0304-3274 ; F155 ... abo.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Dernières études parues dans la Série 1990-1991 :

• JAPON, ISBN 92-64-23576-0, F50 ... ex.

• ÉTATS-UNIS, ISBN 92-64-23577-9, F50 ... ex.

Prochaine étude à paraître fin décembre dans la Série 1991-1992 :

• PAYS-BAS, ISBN 92-64-23606-6, F70 ... ex.

Abonnement à la Série 1991-1992 (17 et 19 études à paraître) : ISBN 92-64-23578-8, F50 ... abo.

Abonnement aux Études économiques de l'OCDE et Études économiques de l'OCDE/ACCET sur la HONGRIE (pour la République tchèque) et SLOVAQUIE (à paraître vers le 3 janvier 1992) et la POLOGNE (à paraître ultérieurement) (38 00 00 2) : F900 ... abo.

OCDE - PERSPECTIVES DE L'EMPLOI/Juillet 1991

Au sommaire : Les perspectives à court terme. Les marchés du travail dans les années 90. Les économies dynamiques d'Asie. La syndicalisation. La formation assurée par les entreprises. L'absence au travail. Les indemnités de chômage.

ISBN 92-64-23540-X, F500 ... ex.

L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES POUR L'EMPLOI ET DES MESURES SOCIALES : Le point sur une question complexe.

Juillet 1991, ISBN 92-64-23537-X, F155 ... ex.

COMPTES ÉCONOMIQUES DE L'AGRICULTURE 1976-1989

Déc. 1991, ISBN 92-64-03521-4, F170 ... ex.

LES INDUSTRIES STRATÉGIQUES DANS UNE ÉCONOMIE GLOBALE : Questions pour les années 90.

Sept. 1991, ISBN 92-64-23589-0, F120 ... ex.

L'ILLÉTRISME DES ADULTES ET LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

Parution : 5 janvier 1992, ISBN 92-64-23597-3, F95 ... ex.

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE et supplément : gratuits

Publications en vente à la Librairie de l'OCDE, 33 rue Orlève-Feuillet, 75016 Paris (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures) ou par correspondance en envoyant cette annonce accompagnée de votre titre de paiement au Service des publications.

Organisation de Coopération et de Développement Économiques

2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16

EX 1120150

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le Sénat favorable à un dépistage systématique du sida lors des examens prénuptiaux et prénatals

Les sénateurs ont commencé lundi 16 décembre, l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS) présenté par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration. Au cours de la discussion des articles, les sénateurs ont instauré, contre l'avis du gouvernement, un dépistage systématique du sida à l'occasion des examens prénuptiaux et prénatals.

Au Sénat comme à l'Assemblée nationale, le poids du vote du sida, de sa prévention et surtout de l'indemnisation des victimes contaminées à la suite d'une transfusion sanguine a pesé sur l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. M. Claude Huriet (Union cent., Meurthe-et-Moselle), rapporteur de la commission des affaires sociales, a été tout aussi critique que ses collègues députés. « Face à ce drame, la réaction du gouvernement a été trop lente, provocatrice, maladroite et ambiguë », a-t-il assuré. Provoquant lorsque se sont créés, en 1989, deux fonds, l'un privé, l'autre public, allouant des indemnités sous-évaluées moyennant, pour le fonds privé, la renonciation de tout recours en justice. Maladresse et ambiguïté lorsque « le texte semble créer différentes catégories de victimes, les indemnisées et les autres, et risque d'entraîner une dégradation de notre système de santé publique ».

M. Huriet, loin de nier l'ampleur du drame, « sans doute sans précédent », a été très sévère également à l'endroit du texte de l'Assemblée nationale. « Comment expliquer cette indemnisation intégrale de tous les préjudices, bénéficiaire d'un régime de prescription particulièrement favorable ? », s'est-il notamment interrogé, redoutant que « la responsabilité sans faute », au moment même où la jurisprudence évolue dans ce sens, ne soit consacrée par le projet de loi.

Le rapporteur de la commission des affaires sociales s'est déclaré

convaincu, « pour éviter les dérapages », de souligner « le caractère exceptionnel » du dispositif pour éviter que « l'on glisse vers la prise en compte du risque thérapeutique qui, malheureusement, n'a rien d'exceptionnel » et qui fera l'objet, prochainement, comme l'a confirmé M. Bianco, d'un projet de loi spécifique, notamment pour régler les problèmes liés aux autres pathologies port-transfusionnelles dont l'hépatite C.

A propos de l'indemnisation, M. Huriet a donc jugé nécessaire le rétablissement, après sa suppression par les députés, de la date butoir du 1^{er} janvier 1990 qui figurait dans le texte du gouvernement, « puisqu'à cette date a été mis en place un régime d'assurance collectif des organismes de transfusion ».

Contre l'avis du gouvernement

Si les sénateurs n'ont pu aborder, dès la séance de lundi, l'article relatif au dispositif d'indemnisation, ils ont cependant pu débattre de deux autres dispositions fort discutées à l'Assemblée nationale : celle concernant le recueil, le traitement, la conservation et la cession de sperme, et celle ayant trait au dépistage systématique du sida.

Sur le premier point, M. Bernard Sellier (Rég. et ind., Aveyron) a déploré l'absence de toute réflexion d'ordre éthique. M. Huriet, soutenu par M. Francis Serres (PS, Rhône), a cependant plaidé avec succès en faveur du texte du gouvernement en assurant qu'il répond « à la nécessité de donner un cadre juridique », qu'il offre « des garanties sanitaires » (gratuité des dons et interdiction du sperme frais), et qu'il n'aborde pas la question de la procréation médicale assistée. Celle-ci devait faire l'objet d'un autre projet de loi en cours de la session de printemps.

Après avoir incidemment adopté, parmi les articles disparates que compose le DDOS, le dispositif proposé par le gouvernement de révision des retraites pour 1992 (en hausse de 1 % au 1^{er} janvier 1992 et de 1,8 % au 1^{er} juillet 1992), les séna-

teurs ont ensuite évoqué le dépistage systématique du sida à l'occasion des examens prénuptiaux et prénatals. M. Michel Caldagues (RPR, Paris) a présenté un amendement en ce sens reprenant un texte adopté à l'Assemblée nationale par la commission des affaires sociales, mais qui finalement avait été repoussé en séance publique à la demande du ministre. M. Bianco a argué des avis défavorables du conseil de l'Europe et de la communauté européenne. Il a également jugé nécessaire de disposer de plus de temps afin de consulter « les autorités compétentes ». L'amendement de M. Caldagues n'en a pas moins été adopté à une très large majorité, par 229 voix contre 68. Le PC, le RPR, les Républicains et indépendants et les centristes se sont prononcés en faveur du dépistage. Seuls les socialistes, MM. Ernest Cartigny (Rass.

dom., Seine-Saint-Denis) et Maurice Couve de Murville (RPR, Paris) ont voté contre.

Les sénateurs ont enfin adopté un amendement de M. Jacques Sourdilhe (RPR, Ardennes) qui prévoit la présentation par le gouvernement, au cours de la session de printemps de l'année prochaine, d'un rapport sur l'évolution de l'épidémie de sida, et sur les mesures qu'il compte mettre en œuvre, notamment en matière de recherche, de problème de logement « depuis le maintien à domicile jusqu'aux regroupements volontaires en appartements thérapeutiques », et de « mise en jeu de réseaux associatifs agréés ».

GILLES PARIS

(Lire page 10 l'article de Jean-Yves Nau et Franck Nouchi.)

Les députés adoptent le projet de loi sur la formation professionnelle

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 16 décembre, en seconde lecture, le projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi que M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a actualisé en y intégrant l'élément nouveau qu'a constitué la signature entre partenaires sociaux, le 5 décembre, de l'accord sur l'assurance chômage. Après l'avoir amendé en première lecture, le Sénat avait fini par accepter certaines dispositions proposées par le gouvernement, notamment celles accordant des garanties aux salariés, aux demandeurs d'emploi et aux personnes en formation. M^{me} Aubry s'est félicitée que son projet « semble réunir un certain consensus ».

Si elle a pu bénéficier de l'abstention du RPR, de l'UDF et de l'UDC, elle continue toutefois de

se heurter à l'hostilité des communistes. Lors la même séance, les députés ont adopté une série d'autres textes examinés en seconde lecture. Le projet de loi renforçant la prévention des risques professionnels et celui modifiant les effectifs des conseils régionaux ont ainsi été rétablis dans leur version adoptée en première lecture. Le texte relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires, légèrement remanié par le Sénat, a également été rétabli - à l'unanimité - dans sa version initiale. Les députés ont, enfin, définitivement adopté le projet de loi renforçant la répression du travail clandestin à propos duquel aucun compromis n'avait pu être trouvé avec le Sénat lors des deux premières lectures.

F. B.

Un colloque sur les intellectuels de 1945 à 1991

De l'engagement à la morosité

Le premier septennat de M. François Mitterrand s'était ouvert par le « silence des intellectuels ». Ce sont eux encore, pas tout à fait les mêmes, pas tout à fait autres, qui étaient conviés jeudi 12 et vendredi 13 décembre à l'hôtel de Lassay et à la Sorbonne pour un colloque organisé par la Maison des écrivains et la présidence de l'Assemblée nationale sur « Les intellectuels en Europe de 1945 à 1991. Les métamorphoses de l'engagement ». Laurent Fabius, qui suivit une bonne partie des débats, avait invité plus de quatre cents personnes, parmi lesquelles quelques étrangers - Polonais, Yougoslaves, Allemands, Italiens, Tchèques, Hongrois, mais pas d'Anglais, de Scandinaves, d'Espagnols ou de Belges, pas de Soviétiques, le ministre de l'Éducation nationale, M. Jaurès, et le ministre de la Culture de Lituanie, M. Darius Kuolys, ayant dû se décommander.

« Pourquoi vous réunir ici, à l'Assemblée nationale, pour parler de l'engagement des intellectuels ? », demandait le président de l'Assemblée. « C'est que la France, depuis la Révolution, a investi dans la politique plus d'énergie sociale que la plupart des autres pays, en sorte que la crise du politique produit chez elle un effet de souffrance plus important », Jack Lang, en ouvrant le colloque, plaçait les participants devant une perspective plus optimiste en apparence en lisant un message de M. Václav Havel composé d'extraits de son dernier livre *Pensées d'été* : « Malgré toute la misère politique que je choisis quotidiennement, je suis même aujourd'hui profondément convaincu que la politique n'est pas fondamentalement sale ; ce ne sont que les gens sales qui la rendent sale », a écrit notamment le président de Tchécoslovaquie. Ex-dissident, écrivain, intellectuel, politique enfin.

« Avoir la vertu pour soi »

Après l'ajournement de Blandine Barret-Kingel de *l'erreur la pensée requise selon laquelle l'intellectuel serait dans l'opposition ou ne serait pas*, Henri Weber, ex-dirigeant trotskiste, conseiller de M. Fabius, maire adjoint de Saint-Denis, ouvrait un débat sur « la fin des grands desseins », tentant de conjurer la nostal-

gie ambiante en s'interrogeant sur « la fin de l'utopie d'une société parfaite, sans classes, sans pénurie, sans famine... la fin des grands desseins religieux de structure messianique de notre siècle », opposant à l'utopie un projet de société, un « grand dessin laïc ».

On peut se demander pourquoi les invités présents n'étaient finalement choisis que parmi les bien-pensants, et si était dérangé de voir prendre à partie des absents comme Jean-François Revel, qui aurait sans doute eu le mérite, en critiquant, de permettre de structurer les débats. Des intellectuels ni cyniques ni blassés, souvent aux marges d'une activité politique dans la majorité. Qui, pour la plupart, avaient été à un moment de leur vie marxistes et pour qui la politique avait tenu lieu de morale et de vertu. « En 68, on n'a pris la politique pour la morale ; en 80, on a pris la morale pour la politique », déplorait André Comte Sponville. *Avoir la vertu pour soi*. C'est de cela que le régime actuel est en train de crever.

L'historien lui-même ne revendiquait pas pour l'histoire une valeur intrinsèque. « L'histoire est ce que les hommes en font et continuent d'en faire ; elle n'est pas en soi porteuse de valeurs », insistait Jacques Le Goff, réagissant contre la tendance actuelle à identifier l'histoire et le mémoire. « L'histoire n'impose pas le mythe du progrès », dit-il encore, citant quelques perversion : une sacralisation des mythes, l'insubordination des frontières, la passion aveugle des nationalismes lorsqu'ils prennent des formes sauvages. « L'intellectuel, l'historien, doit être un médecin de l'histoire, instaurer une médecine saine ».

Honteux de leurs engagements ? Coupables ? Pas coupables ? Les étonnantes observations avec un certain étonnement les équivoques, les coups des anciens communistes, les petits règlements de comptes personnels, la référence anachronique à Dreyfus comme à la guerre d'Algérie, la volonté de justifier les positions d'un Jean-Paul Sartre en même temps que le reproche fait à l'intellectuel en général d'avoir induit ses contemporains en erreur. Une problématique délibérément franco-française qui ignorait les mises en perspective. Comme s'ils appartenaient à une autre planète. « Moi je suis un

intellectuel spontanément coupable, élevé dans la honte d'être un intellectuel. Alors, je préfère me dire « artiste », ce qui me permet des frictions, explique le Tchécoslovaque Václav Jurek, prix Médicis 1989 pour le *Traité des courtes nouvelles*, jamais publié dans son pays. A Prague, un écrivain engagé était un écrivain officiel. Obéissant. Il ne faut pas charger l'intellectuel du poids du monde. Il faut se rendre compte qu'il est dans le même pétrin que les autres ».

Servir à poser les questions

Il fallut attendre plusieurs heures, alors que la salle était presque vide, pour que Gilles Martinet, fondateur de *France-Observateur*, ancien ambassadeur à Rome, aborde le problème brûlant de la Yougoslavie en se déclarant ouvertement pour la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie dans un silence qui témoignait bien de l'insipidité actuelle à trouver une solution pour une situation déchirante où il ne s'agit plus de désigner qui a tort, qui a raison, et à les seuls modes d'intervention possibles reposent sur l'innocence intellectuelle.

Aspirations qui ne se rencontrent pas, espoirs déçus, malentendus entre l'Ouest qui remet en question la démocratie et l'Est qui ne sait pas exactement ce que c'est, dérive anti-intellectualiste et nouvelles démagogues. Rapports de l'intellectuel et du pouvoir, responsabilité des intellectuels. L'internationalisme était-il un rêve ? Les participants remplissaient à peine quelques rangs du grand amphithéâtre de la Sorbonne, le second jour, comme démotivés.

La société est-elle toujours prête à faire confiance aux intellectuels, à leur prêter le même prestige qu'autrefois, à « une époque où nous avions l'impression de savoir où était notre engagement » ? Surtout ne pas les sommer de jouer un rôle. L'entrisme n'a rien à voir avec l'intellect. Finalement à quoi d'autre servent les intellectuels qu'à poser les questions ? C'est l'enseignement de ce colloque. L'enseignement de tous les colloques.

NICOLE ZAND

Incidents au conseil municipal de Verneuil-sur-Seine

La séance du conseil municipal de Verneuil-sur-Seine (Yvelines), consacrée, lundi 16 décembre, aux modalités de règlement définitif de l'amende infligée à la commune, a été marquée par de vifs incidents. Des militants du Parti communiste et d'associations opposées à ce règlement financier ont vilipendé le maire, M. Jacques Massaré (RPR), qui a demandé aux policiers présents d'évacuer les quelque 300 personnes présentes.

La commune avait été condamnée en février par le Conseil d'Etat à payer une amende équivalente à deux fois son budget annuel : 118 millions de francs qui, en compte tenu des intérêts, se serait élevée à 142 millions en juillet prochain. Les faits remontaient à 1977 (le Monde du 6 mars). Le conseil municipal et le maire (PS) nouvellement élu avaient alors refusé de ratifier un accord conclu avec une société immobilière contrôlée aujourd'hui par l'Espagne de Franco et qui prévoyait la construction de plus de mille logements sur un terrain boisé. La municipalité avait, en outre, laissé des manifestants empêcher le défrichage. Le promoteur s'est engagé dans une procédure qui, après quatorze années, aboutit à la condamnation conjointe de la commune et de l'Etat, accusé de ne pas avoir fait appel à la force publique.

Le Conseil d'Etat a eu la main tellement lourde que Verneuil se trouvait en situation de faillite. Après de multiples démarches, le maire a mis au point une solution. Le créancier a renoncé à percevoir 46 millions. Le département, la région Ile-de-France et l'Etat ont consenti une aide de 10 millions de francs chacun. Le responsable d'une ZAC (zone d'aménagement concerté) a versé 3 millions. La dette a donc été ramenée à 63 millions. La commune a vendu des terrains et contracté des emprunts à taux préférentiels. La mise sous tutelle financière préfectorale a été évitée et le maire a promis de relâcher dans deux à trois ans la pression fiscale qu'il augmente cette année de moins de 15 %.

En dépit des manifestations hostiles à cette solution, le texte présenté par le maire a été adopté par le conseil municipal.

Ch. V.

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE
LA CONFIANCE, LA PERFORMANCE

- HEC
- SCIENCES PO
- E.N.M. - C.F.P.A.
- ESC 1^{re} année - ESC Lyon - ESC

2^e année entrée directe
SUCCÈS CONFIRMÉS

STAGES INTENSIFS ET PREPAS SEMESTRIELS
6, avenue Léon-Henry 75016 PARIS - Tél. : 42-24.16.72 - 45.85.85

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES


m arché
aux épices, quel sont là-dedans !
poivre, cannelle, safran
et curcuma...
et le rouge là,
c'est quoi ?
Ah ! mon ami, il faut goûter...
c'était de la poudre à éternuer !

MARRAKECH 1150 F

VOL ALLER RETOUR, DÉPART DE PARIS
PRIX À CERTAINES DATES
TAPEZ 36 15 NF, TÉLÉPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

Le Credo artistique de CALLAS
Les cours magistraux de Callas à la Juilliard School.

Les Maîtres de Chant
MARIA CALLAS
LEÇONS DE CHANT
transcrites par JOHN ARDON



Broché 359 p., 160 F.

Une grande interprète qui se révèle un grand professeur.
Les secrets de l'art du chant dans sa plus authentique tradition.

Dans la même collection
"Les Maîtres de musique"
Walter Gieseking, Comment je suis devenu pianiste

la Musique chez
FAYARD

SOCIÉTÉ

EDUCATION

Après avoir obtenu des mesures de sécurité

Les enseignants de Mantes-la-Jolie arrêtent leur mouvement de grève

Les enseignants de Mantes-la-Jolie (Yvelines), en grève depuis le 3 décembre pour protester contre le climat d'insécurité et la dégradation de leurs conditions de travail (le Monde du 7 décembre), ont décidé, lundi 16 décembre, de reprendre les cours. Enseignants et parents d'élèves ont obtenu le développement des patrouilles de police dans le quartier et une surveillance renforcée des abords des établissements scolaires. Dix appels policiers auxiliaires viendront en outre, dès le 1^{er} février 1992, renforcer les équipes de police.

En ce qui concerne les bâtiments scolaires, les partenaires concernés (Etat, région, département et commune) ont annoncé la construction d'un nouveau collège destiné à accueillir de moitié le collège Paul-Cézanne qui accueille actuellement 1 200 élèves. La région s'est, pour

sa part, engagée à investir 180 millions de francs dans la réhabilitation des trois lycées mantois, et à allouer une somme spécifique de 200 000 francs au lycée Saint-Exupéry pour des travaux d'urgence. Enfin, une enveloppe de 50 millions, allouée dans le cadre du contrat de ville et programmée sur trois ans maximum, devrait permettre la reconstruction et la rénovation des écoles primaires de la ville.

Le rectorat de Versailles, de son côté, s'est engagé à renforcer le potentiel en personnel dans les établissements de la zone d'éducation prioritaire (ZEP), et à maintenir les postes dans le premier degré en cas de baisse des effectifs à la prochaine rentrée. Dans les collèges et les lycées, douze postes, dont quatre postes de surveillants, seront créés à la rentrée 1992.

MÉDECINE

Le fonctionnement du CNTS et l'affaire du sang contaminé

Dès 1980 un rapport confidentiel avait fait état de décès dus à la mauvaise qualité des produits sanguins

Un rapport confidentiel de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) avait mis en lumière, dès le mois d'août 1980, de graves dysfonctionnements au Centre national de transfusion sanguine (CNTS). Ce

document, jusqu'ici inédit, révèle notamment la mauvaise qualité des produits préparés et évoque plusieurs décès survenus en mai 1979 et imputables à l'utilisation de lots contaminés. La découverte de cette

nouvelle pièce est à l'origine de la décision des co-assureurs du CNTS d'introduire une procédure devant le tribunal de grande instance de Paris pour que soit déclarée nulle la police qui les liait à cet établissement.

Doit-on dater de 1979 le début de l'affaire du « sang contaminé » ? Si l'on admet que cette affaire trouve son origine dans les graves dysfonctionnements du système transfusionnel français, on doit constater, à la lecture d'un rapport que l'IGAS avait consacré au CNTS en 1980, que dès cette date existaient les prémices du drame.

Ce rapport de cent trente-six pages a été rédigé par deux inspecteurs généraux, M. Bijon et M^{me} Broyelle. A l'époque, le

conseil d'administration du CNTS était présidé par le professeur Jean Bernard, la direction générale était assurée par le professeur Jean-Pierre Soulier. De manière beaucoup plus détaillée que le rapport de 1985 consacré au CNTS (le Monde du 15 octobre), ce document analyse la genèse des faits qui seront à l'origine de la crise que traverse actuellement le système transfusionnel français.

« Le CNTS, écrivaient les rapporteurs, traverse en ce moment

une période extrêmement critique dont l'origine peut être éventuellement rapportée à une insuffisance d'adaptation des méthodes lors du passage d'un stade de production artisanal à un stade industriel. » Il s'est ensuivi « une dégradation de la qualité des produits préparés, une consommation excessive de matières premières et un déséquilibre financier grave ». A tel point, peut-on lire, « qu'en mai 1979, sont survenus à la Pitié-Salpêtrière des accidents graves dont plusieurs mortels. L'enquête a montré la présence d'une septicémie à serratis dont l'origine a été imputée (avec une très forte probabilité) à l'albumine à 4 % fournie par le CNTS. Bien que le germe ayant provoqué la septicémie n'ait pas été retrouvé dans les flacons du même lot, par contre d'autres germes ont été mis en évidence dans certains d'entre eux, témoins d'une contamination partielle du lot ».

des hémothèses par le virus du sida.

C'est cette absence délibérée de transparence qu'invoquent aujourd'hui les co-assureurs du CNTS (Groupe Azur, UAP, GAN et Mutuelles du Mans) pour faire annuler la police d'assurance responsabilité civile souscrite jusqu'au 31 décembre 1988 pour le CNTS par la FNTS (Fondation nationale de la transfusion sanguine). A l'occasion des procès intentés par des hémothèses ou des transfusés contaminés par le virus du sida, lorsque les tribunaux concluent à la responsabilité civile de la Fondation, le groupe Azur dépose désormais systématiquement des conclusions de sursis à statuer sur l'application de la garantie.

« Dissimulation d'informations »

« Nous avons pris cette décision après avoir pris connaissance des deux rapports de l'IGAS, nous a déclaré M. Christian Sastre, président du Groupe Azur. A aucun moment, nos interlocuteurs de la transfusion sanguine n'ont, depuis 1981, lorsque les contrats ont été renouvelés, évoqué l'existence de ces importuns documents. A aucun moment non plus, les dirigeants du CNTS ne nous ont parlé de la grave désorganisation du système, des décès de 1979. De la même façon, nous n'avons pas, en 1985, été tenus informés des multiples problèmes liés au virus du sida et à la contamination des produits sanguins destinés aux hémothèses. Pour nous il y a donc eu dissimulation d'informations et de la part du CNTS, nous ne pouvons que constater la gravité de la situation. »

Cette situation aurait pu rendre très délicat le versement des importants dommages-intérêts aux personnes contaminées, dès lors que la responsabilité du CNTS aurait été reconnue par les tribunaux. Sans doute en tira-t-il différemment après la constitution par voie législative d'un fonds de solidarité qui entrera prochainement en vigueur, et auquel les assureurs français participent à hauteur de 1,2 milliard de francs.

Au-delà des problèmes posés par l'indemnisation des personnes contaminées ou de leurs proches, et au-delà des rapports conflictuels entre les assureurs, l'Etat et les responsables de la transfusion sanguine, il reste à comprendre pourquoi, alors que le gouvernement s'était engagé, par les voix de M^{me} Jean-Louis Bianco et Bruno Durieux, à faire toute la transparence sur ce dossier, l'existence de documents aussi importants que celui de 1980 a pu être dissimulée. Pour quelles raisons le rapport réalisé par l'IGAS en 1984 sur la situation sanitaire dans les établissements transfusionnels sollicitait de gros volumes de sang demeure-t-il classé « confidentiel » ?

JEAN-YVES NAU
et FRANK NOUCH

TELESSONNE

La télévision locale de l'Essonne

Prix spécial du Jury

(Festival des médias locaux)

Mairie de la Vallée - 1991

remercies ses partenaires :

- les villes de Bièvres,

Chilly-Mazarin, Igny, Massy,

Palaiseau, Les Ulis

- France Télécom et

Téléservice.

Le câble qui

gagne !

69 20 91 91

JUSTICE

La condamnation de la France pour lenteur judiciaire

Les 1 045 jours de détention provisoire de Michel Kemmache

La France a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Kemmache, le 27 novembre dernier, pour deux violations de la Convention : la durée excessive de la procédure et celle de la détention provisoire. Michel Kemmache, arrêté et inculpé le 16 février 1983 pour complicité dans une affaire de faux dollars, a été condamné le 25 avril 1991 à onze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Nice. Son avocat, M^{me} Chantal Méral, devait plaider une demande de mise en liberté, mercredi 18 décembre, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Du fond de sa prison, à Fresnes, Michel Kemmache a eu la satisfaction, le 27 novembre dernier, de voir la Cour européenne des droits de l'homme lui donner raison. Au terme d'un parcours judiciaire d'une dizaine d'années, la France a en effet été condamnée par les « juges » de Strasbourg : la longueur de la procédure et celle de la détention provisoire excédaient la durée « raisonnable » évoquée par la Convention européenne des droits de l'homme (voir encadré). C'est la première fois que la France est condamnée pour la longueur excessive d'une procédure, la première fois aussi que la Cour de Strasbourg prononce deux sanctions sur un même dossier venu de France. Le rappel à l'ordre adressé à Paris est sévère : cette double condamnation a été acquiescée à l'unanimité.

Cette décision vient sanctionner près de dix ans d'errance judiciaire.

POLICE

Ecoutes téléphoniques

Identification des abonnés espionnés par le détective Philippe Mourleau

Inculpé d'atteinte à la vie privée et d'infraction à la loi du 10 juillet 1991 sur le secret des communications téléphoniques, par M. Jean-François Ricard, juge d'instruction à Paris (le Monde du 10 octobre), le détective privé Philippe Mourleau s'était spécialisé dans la pose d'écoutes téléphoniques. L'enquête a déjà permis d'identifier quarante-cinq des abonnés du téléphone espionnés par le détective qui, le 6 octobre, avait été interpellé en train de relever une cassette de conversations téléphoniques au domicile de deux journalistes de Libération.

Parmi les personnes identifiées figurent notamment, selon Libération du 17 décembre, des responsables de sociétés financières, des ingénieurs et des directeurs industriels, dont celui d'une filiale d'Unisat-Satcom. Outre les journalistes, le détective avait « branché » un expert en génie civil, un inspecteur des impôts et des cadres d'entreprises de sécurité privée. C'est le cas notamment d'un ancien responsable de la société Secrets dirigée par M. Paul Barril, l'ex-capitaine de gendarmerie affecté à la cellule antiterroriste de l'Elysée.

Dans cette affaire, enné après années, la justice a accumulé les faux pas : dossiers en sommeil, arrêts irréguliers de vice de procédure, audiences tardives, mises en détention souvent incompréhensibles. Pour Michel Kemmache, la décision de la Cour européenne reste toutefois symbolique : condamné par la cour d'assises de Nice, le 25 avril dernier, à onze ans de réclusion criminelle pour complicité dans un trafic de faux dollars, il purge actuellement sa peine à la prison de Fresnes.

L'affaire commence le 16 février 1983. Ce jour-là, Michel Kemmache, qui a fait fortune en implantant des machines à sous dans la région parisienne, est arrêté et inculpé d'introduction de monnaie contrefaite et de circulation irrégulière de fausses coupures dans une affaire de faux dollars découverte deux ans auparavant. Incarcéré à la maison d'arrêt de Nice, Michel Kemmache, qui nie toute participation à ce trafic, est libéré cinq semaines plus tard après un cautionnement de 500 000 francs.

Le dossier suit son cours, mais la procédure s'emballe l'année suivante : l'un des coaccusés de l'affaire, Luigi Ceccio, déjà entendu seize fois par le juge d'instruction, accuse Michel Kemmache d'avoir acheté son silence pour 2 400 francs. Michel Kemmache est incarcéré le 22 mars 1984 après un cafoillage au sujet des dates de convocation chez le juge d'instruction, et une information pour subornation est ouverte deux mois plus tard. L'affaire de subornation commencée, celle des faux dollars s'achève le 29 juin, le juge d'instruction clôt le dossier et le transmet au parquet.

Première anomalie : incarcéré à la maison d'arrêt de Nice, Michel Kemmache attend en vain une convocation du juge d'instruction afin de s'expliquer sur l'affaire Ceccio. Le temps passe, mais rien ne vient. Dans cette affaire, Michel Kemmache, qui est en prison, à la dispo-

sition de la justice, devra patienter deux ans avant d'être entendu pour la première fois par le juge d'instruction : inculpé le 20 février 1986, il sera convoqué le 26 février 1988. Il sera relaxé un an et demi après cette convocation, le 20 octobre 1987. Ce jour-là, le tribunal de Nice estimera que les seules sources d'information provenaient d'un individu « aussi peu fiable que Ceccio, mythomane susceptible de donner naissance à toutes sortes d'affabulations ou grés de relations amoureuses particulières ou de possibilité de gains faciles ».

Quatre pourvois en cassation

L'affaire de faux dollars, elle, suit son cours, mais, là aussi, les faux pas se multiplient : trois arrêts successifs de renvoi devant la Cour d'assises seront cassés par la Cour de cassation. Le 29 octobre 1985, après le rejet du quatrième pourvoi, ces nouvelles péripéties prennent fin : l'affaire est inscrite à l'audience au printemps suivant. Michel Kemmache, toujours détenu à la prison de Nice, espère être jugé rapidement, mais quelques jours avant sa comparution devant la cour d'assises, il est inculpé pour l'affaire de subornation. Les deux dossiers s'entremêlent, et la cour d'assises, perplexes, renvoie le dossier à une session ultérieure. Et Michel Kemmache reste en prison. Malgré les demandes de mise en liberté déposées par son avocat, M^{me} Chantal Méral, il ne sera libéré qu'en décembre 1986, après deux ans et neuf mois de prison.

Nouvelle attente, en liberté, nouvelle inscription à l'audience en juin 1990, et... nouveau renvoi, à la demande cette fois de M^{me} Jacques Vergès, qui défend l'un des coaccusés de Michel Kemmache. La cour d'assises disjoint le cas de ces inculpés, et le dossier de Kemmache est une nouvelle fois renvoyé à une session ultérieure, avec, en sus, une

mauvaise surprise : à la fin de l'audience, Michel Kemmache, qui comparait libre, est incarcéré à la maison d'arrêt de Nice. Troisième incarcération. Il y restera deux mois.

En décembre, la cour d'assises est prête à le juger, mais l'inculpé, hospitalisé dans la région parisienne, ne se présente pas à l'audience. Nouveau renvoi. Une dernière anomalie vient s'ajouter à cet interminable parcours judiciaire : le 14 mars, quelques jours avant sa comparution à la Cour européenne de Strasbourg, Michel Kemmache est incarcéré à la demande expresse du garde des sceaux, M. Nallet (le Monde du 28 mars 1991).

Finalement, l'inculpé qui attend une nouvelle fois sa comparution derrière les barreaux, sera jugé le 25 avril 1991, soit plus de huit ans après son inculpation. Les jurés doivent se prononcer sur une affaire comportant sept cassations, dont les premiers faits remontent à 1981. Certains des inculpés ont été condamnés lors d'une session antérieure, et l'un des protagonistes de l'affaire, Pierre Hernandez, toujours en fuite, n'a jamais été jugé, même par contumace. Les jurés se montrent toutefois sévères : alors que les auteurs principaux du trafic ont été condamnés à trois et six ans de prison, Michel Kemmache, simple complice, sera condamné à onze ans de réclusion.

« Pour lui, la condamnation de la Cour européenne est surtout symbolique, souligne son avocat, M^{me} Chantal Méral. Elle risque même de jouer contre lui auprès des magistrats français qui seront appelés à statuer dans cette affaire, car la justice française n'aime pas être sanctionnée par la justice européenne. » Michel Kemmache, qui a été jugé près de dix ans après l'ouverture du dossier, a passé, avant sa condamnation, 1 045 jours en détention provisoire.

ANNE CHEMIN

EN BREF

Le pilote de l'Airbus meurtrier d'Antibes est condamné à quatre ans de prison. — M. David Morin, procureur de l'Antibes impliqué dans l'accident avec un « ski-bus » qui avait fait un mort et cinq blessés, le 17 août 1988 au large d'Antibes (le Monde du 27 novembre), a été condamné, lundi 16 décembre, par le tribunal correctionnel de Grasse, à quatre ans de prison, dont trois avec sursis. Il était poursuivi pour homicide de fuite et non-assistance à personnes en danger. Le ministère public avait réclamé trois ans de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende.

Quatre attentats à Marseille. — Quatre attentats à la bombe ont provoqué, lundi soir 16 décembre à Marseille, des dégâts matériels dans les locaux de l'inspection académique et de plusieurs agences bancaires. Non revendiqués, ces attentats, perpétrés en moins d'une demi-heure, pourraient être imputés à l'une des branches de l'ex-FNLC (Front national de libération de la Corse). Ils interviennent en effet quatre jours après les incidents de Corte (Haute-Corse) qui avaient opposé les forces de l'ordre à des étudiants, soutenus par les organisations nationalistes, qui protestaient contre un arrêté du ministère de l'Éducation nationale du 18 novembre rendant facultatif l'enseignement de langue corse dans les écoles de l'île.

« Délai raisonnable »

Dès sa création, en 1949, le Conseil de l'Europe décide de rédiger une convention sur les droits de l'homme inspirée de la déclaration universelle. Signée à Rome en 1950, la convention européenne des droits de l'homme prévoit notamment que toute personne arrêtée ou détenue a le droit d'être jugée « dans un délai raisonnable ou libérée pendant la procédure » et à ce que sa cause soit entendue « équitablement, publiquement, et dans un délai raisonnable » par un tribunal indépendant et impartial. La requête de M. Kemmache invoquait la violation de ces deux articles.

Grâce au droit de recours individuel prévu à l'article 25, tous les citoyens des pays qui ont reconnu ce droit, qui estiment que cette convention a été violée, peuvent adresser une requête à la commission européenne des droits de l'homme lorsque les voies de recours internes sont épuisées. Mille requêtes environ sont enregistrées chaque année et 10 % d'entre elles sont jugées recevables. Elues par le comité

A. C.

27/12/2015

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Lancement réussi des satellites Télécom 2A et Inmarsat 2-F3

Ariane à l'heure de la maturité

La fusée Ariane a été lancée avec succès, mardi 17 décembre à 0 h 19 (heure française), de Kourou (Guyane), deux satellites de télécommunications, Télécom 2A et Inmarsat 2-F3. Pour ce 48^e tir du lanceur européen, la version la plus puissante, une Ariane 44 L dotée de quatre propulseurs d'appoint à carburant liquide, a été utilisée pour mettre sur orbite cette charge utile d'un peu plus de quatre tonnes.

KOUROU

de notre envoyé spécial

Une fois de plus, Ariane a accompli sa mission avec la ponctualité et l'appareillage d'un TGV emmenant ses passagers entre Paris et Lyon. Pour la huitième fois cette année, la fusée européenne a illuminé la nuit guyanaise en arrachant ses quelques 480 tonnes à la forêt.

Un rythme de lancement « idéal » que les responsables de la société Arianeespace, exploitants

de la navette spatiale, M. Leonard Niebois a été nommé, lundi 16 décembre, à la tête du programme navette spatiale de la Nasa. Il remplace l'astronome Robert Crippen, qui devient le directeur du Centre spatial Kennedy (Floride). Cette modification de l'organigramme de la Nasa devrait donner lieu au départ, dès le 1^{er} janvier, du directeur du programme navette et de la presque totalité de son équipe de Washington vers la Floride. (AFP)

d'Ariane, cherchaient à atteindre depuis des années. Cette maturité, M. Charles Bigot, PDG d'Ariane, passe à l'essai à la suite, au moment où un nouveau modèle de la fusée Atlas, fabriquée par la firme américaine General Dynamics, principale concurrente d'Ariane, vient de faire une entrée remarquée sur le marché (le Monde du 10 décembre) : « 70 % de tous les satellites de télécommunications commerciaux lancés dans le monde depuis quatre ans et demi l'ont été par Ariane. Nos plus redoutables concurrents, les américains Atlas et Delta, n'ont lancé que six satellites quand nous en mettons onze en orbite en huit vols ».

L'armée et les Jeux

Succès commercial pour Ariane donc, mais aussi succès technique pour les deux engins qu'elle a lancés. Les deux satellites mis en orbite témoignent en effet du savoir-faire européen. « Nous sommes allés jusqu'aux limites de ce que nous savons faire », et Télécom 2A est le satellite le plus complexe jamais conçu au niveau européen », a souligné M. Marcel Roulet, PDG de France Télécom. Il est le premier engin de deuxième génération commandé au consortium Matra Marconi Space-Alcatel Espace par France Télécom et la Délégation générale pour l'armement (DGA).

Télécom 2A, deux fois plus puissant que ses trois prédécesseurs Télécom 1, assurera l'interconnexion des transmissions d'images entre les différents sites des Jeux olympiques d'hiver en février. Ensuite, le satellite sera déplacé et prendra alors la place de Télécom 1A, arrivé en fin de vie, pour des liaisons téléphoniques, télé, radio,

vidéo, et des communications interentreprises.

Le programme Télécom 2 (trois satellites dont un en réserve) représente un investissement de 6,3 milliards de francs, engagements compris, auquel la DGA participe à hauteur de 40 %. Ce satellite abrite en effet une charge militaire baptisée Syracuse-II qui permettra, selon M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement, « de multiplier par trois ou quatre les capacités de transmissions de l'armée, et par quatre ou cinq le nombre d'opérations au sol, notamment pour les liaisons avec les sous-marins ». Cette capacité n'a pas manqué d'intéresser les deux généraux soviétiques Vladimir Ivaov et Vladimir Uranov qui ont assisté au lancement en retour d'une visite récente du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, au centre spatial de Baikonour.

Quant à Inmarsat 2-F3, il est le troisième satellite de deuxième génération de l'organisation internationale de communications Inmarsat. Quatre exemplaires, d'une valeur de 150 millions de dollars pièce, ont été commandés par Inmarsat à un consortium dirigé par la firme British Aerospace, et comprennent notamment Matra Marconi Space (France), Hughes Aircraft (Etats-Unis), Fokker (Hollande) et NEC (Japon).

JEAN-PAUL DUFOUR

Création de l'Association européenne de recherche en astronomie

L'Europe des labos

Le premier Laboratoire européen associé (LEA) a été inauguré, lundi 16 décembre à Cambridge (Grande-Bretagne). Créée pour une durée de quatre ans renouvelable, l'Association européenne de recherche en astronomie unira les moyens de l'Institut of Astronomy de Cambridge, du Sterrewacht de Leiden (Pays-Bas) et de l'Institut d'astrophysique de Paris (CNRS).

CAMBRIDGE

de notre envoyée spéciale

La Grande-Bretagne peut bien avoir joué la fibre au sommet de Maastricht : c'est à Cambridge qu'est née cette semaine l'Europe des laboratoires. En signant la convention constitutive de l'Association européenne de recherche en astronomie, M. François Kourilsky, directeur général du CNRS, Sir David Williams, vice-chancelier de l'université de Cambridge, et M. Oomen, président du conseil de l'université de Leiden, ont inauguré une nouvelle forme de coopération scientifique européenne. Dans la plus pure tradition britannique, à des années-lumières de l'eurocratie de Bruxelles.

« Il s'agit de créer l'Europe des labos, et non l'Europe des bureaux »,

insiste M. Kourilsky. Initiés par le CNRS, les Laboratoires européens associés (LEA) serviront de terrain expérimental. Leur objectif : « regrouper des équipes appartenant à plusieurs pays, décidées à mettre en commun pendant plusieurs années des ressources humaines et matérielles pour réaliser un programme de recherche ». Sans pour autant quitter leurs laboratoires respectifs, et en tenant, grâce à une structure légère dotée d'un conseil de direction autonome, de réduire les pesanteurs administratives et culturelles qui entravent d'ordinaire la coopération scientifique internationale.

Qu'il s'agisse du CERN (Genève), de l'ESRF ou du laboratoire des hautes champs magnétiques de Grenoble, plusieurs laboratoires européens ont déjà été créés par le passé. Mais la plupart d'entre eux ont été construits autour d'un équipement lourd ou de techniques spécifiques. « Or plusieurs équipes européennes désirent aujourd'hui collaborer d'une autre manière, tout en conservant leurs localisations et leurs modes de gestion actuels », souligne M. Pierre Kourilsky, conseiller auprès de la mission des relations internationales du CNRS.

Spécialistes dans l'étude des galaxies et de la structure de l'Univers, les trois laboratoires impliqués dans l'Association européenne de recherche en astronomie comptent, dans ce domaine, parmi les meilleurs de leurs pays respectifs. Durant

les quatre années (renouvelables) de fonctionnement de ce premier LEA, ils conserveront leurs moyens propres et leur autonomie de gestion. Mais ils consacreront au moins la moitié de leur temps de recherche au programme établi en commun. Celui-ci, sur lequel travailleront une cinquantaine de chercheurs, sera doté d'un budget d'environ 5 millions de francs par an, provenant pour les deux tiers des ressources courantes des laboratoires et pour le tiers restant de ressources spécifiques.

Deux autres LEA devraient être inaugurés, le 14 janvier 1992, à Perpignan. Le SIMAP (sciences et ingénierie des matériaux et des procédés) sera constitué de l'Institut de science et de génie des matériaux d'Odéon, du laboratoire de physicochimie des matériaux de Montpellier et de l'Institut de science des matériaux de Barcelone. Le Laboratoire de biologie moléculaire et cellulaire végétale associée pour sa part une équipe de l'université de Perpignan et un institut de recherche de Barcelone. Un quatrième LEA sera ultérieurement installé à Berlin, consacré au magnétisme des surfaces et interfaces. Il sera temps, alors, de tirer un premier bilan de ces expériences pilotes. Et de savoir si, comme l'espère M. Kourilsky, « les scientifiques qui travaillent ensemble auront appris aux organismes de recherche à travailler ensemble ».

CATHERINE VINCENT

ILE-DE-FRANCE

La bataille de Paris

Suite de la première page

Le ton nouveau a été donné à l'annonce, au début de l'année, de la réforme de la fiscalité locale. La Ville de Paris est dans la collimateur des auteurs du projet de loi qui crée une dotation de solidarité urbaine destinée à aider les communes riches qu'elles aident les communes pauvres. A ce titre, Paris subit un rabais sur la dotation annuelle de l'Etat : - 188 millions de francs dès 1991, - 275 millions en 1992. Cette même loi institue, en outre, un fonds spécial de solidarité en Ile-de-France.

Une des idées directrices est que les communes qui ont construit des logements, notamment sociaux, supportent des charges en équipements pour des travailleurs dont l'activité bénéficie en taxe professionnelle aux communes où sont implantés bureaux et entreprises. La municipalité de Paris affirme accepter le principe d'une telle solidarité, mais la voudrait volontaire et non pas obligatoire. En 1992, sa contribution sera de 425 millions de francs.

Permis de construire annuels

Troisième épisode : le gouvernement Cresson décide, en juin, à l'occasion des « diverses mesures d'ordre financier », de conserver les sommes que la Ville de Paris, depuis l'après-guerre, reçoit du PMU en échange de la location à prix modéré des hippodromes parisiens. Perte pour la Ville : 350 millions qui vont directement au budget de l'Etat. Enfin, la compensation versée aux communes par l'Etat pour alléger la taxe professionnelle des entreprises qui investissent ou embauchent est réduite, ce qui coûtera encore 180 millions à Paris. Total : 1,230 milliard de francs en moins pour la capitale l'an prochain, près de 17 % de ses recettes fiscales. « Un véritable hold-up », s'indignent MM. Chirac et Juppé.

Entre-temps, M. Chirac a cherché des parades - des représailles ? Sa coo-participation au financement du futur Grand Stade s'inscrit dans cette perspective. Ses réserves à financer le transport de liaison à la gare Montparnasse et surtout le métro léger METEOR, dont le coût a, par ailleurs, été dramatiquement sous-évalué par la RATP, aussi. Il écarte finalement une réduction des subventions municipales aux grands équipements culturels ontioaux par crainte d'être accusé de porter préjudice aux Parisiens en ce

domaine. Crainte qui l'empêche de s'opposer à la Grande Bibliothèque. Mais il est évident qu'il n'en précipite pas la réalisation.

Parade encore que la leçon mise à signer le décret de construction du dernier en date des grands travaux du président, le centre de conférences internationales du quai Branly. Le gouvernement a riposté (le Monde du 20-21 octobre) en accélérant le démarrage du chantier par l'attribution d'argent, « avant la concertation », constate la mairie, «... qui s'ennuie à dessiner », rétorquant, non sans raison, les représentants de l'Etat.

Le projet de ce centre de conférences internationales soulève un autre problème. Sa hauteur prévue dépasse celle autorisée par le Plan d'occupation des sols dont la Ville est maîtresse. En d'autres termes, le litige se serait « égaré », le maître d'œuvre versant une taxe de dérogation. Ce n'aurait pas été un cas unique : le Conseil d'Etat vient de s'émouvoir de telles pratiques en les déclarant « illégales » (le Monde du 17 décembre) et, depuis quel temps, les aménagements de permis de construire se multiplient à Paris. Ce qui provoque un nouveau sujet d'inquiétude inavoué au sein de la municipalité, dans la mesure où ces dérogations de « surdensité » rapportent, bon an mal an, de coquettes sommes aux finances de la capitale.

Paris est riche, c'est vrai. Autant qu'à une gestion précautionneuse, elle doit une part de sa fortune, comme l'a rappelé lundi M. Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, à l'œil des logements modestes, y compris pour ses propres fonctionnaires, vers les banlieues, vers les limites de l'ancien département de la Seine. Paris tire avantage aussi de l'incalculable patrimoine national, enrichi par les grands travaux. La redistribution autoritaire des richesses - mais serait-elle possible par le volontariat ? - qu'a entrepris le gouvernement et qui n'épargne pas, à un degré moindre, la région Ile-de-France dans son ensemble, exigerait cependant moins de brutalité, plus de doigté et de négociation pour convaincre qu'elle est dénuée d'arrière-pensées politiciennes contre la ville de M. Chirac.

Le gouvernement a raison de dire au maire de Paris que la modération fiscale n'est pas la seule arme qui juge d'une bonne politique. M. Chirac n'a pas tort de penser que les socialistes saisissent tous les prétextes pour affaiblir aux yeux de ses électeurs et pour renflouer les caisses de l'Etat. Si l'on voit mal à qui profite l'escalade actuelle de confiscations et de représailles, on sait bien que ce sont, à terme, les Parisiens qui risquent d'en pâtir.

CHARLES VIAL

GLENMORANGIE
10 YEARS OLD
SINGLE HIGHLAND MALT
SCOTCH WHISKY

«...monter jusqu'à Glenmorangie, sait bien qu'en 10 ans...
...une grande partie de l'alcool mis en fût s'évaporera...
...renforce les hautes, sous l'œil attentif de "Tigre", rien n'y...
...Glenmorangie, "père des anges", songe-t-il, rêveur.

FAIT PAR 12 SEIZ ARTISANS DE TAIN.

NE PAS LANCER DEX POUR LASANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

Le Monde

SCIENCES • MÉDECINE

L'environnement dans le tourbillon du progrès

Près de 250 scientifiques, réunis à Vienne (Autriche), ont préparé le Sommet Terre qui se tiendra en juin 1992 à Rio-de-Janeiro sous l'égide de l'ONU

POUR Maurice Strong, secrétaire général de la conférence de Rio de Janeiro, l'enjeu principal sera d'asseoir la fondation d'une association globale entre les pays en voie de développement et les pays plus industrialisés, sur la base de besoins mutuels et d'intérêts communs, pour assurer l'avenir de la planète. La question sous-jacente étant de « trouver une balance viable et équitable entre l'environnement et le développement ».

Mais la mobilisation ne se fait pas seulement au niveau des hommes politiques. Elle touche aussi de nombreux autres acteurs : les femmes, les industriels, les membres des organisations non gouvernementales ou encore les scientifiques (1). C'est ainsi que le Conseil international des unions scientifiques (ICSU) a été chargé officiellement par les Nations unies de définir « un agenda des sciences pour les deux prochaines décennies pour les sujets relevant de l'environnement et du développement (2) ».

Pour l'occasion, l'ICSU a réuni en Autriche des scientifiques, des sciences naturelles aux sciences sociales, en passant par la santé et l'ingénierie. Les groupes de travail ont exploré trois grands thèmes : les problèmes d'environnement et de développement ; la compréhension du système Terre ; enfin les contributions de la science aux stratégies politiques (3).

A l'issue des débats, deux grandes séries de recommandations ont été formulées. La première porte sur les recherches nécessaires à la compréhension des phénomènes scientifiques, leur surveillance et leur prédiction.

Citons, en vrac, l'identification des changements dus aux fluctuations naturelles et de ceux induits par les actions de l'homme, la prédiction des variations climatiques régionales, l'évolution des zones côtières, la construction d'études épidémiologiques associées aux différents régimes alimentaires et états nutritionnels, ou encore la mise au point de paramètres permettant de

mesurer la qualité de la vie. Le deuxième type de recommandations concerne les rapports entre science et politique. Il apparaît, par exemple, nécessaire d'organiser un forum international pour accentuer les liens entre les scientifiques et les agences de développement, d'accroître le nombre des institutions et des individus compétents impliqués dans l'environnement, d'élaborer un mécanisme institutionnel pour prendre en compte les avancées permanentes des connaissances scientifiques, etc.

Le cri d'alarme de Stockholm

De multiples colloques sectoriels se sont déjà tenus en prélude à la conférence de Rio, d'autres sont attendus. Mais le colloque de Vienne était unique, car il a clairement montré que la science des laboratoires, la science de l'industrie, la science bureaucratique, la science avec ses multiples facettes telle qu'elle s'est constituée depuis le dix-huitième siècle, perdaient leurs assises.

En 1972 déjà, des scientifiques réunis à Stockholm sous l'égide des Nations unies, sur le thème de l'environnement humain, avaient poussé un cri d'alarme sur les déséquilibres écologiques de la planète. Des analyses scientifiques montraient en effet une dégradation de l'environnement à des échelles locales et parfois régionales. Ce fut d'ailleurs, sous l'impulsion des scientifiques, le lancement des premières politiques gouvernementales de l'environnement. Elles visaient principalement à limiter les impacts négatifs d'un développement industriel non contrôlé par ailleurs.

Dans le courant des années 70, avec le début de la crise dans les pays industrialisés du Nord et la montée du chômage, les préoccupations écologiques ont été reléguées au second plan derrière les besoins affichés de croissance économique. En 1987, un document intitulé « Notre avenir commun » (Our Common Future) précipita la prise de conscience des nouveaux rap-

ports que l'homme devait établir avec l'environnement. Révisé à la demande des Nations unies, sous la présidence de Mrs Gro Harlem Brundtland, actuel premier ministre norvégien, ce rapport popularisa les découvertes scientifiques des années 80. Celles qui avaient mis en évidence les déséquilibres écologiques mondiaux comme le trou dans la couche d'ozone, l'augmentation de l'effet de serre, la dégradation des sols ou l'appauvrissement de la biodiversité. Mais aussi celles qui avaient établi que les modifications de l'écologie planétaire étaient dues aux activités humaines.

Certes, nos incertitudes sont grandes, disaient en substance les scientifiques, mais nos certitudes sont amplement suffisantes pour aviser les politiques qu'il est temps d'agir. C'est ainsi que le géologue britannique J. MacNeill déclara à la conférence scientifique organisée à Bergen (Norvège) quelque temps après la parution du rapport Brundtland : « Un jour, peut-être, les scientifiques trouveront une explication parfaite des phénomènes. Mais, étant donné la nature des questions comme le réchauffement global, la dernière pièce de l'explication sera apportée bien longtemps après que sera passé le dernier jour pour entreprendre une action ».

C'est également avec le rapport Brundtland qu'est apparue l'expression de « développement durable, viable, viable ». La langue française n'a pas encore fait son choix sur la meilleure traduction à donner à cet adjectif. Mais, quel qu'il soit, son simple emploi sous-entend que les décisions prises en matière de développement doivent respecter les besoins de l'humanité et les générations futures autant que les générations présentes.

Pour la première fois dans l'histoire, il était donc reconnu que la notion de développement est indissociable de l'écologie et qu'elle doit être pensée à l'échelle mondiale. En 1991, à Vienne, la science de l'environnement a franchi un pas supplémentaire. Ils ont souligné, à l'inverse, que les

problèmes scientifiques de l'environnement étaient indissociables du développement.

Une question cruciale posée à la recherche est en effet la détermination de l'évolution dans le temps des déséquilibres écologiques. De ce facteur dépend l'urgence et l'ampleur des mesures de restructuration, mais, en même temps, l'évolution temporelle, elle-même intimement liée aux modes de développement, il est apparu aussi que la résolution des questions liées aux déséquilibres écologiques faisait appel à toutes les compétences scientifiques disponibles — les sciences humaines ont ainsi acquis droit de cité —, ainsi qu'à des savoirs traditionnels, aux usages des technologies, aux consommateurs des ressources...

De nouvelles responsabilités

Comme l'a clairement indiqué la sociologue autrichienne Helga Nowotny, « la science du vingtième siècle doit rentrer dans la société et trouver les mécanismes pour répondre à ses nouvelles responsabilités ». Cette déclaration aurait fait hurler une grande partie des scientifiques il y a seulement une dizaine d'années et laissé les autres indifférents. A Vienne, elle a reçu l'assentiment de l'assemblée, dont les rangs étaient pourtant largement remplis de représentants des sciences naturelles.

Il est vrai que, tout au long des débats, les scientifiques des pays en voie de développement se sont largement employés à montrer que les vérités scientifiques du Nord étaient loin d'être appréhendées comme telles au Sud. Et les interventions véhémentes de la sociologue égyptienne Khady Fall pour faire comprendre le rôle fondamental que les femmes devaient jouer dans la mise en place d'un développement viable ne faisaient sourire personne.

La conception d'une nouvelle pilule contraceptive, l'élaboration de technologies économes en énergie, la mise au point de nouvelles

pratiques agricoles, ont toutes chances de ne pas répondre aux besoins et d'aboutir à des produits inutilisables sans l'adhésion des femmes au projet et leur participation à sa définition. Plus largement, l'avis émis par la conférence de Vienne spécifie que « la science doit s'employer à améliorer la compréhension du public en ce qui concerne les principes scientifiques, favoriser la prise en compte de ses intérêts et de sa culture ».

Le devoir du scientifique

Jusqu'à quel point les recommandations des scientifiques rassemblées par l'ICSU seront-elles suivies à Rio ? Les enjeux politiques et économiques sont d'une telle envergure qu'ils seront sans doute déterminants dans les conventions qui devraient être signées. Celles-ci porteront principalement sur la limitation des gaz à effet de serre, la protection de la biodiversité et la sauvegarde des forêts tropicales.

Vraisemblablement, aucun accord international significatif ne sera conclu tant les oppositions sont vives, en particulier entre les pays du Nord et les pays du Sud. Mais la réunion de Rio et la préparation qui la précède dans le monde entier montrent l'extrême fabrication des questions écologiques et des questions politiques. Une évidence que le président de l'ICSU, Mambillika Lathil Menon, s'est plu à rappeler dans son intervention finale. « Notre devoir de scientifique, a-t-il dit, est de multiplier les efforts pour jouer notre rôle dans les interactions croissantes entre la science, les gouvernements, les organisations internationales, les mondes du commerce et de l'industrie ».

Sans doute pouvait-on attendre plus de la réunion de Vienne. Il est décevant que l'intensité des débats ne se soit pas traduite par des engagements plus concrets. Il est aussi regrettable que l'ouverture et l'absence de formalisme des discussions ne se soient pas accompagnées d'un regard critique sur le

manque d'efficacité des actions qui, depuis une vingtaine d'années, jalonnent le chemin des sciences de l'environnement, comme sur celui des institutions internationales dont la création a accompagné leur avancée.

Les quelques dizaines de scientifiques présents à Vienne semblaient néanmoins irréversiblement engagés dans la voie que leur a ouverte le premier ministre norvégien. « Ce sont, a-t-il rappelé, les découvertes scientifiques et le savoir technologique qui nous ont donné le pouvoir de modifier la nature et la capacité de détruire la vie sur la Terre. La science et la technologie doivent maintenant être parties prenantes dans la résolution des problèmes ».

Il leur reste à convaincre leurs collègues de milliers de collègues de la justesse des propos et à mettre en pratique une nouvelle science.

MARTINE BARRÈRE

(1) Quelque 1 000 délégués représentant des organisations non gouvernementales du monde entier se réunissent à Paris, à l'initiative du président de la République, du 17 au 20 décembre, à la Cité des sciences et de l'industrie de la Ville.

(2) Le Conseil international des unions scientifiques est une organisation non gouvernementale. En sont membres les académies des sciences et les conseils de recherche, d'une part, les unions scientifiques, d'autre part. C'est sous son égide que sont conduits, par exemple, le programme de recherche sur le climat mondial (WCRP) et le programme international géosphère-biosphère (IGBP).

(3) Thème n° 1 : les facteurs primaires affectant la population et l'utilisation des ressources naturelles, la dégradation des sols, l'industrie et les déchets, l'énergie, la santé. Thème n° 2 : les cycles globaux, atmosphère et climat, les systèmes marins et côtiers, les systèmes terrestres, les ressources en eau douce, la biodiversité. Thème n° 3 : la qualité de la vie, la prise de conscience du public, la mise en place de compétences humaines et institutionnelles, les politiques de technologie, les arrangements institutionnels.

Bibliographie

Les folies de l'humanitaire

Il y a encore une vingtaine d'années, une grande partie de l'opinion, à l'instar de la gauche socialiste et communiste, professait une extrême méfiance à l'égard des entreprises caritatives qui n'apportaient, selon elle, que des réponses partielles, voire insignifiantes, aux maux sociaux, assorties fréquemment de prosélytisme religieux, et maquant, en fin de compte, les vraies causes de la misère. La priorité militante était alors à la lutte contre le « sys-

tème », le reste n'étant que diversion.

Le dernier livre de Xavier Emmanuelli (1) nous permet de mesurer le chemin parcouru depuis cette époque. De grandes institutions, comme Médecins sans frontières, intervenant à chaud dans des situations de désastre consécutifs à des guerres civiles ou à des cataclysmes naturels, sont devenues désormais des « attracteurs » de l'imaginaire social et, comme tels, objets de convoitise politique et médiatique.

Ainsi, une part importante de ce livre est-elle consacrée à une virulente dénonciation des « prédateurs de l'action humanitaire », et Bernard Kouchner (qui n'est jamais désigné qu'à travers son titre de secrétaire d'Etat à l'action humanitaire) se trouve ici particulièrement visé.

De ce fait, ce livre passionnant, passionné, souvent poignant, prend quelquefois l'allure d'un pamphlet aux objectifs assez incertains. Si l'on imagine bien, en effet, les griefs qui peuvent être adressés à Bernard Kouchner, l'algèbre que peut déclencher son narcissisme médiatique, on aimerait toutefois que son procès soit instruit avec plus de clarté et donc d'équité. Bref, Xavier Emmanuelli, qui fut longtemps son ami et son camp, soit nous en dit pas assez !

La culture, l'écologie et l'action humanitaire ont été en France l'objet d'une exceptionnelle incantation étatique et d'une opération publique, dont il convient d'apprécier prudemment la portée. Le trio Jack Lang, Brice Lalonde et Bernard Kouchner, à l'évidence, prête le flanc à bien des critiques, tenant au caractère inévitablement simplificateur, « réductionniste », de toute action procédant par voie gouvernemen-

tales. Mais ne coïncide-t-il pas également de reconnaître que chacun, avec son style, a fonctionné comme un formidable levier de prise de conscience de problèmes auxquels nous étions sensibilisés, jusqu'alors, que des élites et des minorités sans influence ?

Xavier Emmanuelli n'ignore pas cette ambiguïté. Tout en hrocratisme frocément les médias et les « petits marquis » intellectuels et politiques qui championnent sur la scène humanitaire, il reconnaît que, sans leur intervention, des organismes comme Médecins sans frontières n'auraient jamais pu acquérir leur importance actuelle.

Il rappelle, en particulier, que le lancement sur la place publique de cette association a été le résultat d'une opération publicitaire menée de main de maître.

Logique simplificatrice et infantilisante

Qu'on le déplore ou non, la coquette de l'opinion fait partie de toute entreprise sociale à grande échelle. Ce qui ne signifie pas que tout n'importe qui soit tolérable dans ce domaine. Ce qu'il conviendrait ici de mettre en cause, c'est la prise de contrôle par les opérateurs publicitaires et financiers des grands médias et, par voie de conséquence, de nombreux domaines culturels et humanitaires. Que vienne à s'affirmer aujourd'hui un « marché » de la culture, un « marché » de l'écologie, un « marché » de l'action humanitaire avec leurs instances de pouvoir, leurs lobbies, leurs leaders, pourquoi pas !

Toute la question est de savoir si ces sphères de la subjectivité collective seront inexorablement appelées à tomber sous la coupe du marché capitaliste dominant. Un des plus grands scandales, à mes yeux, de la France médiatique d'aujourd'hui réside dans le fait qu'un magnat du bâtiment ait la

haute main sur la première chaîne de télévision !

Les objets institutionnels qui cristallisent de nos jours dans les champs de la culture, de l'écologie sociale et de l'action humanitaire ne pourront s'affirmer selon leurs propres lignes de créativité, d'intelligence et de sensibilité qu'à la condition de ne pas devenir tributaires d'une logique simplificatrice et infantilisante, qu'elle soit d'Etat ou qu'elle procède par l'Audimat de la télévision.

Bien que Xavier Emmanuelli soit lui-même tenté d'en revenir à un autre type de simplisme, celui de la culture chrétienne, pour fonder l'action humanitaire, son livre nous apporte de précieuses lumières sur la complexité des organismes transnationaux d'assistance qui tendent à quadriller la planète. Cette complexité tient à l'association, en systèmes cohérents, de composantes par ailleurs foncièrement hétérogènes.

Qui y a-t-il de commun, en effet, entre les techniques médicales et sanitaires de haute précision (placées ici sous le paradigme du SAMU) et les aspects juridiques, politiques, médiatiques tels que Médecins sans frontières ou Médecins du monde ? Des logiques, des univers de valeurs, s'affrontent ici au sein d'organismes développant une technicité, une mémoire, mais aussi une âme collective susceptible d'être emportée par des passions, des exclusives et peut-être même des folies.

FÉLIX GUATTARI

(1) Xavier Emmanuelli, *Les Prédateurs de l'action humanitaire*, Albin Michel, 1991, 251 pages, 89 F.

► Félix Guattari est psychanalyste et philosophe.

Images de douleur



A l'occasion du vingtième anniversaire de Médecins sans frontières, dix photographes de renom ont témoigné des actions de l'organisation à travers le monde : Sebastiao Salgado au Cameroun, Graciela Irubide à Madagascar, Bruce Gilden au Kurdistan, mais aussi Jeanloup Sieff à Paris — « Les maudits du sursis » — ont tous ramené des images plus noires que blanches.

Eugene Richards en Ouganda et Hughes de Wurtemberg au Salvador évitent ces écarts.

Le reportage du second, tout en douceur, est la plus « regardable », à la fois informatif, tendre mais sans illusions sur l'ampleur de la tâche de ces médecins sans frontières.

M. G.

► « Regards sur Médecins sans frontières », Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, 75006, Paris. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction
Jacques Amalric
Thomas Ferecchi
Philippe Hermon
Jacques François Simon

Manuel Vernal
directeur des relations internationales

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1958)
Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1983-1985)
André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE PALAISEAU
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-26
Télécopieur 40-65-25-98
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur 40-60-30-10

EXEMPLAIRE

du progrès

Jeune 1990

SCIENCES • MEDECINE

Zéphirs de quartiers

Des études de climatologie urbaine montrent la situation privilégiée de Paris par rapport à la banlieue

LES Parisiens qui se plaignent des frimas n'ont plus aucune raison d'envier la « douceur » du Sud-Ouest. Le climat de la capitale est aujourd'hui équivalent à celui dont jouissent les Bordelais ou les heureux habitants de l'île de la Réunion, dans les Landes. Telle est la conclusion inattendue des études menées depuis quelques années par une équipe de météorologues appartenant à la nouvelle école de climatologie urbaine.

L'une de ces spécialistes, M^{me} Gisèle Escourrou, professeur à la Sorbonne et chercheur au CNRS, vient de publier un ouvrage (1) qui devrait ouvrir la voie à des recherches plus pointues sur le climat de nos grandes métropoles et sur l'urbanisme que l'on devrait y pratiquer pour assurer le confort de leurs citoyens.

Avec ses 7 000 hectares de construction dense, ses 120 000 immeubles, leurs 2 millions d'habitants et les 120 000 véhicules qui roulent en permanence, Paris est un milieu fort différent non seulement des plaines de l'Île-de-France, mais même des banlieues qui l'entourent. Le site est soumis à un climat océanique tempéré avec des bivers frais, des étés modérés et des pluies modestes. Mais l'écosystème artificiel constitué par la ville et ses activités modifie fortement ces conditions naturelles. A cet égard les stations météo situées, selon les normes internationales, dans le parc Montsouris (14^e) et au sommet de la tour Saint-Jacques (14^e) ne peuvent rendre compte du climat réel régnant dans l'épaisseur des quartiers. C'est pourquoi M^{me} Escourrou et ses étudiants ont été obligés de faire eux-mêmes, entre 1982 et

1985, sept campagnes de relevés « en ville ».

Ils ont d'abord observé qu'en toute saison il fait plus chaud à Paris qu'en banlieue : la différence est en moyenne de 4 à 6 degrés, de 8 à 9 degrés en juillet et atteint parfois 14 degrés. La température moyenne de l'hyper-centre s'est élevée de 4 degrés depuis le début du siècle. Au cours de nuits hivernales, ces quartiers sont devenus les coins les plus chauds de France, cette fois au sens littéral du terme (2). Les sous-sols qui dès les premiers froids affluent dans la capitale, s'en étaient aperçus bien avant les météorologues.

Ilôt de chaleur

Cet îlot de chaleur est le résultat de deux facteurs convergents. D'abord les calories apportées par le rayonnement solaire qui, à la campagne, sont consommées par la transpiration des plantes et l'évaporation des eaux (l'évaporation de 1 gramme d'eau brûle 600 calories) restent ici disponibles dans un milieu bâti où les espaces verts sont rares et les pluies immédiatement évacuées par les égouts. Ensuite la chaleur émise par le métabolisme des habitants et de leurs visiteurs, par les véhicules, par l'éclairage et par le chauffage est considérable.

Pratiquement, cette énergie dite anthropique, qui atteindrait selon certains observateurs 43 calories par centimètre carré et par jour, serait le double de celle apportée par le soleil. Enfin les immeubles et la chaussée jouent le rôle d'accumulateurs. Ils restituent durant la nuit les calories emmagasinées pendant

la journée. Conséquence immédiate : alors que les Parisiens de la Belle Époque enduraient 56 jours de gel par an, ceux d'aujourd'hui n'en supportent plus que 22.

Les douceurs hivernales de Paris et ses touffeurs estivales sont localement tempérées par les parcs et jardins ainsi que par la Seine. Leur influence se fait sentir alentour sur plusieurs centaines de mètres. Eté comme hiver, le neuvième arrondissement, totalement privé d'espaces verts et fort éloigné du fleuve, est l'un des secteurs les plus chauds de la capitale, notamment par les jours sans vent.

A l'instar d'autres agglomérations Paris est donc coiffée par un dôme de chaleur de plusieurs centaines de mètres d'épaisseur formant comme un cocon protecteur. Il se maintient d'autant plus facilement que la région parisienne est modérément balayée par des vents dominants d'ouest-sud-ouest. Mais en arrivant sur la ville, ils sont encore freinés par la rugosité du tissu urbain. Leur vitesse est deux fois et demie plus faible que sur les pistes d'Orly ou de Roissy. En revanche, le réseau des artères les fait tourbillonner ou, par l'effet dit Venturi, les accélère brusquement au débouché d'une place.

La découverte la plus originale de M^{me} Escourrou, c'est l'existence de brises de banlieue comme les brises de mer et les vents de terre que l'on connaît sur le littoral. Et pour les mêmes raisons : les différences de température. Un jour sur trois en hiver, un jour sur neuf en été, l'air frais de la périphérie se déplace durant la nuit et pénètre dans les heures vers l'îlot de chaleur du centre qui se comporte comme une zone de basse pression. On observe

même des brises de quartier soufflant brièvement sur 10 à 20 mètres d'épaisseur entre la Seine et les quartiers riverains. Ainsi des zéphirs portent en été les effluves de l'île de la Cité vers l'Odéon, du pont Neuf vers le Louvre et du pont de l'Alma vers les beaux quartiers ou seizième arrondissement.

Le dôme de chaleur chapeautant la capitale influe sur les précipitations qu'elle reçoit, bien que ces phénomènes complexes et insuffisamment étudiés soient plus difficiles à mettre en évidence. Il semble qu'en été les masses d'air frais maritime arrivent sur la ville, se heurtent à la « colline » de chaleur, s'élèvent, se refroidissent et tombent alors plus fréquemment qu'ailleurs et qu'en périphérie sous forme d'orages parfois violents. Souvenons-nous de celui du 6 juin 1982, qui noya le métro et la périphérie. En hiver, au contraire, l'air chargé d'humidité paraît s'écarter de Paris et passer au large, au sud et au nord. Une sorte de méso-climat se crée alors au-dessus de la ville, lui épargnant alors les précipitations. Durant la période 1960-1980, il a plu en moyenne 840 heures par an à Orly, 529 heures seulement à Montsouris. Courantes jadis, les chutes de neige sont devenues exceptionnelles...

Quels sans brumes

La chaleur relative régnant en permanence dans les rues de Paris évite que l'humidité ne s'y transforme en brouillard comme elle le fait à la campagne. Les jours où la brume masque les monuments sont en moyenne annuelle deux fois

moins nombreux en ville qu'en banlieue. Dans l'hyper-centre, il n'y a plus que 4 journées de brouillard par an alors que les aviateurs du Bourget en comptent encore 33. L'assèchement hivernal de l'ensemble du ciel parisien est spectaculaire. Dans les années 20, les brumes y entraînaient ici et là durant plus de 100 jours ; aujourd'hui pendant une douzaine de journées seulement.

La conséquence de cette mutation météorologique est que la capitale n'a jamais été aussi ensoleillée. Les citoyens de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, à 25 kilomètres à l'ouest de Notre-Dame, peuvent prendre le soleil durant 1 691 heures par an. Les riverains du parc Montsouris pourrissent se dorer sur leur balcon pendant 1 803 heures. Seul bémol à leur bonheur, le soleil voit par la pollution est souvent un peu pâlichon.

Si les Parisiens ne se sont pas aperçus que, climatiquement parlant, leur chère capitale s'était comme transportée dans les Landes, c'est qu'ils passent le plus clair de leur temps enfermés comme des taupes dans leurs appartements, dans le métro, dans leur voiture ou leur bureau. Leur organisme s'est endormi dans le téte-à-tête d'un microclimat doublement artificiel, dehors comme dedans. Aussi lorsque le froid se met à pincer plus fort ou qu'une vague de chaleur rend Paris insupportable, ils réagissent plus mal que les autres Français et même que leurs bêtes étrangères. Dans les hôpitaux, les courbes de mortalité grimpent en flèche, nourrissons et vieillards confondus, comme on l'a constaté lors de l'été torride de 1976. Et la

pollution atmosphérique, dont on ne parvient pas à déterminer la part de responsabilité, n'arrange pas les choses.

Aussi est-il dommage que la météo nationale ne s'intéresse pas aux microclimats urbains dans lesquels vivent à présent 75 % des Français. Les urbanistes eux-mêmes y paraissent souvent indifférents. Pourtant les éléments dont on dispose permettent de mesurer, par exemple, l'influence régulatrice des espaces verts qui fixent la pollution et rafraîchissent la cité lorsque grimpe le thermomètre. Leur suppression est une erreur au regard de la salubrité. La présence d'un fleuve comme la Seine – ni trop large ni trop modeste – est une bénédiction. Tout obstacle, comme le ministère des finances de Bercy, posé sur son large couloir est une véritable infraction météorologique.

Sont également reconnus à présent la supériorité des rues en damier et surtout celle des avenues haussmanniennes plantées d'arbres qui laissent circuler l'air tout en freinant les excès du vent. Le bouchage systématique des « dents creuses » au long des artères parisiennes va à l'encontre de la nécessité de laisser passer l'air et le soleil dans une ville déjà trop dense. Le bon sens le disait déjà : les climatologues urbains le confirment.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) *Le Climat et la Ville*, de Gisèle Escourrou, Nathan 1991, 190 p., 59 F.
(2) *La spécificité du climat de l'agglomération parisienne*, par Gisèle Escourrou, *Revue de géographie de Lyon*, vol. 65, n° 2, 1990.

Les traitements désordonnés de la stérilité

La prise en charge de la stérilité a été bouleversée par l'irruption de nouvelles techniques

EN cas de stérilité, l'arsenal diagnostique et thérapeutique s'est considérablement développé, posant même coup le problème du choix des traitements à mettre en œuvre. Les 4 et 5 décembre, le collège national des gynécologues et obstétriciens français s'est réuni au CNIT, à Paris, dans le cadre d'une conférence de consensus, pour tenter de clarifier les différentes pratiques. Au programme : « La prise en charge de la stérilité. Pour qui ? Comment ? Pour quels résultats ? »

L'organisation en France de la prise en charge de la stérilité repose sur trois éléments, ont rappelé les experts. D'abord, l'ensemble du dispositif de soins, qui comprend les médecins généralistes pour l'accueil et le bilan d'orientation, les gynécologues et des équipes multidisciplinaires publiques ou privées. Ensuite, les CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme), créés en 1973, et fédérés en vingt centres régionaux. Enfin, les centres de procréation médicalement assistée (PMA), qui font normalement l'objet d'un agrément ministériel. En réalité, ces derniers ne respectent pas tous cette procédure et on compte une centaine de centres de PMA en France dont soixante-quatorze sont agréés.

« Le maintien de l'agrément doit faire l'objet d'une réévaluation », a estimé le jury de la conférence, de nouveaux centres doivent pouvoir être agréés et d'autres se voir retirer leur agrément. En outre, le jury a déploré « l'absence d'une estimation même approchée des coûts globaux des traitements de l'infécondité ». « Cette absence ne permet pas d'apprécier la bonne utilisation des sommes allouées », a-t-il remarqué dans ses conclusions.

Dans leur volonté d'éclaircissement de la prise en charge de la stérilité, les experts ont buté sur une seconde difficulté, celle de la définition d'un couple stérile. « En pratique, près d'un couple sur six consulte, une fois dans sa vie, un médecin pour ce qu'il pense être une difficulté à concevoir, note le jury. Cette demande est très supérieure à l'importance réelle des stérilités observées. » Si l'on s'en tient à une

définition stricte, un couple stérile (ou infertile) est un couple qui ne peut concevoir. Ainsi, 3 % à 4 % des couples seraient atteints en France de stérilité totale. En revanche, un couple infécond est un couple qui n'a pas encore conçu.

Des couples inféconds

La « fécondabilité » est la probabilité pour un couple de concevoir au cours d'un cycle. Elle baisse avec l'âge, passant de 25 % en moyenne à vingt ans à une fécondabilité presque nulle après quarante-cinq ans. En moyenne, sur cent couples qui auraient théoriquement une chance sur quatre de concevoir par cycle, environ seize resteront sans enfant après un an et trois après deux ans. « Il est souhaitable, sauf cas particuliers, de n'entreprendre l'enquête sur les possibilités de procréation d'un couple qu'après plusieurs cycles de rapports non protégés », note le jury.

« Au total, on peut souligner le danger d'un trop grande précipitation à cataloguer un couple comme stérile, explique le docteur Didier David, pédiatre gynécologue (hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Paris), et à lui proposer des thérapeutiques qui le renforcent dans son idée de stérilité. » Ainsi, la survenue spontanée d'un enfant, sans traitement, concernerait environ 10 % des couples inscrits sur une liste d'attente en vue d'une PMA.

Comment rechercher les causes de la stérilité ? Dans leurs investigations, remarquent les experts, les médecins doivent tenir compte du fait qu'un tiers des causes sont d'origine exclusivement féminine, un cinquième environ d'origine masculine, 40 % sont liées à une hypofécondité des deux membres du couple et 5 % à 10 % n'ont pas de cause apparente. La période d'attente de quelques cycles peut être mise à profit pour commencer les investigations les plus simples – courbe thermique, test postcoital (1).

Le bilan complet, sauf exceptions liées à l'âge ou à des antécédents, est à terminer dans les deux ans : spermogramme, voire spermoculture pour l'homme ; explorations hormonales en cas de troubles de l'ovulation, hystéroscopie

pour des causes mécaniques, voire échographie et hystéroscopie, pour la femme. Pour éviter la répétition inutile d'examen, le jury préconise de recourir à des laboratoires entraînés avec une normalisation des examens complémentaires et de leurs comptes rendus, ainsi que de confier aux patients leur dossier, à l'usage éventuel d'autres praticiens.

Enfin, la colposcopie (2) ne doit pas être utilisée dans un but uniquement diagnostique, estiment les experts. Si la moindre suspicion d'un problème mécanique indique cet examen, il doit être fait par un opérateur capable de faire, en même temps que le diagnostic, les gestes thérapeutiques nécessaires.

Derrière point abordé lors de la conférence : comment traiter ? « Il faut déplorer que peu de traitements aient fait l'objet d'une évaluation rigoureuse », souligne le jury. Lors que existent plusieurs modalités thérapeutiques d'efficacité comparable, c'est la plus simple et la moins coûteuse qui doit être choisie en premier, note-t-il. L'induction ovulatoire devra faire l'objet d'une surveillance particulière (échographie et dosages hormonaux) pour réduire le risque de grossesses multiples. La fécondation in vitro (FIV), dont les indications ont été élargies, n'est pas « l'arme absolue », et ses résultats, en nombre d'enfants vivants, sont très dépendants des performances du centre de l'âge de la femme et de la qualité du sperme, estime le jury, qui plaide pour une transparence de l'activité de ces centres. L'insémination intraconjugale (avec le sperme du conjoint) doit être limitée à six cycles. Quant à l'insémination avec donneur, « elle impose des règles strictes pour prévenir les risques infectieux et génétiques », conclut le jury. L'insémination de sperme frais, compte tenu des risques infectieux, doit être proscrite.

MARTINE LARONCHE

(1) Le test postcoital apprécie le comportement des spermatozoïdes dans les sécrétions génitales féminines.
(2) Examen visuel de la cavité abdominale (préférentiellement distendue par injection d'air ou de gaz stériles) au moyen d'un endoscope introduit soit par voie abdominale, soit par voie vaginale.

Inventions hors poussière

La rénovation du Musée national des techniques sera achevée en 1994

QUATRE-VINGT MILLE « machines », 15 000 dessins et plans : la collection du Musée national des techniques est extraordinaire. On y trouve aussi bien le fardier de Cugnot (le premier véhicule « automobile »), l'avion de Blériot, les modèles réduits d'ateliers artisanaux faits à la demande de M^{me} de Genlis pour l'éducation de M^{me} de Valois puis de Charles (le futur Louis-Philippe), le laboratoire de Lavoisier, les automatiques de Vaucanson, que la voiture à vapeur d'André Bollée, une Ford modèle T de 1908, la pompe à incendie de Braham, une balance qui vous donne votre poids en livres et onces de différences village, etc., sans oublier le portefeuille industriel (les 15 000 dessins et plans que leur fragilité empêche d'exposer à l'admiration des visiteurs).

Ce musée dont les richesses sont si tentantes est, comme les autres musées relevant du ministère de l'Éducation nationale, dans un état critique. Depuis des décennies, il manque cruellement de moyens : son budget de fonctionnement est actuellement de 13 millions de francs par an (y compris les salaires des soixante personnes qui y travaillent). La chapelle du prieuré Saint-Martin-des-Champs, dans laquelle sont exposées les voitures anciennes et modernes, est sinistre avec sa nef du treizième siècle noire de crasse et son éclairage mal orienté. La plupart des autres salles d'exposition sont vieillottes et peu attirantes.

Appel aux architectes-muséographes

Pourtant ce musée a des atouts uniques. Créé par le décret de la Convention du 18 vendémiaire an III (10 octobre 1794) pris sur l'initiative de l'abbé Grégoire, il a rassemblé d'abord le dépôt de machines de Jacques Vaucanson, une partie des collections de l'Académie des sciences et du cabinet du roi, notamment, puis, au fil des années, des machines et des modèles réduits déposés à leur inventeurs (sociétés ou individus). Il est ainsi un conservatoire unique au monde de ce que l'inventivité humaine a pu créer depuis quatre ou cinq siècles. Comme en témoignent son premier nom de Conservatoire des arts et métiers. En plus il est en plein centre de Paris et il est d'autant plus facile à trouver qu'il est tout près de la station de métro « Arts-et-Métiers ».

Les choses sont cependant en

train de changer. Après le rapport établi par M. Pierre Pignatelli en 1989, il a été décidé que le secrétariat aux grands travaux prendra en charge la rénovation complète du Musée national des techniques pour que celle-ci soit terminée le 10 octobre 1994. Deux cents millions de francs ont été alloués à la refonte totale des locaux de la rue Saint-Martin et 45 millions à la création, probablement à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), de 9 000 mètres carrés de réserves où les chercheurs et enseignants pourront venir travailler et de 600 mètres carrés de locaux de restauration. Ainsi seront libérés pour les locaux ouverts au grand public 2 000 mètres carrés. La superficie des locaux de la rue Saint-Martin n'est, en effet, que de 10 000 mètres carrés et elle n'est pas extensible.

Le directeur actuel du musée, M^{me} Dominique Ferriot, son adjoint, M. Bruno Jacomy, et un comité scientifique ad hoc présidé par M. Pierre Pignatelli ont soigneusement préparé la rénovation. Un concours a été ouvert aux architectes-muséographes en juillet. Sur les soixante réponses reçues, dix ont été retenues par le jury présidé par M^{me} Hélène Wagsbord, et leurs auteurs ont reçu un programme déjà très élaboré. En octobre dernier, le jury a recommandé trois équipes entre les projets desquels le président de la République fera bientôt son choix.

M^{me} Ferriot, M. Jacomy et le comité scientifique veulent que les expositions permanentes du futur Musée soient organisées en sept grands domaines bien individualisés : instruments scientifiques, matériaux, construction, communication, transports, énergie et mécanique. Mais ils veulent aussi montrer que ces domaines ne sont pas indépendants les uns des autres : il y aura donc des sortes de passerelles qui montreront les thèmes transversaux où se retrouvent des domaines différents. En outre, le Musée, ne pouvant jamais être aussi complet, dans un domaine particulier, que les musées spécialisés, doit pouvoir donner un aperçu de toutes (ou presque) les techniques et orienter éventuellement ses visiteurs vers les institutions particulières idoines – ce qui sera fait dans les « kiosques ».

La rénovation obligera le Musée national des techniques à fermer totalement de janvier 1993 au 10 octobre 1994. Il est impensable, en effet, de songer à accueillir les visiteurs au milieu du chaos que créeront inévitablement les grava, les échafaudages et les démenage-

ments. A sa réouverture, le musée devrait avoir une entrée indépendante de celle du Conservatoire national des arts et métiers, établissement d'enseignement et de recherche qui s'est logiquement développé à partir de 1819 (pour tirer parti sur un plan pratique du dépôt des machines et des plans). A partir du 10 octobre 1994, jour du deux centième anniversaire de la création du Conservatoire, les visiteurs entront, très probablement, par le square du Général-Morin.

Le carcan du droit public

Le musée, comme le Muséum national d'histoire naturelle de Paris, est un grand établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Il est donc soumis à l'étroite carcan du droit public qui lui interdit à peu près totalement de tirer parti de ses richesses. Avec une réglementation plus souple, il pourrait sans nul doute se créer des ressources propres, comme le font tous les musées américains. Il pourrait, par exemple, vendre des modèles réduits, tout faits ou à monter, de ses nombreuses machines. Il pourrait aussi vendre des reproductions sur papier ou même sur foulards de coton ou de soie de ses admirables dessins et plans anciens. Les ingénieurs et dessinateurs d'autrefois avaient, en effet, le savoir-faire et le talent de transformer des dessins techniques en extraordinaires œuvres d'art dans lesquelles la précision et le détail se combinent à la beauté pure.

En admettant que cette « exploitation » intelligente de ses ressources soit possible, il ne faudrait pas que l'Etat oublie, lorsque la rénovation sera achevée, d'aligner les crédits de fonctionnement sans lesquels peu à peu le musée retomberait inéluctablement dans sa misère. Le Musée national des techniques est sans nul doute un des plus intéressants de Paris. Comme en témoigne l'énorme succès de ses quarante objets qui ont été exposés en 1989 à Tokyo, Osaka et Nagoya sous le titre « Deux cents ans d'inventions techniques ».

YVONNE REBEYROL

► Musée national des techniques (Conservatoire national des arts et métiers), 292, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Ouvert tous les jours, sauf les lundis et jours fériés, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 20 F (le dimanche : 10 F), enfants et autres : 10 F.

CULTURE

CINÉMA

Une cantate à mille voix

Une vie nouvelle pour l'œuvre la plus intime de Claudel

L'ANNONCE FAITE A MARIE

d'Alain Cuny

Sur les pentes de Jérusalem, une femme volée conduit un âne qui porte des paniers de pains. Dans un jardin, près de Reims, un insecte dévore une poutre tombée de l'arbre. Le dos nu d'une Africaine s'éloigne sous les branches d'un manglier. Le vent, courbant par vagues la blondeur des jeunes bûches de l'Artois aussi bien que du Québec, jette à nos figures la fraîcheur marine (« Non pas la Terre et les Morts, mais la Mer et les Vivants », disait Claudel) : le film d'Alain Cuny, par l'énergie spirituelle de ses images, par l'universalité de sa poésie, sait réanimer une grande ombre, la Jeune Fille Violaine.

Claudel avait beaucoup de doutes sur l'avenir de cette œuvre. « Moins la plus intime et la moins exotiquement adhésive... ma pièce la plus pénétrée de poésie et la plus imparfaite. La fable et l'action en sont puériles, des parties entières

comme les divagations architecturales de Pierre de Craon sont à supprimer... »

Longtemps Claudel estima que Violaine ne pouvait supporter l'aventure du théâtre. A André Gide, qui le lui proposait, il répondit que « tout l'intérêt de cette œuvre religieuse » appartenait à l'invisible, à la « dévotion », et que « l'affabulation naïve et même ridicule serait, sur la scène, violemment triviale au premier plan ». Il est vrai qu'en 1900 Claudel écrivait : « Rien de ce que j'ai fait n'a été écrit en vue de la scène. Je ne vais jamais au théâtre, et j'en ignore les exigences. »

Devant un public de toute origine et de toute appartenance, la difficulté de la Jeune Fille Violaine, à l'encontre des autres pièces de Claudel, tient à ce que celle-ci est en tout et pour tout un « acte de religion », un acte de foi, à tel point qu'un non-croyant n'en saisisse pas le propos. Par exemple, à propos de Violaine, Claudel dit : « Il n'est pas de charpentier la Croix, mais d'y mon-

ter, et de donner ce que nous avons en nous. Là est la joie, là est la liberté ». Pour un mécréant ou un masochiste, ça veut dire quoi ?

Chances

inespérées

Etats d'âme inaccessibles de la Foi, auxquels s'ajoutent, dans Violaine, les interférences personnelles de Claudel, les bagarres sauvages de ses deux sœurs Louise et Camille, on des souvenirs inconnus, celui entre autres qui détermine le caractère étrange de Maria, la sœur de Violaine. La belle-fille Claudel, Elisabeth Sainte-Marie-Perrin, définissait très bien la chose : « terre mauvaise dans laquelle pousse, à notre étonnement, l'amour maternel ».

Et voici que le cinéma fait Violaine accessible à tous. Parce que plusieurs chances inespérées se croisent en Alain Cuny : un très grand artiste, une très grande voix, le partage entier de la foi de Claudel, une pratique ancienne de Violaine et de son alter ego l'Annonciation faite à Marie. Et aussi, peut-être surtout, Alain Cuny construit son film sur les « chances » que Claudel, malgré tout, avait définies : « la poésie, avec ses images et ses mouvements qui vont jusqu'à l'âme » (ici Claudel définit parfaitement le film de Cuny), ou bien l'emprise immédiate des sons ou des images physiques, comme dans le concert des voix, un rituel presque suffisant indépendamment même du sens abstrait des mots : « oreille absolue » de Cuny qui n'a pas hésité à doubler son actrice suédoise Ulla Jonsson, qui interprète Violaine, par la voix claire, beurrée, profonde, la voix de l'âme, de l'âme tant, Kirchner. Le « concert des voix », c'est vrai, leur musique, permet de toucher, concrètement, l'« abstrait » du texte sacré.

Cuny retient aussi le conseil de Claudel rejetant « l'acteur qui essaie de prendre en détail sur son visage chacune des émotions du discours de son partenaire ». Les acteurs du film se voient et s'entendent les uns les autres, mais du retrait d'un quant-à-soi qui laisse intacte une solitude, celle du cours de chaque conscience. Seule l'intensité de cette charge spirituelle de la solitude permet au

cinéma d'Alain Cuny de figurer enfin le miracle de la résurrection de l'enfant de Marie : dans le blanc immatériel de la neige, les deux « calmes blocs ici bas chûs d'un désastre obscur », les deux rochers noirs, les deux sœurs la tête enfouie dans leurs manteaux, permettent la transmission de la mort et de la vie. Mais il faudrait citer toutes les images du film, toutes ses voix, tous les oiseaux et toutes les fleurs et toutes les mains hésitantes et tous les champs d'herbe et tous les ciels d'été, qui chantent sur l'écran une cantate à mille voix.

Un étrange dialogue

Le cœur battant, le pouls tremblant, de l'image fixant le cinéma, ne peuvent pas admettre le lourd convoi d'un interminable texte : Cuny a supprimé, à bon droit, des pages et des pages de Claudel, puisqu'il a su créer les sons et les images qui expriment la même chose. Il a appelé à la rescousse, en revanche, telles paroles de l'Annonciation faite à Marie, par exemple, c'est important. Il a tenu à filmer, au tout début, le si étrange dialogue de Violaine et de Pierre, qui ne figure pas dans Violaine, mais dans l'Annonciation, et qui fait douter si ce ne serait pas Violaine, qui, au cours d'une rencontre antérieure dont nous ne savons rien, aurait transmis la leçon à Pierre :

« Pierre : Qui êtes-vous, jeune fille, pour que la main qui vous touche avec désir, et la chair même, soit ainsi flétrie... Violaine : Que vous est-il donc arrivé que vous savez... Violaine : Eh bien ? ... Pierre : J'ai reconnu à mon flanc le mal affreux... »

Une note assez fine de naïveté du montage et de tels mouvements de caméra, aidant à la perception d'une parabole qui se donne comme telle (« En parabole tu as gagné, en réalité tu as perdu », disait Kafka) ; il n'est pas impossible aussi qu'une certaine qualité de fraîcheur soit redevable aux Canadiens qui ont coproduit et coréalisé le chef-d'œuvre d'Alain Cuny.

MICHEL COURNOT

DANSE

Venus du froid

BALLET SUR GLACE DE SAINT-PÉTERSBOURG au Zénith

Créé en 1967 par Constantin Boïanov, le ballet sur glace d'afaires de la danse de celui des démonstrations acrobatiques. Un choix qui pouvait avoir sa raison d'être il y a vingt-cinq ans, mais se trouve actuellement dépassé, tant le patinage artistique de compétition a su, avec ses sauts, intégrer la chorégraphie. Si bien que l'on éprouve un sentiment mitigé devant des évolutions manquant de panache et de difficultés.

On accepterait ce style sans éclat, s'il se mettait au service de tableaux originaux ; mais ils sont conventionnels et pauvres, que ce soit les danses folkloriques, tziganes, romantiques, que ce soit les personnages mis en scène, tels ces jeunes officiers de Et

la cavalerie fit halte émue, ému par les jeunes paysannes. Même pour un spectacle sans autre prétention que de divertir, on aimerait un peu plus d'imaginaire de la part du chorégraphe Constantin Rassadine, ex-soliste du Kirov. Etant donné ce qui lui est demandé, la compagnie se montre, elle, bien vaillante.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Matinées mercredi 14 heures, samedi 15 heures, dimanche 14 et 17 heures. Soirées mardi, vendredi et samedi à 20 h 15. Jusqu'au 1^{er} janvier 1992. Tél. : 47-26-40-40. Tournées en Janvier à Orléans, Rennes, Rouen.

□ Pour l'enfance défavorisée. - A l'instigation de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris (AROP), une quarantaine de créateurs de l'Opéra de Paris, dont Yves Saint Laurent, Sonia Rykiel, Ralph Lauren, Poilâne, Patrick Dupond, Nina Ricci, Jacques Grange, Jot de la Fresnaye, Estée Lauder, Erro, Christian Lacroix et Lesage, ont conçu et fait réaliser des arbres de Noël, exposés dans le grand foyer du Palais Garnier du 17 au 21 décembre, de 11 heures à 17 heures. Ils seront vendus aux enchères le 21 décembre à 17 heures, au bénéfice d'enfants défavorisés.

► Renseignements : 45-44-13-01.

PATRIMOINE MONDIAL

Dix-sept nouveaux sites classés par l'UNESCO

Dix-sept nouveaux sites culturels ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO par le Comité du patrimoine mondial réuni du 9 au 13 décembre à Carthage. Cette instance - vingt et un pays membres et neuf observateurs - a accepté de classer, à Paris, les berges de la Seine entre la pointe de l'Île-Saint-Louis et la tour Sully, ainsi que la cathédrale Notre-Dame, et à Reims, le palais de Tau et l'ancienne abbaye de Saint-Rémi.

Ces deux sites, les deux proposés par la France cette année, viennent s'ajouter aux dix-sept déjà reconnus dans le pays comme le Mont

Saint-Michel ou le Pont du Gard. Ouvert en 1972, le catalogue du patrimoine mondial réunit 122 pays - après l'adhésion récente du Cambodge, inquiet pour ses temples d'Angkor (le Monde du 30 novembre) - et comporte désormais 359 sites. Chaque année, les pays proposent le classement de sites de leur choix.

Leur demande est entérinée ou non par l'UNESCO, en collaboration avec le conseil international des monuments et des sites classés, et l'Union internationale pour la conservation de la nature. L'Etat s'engage alors à la protéger. En cas de manquement, l'organisation internationale se réserve le

PHOTO

Les années Rizzo



C'était le temps où Michel Polnareff ne portait pas de lunettes. Yves Saint Laurent se cachait derrière Pierre Cardin, les sœurs Carita paraissaient en Courges, Béjar se transformait en Satan, Maria Schneider posait nue en l'ouvre romaine, Marilyn Monroe était tragique, les twistesuses Zouzou et Henda se déchaînaient aux nuits de Castel, à Bardot, fétine et resplendissante, sortait de sa tanière.

C'était le temps où Willy Rizzo était photographe, et tirait le portrait des années 60. Découvert

par France Roche (Ciné Mondial), designer depuis vingt ans, ça Napoléon d'origine a réalisé des cantaines de reportages pour Paris-Match dont il était un collaborateur de la première heure, en 1949. Ses portraits sont en noir et blanc, simples, insouciantes, frais, aussi heureux que Madeleine Chanel au milieu de ses mannequins.

M. G.

► « Les Années 60 » de Willy Rizzo, Galerie Agathe-Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, 4^e. Tél. : 47-77-38-24. Jusqu'au 24 décembre.

MUSIQUES

Alpha bravo

Renaissance de l'inventeur du reggae africain

ALPHA BLONDY à l'Elysée-Montmartre

La réputation d'Alpha Blondy avait fini par éclipser la réalité de sa musique. Parce qu'il a séjourné dans des hôpitaux psychiatriques, parce qu'il fut un temps où, en allant à un concert de l'Ivoirien, on n'était jamais sûr que lui ferait le déplacement, on le disait fou. Au début de l'année, un pauvre mini-album, chichement produit, n'avait rien fait pour rassurer les derniers fidèles.

Tout d'un coup, revêtu Alpha Blondy, avec Massada, son nouvel album, pour EMI, produit par Dennis Bovell, vétérans du reggae britannique. On l'annonce trois soirs de suite à l'Elysée-Montmartre et, pour célébrer son retour, le chanteur parle de ses errements passés et du chemin retrouvé.

« J'ai vendu mon cahnet, dit-il en riant. Je crois maintenant que le reggae doit se défendre de son côté « je jure donc je suis ». J'ai trop donné dans les plantations pour avoir envie de faire les mêmes erreurs... » En revanche, Alpha Blondy est toujours animé par les mêmes convictions simples, naïves. Son disque est propulsé par ses indignations, face à la

guerre, au tribalisme, à la pauvreté, à la corruption. Lui qui chantait jadis les louanges du président Houphouët-Boigny. A ce sujet, Alpha Blondy explique : « Dans ce cas, je crois qu'il faut faire la part de la vieillesse mais aussi de la trahison politique. Les conseils qui ne profitent qu'à ceux qui les donnent. » Face aux difficultés des démocraties africaines, Alpha Blondy accuse la France de « non-assistance à démo-cratie en danger » à propos du Togo, tout en disant : « En Côte d'Ivoire, il y a soixante-sept ethnies et soixante partis, il n'en manque plus que sept pour faire le compte. »

Il lui reste le reggae et sa religiosité. « J'ai appelé mon disque Massada pour souligner sa dimension spirituelle. Je ne suis pas très optimiste pour l'Afrique, notre seul espoir, c'est l'éducation. » Pour enregistrer son disque, Alpha Blondy a retrouvé Dennis Bovell qui a profité d'une pause dans sa tournée avec Linton Kwesi Johnson, et Ibib, le musicien de la Dominique, « un vieux copain de lutte ». Ensemble ils ont fait un disque direct et chaleureux, dominé par la voix douce, un peu plaintive d'Alpha Blondy, dans lequel on trouvera la première version reggae de Rabelais « Science sans conscience... »

THOMAS SOTINEL

► Du 18 au 21 décembre à 20 heures, Elysée-Montmartre, 72, bd de Rochechouart 75018 Paris.

□ L'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne recrute. - L'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, dirigé par Claudio Abbado, recrute pour sa session 1992-1993 des musiciens entre quatorze et vingt-trois ans. Tout participant doit être citoyen de l'un des pays de la Communauté européenne, justifier d'un niveau médaille d'or, conservatoire supérieur ou équivalent. Les auditions auront lieu les 7 et 8 février au Studio 107 de la Maison de Radio-France.

Clôture des candidatures le 15 janvier. Renseignements : Culture Européenne, 9, rue Geoffroy-l'Anseur, 75004. Tél. : 42-78-28-68.

Le grand embouteillage

Pour la course aux Oscars les sorties des grandes productions se bousculent

NEW-YORK

correspondance

Pour se qualifier dans la course aux Oscars, un film de langue anglaise doit avoir connu au minimum une semaine d'exploitation commerciale à Los Angeles avant le 31 décembre. D'autre part - la statistique est infatigable - les quatre mille et quelques votants de l'Académie du cinéma ont la mémoire courte et distinguent principalement les productions diffusées les trois derniers mois de l'année qui précède.

Dès lors, c'est la cavalcade dans les laboratoires pour achever les films, dans les bureaux et les circuits pour trouver une salle, ou dix, ou vingt. Puis, à coup de pétards dans les journaux de spots à la télé, le tir groupé sur le public, ayant déjà reçu les grands dessins animés (la Belle et la Bête de Walt Disney contre Fievel au Far-West produit par Spielberg) et les suspenses tord-entrailles (Cope Fear de Scorsese), se voit bombardé par les grosses machines cadeau-de-Noël (Hook ou Peter Pan revu par Steven Spielberg, le 11 décembre), les super-comédies (remake du Père de la mariée avec Steve Martin et Diane Keaton, le 18, Bugsy de Barry Levinson avec Warren Beatty ou la création de

HENRI BÉHAR

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur folle enchère au palais de justice de PARIS le jeudi 9 janvier 1992, à 14 h 30 en UN SEUL LOT

5 VILLAS au PONTET (Vaucluse)

Domaine de la Seigneurie

Mise à prix : 1 250 000 F

S'adr. pr ts renseignements, à M. B. de SARIAC (SCP B. de SARIAC/A. JAU-NEAU), 42, av. George-V (uniquement de 10 h à 12 h. Tél. 47-20-82-38) - M. CARRASSET-MARILLIER, mand. à PARIS, 36, rue des Bourdonnais.

Vente après liquidation de biens au palais de justice de PARIS le jeudi 9 janvier 1992, à 14 h 30, en un seul lot

D'uns immeubles sis

à PARIS-6^e - 45, rue YavinAPPARTEMENT au 2^e étage

Mise à prix : 200 000 F

S'adresser à M. Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS-16^e, 1 bis, pl. de l'Alma, 47-23-73-70 - M. GOURDAIN, syndic judiciaire à PARIS, 174, boulevard St-Germain, et à tous avocats près le tribunal de grande instance de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 9 JANVIER 1992 à 14 h, en QUATRE LOTS

à LEVALLOIS-PERRET (Hauts-de-Seine)

86, rue du Président-Wilson

1^{er}, 2^e et 3^e lots : UN PARKING

Quatrième lot :

LOCAUX COMMERCIAUX

sur cour à l'entresol

au 1^{er} sous-sol

au rez-de-chaussée

6 GARAGES

UNE BOUTIQUE

accès à une réserve en sous-sol

et un local, com. à l'entresol

+ une remise

Mises à prix. - 1^{er}, 2^e et 3^e lots : 10 000 F chaque lot.4^e lot : 520 000 F.

S'adr. pr ren. à M. GUILBERTAU, avocat à CLAMART, 14, rue Marie-Doffe, tél. : 42-60-48-09 ; M. MANCIET, avocat à PARIS, 88, bd Saint-Michel, tél. : 43-25-33-35. S. pl. pour vis. en s'adr. à l'avocat poursuivant.

La culture en banlieue

Cinema

PARIS-ETES

CINEMA

CINEMA

CINEMA

CINEMA

CINEMA

CINEMA

CINEMA

CINEMA

CINEMA

CINEMA

CINEMA

CINEMA

Le CSA aura tout pouvoir pour moduler les quotas selon les chaînes de télévision

En second lieu, l'obligation faite aux chaînes de télévision de diffuser des œuvres européennes et françaises dans des proportions de 60 % et 50 % aux heures de grande écoute est modifiée. Le quota

Tout au long du débat, les députés sont tombés d'accord sur trois points au moins : le premier est que ce texte de loi ne réglait pas

M. Georges Kiejman, ministre délégué à la communication, a néanmoins promis, pour la session parlementaire d'avril, l'ouverture d'un large débat sur le financement de l'audiovisuel. Débat qui ne débouchera pas automatiquement sur le vote d'un nouveau texte de loi.

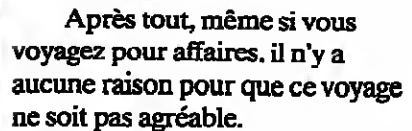
Selon le Wall Street Journal, la justice américaine a ouvert une enquête sur les finances de l'empire Maxwell aux États-Unis, en vue de la saisie des biens de ses britanniques. Outre-Atlantique, l'empire comprend les éditions MacMillan, les guides Official Airlines et le quotidien *The Daily News*. Ce dernier, qui ne dépend pas directement de MCC, s'est déjà mis sous la protection de la loi sur les faillites (*le Monde* du 12 décembre). Il est en butte aux pressions des créanciers, notamment des assureurs de la région, et réclame 16 millions de dollars (96 millions de francs environ). Le journal a indiqué le 15 décembre avoir perdu plus de 30 millions de dollars depuis son rachat en mars par Robert Maxwell. A Londres, un testament du magnat de la

Le feuilleton sur les causes de la mort du magnat de la presse continue : dans son édition dominicale, le quotidien phare du groupe, le *Daily Mirror*, a avancé l'hypothèse du suicide, rejetée par les conclusions des experts espagnols ; l'assurance-vie de Robert Maxwell ne fonctionne pas dans cette hypothèse.

Dimanche 15 décembre. M. Pierre Lescure, directeur général de Canal Plus, avait exprimé « l'énui et l'écœurement » de ses abonnés et n'avait pas exclu « de soumettre prochainement le dossier au Conseil constitutionnel ». Le groupe RPR a annoncé son intention de présenter un tel recours. M. Lescure a réitéré, lundi 16 décembre, sur l'antenne de Canal Plus au cours de l'émission en clair « Nulle part ailleurs », ses critiques à l'égard de l'amendement législatif et de l'avis de la CNIL.

nasse et Elisabeth Lelogeais, Albin Marfay et Jean Pierié, Isabelle Roy.

n Chute de l'action Canal Plus. — Les propos de M. Pierre Dautzier, PDG de Havas, en fin de semaine relatifs aux discussions sur une éventuelle fusion avec Canal Plus ont été immédiatement suivis d'effet en Bourse. L'action Canal Plus a chuté de 5,2 %, alors que l'actio Havas gagnait 3,5 points. Les opérateurs ont jugé que l'opération bénéficierait plutôt à Havas qui, en fusionnant avec une chaîne dont elle détient déjà 25 % du capital, faisait une simple opération de diversification.



Choisissez-vous une compagnie pour le sourire de ses réacteurs?



Sept 11 1950

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composez 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

*Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.*

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vite normale-CEE
3 mois	460 F.	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : **36-15 LEMONDE** code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ **Prénom :** _____

Adresse : _____

Localité : _____ **Code postal :** _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

9 pages d'offres d'emploi

Le Monde

INITIATIVES

AUTREFOIS, on parlait de promotion sociale, et l'imaginaire était fort. Par des cours du soir, l'autodidacte se formait et tentait de s'élever au-dessus de sa condition. Isolée, volontaire, il sacrifiait tout à son but ultime, sa vie de famille comme ses amis, bien décidé à réussir « à la force du poignet ».

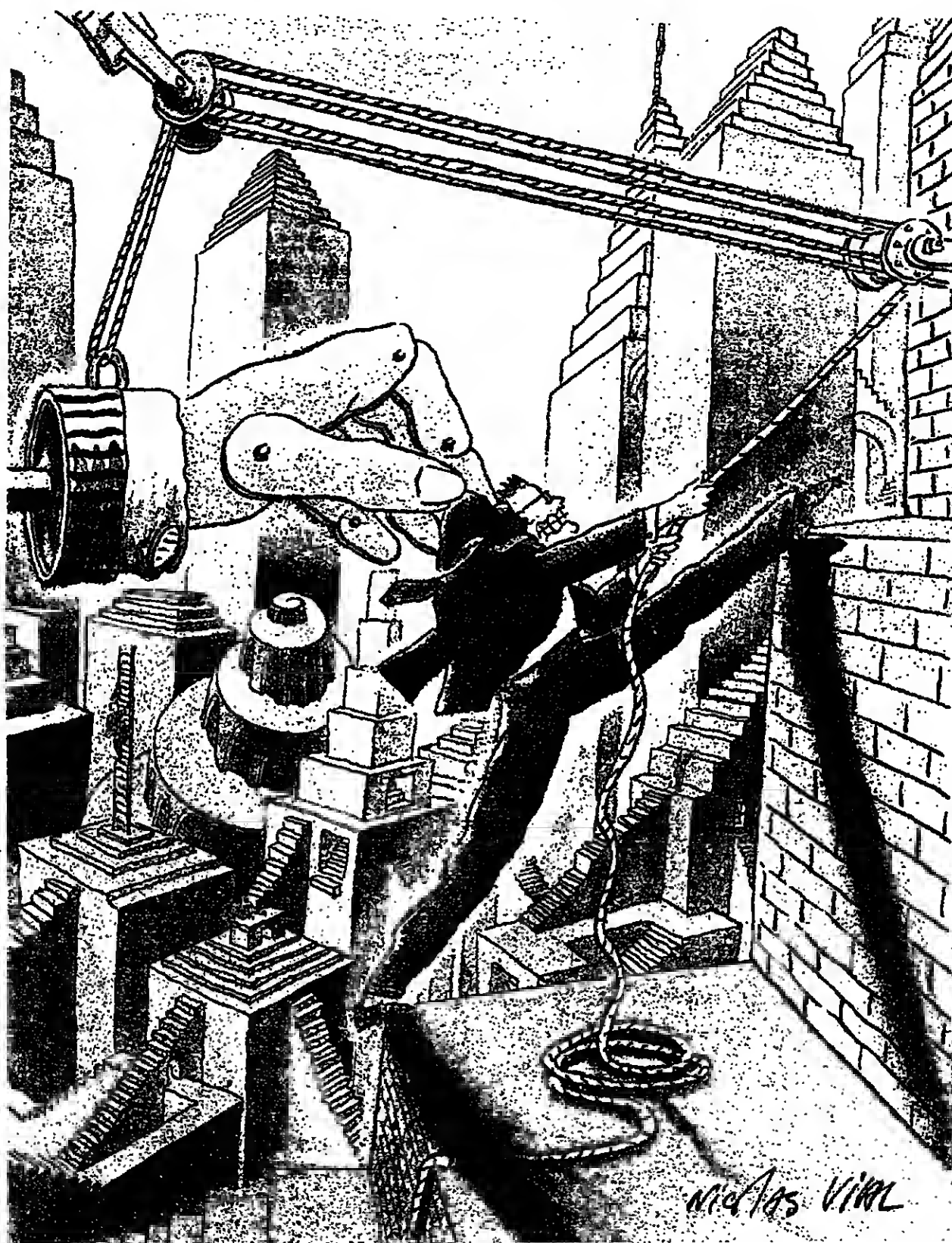
Longtemps, le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) a été, tout à la fois, la figure emblématique de cette voie et le constant rappel de son excellence. On y voyait volontiers le signe de l'exception, ramené à quelques clichés qui fleurissaient bon leur dix-neuvième. Incontestable, l'ingénieur CNAM, enfin admis par ses pairs, en avait forcément « bavé », et son succès ne pouvait être que la juste récompense de privations.

Avec le temps, fort heureusement, les choses ont changé. Insensiblement, sous la pression des événements et des mœurs, on reconnaît maintenant à la formation permanente d'autres avantages, et notamment en matière de gestion sociale. Par exemple, l'apparition du CESI et d'autres encore, dans les années 60, a bien montré que les grandes entreprises - dont Renault - se préoccupaient d'offrir une carrière d'ingénieurs aux meilleurs de leurs techniciens supérieurs, pour des motifs de fluidité et d'équilibre interne. Dans le même ordre d'idées, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, et plus spécifiquement d'ingénieurs de production, a justifié l'engorgement actuel de branches professionnelles et de grands groupes industriels pour ce qu'on a appelé « les filières Descamps ».

Avec la naissance de l'INSEAD, confortablement installé à Fontainebleau, de l'ISA, niché dans le campus d'HEC à Jory-en-Josas, et de quelques autres de même inspiration, si ce n'est d'une égale réputation, le mouvement a aussi pris une autre orientation. Certes, il arrive que des employeurs soutiennent financièrement les étudiants de ces célèbres établissements, mais, selon la règle, ces derniers, déjà bien nantis diplômés en tout genre, se placent d'abord dans une stratégie individuelle de carrière. Après quelques années de vie professionnelle, ils décident de dépenser des sommes considérables - de 50 000 F à 100 000 F de scolarité - pour se doter d'un turbo, et donc atteindre des sommets dans leur carrière.

On touche là, par le haut, un phénomène qui ne cesse de s'amplifier : le

Se former pour soi



désir de se former et de se qualifier pour son propre compte, sans rien attendre de l'entreprise elle-même, puisque l'on est capable de remettre en question son emploi pour parvenir à ses fins. Il faut d'ailleurs voir un signe de cette mutation dans la création, au cours des années 80, du dispositif de congé individuel de formation (CIF), financé par les employeurs à raison de 0,10 % de la masse salariale, qui n'a jamais été que la reconnaissance officielle d'une aspiration légitime, héritière, là encore, de la logique de la promotion sociale.

Malheureusement, les sommes rassemblées dans les COPACIF ne sont pas suffisantes. Guère plus de dix mille personnes, anciens salariés, peuvent s'engager chaque année dans cette voie : ce que regrettent autant les candidats que les employeurs les plus avertis, qui y voient une solution d'avenir, adaptée aux évolutions de carrière. Les entreprises de travail temporaire, qui en font un gros usage, ne peuvent, par exemple, pas aller aussi loin qu'elles le voudraient. Et puis, on assiste aux inévitables détournements : on veut utiliser cette procédure pour les contrats de formation individualisés destinés aux salariés adultes (CFI) ou, plus grave, pour faire suivre une formation à un salarié sans avoir à supporter son salaire. Cela c'est vu.

C'EST que, derrière cela, nombre de problèmes demeurent, qui cachent autant d'ambiguïtés. Pas plus que le syndicat, l'entreprise ne sait prendre en charge le désir individuel, et elle est souvent incapable de gérer sans drame le départ du salarié, sa période de formation, et, le cas échéant, son retour. La volonté d'une personne ne coïncide pas nécessairement avec la planification des ressources humaines.

Du coup, la formation pour soi se conçoit le plus souvent comme une rupture avec l'ancien état, l'idée étant d'aller tenter sa chance ailleurs. Des enseignants ou des fonctionnaires se forment souvent dans ce but, de même que des « intellectuels » qui aspirent à devenir des manuels ou des artisans. Ils veulent découvrir une autre vie professionnelle, et une autre passion. Ce qu'ils assumeront seuls financièrement, l'entreprise, ou la banque, n'ayant guère le goût de les suivre dans leurs rêves.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III.

Cadres à Douze

■ En Belgique, les apécificités de l'encadrement portent notamment sur la fiscalité et la disparité des systèmes de retraite. Pour recueillir, les entreprises françaises doivent y être attentives.
■ En matière de protection sociale, les pays d'Europe sont à la recherche d'une harmonisation page IV

STAGES page V

9 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

■ Gestion et finances	p. VI
■ Ressources humaines	p. VII
■ Juristes	p. IX
■ Cadres	p. X
■ Fonction commerciale	p. XI
■ Informatique	p. XII
■ Secteurs de pointe	p. XII

EMPLOI



Le mardi c'est tout un monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES

Le savoir faire informatique et télécom

ECOLES D'INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

De formation scientifique ou de gestion (Bac + 4 minimum), vous souhaitez compléter votre diplôme par un savoir faire informatique et télécom.

CITCOM, filiale de Telesystèmes, se situe à l'avant-garde des nouvelles technologies au sein du Groupe FRANCE TELECOM.

Son programme EUROMASTER vous prépare à l'exercice de réelles responsabilités dans les métiers de l'ingénierie informatique et télécom.

Pendant 7 mois, vous suivrez un enseignement intensif qui alterne

théorie et pratique et vous réaliserez un projet professionnel dans un contexte d'entreprise.

Pour vous donner les moyens d'acquies les bases d'un nouveau savoir, l'art de l'appliquer, rejoignez l'un des Centres CITCOM en France ou en Europe.

Merci d'adresser votre candidature à : Isabelle Védrette, CITCOM, 88, Bd Vincent Auriol - 75013 Paris.

CITCOM

Filiale de Telesystèmes

POUR LES CENTRES CITCOM DE : NANCY - LIQUEURNE - MARSEILLE - SOPIA ANTIPOLIS - LYON - NANTES - DUNKERQUE - MONTPELLIER - TOULOUSE - KARLSRUHE - PARIS.

Les réussites du CIF... ...malgré les critiques

Le congé individuel séduit les salariés...

...mais pas les employeurs

Le congé individuel de formation (CIF) jouit d'un rare privilège : de toutes les spécificités du système français de formation professionnelle, c'est sans doute la seule que nous envient les Allemands.

Grâce à lui, tout salarié peut prendre l'initiative de suivre des actions de formation tout en étant rémunéré et en étant certain de retrouver son poste de travail, un droit qui n'existe nulle part ailleurs.

En France même, ce droit reste peu connu. Il est vrai que jusqu'ici les partenaires sociaux n'avaient pas de raison d'en faire une publicité excessive : longtemps alimentée par les entreprises à hauteur de 0,1 % seulement de la masse salariale, l'enveloppe destinée aux congés individuels de formation n'était pas suffisante pour satisfaire l'ensemble des demandes. En 1990, sur les 28 011 salariés du secteur privé qui avaient déposé un dossier, seuls 19 324 (soit 67,35 %) ont obtenu

une réponse positive. Néanmoins, ce droit semble promis à un bel avenir : patronat et syndicats ont en effet décidé de doubler progressivement les sommes qui lui sont affectées. D'ici quelques années, ce sont donc environ 50 000 personnes qui devraient pouvoir suivre un congé individuel de formation.

Changement d'activité

La CFDT, qui a longtemps plaidé pour cette augmentation, juge que ce droit cesse enfin d'être ridicule. De son côté, le CNPF ne peut que se féliciter de voir un nombre croissant de salariés prendre leur formation en main, ce qui correspond parfaitement aux désirs du patronat de faire de la formation un effort d'investissement partagé par l'entreprise et le salarié.

En effet, si le CIF est à juste titre

perçu comme un droit, il serait injuste d'oublier l'effort qu'il demande à ceux qui en bénéficient. Une de ses principales caractéristiques n'est-elle pas de permettre au salarié de suivre des formations longues et réellement qualifiantes ? Alors que les stages proposés par le plan de formation des entreprises durent généralement moins de quarante heures, la durée moyenne des CIF s'est élevée l'an dernier à neuf cent quarante-cinq heures, soit plus de vingt-quatre semaines. 30 % des CIF ont même duré plus de mille deux cents heures, une durée à laquelle il faut en réalité ajouter des heures de travail personnel suffisamment nombreuses - pour que bien souvent il soit nécessaire d'accepter de mettre sa vie privée entre parenthèses durant le temps de la formation.

Qu'est-ce qui incite près de 20 000 salariés à faire chaque année un tel effort ? Si, à l'origine, les syndicats pensaient qu'ils en profiteraient pour parfaire leur culture générale et s'épanouir hors de l'entreprise, les principaux intéressés ont en fait des préoccupations beaucoup plus pratiques : près de la moitié d'entre eux souhaitent acquiescer un niveau supérieur de qualification et un tiers se préparent à un changement d'activité. Cela constitue d'ailleurs un réel souci pour les chefs d'entreprise : ces derniers savent pertinemment qu'un salarié qui demande à bénéficier d'un CIF est généralement dynamique, mais insatisfait de son travail. Une fois sa formation accomplie, il cherchera vraisemblablement à en tirer parti à l'extérieur.

Contrairement à ce que beaucoup pensent, le CIF est loin d'être réservé aux cadres ou aux techniciens supérieurs : les ouvriers qualifiés et les employés, qui constituent 55 % de la population active, représentent 64 % des bénéficiaires d'un CIF. Un tiers des bénéficiaires d'un CIF préparent d'ailleurs un diplôme de niveau V, c'est-à-dire un CAP.

Discrettement, ce sont donc chaque année plusieurs milliers de personnes - demain peut-être quelques dizaines de milliers - qui se remettent en question et prennent leur destin professionnel en main pour leur plus grand profit personnel mais aussi, on l'oublie trop souvent, pour celui de la collectivité.

Frédéric Lemaître

CRÉÉ à une époque généreuse où l'on pensait que le développement personnel devait être encouragé et n'entraînait pas en contradiction avec celui de l'entreprise, le congé individuel de formation (CIF) est aujourd'hui considéré de manière mitigée par nombre d'employeurs, quand il n'est pas perçu avec hostilité.

Les grands groupes paraissent le subir à la manière d'une contrainte : « Nous respectons la loi », dit à ce propos, et sans fard, Jean-Marc Devand, directeur des affaires sociales de Pechiney, avant de confier : « Le moi même de congé est antinomique de celui de formation. La formation doit correspondre à l'acquisition d'un savoir. C'est le but de la formation continue. La formation individuelle, c'est le savoir déconnecté du faire. » En clair : « Si un salarié demande un congé pour suivre des cours d'art plastique, il n'y a aucune raison pour qu'il lui soit offert un retour, une forme de contrepartie à une démarche de nature individuelle. Nous ne sommes pas des promoteurs du CIF », conclut ce directeur de Pechiney.

Dans le groupe Renault, où l'on reconnaît « avoir d'autres soucis pour l'heure », le CIF est, à l'évidence, considéré comme superfétatoire. « Les facilités de formation en interne sont considérables. La formule est donc peu utilisée par les salariés : une petite centaine de personnes par an sur 65 000. Mais si une typologie devait être faite, ajoutent-ils, c'est bien évidemment des populations jeunes et motivées dont il s'agit - agents de maîtrise ou techniciens - pour qui ce congé, consacré majoritairement à passer des examens, apparaît comme une manière de progresser plus vite en termes de carrière. »

« Il s'agit d'agents jeunes désireux de compléter leur formation initiale, parfaire un bagage, souhaitent valoriser un diplôme en interne... ou à l'extérieur », dit, quant à lui, Jacques Mouron, l'un des responsables de l'unité de formation-management de la RATP, qui est dotée d'un fonds de gestion du congé individuel de formation (fonds GECIF), comme la SNCF, EDF, ou la Banque de France. Bien qu'elles soient en très petit nombre, nous nous efforçons de respecter l'esprit du législateur à

propos du caractère individuel des demandes. Celles-ci ne sont pas obligatoirement en rapport direct avec l'activité de l'agent. Il peut s'agir de stages de langues, mais ce pourrait être des cours de couture pour les femmes. » Aucune discrimination lorsqu'une demande peut paraître anecdotique ? « Les dossiers sont examinés au cas par cas... Mais nous mettons au point un système d'évaluation. »

Dans le secteur des services, pour ne citer que les grandes sociétés de services informatiques où les cadres sont majoritaires, le CIF est au moins aussi marginal que peut l'être le congé sabbatique. Si l'on en croit Jean-Luc Figeat, directeur du personnel de la Compagnie générale d'information, à son souvenir, une seule personne aurait récemment bénéficié du dispositif : « La demande fut faite pour un perfectionnement à l'INSEAD. La formule est sympathique. Elle relève le plus souvent d'un besoin psychologique apparent à de la reconnaissance sociale. Mais, au niveau des ingénieurs, ce n'est pas un CIF qui modifiera leur évolution de carrière. »

Accordéoniste ou ébéniste

« Les banques sont légalistes. Nous informons les salariés quant aux possibilités du CIF, et j'ai moi-même récemment organisé, avec des directeurs du personnel banque et des partenaires sociaux, deux journées de séminaire. Pour la petite histoire, les directeurs tombaient un peu des nues quand leur fut rappelée l'existence du congé. Mais le CIF est une mesure individuelle. Nous n'avons pas à faire du bagage autour », estime Bernard Rousselet, directeur de la formation et de l'emploi à l'Association française des banques.

« Il s'agit bien, poursuit-il, d'une mesure qui doit être traitée au cas par cas puisque l'on demande, sur près de 145 000 salariés, 291 ont bénéficié du fonds GECIF. »

Toujours selon Bernard Rousselet, l'accueil varie selon les chefs d'établissement : « Certains s'en moquent... D'autres le considèrent avec sympathie. Reste que, d'une manière générale, cette démarche, qui « doit rester neutre », tend à

déboucher soit vers une reconversion, soit vers une qualification, soit vers un développement personnel du salarié.

Et de citer quelques exemples, telle cette employée de banque qui, accomplissant un vœu secret, est devenue chanteuse d'orchestre après un an de cours, cette autre accordéoniste de bal musette, ou cet autre devenu chémiste après avoir passé un CAP. Un CIF, toujours à titre d'exemple, peut être une manière de quitter un travail pour lequel on a peu d'attachement. Suivre des cours de gestion dans la perspective de devenir hôtelier-restaurantier ou directeur d'un centre équestre s'est déjà produit.

« Le problème, c'est souvent le retour, note en bon observateur Bernard Rousselet. Si le salarié revient avec un CAP de photographe ou de stylistique, on ne peut que saluer son courage, lui dire qu'on pensera à lui en priorité... Mais il lui sera rappelé que sa demande fut individuelle, et qu'il n'y a pas obligation de promotion. De surcroît, l'employé peut s'attendre à un certain rejet de la part de ses collègues, ceux-ci estimant qu'ils ont continué d'accomplir le travail ingrat pendant le congé de leur collègue. En revanche, ceux qui reviennent dans l'établissement ornés d'une qualification supérieure - nous manquons de bac + 2 - sont plutôt bien perçus. »

« Reste, conclut Bernard Rousselet, que l'existence même de ce congé peut aider à mettre de l'huile dans les rouages sociaux. »

« Je ne cacherais pas que le CIF hérisse le poil de nos patrons, dit sans détour Pierre Gilson, vice-président de la CGPME. Nous avons déjà assez de mal à satisfaire la formation classique sans y ajouter une procédure lourde pour l'employeur. » Une hostilité déclarée, à ce qu'il dit, depuis 1983. Plus nuancé, le représentant de Paris-Île-de-France de cette même confédération confie : « L'esprit généreux qui a prévalu à la création du congé individuel pour des raisons d'épanouissement personnel est bien fini. Le CIF va se fonder dans la formation permanente. Qui, dans le monde des PME, peut sortir aujourd'hui un salarié pendant deux mois pour des raisons personnelles ? »

Jean Menanteau

La pratique

Le congé individuel de formation est un droit reconnu aux salariés du secteur privé et associatif. Pour peu que ceux-ci aient l'ancienneté requise (deux ans dans la branche), l'employeur ne peut s'y opposer. Le droit juste demander que ce droit soit reporté de quelques mois si des raisons professionnelles l'exigent. Durant le congé, le contrat de travail est maintenu. Le salarié doit donc retrouver

son poste à l'issue de sa formation. Pour bénéficier d'un CIF, le salarié doit déposer un dossier auprès de l'organisme paritaire auquel son entreprise cotise. Cet organisme, géré par les syndicats et le patronat, prend en charge tout ou partie des frais de formation et de la rémunération du salarié. Il peut également conseiller le salarié sur les formations qui lui semblent le mieux adaptées et établir des priorités en fonction de besoins du marché du travail.

Cours du soir

Au CNAM, le niveau monte

PENDANT trois ans, cinq ans, sept ans, ils sont retournés à l'école le soir après le travail. Ils ont écourté leurs nuits, sacrifié leurs week-ends, leur vie de famille pour réaliser un rêve, une ambition : décrocher un diplôme au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et obtenir une promotion dans leur entreprise.

Mais le chemin du savoir et du savoir-faire n'est pas semé de roses. Un grand nombre de candidats craquent en route. « Environ 30 à 40 % des effectifs d'un cours s'évaporent à l'issue du premier examen partiel de décembre. Ils se rendent compte qu'ils ne sont pas au niveau ou tout simplement que leur vie est trop difficile à gérer, indique Pierre Rosbach, chef du service information et validation des acquis. En fait, au CNAM, il n'y a absolument aucune sélection pour entrer. Tout le monde, quel que soit son niveau, peut suivre les cours. C'est le parcours lui-même qui est sélectif. » Pour se lancer dans l'aventure, il vaut mieux être jeune, avoir du souffle et pas trop de charges familiales. Ce n'est sans doute pas un hasard si 63 % des élèves ont entre vingt-cinq et trente-quatre ans et si les femmes sont minoritaires, bien que leur nombre progresse de 1 % par an.

L'entrée en force des bac + 2

Il faut croire cependant que les difficultés ne découragent pas les candidats car le CNAM recense quelque 20 000 élèves à Paris et plus du double répartis dans les 52 centres associés disséminés un peu partout en France. « Tous ne viennent pas chercher un diplôme, précise Pierre Rosbach. Certains veulent juste acquiescer des connaissances dans une discipline particulière. » Il n'en reste pas moins qu'en 1989, 1 276 ont obtenu un diplôme de troisième cycle dont 649 un diplôme d'ingénieur homologué, 567 un diplôme de même niveau que celui d'ingénieur mais dans la spécialité tertiaire (car le CNAM a deux filières : une filière scientifique et technique et une filière tertiaire en sciences humaines appliquées à l'entreprise). 2 238 ont obtenu un diplôme de deuxième cycle et 1 232 un DUT ou diplôme équivalent.

valent. Ce qu'il y a d'étonnant et d'encourageant, c'est cette espèce de « synchronisme » que relève Pierre Rosbach entre la formation de l'élève au CNAM et ses promotions dans l'entreprise. « Très souvent, lorsque les candidats viennent soutenir leur thèse, l'entreprise les a déjà reconnus comme ingénieurs. Le diplôme d'ingénieur CNAM ne fait que sanctionner un vécu professionnel. »

Incontestablement, le CNAM se révèle un formidable outil de promotion sociale, même si Pierre Rosbach tient à tordre le cou à cette « image misérabiliste selon laquelle les élèves du CNAM seraient pour l'essentiel des gens qui n'ont pas pu décrocher le bac ». Des non-bacheliers, il y en a certes, mais ils ne représentent que 16 % des effectifs. Les niveaux CAP et assimilés avec 3,21 % ne sont plus qu'une espèce en voie de disparition. Même les niveaux bac, 22 % actuellement, voient leurs effectifs fondre avec le temps « car il y a de moins en moins de jeunes qui s'arrêtaient à ce niveau ». En revanche, les niveaux supérieurs ont le vent en poupe. Les bac + 2 (BTS, DUT et DEUG) représentent 40 % des effectifs et il y a fort à parier que cette catégorie sera encore amenée à se développer.

« Les entreprises ont beaucoup recruté et, en même temps, des techniciens supérieurs, aujourd'hui, se trouvent coincés dans leur profession, explique Pierre Rosbach. Seule solution pour eux, décrocher ce petit plus qui leur permettra de passer au niveau cadre. » En fait, il faut bien reconnaître que la promotion sociale façon CNAM concerne essentiellement les bac + 2. Comment expliquer cette évolution de la population du Conservatoire ? « C'est simple, affirme Pierre Rosbach, le Conservatoire est le reflet, par son public, du groupe professionnel médian des entreprises. A partir du moment où le niveau de recrutement de l'entreprise augmente, le niveau de recrutement du CNAM augmente parallèlement. Et il y a un déplacement de l'outil de promotion à un niveau supérieur, c'est-à-dire des techniciens. »

Catherine Leroy

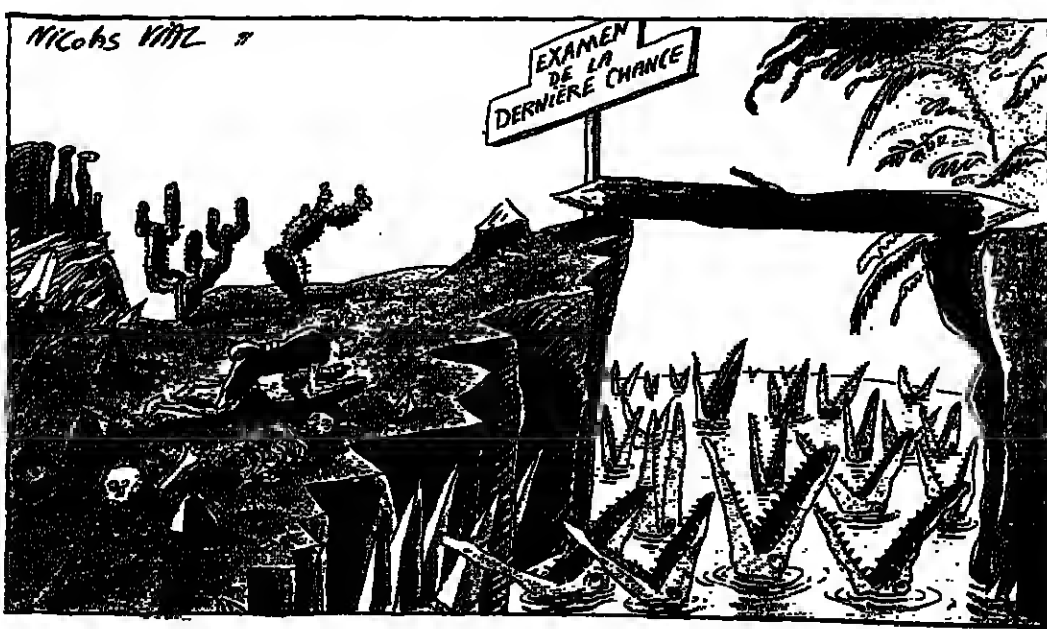
Retourner à l'université

Pour ceux qui ont abandonné leurs études, l'ESEU est une planche de salut

FILS de mineur, il était chauffeur routier, il est devenu chirurgien-dentiste. Vendéuse au chômage après avoir élevé trois enfants, elle est devenue infirmière. Un miracle ? Non, l'ESEU (examen spécial d'études universitaires).

Cet examen permet aux non-bacheliers âgés de vingt ans et plus et justifiant de deux années d'activité professionnelle ou bien simplement âgés de plus de vingt-quatre ans d'entreprendre des études supérieures. Cinquante-cinq universités proposent ce diplôme de formation continue. Deux filières, une littéraire et une scientifique, sont inégalement représentées. Si vingt-neuf universités offrent les deux possibilités, douze ne proposent que l'ESEU littéraire, dix l'ESEU scientifique. Centes, les facultés ne sont pas envahies par les candidats à l'ESEU. En 1989, 2 600 personnes en France ont réussi cet examen, 2 021 en lettres, et 585 en sciences.

Quel public est concerné ? L'âge moyen est de vingt-sept ans et demi, contre vingt-neuf ans il y a dix ans. Près de la moitié sont des jeunes qui ont abandonné le lycée en seconde ou en première, ou bien qui n'ont pas eu le courage de redoubler pour repasser un bac raté. Après des années de peupage et de galère, ils décident de se remettre aux études. Pourquoi n'ont-ils pas essayé de se représenter aux épreuves du baccalauréat ? Emmanuel, vingt-quatre ans, garçon de café depuis six ans, a quitté l'école et sa famille deux semaines avant l'examen. Il prépare actuellement une licence d'histoire et explique : « Pour le bac, il faut présenter toutes les matières. Je ne me suis guère mis à remettre à la chimie, à la biologie, après huit ans d'interruption. Déjà, cela ne m'intéressait pas durant mes années de classe, alors ça ne me motivait sûrement pas aujourd'hui. Pour passer l'ESEU, il n'y a que quatre matières, toutes littéraires. On fait ce qu'on aime. » Quelques mètres de la famille qui ont interrompu leurs études se mettent également sur les rangs, ainsi que des salariés qui ont envie d'améliorer leur statut social et



professionnel ou de se reconverter. Sept cent cinquante à huit cents lauréats, soit 40 % de la totalité, proviennent de la région Nord-Pas-de-Calais. Il faut dire que le conseil régional donne 12 millions de francs. Dans cette région longtemps sous-scolarisée et sous-qualifiée, il y a une volonté politique d'installer dans chaque bassin d'emploi un centre de préparation à l'ESEU. Trente centres délocalisés permettent aux intéressés de ne jamais faire plus de 10 ou 15 kilomètres sans trouver un accueil, grâce à une convention d'association avec les GRETA et les centres CNAM.

Une grande souplesse d'organisation avec un contrôle continu des connaissances par unité capitalisable aide les salariés à se former sans abandonner leur emploi. Le tiers des DUT de Lille-1 en formation continue viennent de la filière ESEU. Un

beau succès, d'autant que 75 % se déclarent satisfaits et ont atteint tout ou partie de leur objectif. Chaque année, parmi les scientifiques, deux ou trois personnes suivent avec succès le cursus de l'école d'ingénieurs de l'université de Lille. L'un d'eux a même eu le prix de la Fondation de France et a créé sa propre entreprise d'informatique.

On sent également cette volonté de promotion sociale chez les stagiaires qui viennent à l'AFFA grâce aux congés individuels de formation. Ils étaient 2 500 en 1989, 3 400 en 1990. Ils sont 3 600 en 1991. Un chiffre certes dérisoire en face des 141 000 stagiaires de cet organisme, mais révélateur d'une demande en régulière augmentation. 2 000 personnes n'ont aucune formation et viennent chercher un CAP, particulièrement dans le bâtiment et l'industrie ; 25 % aspirent à être techni-

ciens supérieurs de niveau 2. Entre les deux, les 1 200 restant se partagent entre la préparation d'un brevet professionnel ou d'un brevet de technicien. Ils sont attirés par le taux de placement excellent de l'AFFA : 100 % pour des spécialités comme celles des géomètres experts et des physiciens et/ou celles des chimistes, 85 % pour toutes les autres professions. Certains profitent d'un statut de demandeurs d'emploi pour améliorer leur qualification ou changer carrément de secteur. On a vu un cuisinier devenir informaticien, un métallo devenir paveur et un traicteur passer à l'agriculture. Une évolution dont ils tirent toujours un bénéfice dans leur entreprise ou dans l'image qu'ils ont d'eux-mêmes.

Liliane Delwasse

Les mutations



L'obstacle du financement

Le financement est l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre du congé individuel de formation. Les entreprises, en particulier les PME, ont du mal à supporter le coût de la formation de leurs salariés. Les organismes de formation, quant à eux, ont souvent des difficultés à trouver des financements suffisants pour couvrir les frais de fonctionnement et de formation. Les pouvoirs publics, quant à eux, ont mis en place des dispositifs de financement, mais ceux-ci sont souvent insuffisants pour couvrir les besoins réels des entreprises et des salariés. Les mutations professionnelles et sociales nécessitent donc une réflexion approfondie sur les modalités de financement de la formation continue.

les critiques

Les mutations des fonctionnaires

Les agents de l'Etat disposent de plusieurs moyens pour changer de voie

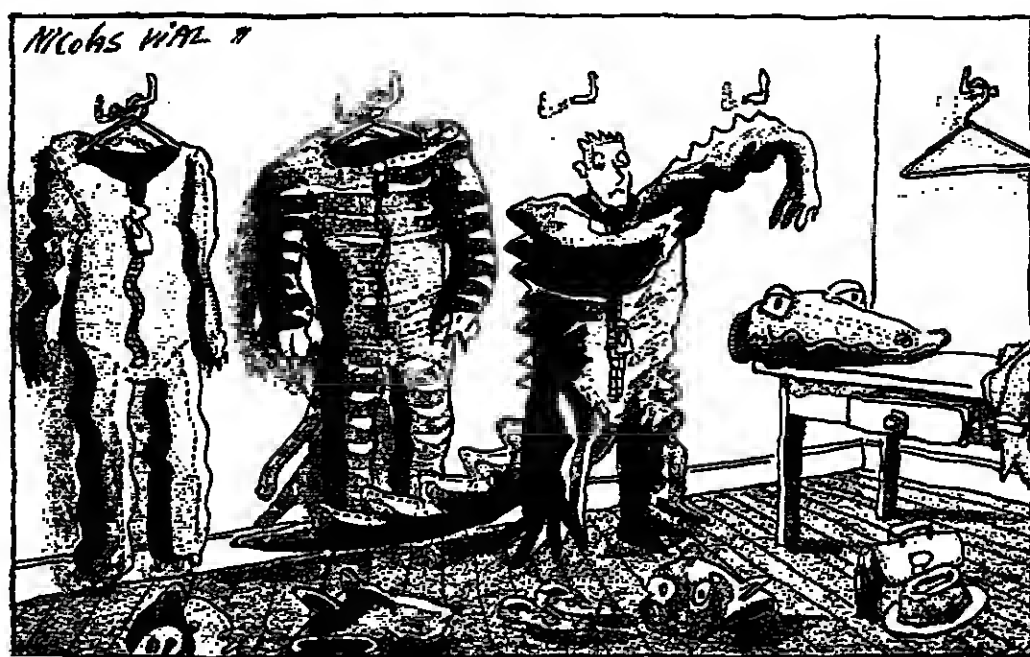
«Ce métier est tellement usant qu'il n'est pas d'enseignant qui, à un moment ou à un autre, n'ait songé à changer de voie», affirme Jean-Marie Maillard, professeur d'anglais et secrétaire national du SINES chargé de la formation. On arrive généralement au bout de dix ou quinze ans de carrière.

Dix ans, c'est le temps de service dont il faut justifier pour avoir droit au congé de mobilité. Créé en 1989, cette disposition permet à tout enseignant en poste de prendre une année rémunérée pour suivre une formation de son choix. Un contingent de six cents congés de mobilité a été débloqué la première année, mille huit cents sont prévus pour 1992. La moitié de ces congés sont utilisés pour la mobilité interne. Les certifiés tentent l'agrégation, les agrégés font des études doctorales et s'efforcent de rejoindre l'enseignement supérieur. Les instituteurs essaient de passer une licence ou une maîtrise pour avoir un poste dans le second degré.

L'autre moitié utilise ce congé de mobilité pour opérer carrément une reconversion. Beaucoup veulent aller dans la haute administration et présentent les concours de l'ENA dans un grand nombre de disciplines, comme l'économie et la gestion; une formation complémentaire en informatique permet de tenter sa chance dans le privé.

Les entreprises font les yeux doux aux enseignants pour récupérer des formateurs pour leur propre compte. Quelques-uns, à l'exemple d'IBM, débaptisent des mathématiciens et physiciens de haut niveau pour leur recherche. L'éducation nationale a fait procéder à un audit sur le taux d'évaporation des professeurs; le résultat est tellement catastrophique que le ministère s'est bien gardé de le rendre public. Ce qu'il ne peut celer, c'est qu'il manquera d'ici à l'an 2000 trois cent mille enseignants.

Beaucoup de professeurs font des logiciels pour des maisons d'édition. Les linguistes deviennent traducteurs. La plupart cherchent des situations dans des domaines qui leur paraissent compatibles avec leurs compétences, mais quelques-



uns se lancent courageusement dans l'inconnu, telle cette institutrice de maternelle devenue antiquaire décoratrice après avoir fait l'école du Louvre, ou ce professeur d'éducation physique ravi d'être G.O. au Club Méditerranée. Revers de la médaille: au bout d'une année, on est assuré de retrouver un poste dans l'académie, mais pas forcément le sien.

Une demande inégale

Une mesure plus ancienne est très demandée: le congé de formation. Il existe depuis 1985 et c'est pas destiné aux seuls enseignants. Il est ouvert à tout agent de l'Etat qui peut justifier de trois années de service effectif. La durée de ce congé est de trois ans, mais une seule année est rétribuée, à 85 % du traitement plafonné à un indice relativement modeste. Cela expli-

que que, refroidis par l'éventualité d'une baisse de rémunération, les cadres de catégorie A prennent rarement ce congé, qui est en revanche volontiers utilisé par les cadres plus modestes.

Il comporte cependant une condition importante: l'obligation de revenir servir l'Etat pendant une durée trois fois égale à celle pendant laquelle ils ont perçu des indemnités, c'est-à-dire trois ans. En 1989, mille agents de la fonction publique ont bénéficié de ce congé - 50 % le faisaient au titre de l'éducation nationale. Si les derniers le prennent presque tous pour préparer des concours en interne - CAPES, agrégation - ou pour terminer une thèse, les fonctionnaires des autres administrations en profitent souvent pour passer des concours administratifs ou pour changer franchement d'orientation. Un inspecteur des impôts prépare un DEA d'archéologie, une

adjointe d'administration aspire à être assistante sociale.

Après l'éducation nationale, la palme des congés de formation revient aux ministères des postes et télécommunications, des finances et de la défense, qui en ont bénéficié respectivement pour deux cent quarante-deux, cent onze et cent dix fonctionnaires. Les moins demandeurs sont les DOM-TOM - pas un seul congé - la culture (deux), les anciens combattants (trois), les transports et Matignon (cinq). L'accord de juin 1989 fait obligation aux chefs de service d'accepter les congés de formation: ceux-ci représentent 0,06 % de la masse salariale de la fonction publique. Mais celle-ci ne risque guère la fuite de ses ouailles. Conjoncture oblige: l'immense majorité de ceux qui ont suivi une formation l'ont fait pour améliorer leur situation tout en restant au service de l'Etat.

L. D.

De la terre à la comptabilité

GENEVIÈVE a ce côté à la fois fragile et résolu des femmes qui ont dû affronter des difficultés dans leur vie. A quarante-six ans, en formation d'agent de traitement administratif et comptable dans un centre AFPA de Paris, elle retrace méthodiquement les étapes d'un chemin peu banal: «Lorsque je me suis mariée - je suis issue du monde rural - je n'avais en poche que mon brevet professionnel agricole. Avec mon mari, nous avons essayé de trouver une ferme. Mais c'était déjà la crise. Alors nous avons quitté la terre.»

Geneviève trouve alors un emploi de serveuse dans un bar, et, le soir, elle suit des cours privés de secrétariat. Au bout de quelques mois, les premiers bases acquises, mais démunie de diplôme, elle s'engage dans la voie de l'interim. Trois ans plus tard, une entreprise du secteur pétrolier l'embauche à l'issue d'une mission. Elle y restera plusieurs années, jusqu'au décès de son mari. A ce moment, on lui propose une place au siège social à un poste de comptabilité: «C'était un domaine dont j'ignorais tout, mais le poste était un peu routinier. Une fois qu'on vous a montré ce qu'il faut faire, il n'y a pas trop de problèmes.» Pendant quelques mois, elle s'adapte à son poste et tente tant

bien que mal de panser ses plaies. Jusqu'au jour où, ayant repris du poil de la bête, elle décide de suivre une formation à la comptabilité: «Je n'avais pas vraiment peur de perdre mon emploi, mais je savais que, si je voulais me maintenir et progresser, il fallait que j'aie plus loin que ce qu'on peut apprendre sur le tas.»

Elle commence par suivre des cours par correspondance avec le CNED (Centre national d'enseignement à distance): «Ce n'était pas très facile de faire cela en plus de mon travail, et il m'a fallu beaucoup de temps avant d'arriver à un niveau correct.» Aussi, lorsque son entreprise lui parle du congé individuel de formation (CIF), elle n'hésite pas une seconde. Elle demande à en bénéficier. Que deviendra-t-elle à l'issue de sa formation? «Il est convenu que je retrouve mon poste. Dans ma situation, c'est déjà beaucoup. Si un poste se libère, j'aurai peut-être une possibilité d'évolution. Mais on ne m'a rien promis. Compte tenu de mon niveau et de celui auquel l'entreprise embauche actuellement, il ne faut pas rêver.» Bagarreuse, elle a décidé cependant qu'elle fera tout pour obtenir un jour son brevet professionnel de comptable, quitte à se réinscrire au CNED pour achever sa formation.

Rescapé d'une restructuration

JEAN, trente-huit ans, suit un stage de perfectionnement comptable d'entreprise. Une formation de niveau IV dans le même centre AFPA. Son parcours n'a rien à voir avec celui de Geneviève. Titulaire d'un CAP d'agent-comptable, il est employé depuis vingt ans dans une banque qui a dû faire face à quatre ou cinq plans de restructuration en six ans. «Je suis un rescapé de ces restructurations, dit-il avec un humour qui cache mal une certaine inquiétude. J'ai même été inscrit sur les listes lors de la dernière vague. Et puis ils sont revenus sur leur décision.» Au cours de ses tractations avec la direction du personnel, il apprend qu'il pourrait bénéficier d'un CIF et lui aussi décide de partir en formation avec un projet précis en tête: «J'avais commencé ma carrière au service comptabilité de la banque, puis j'étais affecté à divers services. Au

bout de quelques années, lorsque j'ai demandé à revenir à la comptabilité, on me l'a refusé en disant que je n'étais pas les diplômes nécessaires.» Il décide donc de suivre une formation à la comptabilité, mais tournée vers l'entreprise et non plus vers la banque, afin de se ménager le maximum d'opportunités. Il est vrai que sa situation est loin d'être assurée. «En revenant de formation, je ne sais pas du tout ce que je ferai, car mon poste a été supprimé. Ou ils m'offriront un autre poste, ou ils me reprendront pendant un mois ou deux parce qu'ils sont obligés de le faire et ils me licencieront ensuite. Dans ce dernier cas, ou je chercherai du travail dans une autre entreprise, ou alors j'essaierai de poursuivre ma formation pour atteindre le niveau BTS et décrocher une meilleure place par la suite.»

Un éternel recommencement

CARLOS, ingénieur technologue chez Sextant Avionics, a fermé la boucle lorsqu'il a enfin obtenu son diplôme d'ingénieur après avoir suivi les cours du CESI (Centre d'études supérieures industrielles): «Lorsque je suis arrivé en France, je venais juste de commencer mes études d'ingénieur au Portugal. Il me restait deux ans à faire, mais j'avais charge de famille. Il m'a fallu chercher du travail tout de suite.» Il entre dans une entreprise d'électricité industrielle, grimpe les échelons, change d'entreprise, repart en arrière, regimpe les échelons: «Comme je n'avais pas de diplôme, je devais à chaque fois refaire mes preuves. J'ai bien essayé de m'inscrire au CNAM, mais le rythme de vie était trop pénible. Je ne me suis pas senti capable de supporter dix ans de ce régime, et j'ai renoncé.» Un beau jour cependant, il se demande une fois de plus comment faire pour évoluer: «Je ne voulais pas me contenter du titre d'ingénieur maison.» Et puis, les circonstances ont été propices: «Côté vie familiale, j'avais plus de responsabilité, car mes enfants étaient grands et je vivais séparé de ma femme. Côté entreprise, je ressentais un certain malaise depuis que ma boîte avait été absorbée par un grand groupe. J'avais l'impression qu'il n'y avait plus de réelle stratégie au niveau de la direction. Alors, je me suis dit que c'était le

moment d'enchainer une formation.» En 1988, il s'inscrit à une préformation au CESI. Les cours organisés le samedi matin sont pris en charge par son entreprise: «Il était entendu qu'en cas de réussite au concours je ferais une demande de CIF. Mais tout s'est mal passé. Alors que j'avais réussi le concours, l'entreprise a voulu me muter à Nancy. J'ai refusé. Parallèlement, mon dossier a été rejeté par l'organisme du financement. J'ai demandé à l'entreprise de bien vouloir prendre en charge ma formation. J'étais même prêt à une diminution de salaire. Mais ça n'a pas marché, j'ai été licencié.» C'est donc en tant que chômeur qu'il intègre le CESI. De sa formation, il garde un souvenir très positif: «L'école m'a permis de regarder la vie autrement. Au CESI, on fait un énorme travail sur la compréhension des autres. On apprend également à prendre du recul par rapport au quotidien, à replacer chaque fait dans son contexte. Je serais bien en peine d'expliquer concrètement ce que cette formation m'a apporté en termes de connaissances théoriques, et pourtant, elle m'a apporté quelque chose, mais cela se situe peut-être plus dans le développement de la capacité d'analyse des situations.»

Ca. L.

L'obstacle du financement

CHACUN salarié doit penser à financer la formation choisie, mais aussi continuer à vivre. Les stagiaires des écoles du soir ou des cours par correspondance gardent toujours un pied dans l'entreprise, donc un salaire, mais les autres... De toutes les possibilités recensées, la plus intéressante est celle offerte via le congé individuel de formation (CIF). L'accord paritaire national prévoit que les salariés dont le dossier a été accepté par un fonds de formation mutualisateur bénéficient pendant un an au maximum (ou 1 200 heures de formation) d'un remboursement de salaire à hauteur de 90 % pour les formations répertoriées ou de 80 % pour les autres. La deuxième année, cette prise en charge tombe à 80 %. Seule ombre à cette formule reconnue comme avantageuse: les demandes sont supérieures à l'offre, et ce sont souvent les salariés des grandes entreprises, mieux informés, qui parviennent à en bénéficier, plutôt que ceux des PME.

La deuxième voie possible, c'est l'autofinancement. Exception faite des économies patiemment amassées ou d'un soutien familial réservé à quelques privilégiés, le seul recours est un emprunt auprès des banques. Si ces dernières, enfin quelques-unes, ont instauré des prêts bonifiés envers les étudiants, en revanche rien n'est prévu pour les salariés qui se lancent dans une formation individuelle. Le taux sera celui d'un emprunt individuel classique.

Reste aussi les voies explorées par quelques-uns, les mieux ou fait de financiers à recueillir auprès des partenaires auxquels on ne pense pas toujours. Exemple type: les conseils régionaux qui ne subventionnent pas directement les stagiaires mais qui, en revanche, donnent une prime aux entreprises qui accordent des congés de formation à leurs salariés. Chaque région a sa petite palette de mesures pour les cas individuels. Le mieux est de se renseigner auprès de chacune d'elles.

Enfin, il faut penser à l'entreprise auprès de laquelle il est possible de négocier quelque chose. «Dans les banques, témoigne ainsi Bernard Rousselet, directeur de la formation et de l'emploi à l'Association française de banque (AFB), il est fréquent de voir pris en charge les droits d'inscription à des cours du soir, en capacité de droit par exemple, ainsi que l'achat des livres ou polycopiés les plus chers. Il y a toujours moyen de trouver des solutions intermédiaires, autres évidemment qu'une prise en charge totale. Il suffit de ne pas avoir peur de dialoguer. Et les salariés qui prennent ce type d'initiative sont en général bien vus.» Dont acte.

M.-B. B.

La voie royale

Grandes écoles, belles carrières...

L'INSEAD à Fontainebleau, l'IESE à Barcelone, la London Business School à Londres, l'IMD à Lausanne et encore quelques autres écoles en Europe, dont la réputation n'a rien à envier à celle de Harvard, sont comme des voies royales. Ces sortes de master of business administration (MBA) attirent chaque année de jeunes diplômés, devraient-on dire hyperdiplômés, déjà intégrés dans la majorité des cas au sein d'une entreprise, mais qui ne s'y sentent pas forcément à leur place. Alors, ils repartent. Rien à voir avec un vague à l'âme d'éternels étudiants. C'est un tournant professionnel et tous en sont bien conscients. Mais vers quelle voie?

Rien d'arrêté précisément. La qualité de la formation suffit en elle-même et permet à ceux qui s'y engagent de réfléchir tranquillement à leur avenir. C'est le cas aujourd'hui d'Etienne Koehler. Après dix ans d'enseignement en classes préparatoires, ce professeur de mathématiques, ancien élève de Normale Sup et qui a un DEA de maths en poche, «veut reprendre prise sur sa carrière, ne plus se sentir scolaire, ouvrir les perspectives». «Je n'avais pas d'idées préconçues en tête, témoigne-t-il, mais je devais sortir d'un carcan qui me pesait de plus en plus.» Il présente son dossier à l'INSEAD; sa candidature est retenue; ils ont été deux cent dix comme lui à intégrer l'école de Fontainebleau en septembre dernier, 10 % seulement de ceux qui avaient postulé.

Un rythme infernal

Pour Bernard Courtieu, les souvenirs sont plus lointains mais la démarche identique. En octobre 1989, ce jeune vétérinaire de vingt-cinq ans part pour Barcelone où il a été admis à l'IESE, l'un des grands programmes européens de MBA. «J'avais exercé pendant un an en clinique, mais en aucun cas je n'avais intégralement trouvé ce que je recherchais. Être vétérinaire n'a jamais été pour moi un rêve d'enfant. Je n'ai donc pas eu beaucoup

de mal à renoncer à cette carrière dont la pratique m'a un peu déçu.»

Une fois l'épreuve de l'admissibilité passée, tous deux parviennent à franchir un autre obstacle, financier cette fois-ci. La recette gagnante, c'est le tertiaire: support familial, économies, emprunts bancaires. Des mois difficiles à vivre en tout cas, mais la détermination est la plus forte. «C'est vrai qu'il y a des moments de découragement, reconnaît Bernard Courtieu, mais en même temps, j'avais la certitude que je tenais là une clé essentielle pour engager une carrière en entreprise qui soit différente de celle réservée à la majorité des vétérinaires, qui deviennent souvent soit des vendeurs d'aliments pour animaux, soit des vétérinaires vétérinaires.»

Petit à petit, malgré le rythme infernal auquel ils sont soumis, les élèves réfléchissent à leur carrière. Les entreprises qui recrutent viennent les voir sur les campus, proposent les offres d'emplois, font passer des entretiens, embauchent même certains d'entre eux, la majorité en principe, sauf conjoncture difficile, avant le fin de leurs études. Trois mois après son entrée à l'INSEAD, Etienne Koehler, même s'il bénéficie d'un congé sans solde à l'éducation nationale, sait que son avenir n'est plus là. «J'ai envie de me diriger vers la recherche et le développement en industrie; ma double formation scientifique et économique devrait m'aider. Je l'espère, les portes des entreprises.» Bernard Courtieu vient, lui, de franchir cette étape en intégrant Eurostat, un cabinet de consultants qui se spécialise dans les questions d'environnement: «Finalement, au fur et à mesure de ma formation, j'ai compris que je voulais faire du conseil en entreprise. Un MBA, grâce à l'analyse de cas concrets, nous habitue à une bonne gymnastique intellectuelle qui permet de clarifier les problèmes, d'aller à l'essentiel. Et ce, grâce à un travail souvent réalisé à deux ou trois, ce qui nous permet de bien nous adapter à l'équipe d'une entreprise.»

Marie-Béatrice Baudet

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
ARTS
Le Monde et **SPECTACLES**





BRUXELLES

de notre correspondant

ICI pas d'ENA, pas de grands corps de l'Etat, des écoles d'ingénieurs et de commerce, parfois réputées, telle Solvay. Vu la grande misère de l'administration et l'image de plus en plus dégradée du service public, la réussite sociale se confond presque avec la carrière au sein des entreprises. Paradoxalement, le cadre - courtisé, célébré à longueur de publicité - n'est pas identifié comme tel en fanfaronnant de critères aussi précis qu'en France.

Aux élections sociales du printemps dernier, pour le renouvellement de l'équivalent belge de nos comités d'entreprise - dans les sociétés employant au moins cent salariés -, le collège cadres comprenait 109 000 personnes, dont 45 000 en Flandre, 18 000 en Wallonie et le reste à Bruxelles. Outre qu'ils ne concernent pas les effectifs des PME, ces chiffres sont jugés approximatifs par Jean-Claude Steffens, président de la Confédération nationale des cadres (CNC), celle qui les représente spécifiquement depuis vingt-cinq ans, mais qui est en perte de vitesse, avec seulement 26 % des voix contre 35 % en 1987. « Sont considérés comme cadres les gens qui ont fait quatre ou cinq ans d'études supérieures et qui exercent une activité sur les autres », explique Jean-Claude Steffens. « C'est vague, le choix dépend de l'employeur et donne lieu à des contentieux. La jurisprudence n'est pas claire. Nous voudrions que le vide juridique soit comblé et nous sommes en désaccord sur ce point avec les syndicats, pour lesquels les cadres ne sont pas une catégorie spéciale de travailleurs. »

A côté de la CNC et de quelques syndicats maison, les deux grandes centrales nationales - la chrétienne et celle qui se place dans la mouvance socialiste, sans étiquette politique - entendent parler aussi au nom des cadres et se disputent leurs suffrages. Au dernier scrutin, elles ont fait respectivement des scores de 31,58 % et de 18,93 %. La seconde - la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) - a parmi ses affiliés un Syndicat général des cadres (SYGECAD) dont le président, Karel Boeykens, tient un discours très modéré.

En Belgique, il n'y a pas de caisses de cadres à la française. Les employeurs souscrivent des assurances-groupes au bénéfice de leurs salariés. « Certaines entreprises prennent en charge toutes les cotisations, d'autres seulement une partie », explique Karel Boeykens. Nous demandons plus de clarté en cas de changement d'entreprise, pour le calcul des droits acquis. C'est le système de la capitalisa-

tion individuelle, contrairement à ce qui se passe en France. A l'âge de la retraite (à la carte entre soixante et soixante-cinq ans), on n'a le choix entre une rente ou le capital. La plupart opte pour le capital, éventuellement pour le reposer dans un club d'investissement. »

Aux élections sociales des cadres, il n'est guère question d'idéologie. On fait plutôt campagne pour les avantages en nature. Avec un impôt sur le revenu qui frappe souvent à hauteur de 55 %, la voiture de fonction, et la signature dans les bons restaurants sont très recherchés. Salaire moyen brut d'un cadre de quarante-cinq ans père de deux enfants : 2 500 000 francs belges par an (416 000 francs français). Après l'impôt et les prélèvements sociaux, il ne reste plus que 1 100 000 francs. « Seul le second salaire, celui de l'épouse, qui travaille dans presque tous les cas, explique le niveau de vie actuel des ménages », affirme Jean-Claude Steffens.

La mode de l'outplacement

Si les salaires ne sont pas mirobolants pour le jeune cadre, le chômage est rare. Généralement, les grandes entreprises assurent elles-mêmes leur recrutement. D'innombrables bureaux de

conseils se disputent le marché pour fournir les petites et les moyennes sociétés, notamment dans les secteurs qu'on appelle maintenant « pointus ». La presse spécialisée est pleine de leur publicité, avec leur jargon anglais et

leur prétention scientifique. Dans le pire des cas, ça donne ceci (trouvé dans « Le baromètre des salaires » de la Libre Belgique) : « Centre européen de psychosomatique humaniste appliquée. Recrutement, ressources humaines, moti-

vation, outplacement, vente, négociation, communication. Cahinet en grapho-marpho-psychologie. Les choses se compliquent pour les quadragénaires. « En Belgique, les cadres sont très mal placés face aux restructurations », constate Jean-

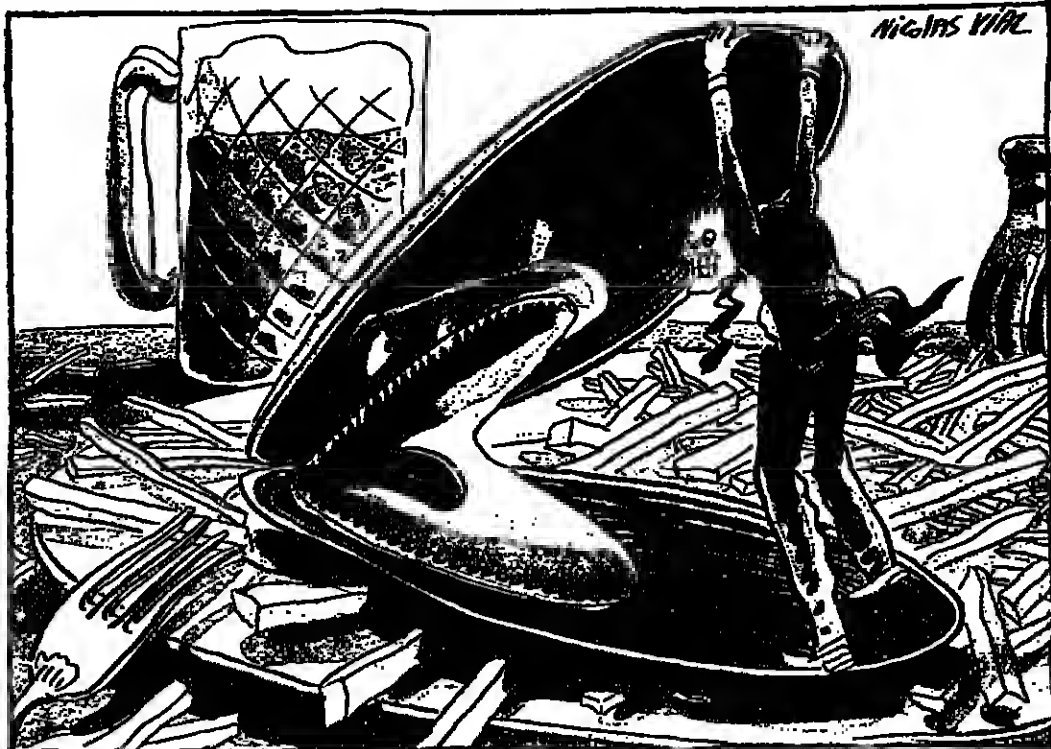
Claude Steffens. Des hommes de quarante-cinq ans sont maintenant licenciés à l'occasion de ces opérations. L'embauche est orientée vers les jeunes. Les anciens ont du mal à se recaser, en raison de leur spécialisation et de leur niveau de rémunération. Beaucoup choisissent la préretraite. C'est dommage pour le pays. »

La grande mode en ce moment, c'est l'outplacement, pour employer un mot dans les intéressés prétendent qu'il est intraduisible en français. Parmi tous les cabinets qui expliquent dans de prétentieuses annonces en quoi consiste leur « accompagnement psychologique » du cadre licencié par un patron confiant à d'autres le soin de faire passer la pilule, il existe une dizaine de maisons connues pour leur sérieux. « Je n'aime pas le système, mais je dois reconnaître qu'il permet à une partie des cadres concernés de trouver un emploi de même niveau », dit Karel Boeykens. Un code de déontologie a été adopté après une période de grande confusion des genres. Certains cabinets se chargeaient à la fois du choix des têtes à couper, de la lettre de licenciement, puis de l'aide dans la recherche du nouvel emploi. « L'outplacement permet de reclasser 80 % des intéressés dans les six mois », indique Karel Steffens. Ce qui m'intrigue, ce sont les 20 % restants. »

Jean de La Guérivière

Belgique : le blues des dirigeants

Fortement imposés, ils sont mal protégés contre les restructurations



Les pièges du recrutement

Ce petit pays a des règles très spécifiques

C'HACUN, ici, tient à le dire... Un vrai refrain : contrairement à ce qu'on tendance à penser les habitants de l'Hexagone, la Belgique n'est pas une sorte de prolongement de la France.

« C'est un marché étranger à part entière, fonctionnant selon des règles qui lui sont propres », souligne Jean-Paul Peterschmitt, directeur à la Chambre française de commerce et d'industrie de Belgique. Pour Pierre Malbert, président et administrateur délégué de Cogeco-Belux, les Belges sont même de « faux cousins » comme il y a de « faux amis ». « Voyez », s'exclame Jean Brilman, directeur international de la Cogeco, la maison mère de la précédente, nous ne parlons pas le même français : en Belgique, l'homme qui a le pouvoir ne s'intitule pas PDG, mais administrateur délégué, et celui qui a le titre de président est en fait l'équivalent du chairman anglais. Le même mot peut avoir en wallon et en français des sens un peu décalés et l'ignorer est tout de risques. »

De même que les Allemands assu-

rent que « le diable est dans le détail », ajoute-t-il, on pourrait dire qu'en France et la Belgique, « le diable est dans la petite différence ».

Avoir une connaissance suffisamment approfondie de ce qu'on appelle dans le pays « multi-culturalité » est le préalable indispensable à toute implantation : la législation est identique dans les trois régions autonomes, mais les comportements, les habitudes sociales sont très différents. Le « quant-à-soi » flamand notamment est si vif - comme l'ont souligné les récentes élections - qu'il faut y prêter la plus grande attention : « Ainsi, si une société à capitaux français dirigée par un Français s'installe en Flandre, explique Robert Brodsky, conseiller au cabinet Argos de Bruxelles, on n'exigera pas de ce dernier qu'il parle le néerlandais, comme on l'exigerait d'un Belge. Son français sera admis de la même manière que l'anglais d'un Américain. Mais il est hautement souhaitable que l'encadrement soit flamand. »

Les exigences légales sont d'ail-

lours s'adresser à un salarié dans sa langue et tous les documents « officiels » de l'entreprise doivent être rédigés dans la langue de la région où elle a son siège, en particulier le contrat de travail. A Bruxelles, la règle est différente : ils doivent être écrits dans l'idiome du salarié concerné. Cette « troisième région » du pays a réellement une identité propre et elle ne se confond pas plus avec la Wallonie qu'avec la Flandre. Avec ses fonctionnaires européens et le grand nombre des multinationales qui y ont leur siège, c'est avant tout une ville internationale.

Préavis à durée variable

La Belgique constitue donc une réalité complexe et sa petite taille même y contribue en ce sens qu'elle pousse à un maximum d'ouverture : on parle dans ce pays, non seulement le français et le néerlandais (voire l'allemand, troisième langue officielle), mais aussi - couramment

- l'anglais. Son économie est la plus concurrentielle qui soit et le taux d'expansion par habitant est le plus fort au monde. Y exercer des responsabilités de manager réclame donc beaucoup de qualités et ceux qui le font avec succès peuvent être considérés comme capables d'arriver aux plus hauts niveaux.

La fonction « personnel » est, elle aussi, très exigeante parce que la diversité des cultures se complique d'un ensemble de pratiques difficiles à maîtriser. La législation concernant l'embauche est simple et pendant la période d'essai, le contrat de travail peut être rompu très facilement. Mais dès qu'elle est terminée, la situation change du tout au tout. Le salarié est alors particulièrement protégé, non que le licenciement soit difficile : il est au contraire totalement libre. Mais, dans ce pays marqué par une tradition socialiste forte et ancienne, les tribunaux accordent couramment des délais de préavis très longs au salarié licencié : jusqu'à trois ans au bout de vingt ans d'ancienneté, notamment si son âge, sa

fonction, son salaire font présumer qu'il aura du mal à retrouver un emploi équivalent.

Dans la pratique, ce préavis est souvent remplacé par le versement d'une indemnité et le montant considérable qu'elle peut atteindre oblige les entreprises à consacrer une attention minutieuse à la rédaction du contrat de travail. « Un mot mal choisi peut coûter cher. »

L'existence d'un impôt sur les salaires, exceptionnellement élevé - atteignant souvent 50 % pour des cadres confirmés - fait de la rémunération, elle aussi, une réalité inhabituellement complexe. Tout d'abord, comme cet impôt est prélevé à la source, on ne parle jamais de salaire brut mais de salaire net. Ensuite, ces derniers sont couramment complétés par toute une gamme d'« avantages » qui ne figurent pas toujours (loin de là) dans le contrat de travail et qui sont très recherchés parce qu'ils échappent à l'impôt : (grosse) voiture de fonction, même pour un cadre moyen, souvent complétée par une carte d'essence, chèques-restaurant, prise en charge, dans certaines limites, de divers frais (téléphone, appartement, voyages...). Et surtout, constitution d'une retraite complémentaire, les cadres étant assez désavantagés en la matière par la législation : on leur offre ainsi une sorte de salaire différé sur lequel l'impôt est beaucoup plus faible. Le fisc s'efforce de réintégrer, au moins partiellement, ces avantages dans la rémunération imposée, mais comme l'explique Nadine Lemaitre, directrice des ressources humaines chez Bull Belgique, « les employeurs essaient d'être créatifs » et leur imagination leur permet d'avoir toujours une longueur d'avance. En tout état de cause, l'effort pour tourner le fisc est si général que personne ne croit utile de le dissimuler.

Un dernier point important à connaître en matière de salaire est la pratique quasi généralisée du versement du treizième mois auquel s'ajoute un « pécule de vacances » qui vient étoffer le montant des congés payés (pécule se montant à 85 % du salaire mensuel).

Au bout du compte, il est si difficile de s'y retrouver dans le maquis des dispositions administratives et fiscales, que beaucoup d'entreprises, notamment parmi les PME, ont recours à des organismes spécialisés pour les aider dans la rédaction des contrats de travail, la gestion administrative des salaires, la partie fiscale de leur comptabilité. Des organismes qui font fortune. De même d'ailleurs que les compagnies d'assurances proposant des retraites complémentaires et les spécialistes du chèque-restaurant.

Marie-Claude Betbeder

SÉCU

La protection sociale éclatée

Dans ce domaine, l'harmonisation européenne reste à faire

LA qualité de la couverture sociale est un facteur déterminant dans la mobilité des cadres européens. Elle apparaît régulièrement en bonne place dans les sondages parmi les obstacles possibles à la prise d'un nouvel emploi dans un Etat membre. Il est vrai que les risques de dumping social existent : la tentation pour les employeurs d'aller installer des filiales là où les coûts de main-d'œuvre sont moindres n'est pas anodine. « La protection sociale », indique ainsi Dominique Boucher, délégué général de l'Institut de la prévoyance sociale européenne (IPSE), apparaît avant tout pour certains comme un handicap car générateur de frais supplémentaires. »

Aujourd'hui, de nombreux efforts sont faits pour tenter de rapprocher les douze législations. Les réformes amorcées dans chaque pays permettent d'avancer à petits pas. Certains voudraient aller plus vite et proposent, à l'instar du professeur Pieters, qui dirige la section juridique du département des études de la Sécurité sociale de l'université de Tilburg, la création d'un treizième Etat, celui de la CEE, conçu spécialement pour les travailleurs migrants. « Ce système, indique l'étude (1) réalisée par l'Observatoire européen de la

protection sociale (OEPS), serait une alternative à la coordination de réglementations existantes et compliquées, garantissant une protection d'une qualité supérieure. En fait, il serait en quelque sorte un antidote contre le dumping social. »

L'autre solution consiste à voir se développer des relations transnationales entre différentes branches professionnelles. Ainsi le 6 septembre dernier, la Confédération européenne des syndicats (CES) et le Centre européen des entreprises publiques (CEEP) ont signé un premier accord-cadre à l'échelle européenne, qui vise à rapprocher les régimes des différentes entreprises publiques, surtout dans les secteurs de l'énergie et des transports.

Vailà de premières pistes concrètes, d'autres devraient suivre car, à y regarder de près, on s'aperçoit en effet que les salariés de la Communauté ne sont pas logés à la même enseigne et que les niveaux de protection dont ils bénéficient sont inégaux.

1. Les systèmes de santé
Première des inégalités, celle qui suit la frontière Nord-Sud, l'Italie exceptée. En Grèce, en Espagne, au Portugal, tous les risques ne sont pas pris en compte. « Les systèmes de protection, indique le document de

l'OEPS, ressemblent davantage à des méthodes d'assistance ou de protection de personnes qui sont dans le besoin. » Mais il est encore il faut rester nuancé puisque, si la Grèce et la plupart des Etats membres du nord de la CEE accordent à tous leurs citoyens une couverture sociale « sans avoir à prouver leur statut ou leur effort contributif au régime », ce n'est pas le cas de la France et de l'ex-RFA, où de 1 % à 5 % des citoyens restent encore exclus de tout système protecteur.

Si l'on prend en compte le critère « participation financière des malades aux frais de santé », les disparités sont aussi flagrantes. Chaque citoyen britannique ne doit ainsi supporter que 10 % des frais médicaux, l'Allemand 15 %, le Français 20 % et les Européens du Sud entre 20 % et 30 %.

2. Dans de nombreux Etats membres, explique Dominique Boucher, la médecine de ville est gratuite, à l'exception de la France, de la Belgique et du Luxembourg. Partout ailleurs, la gratuité est garantie dès lors que le consultant s'adresse à un médecin agréé (ex-RFA, Pays-Bas, Danemark), à un médecin contractant (Royaume-Uni) ou à un méde-

cin salarié (Italie, Grèce, Espagne, Portugal).

En amont, si l'on s'intéresse au financement, des différences majeures apparaissent également : la fiscalisation, donc le recours à l'impôt, est prédominante au Danemark, en Irlande et au Royaume-Uni, et de plus en plus fréquente en Belgique, en ex-RFA, en Espagne et au Luxembourg. L'Italie, les Pays-Bas et la France restent fidèles à des systèmes sociaux essentiellement fondés sur les cotisations. Conséquence importante, note le document de l'OEPS, « les charges de sécurité sociale par rapport au coût total de la main-d'œuvre sont les plus élevées en Italie (33,5 %), en France (28,1 %), alors qu'elles ne représentent que 5,7 % au Danemark. »

3. Les régimes de retraite
Il s'agit là de véritables choix politiques, selon que les Etats membres ont retenu le principe de versements de prestations uniformes (Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas), ou bien la proportionnalité de la pension aux revenus antérieurs, ou encore les salaires plafonnés (France, Luxembourg, ex-RFA). Ces données expliquent bien évidemment la présence de régimes complémentaires obligatoires, où là encore les différences sont tout à fait notables.

3. Les régimes complémentaires

La France, comme le montre l'étude (2) réalisée par le Comité européen de réflexion sur les retraites, fait la figure de meilleur élève au sein de la CEE puisque l'Hexagone, contrairement à beaucoup de ses voisins, ne fait aucune restriction à l'acquisition au transfert des droits ouverts. Ailleurs, les freins existants traduisent souvent la volonté des entreprises de fidéliser leurs salariés. Exemple parlant, le cas de l'ex-RFA comparé à celui de la France : « En France, si vous travaillez un jour dans une entreprise, explique ainsi Dominique Boucher, vos droits à la retraite complémentaire peuvent être ouverts. En Allemagne, la quasi-totalité des entreprises exigent qu'un salarié ait travaillé au moins dix ans pour lui verser les premiers versements de sa retraite complémentaire. Sinon c'est perdu. »

M.-B. B.

(1) La Protection sociale complémentaire en Europe, éditée par l'OEPS.
(2) Mémento des retraites dans la CEE, par Pierre-Guillaume d'Herbais. Ed. Medium Communication.

critiques

ECHO

Apprentissage ou lycée professionnel : avantages comparatifs

■ Pour savoir qui, de l'apprenti ou de l'élève de lycée professionnel, avait le plus de chances d'être inséré socialement et professionnellement, à diplôme égal — le CAP, mais aussi le BEP pour la voie scolaire, — le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications) s'est livré à une étude, sept mois après l'obtention du diplôme. Les résultats obtenus émanent à nuancer les jugements : si l'apprentissage ne garantit pas plus un emploi, il offre en revanche un meilleur statut, mais à condition d'exercer son activité dans l'artisanat et les métiers traditionnels, le lycée rattrapant son retard dans les professions de l'industrie ou les services.

Sept mois après la sortie d'un centre d'apprentissage ou d'un lycée professionnel, les trois quarts des jeunes ont un emploi, les taux de chômage étant à peu près équivalents et particulièrement forts pour les jeunes filles (32,2 % et 30,3 %, respectivement). En revanche, les apprentis obtiennent plus souvent un contrat à durée indéterminée, pour 41 % des garçons, contre 28 % pour ceux qui sortent d'un lycée. La différence s'explique par un plus large recours aux « mesures jeunes » proposées par les pouvoirs publics, quand il s'agit de lycéens et plus encore de lycéennes. Les apprentis sont deux fois moins nombreux, à l'embauche, dans les dispositifs tels que les anciens TUC, les CES (contrat emploi-solidarité), SIVP, contrats d'adaptation ou contrats de qualification.

Cet avantage s'explique. Plus du quart des apprentis restent après leur formation chez leur maître d'apprentissage et 42 % des garçons obtiennent alors aussitôt un emploi d'ouvrier qualifié de l'artisanat. Pour que la comparaison soit plus équilibrée, les chercheurs du CEREQ ont ensuite poursuivi leurs travaux en écartant ces apprentis pour ne retenir que les « mobiles ». Dans ce cas, ces derniers sont au chômage pour 30 % d'entre eux, contre 20 % pour les lycéens. Ce qui s'explique par une moindre utilisation des mesures jeunes, sauf pour les contrats d'adaptation ou de qualification. Sauf spécialité précise — la plomberie, la cuisine, — ces jeunes apprentis n'obtiennent pas alors plus de contrats à durée déterminée que les lycéens qui ont, à l'inverse, les mêmes chances d'accéder à un bon contrat pour certaines qualifications industrielles. Mais on s'aperçoit alors que la préférence va aux titulaires d'un BEP... S'agissant des emplois du tertiaire, l'analyse se révèle plus délicate, les professions n'étant pas de même nature. Les garçons apprentis vont vers l'hôtellerie, alors que les lycéens se tournent vers le secrétariat ou les techniques administratives. Pour les trois quarts des filles en apprentissage, les formations destinent aux métiers du commerce et des soins corporels, alors que les lycéennes s'orientent davantage vers le secrétariat. Elles connaissent plus souvent le chômage, si elles ne sont pas embauchées par leur maître d'apprentissage, mais sont aussi plus fréquemment embauchées définitivement. La preuve, le détour par les mesures jeunes est une constante pour les jeunes, garçons ou filles, issus du lycée. La démonstration est fournie par le BEP : le diplôme constitue bien un atout et l'expérience professionnelle acquise dans l'entreprise ne saurait se substituer totalement à la sanction académique. Mais on voit bien aussi les cas où l'apprenti marque des points, c'est-à-dire dans les entreprises de petite taille, et où la qualification fait émerger l'image de l'homme de métier.

TRIBUNE

Billancourt : une nouvelle façon de négocier

par Daniel Labbé et Frédéric Périn

DEPUIS un an et demi se déroule, à l'usine Renault de Billancourt, un processus social aussi novateur que discret. En novembre 1989, la fermeture de cette usine avait été annoncée vingt-six mois à l'avance, puisqu'elle était restée prévue en avril 1992. Que s'est-il donc passé depuis novembre 1989 ?

Le plan social de reclassement des 4 000 salariés de l'usine a fait l'objet d'un accord signé par tous les syndicats. COT excepté, dès janvier 1990. Son texte est court : il ne porte pas sur des mesures quantitatives. On y cherchera en vain des garanties précises pour les salariés, par exemple en matière de propositions d'emploi, internes ou externes, de formation, de bilans individuels. La prétraite du Fonds national de l'emploi pour les salariés de plus de cinquante-cinq ans est la seule mesure précise. L'accord fixe des objectifs (par exemple réussir la mobilité interne vers d'autres usines Renault), et des principes (par exemple les demandes individuelles de départ ne seront acceptées qu'accompagnées d'un projet valide et suivi de réinsertion).

L'accord ne s'attache qu'au processus, aux moyens de peser sur le réel. Il ne s'agit pas d'inventer des solutions abstraites, de proposer des emplois pour des salariés idéaux qui n'existent pas, mais au contraire de réfléchir ensemble sur les moyens d'aider les gens tels qu'ils sont. L'accord est inachevé par ailleurs par construction même. Il fixe des lieux de négociation permanente, sur les problèmes qui surgissent au fil du temps. Ces lieux sont différenciés et les sujets traités sont différenciés. En somme, l'accord détermine le champ de la négociation et l'organise.

Se tiennent ainsi : une commission paritaire mensuelle, où la direction de Renault, celle de l'usine et les syndicats signataires examinent l'application de l'accord ; une réunion de méthode hebdomadaire, où sont traitées ensemble les questions du moment ; et d'autres réunions, au jour le jour, sur le terrain. En instituant ces lieux, ces instances, l'accord a installé la légitimité des représentants syndicaux, comme celle des dirigeants opérationnels.

Et les uns et les autres ont tenu leur place, ont discuté sur tous les tons des problèmes

qui se posaient : la communication interne, l'accueil dans les sites de province et les difficultés, pour des salariés anciens et peu qualifiés, d'une réinsertion externe. Ils ont passé au final des compromis qui ont permis d'avancer d'une façon continue, malgré les réticences initiales d'une partie des salariés, malgré l'opposition de la CGT et malgré la baisse du marché automobile qui a réduit les possibilités de reclassement interne. Pendant des mois, un travail individuel et collectif a été mené, avec tous les salariés concernés, sur les possibilités de reclassement interne et externe. Ces possibilités ont été travaillées, en tenant compte à chaque étape des difficultés rencontrées. Les deux années imparties ont permis une maturation.

Dans un contexte difficile, la population concernée était sans qualification, âgée, immigrée pour la plupart, la grande majorité des salariés sont partis avec un reclassement ou un projet de réinsertion. Au 15 novembre 1991, sur 2 554 personnes ayant quitté l'usine depuis l'annonce de la fermeture, 1 400 ont retrouvé un poste dans d'autres usines Renault, 493 sont parties au prétravail, 530 ont quitté l'entreprise dans le cadre d'un convention de conversion (avec un projet valide et suivi), et 121 ont été licenciées après avoir refusé les propositions de mutation ou d'aide au reclassement. Ces résultats, compte tenu des difficultés, constituent un succès. Sur 1 500 personnes qui demeurent à réinsérer, 850 ont déjà une solution en vue et pour 650 d'entre elles, la solution reste à trouver.

UN accord de ce genre, c'est quelque chose de vivant, imparfait mais solide. Les négociations qui règlent tout à l'avance ne conduisent généralement à rien. La réalité sociale ou se laisse pas enfermer. Dans plusieurs groupes industriels, des accords sur la gestion prévisionnelle de l'emploi ont été signés ces dernières années. Ces accords ont empêché qu'en ce moment on procède par endroits à des licenciements très classiques, fondés sur des incitations financières au départ, sans aide sérieuse au reclassement. De tels accords légitiment leurs seuls signataires,

cadres dirigeants et syndicalistes d'appareil. Ils affaiblissent les militants syndicaux de terrain et les cadres opérationnels. A ce jeu, l'acteur syndical est vite désintéressé. Il perd ses repères, s'étant cru obligé de négocier sur demande de la direction et d'adopter ses principes de gestion des hommes. Il a perdu tout contrôle dans la solution des problèmes concrets, supposés résolus a priori.

SUR le terrain, ces négociations sont inopérantes, et même perturbantes. Quand tout est bouclé, quand les droits de tous sont fixés à l'avance, l'encadrement intermédiaire, hiérarchique ou syndical, est sans pouvoir, et le système social est déstructuré. Or, si les idéologies ouvrières sont mortes, les groupes sociaux, avec leurs intérêts et leurs valeurs, n'ont pas disparu. Les conflits demeurent, dans l'entreprise et dans la société. L'absence de relais, ce sont des conflits qui ne se règlent pas.

Dans les domaines qui sont aujourd'hui au cœur des préoccupations, l'emploi, l'organisation du travail, il y a des fonctions collectives à remplir, dans lesquelles l'acteur syndical peut reconquérir une légitimité. Mais il faut commencer par reconstruire une représentation des intérêts collectifs dans leur diversité concrète. Et pour cela il faut conclure des accords qui ouvrent des espaces de discussion. Seuls sont efficaces les accords de méthode qui définissent le champ du négociable à tous les niveaux, au plus près des différents lieux de décision, sans rien conclure a priori de façon abrupte et absurde.

La vieille usine de Billancourt, modèle durait tant d'années de relations sociales figées, montre aujourd'hui peut-être, pour l'avenir, une voie neuve.

► Daniel Labbé a été secrétaire du syndicat CFTD Billancourt et Frédéric Périn est consultant, codirigeant du cabinet Idée. Ils ont écrit ensemble *Que reste-t-il de Billancourt ?* (Hechette, 1990), et ils sont aujourd'hui tous deux impliqués, à des titres différents, dans le processus de fermeture de l'usine.

LIBRAIRIE

La Reconnaissance des maladies professionnelles

d'Annie Thébaud-Mony

Editions de la Documentation française, 284 pages, 230 F.

■ Le constat est sans appel : à nombre égal, les salariés français déclarent presque six fois moins de maladies professionnelles que leurs homologues suédois, près de la moitié moins que les Allemands. Et pour finir, le système français indemnise quatorze fois moins de maladies que le système suédois et quatre fois moins que le système américain. Cette carence a incité Annie Thébaud-Mony, chargée de recherche à l'INSERM, et son équipe à se pencher sur les modalités nationales de reconnaissance et d'indemnisation des maladies professionnelles. Cette analyse sans concession met en exergue les défauts d'une procédure complexe qui a tendance aujourd'hui à montrer ses limites. Se fondant sur des matériaux rassemblés entre 1988 et 1990 (entrevues, références statistiques), cette spécialiste de la santé publique dénonce, en particulier, les rigidités administratives et médicales qui conduisent à l'exclusion d'un nombre important de maladies du processus d'indemnisation. Vice-présidente de l'Association pour l'étude des risques du travail (ALERT), Annie Thébaud-Mony ne se contente toutefois pas de dénoncer les imperfections de ce système, elle fait aussi un certain nombre de propositions afin de l'améliorer.

LIBRAIRIE

Gagner la cour des géants

de Roland Fitoussi

Inter Editions, 192 pages, 185 F.

■ BSN, l'Oréal, Benetton, Ikea ou ICI : pourquoi ces entreprises sont-elles toujours citées en exemple lorsqu'on parle de réussites industrielles ? Dans son livre, Roland Fitoussi, PDG de Solving International, un cabinet de consultants, cherche à repérer les raisons de ces succès. « Le rôle du président est majeur », et l'on retrouve en permanence dans ces situations « une volonté de conquête et un très grand pragmatisme », estime-t-il. Chacun des dix chapitres analyse et décrit les qualités et la manière de diriger de ces grands patrons. Au-delà de leur imagination et de leur capacité à bien choisir les stratégies, l'auteur insiste sur leur capacité de ne pas travailler en solitaire. Il raconte comment la mise en place et le fonctionnement des différentes équipes de direction sont déterminants dans la définition des politiques de l'entreprise et de sa compétitivité. Cependant le rôle du dirigeant reste primordial : « Les grands présidents ont tous donné une âme à leur entreprise en étant eux-mêmes mus par la poursuite d'un grand projet, de quelque chose qui doit être fait » et qui ne se réduit pas à un objectif économique... « Dans l'entreprise qui a une âme, les attitudes de solidarité s'exportent sur celles d'agacisme, la force centrifuge sur les tendances centripètes », constate Roland Fitoussi, qui mentionne à la fin de son ouvrage le problème de la succession de ces présidents et les avertis : « Préparer l'entreprise à trouver son deuxième souffle fait indéniablement partie de la mission du leader. » A bon entendre salut !

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE. Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 43-08-99-95. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

Gestion

Lieu : Région parisienne. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 à 5, notions informatiques. Mission : analyse financière. 11755.

Personnel

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 8 200 F. Profil : bac + 2, comptabilité, gestion. Mission : tâches administratives liées à la préparation de la déclaration DARS (honoraires et ouvrages). 12703.

Informatique

Lieu : Région parisienne. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac+2 à 5. Mission : améliorer les systèmes informatiques des magasins. 17020.

Lieu : 1 655 F. Profil : bac + 2 mini. Mission : gestion des micro-ordinateurs de la société, recherche d'applications sur réseaux, 17008.

Comptabilité

Lieu : Vaucluse. Date : immédiat. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, en cours de OESS, micro-informatique. Mission : comptabilité. 12714.

Technologie

Lieu : Villerfranche-sur-Saône. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : 1 200 F/mois. Profil : bac + 2, logiciel SAAR. Mission : mise en place, mise à jour d'un logiciel comptable. 12710.

Vente

Lieu : Villers-le-Bel. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : 1 500 F + commissions. Profil : bac + 2/3, BTS, école de commerce. Mission : prospection téléphonique et prospection terrain. 18042.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : commissions. Profil : bac, vente, italien/anglais, techniques de financement. Mission : étude et réalisation de 4 lignes de présentation automatique pour bouteilles PET. 22763.

Lieu : Vaux-en-Vallée. Date : indéterminée. Durée : 4/6 mois. Ind. : 30 % + primes. Profil : bac. Mission : prospection téléphonique, prise de rendez-vous, trappe de courriers commerciaux. 18037.

Marketing

Lieu : Lyon + déplacements. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : chargé de promotion d'un salon auprès de directeurs d'écoles et d'universités. 14200.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 2 500 F + 1 000 F de prime + %. Profil : bac + 2/3, école de commerce. Mission : manager d'une structure naissante et participation à sa création. 14199.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : 1 mois. Profil : bac + 3, école de commerce, marketing, bases en micro-informatique. Mission : étude de marché, recherche de produits et de services. 14198.

Lieu : Paris. Date : permanente. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, marketing. Mission :

assistant pour études de marketing (préparation, début d'analyse). 14195.

Publicité

Lieu : Roanne. Date : indéterminée. Durée : indéfinie. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. Mission : assurer l'étude de notoriété, faire des propositions originales en termes de promotion et de publicité. 19561.

Secrétariat

Lieu : Les Ulis. Date : indéterminée. Durée : 2 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, temps partiel possible. Mission : assistante commerciale.

administrative (commandes à livraisons). 24966.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois mini. Ind. : 2 000 F. Profil : bac, dactylo, Macintosh. Mission : secrétaire. 24982.

Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 6 mois si possible. Ind. : 1 800 F/mois. Profil : bac + 1, Word 4 ou 5 ou Windows. Mission : secrétaire commercial. 14185.

Lieu : St-Ennien. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : niveau bac. Mission : organisation de campagne de marketing téléphonique, création de fichiers, trappe de dossiers. 24973.

Lieu : Merville-Merly. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Contrat de qualification. Ind. : à définir. Profil : bac à bac + 2. Mission : tous travaux de bureau. 24971.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 8 200 F. Profil : bac + 2, bureautique. Mission : tâches administratives liées au recrutement. 24963.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Congé individuel de formation CADRES SALAIRES

L'Institut de Gestion Sociale vous propose, en 1992, dans le domaine du MANAGEMENT ET DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, des stages de formation à temps plein (3 à 8 mois).

- Direction de Personnel et Formation à la Gestion Sociale. (1)
- Management et Développement des Ressources Humaines. (2)
- Management Européen des Ressources Humaines. (3)
- Informatique et Gestion du Personnel. (4)
- Gestion du Recrutement, de l'Emploi et des Carrières. (5)
- Gestion et Animation de la Formation. (6)

Sessions : Printemps et Automne 1992.

Programme et/ou rendez-vous sur demande à IGS

Mme Floirac
120 rue Danton
92300 Levallois-Perret
Tél. 47 57 31 41.

Recrutement immédiat.

Je souhaiterais recevoir une documentation sur la (ou les) formation (s) suivante (s) : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Fonction : _____

Le Monde / 12 Dec 91

Gestion et des Finances

**RESPONSABLE
DEVELOPPEMENT
RESSOURCES HUMAINES**
Banque - 300/350.000 F

Un important établissement financier, très implanté en région parisienne, recherche son responsable développement ressources humaines. Rattaché au directeur des ressources humaines et assisté d'une équipe de 5 personnes, il assurera l'ensemble de la gestion prévisionnelle des emplois/carrières, le recrutement, la formation. Il aura la capacité à élargir rapidement ses fonctions. Ce poste

conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et ayant acquis une véritable expérience de généraliste de la fonction personnel dans la banque ou dans un établissement financier. Ecrire à Hugues CELERIER, en précisant la référence A/F9902M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

**GESTIONNAIRE
DE CARRIERE**
Banque - 200/250.000 F

Un important établissement financier, très implanté en région parisienne, recherche un gestionnaire de carrière pour compléter l'équipe en place de 5 personnes. Basé au siège et rattaché au responsable développement ressources humaines, il sera responsable des carrières, du recrutement et de la gestion pour une partie du personnel de la banque. Il aura une aptitude à communiquer, notamment vis-à-vis des opéra-

tionnels de la banque. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (CELSA, IGS...) ayant acquis une courte expérience (environ 2 ans) de la fonction personnel dans la banque ou en entreprise. Ecrire à Hugues CELERIER, en précisant la référence A/F9903M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

**Banque
d'investissement
de premier plan
recherche****2 OPERATEURS OBLIGATAIRES**

Vous rejoignez, au sein de la salle de marché, le desk LT pour renforcer les équipes de trading et market-making sur emprunts euro et en devises.

Votre profil : une première expérience de trading de taux (1 à 2 ans) ainsi qu'une formation (BAC + 5) économique, financière ou mathématique.

L'anglais est indispensable. (réf. 581/0)

1 ACTUAIRE DE MARCHÉ

En véritable prestataire de service pour la salle, et dans le cadre d'une équipe très professionnelle, vous réalisez des études pour le Front et mettez en place de nouvelles publications.

Votre profil : Au-delà de votre intérêt pour les activités des marchés financiers, une formation (BAC + 5) mathématique et éventuellement économique (école d'actariat, DEA MASS...). (réf. 581/A)

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prêt) en précisant la référence du poste choisi à **MEDIA PA** - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

**Négociateur
financier export**

Technip, premier groupe français d'ingénierie (CA 6,3 milliards de francs dont 70 % à l'export), vous offre l'opportunité de participer au montage et à la négociation de ses grands projets.

Au sein de notre Direction Financière, vous prendrez en charge pour les affaires qui vous seront confiées :

- la recherche et l'élaboration du schéma de financement le plus compétitif,
- la mise en place de ce schéma avec les banques et les administrations concernées,
- l'établissement et la négociation du financement avec le client.

Professionnel du secteur financier, diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion, vous avez acquis en entreprise une première expérience (3 à 5 ans) dans le domaine des financements à l'exportation. Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions, sous réf. CF, à Technip, à l'attention de S. Demarquette, Cedex 23, 92090 Paris-La Défense.

**VILLE DE SURESNES**
(HAUTS-DE-SEINE) - 37 000 habitants
recrute**ORGANISATEUR
ET GESTIONNAIRE
DE SYSTÈMES
D'INFORMATION**

par voie statutaire ou contractuelle

Chef d'un service (7 cadres A ou B) ayant pour missions :

- L'étude et la mise en place de réformes d'organisation.
- Le développement de l'informatique stratégique (indicateur de pilotage, aide à la décision).
- Le développement de la micro-informatique.
- Le développement et la maintenance d'applications fédératives sur site central.
- La gestion de l'ensemble des systèmes d'information (IBM AS 400 - Autocommutateur - Parc bureautique).

PROFIL RECHERCHÉ :

Ingénieur ou diplômé d'école de gestion.
1^{re} expérience de préférence en cabinet de conseil.

Adresser lettre de motivation, CV détaillé et photo à
M. Le Maire, Hôtel de Ville, 2, rue Carnot
92151 SURESNES Cedex

Pour toutes précisions sur le poste, contacter
Anne FENDT, Secrétaire Générale. Tél. : 45-06-32-10.

ETEX

Groupe industriel français de matériaux de construction (CA : 5,5 Mds de F ; résultat net : 250 MF ; M.B.A. : 400 MF), nous contrôlons 21 sociétés présentes dans 10 pays. Nous poursuivons notre développement par une stratégie de croissance externe notamment orientée vers l'international. Dans ce contexte, nous créons le poste de

**Responsable
financier
fusions / acquisitions**

Au sein de notre direction financière et juridique, vous réaliserez les études et contrôles nécessaires aux opérations de croissance externe ainsi qu'aux restructurations. Vous participerez aux négociations de rachat et à la mise au point des opérations de financement des filiales.

Ce poste évolutif s'adresse à un candidat de type ESC ou ayant une double formation. Après une première expérience de 5 à 6 ans acquise dans une direction financière de groupe, une banque d'affaires ou une société d'audit, vous maîtriserez les techniques financières et comptables, l'évaluation d'entreprise et le contrôle de gestion. Vous parlez l'anglais et peut-être une seconde langue européenne, notamment l'espagnol.

Merci d'adresser votre candidature au Groupe ETEX, DRH, BP 3, 78540 Vernouillet.

SAEP

Recherche pour une de ses filiales de promotion un :

**RESPONSABLE DE
PROGRAMMES IMMOBILIERS**

Intégré à une petite équipe, vous êtes immédiatement opérationnel dans la phase gestion des opérations de promotion immobilière (bureaux, logements).

Vous assurez le suivi financier, juridique et administratif des affaires qui vous sont confiées et dans un même temps participez au montage d'opérations (permis de construire, passation des marchés travaux...).

Rodé au rôle de maître d'ouvrage, vous êtes rigoureux et bénéficiez de bonnes capacités de négociation.

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie chez un promoteur privé qui vous a permis de développer votre organisation, votre sens des responsabilités et du travail en équipe.

Merci d'écrire sous réf RP 038 à Pascale Fouriegnie
SAEP 117-119 avenue Victor Hugo 92100 Boulogne.

27/12/91 15h

1500

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
de la

Le Monde • Mercredi 18 décembre 1991 VII

Gestion et des Finances

Ensemble, exceller dans
nos métiers. gagner en Europe.

DIRECTEUR D'AGENCE ENTREPRISES

EXPÉRIMENTÉ

A 35/40 ans, de formation supérieure (École d'ingénieurs ou de Commerce, Maîtrise de Sciences Économiques ou de Gestion), vous avez une connaissance approfondie du domaine financier et du crédit aux Entreprises.

Responsable d'une Agence et en parfaite synergie avec une équipe de qualité, vous organisez un développement sélectif sur un marché rapide et composé en partie d'entreprises innovantes et en croissance.

Garant de la maîtrise des risques, vous assurez un suivi intensif et rigoureux des clients et de leur situation.

Homme d'analyse et de synthèse, vous êtes à une grande envergure, une personnalité bien affirmée et de réelles capacités d'animation, d'écoute et de dialogue.

Doté d'une excellente culture générale, vous participez bien sûr à la représentation de notre Caisse Régionale auprès du milieu économique local.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer à moyen terme vers d'autres responsabilités au sein de l'Entreprise.

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT CREDIT

CARCASSONNE

EXPÉRIMENTÉ

Véritable professionnel de la banque, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans les (ou l'un des) segments de clientèle suivants : agriculteurs - professionnels ou particuliers. Vous maîtrisez parfaitement tous les aspects du crédit, dont le management du risque individuel et global ("objectif risque") et le développement de l'activité crédit (actions ciblées, soutien auprès des Agences).

Vous serez chargé d'organiser et d'optimiser notre activité crédit en relation étroite avec les différentes unités spécialisées du siège.

Vous représenterez notre Caisse Régionale auprès des chambres consulaires, des organisations professionnelles agricoles, du réseau mutualiste, des experts comptables. Vous dirigerez une équipe de 30 personnes dont 3 responsables d'unités : agriculture - professionnels - particuliers.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer à moyen terme vers d'autres responsabilités au sein de l'Entreprise.

Si ce nouveau challenge vous tente, adressez le plus rapidement possible votre dossier (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et préférences) au CREDIT AGRICOLE DU MIDI - Direction des Ressources Humaines - Avenue du Montpelliérain Maurin - 34977 LATTES cedex

LE CREDIT AGRICOLE

DU MIDI

À MONTPELLIER

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCÈS :

PREMIÈRE BANQUE

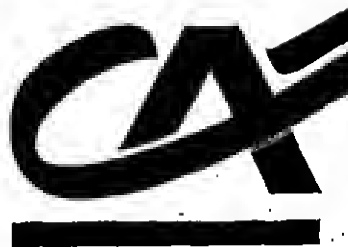
RÉGIONALE.

24 MILLIARDS DE

FRANCS DE BILAN.

107 AGENCES.

1500 COLLABORATEURS.



Adjoint au Trésorier en charge du suivi des sociétés étrangères



Danone, Pannal, Lu
Kronenbourg, Evlan...

BSN est le 3e groupe

alimentaire européen.

55 Mds de F de CA.

46000 personnes,

une implantation

industrielle dans

plus de 20 pays

Au sein de la Holding et de la Direction Générale des affaires financières, vous aurez une mission de conseil et d'assistance aux filiales étrangères, dans leurs actions de gestion de trésorerie et de financement. En contrôlant la qualité, proposer des actions permettant d'optimiser les frais financiers, de maîtriser les risques, de valoriser les flux, assister les filiales dans leurs négociations avec les banques étrangères seront vos principales responsabilités.

Pour assumer ce rôle d'animation et de coordination, vous avez acquis, après une formation supérieure, une expérience de 3 à 5 ans dans l'exploitation bancaire ou la gestion de trésorerie, au sein d'une entreprise. La maîtrise de l'anglais est impérative, la pratique d'une autre langue européenne souhaitée. Vous serez disponible pour des déplacements fréquents mais de courte durée, partout dans le monde.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous proposons d'adresser votre candidature, sous référence FBS/7M, à notre conseil INFRAPLAN, 65 boulevard Raspail, 75006 Paris.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



Vous offre l'opportunité de
participer à la mise en œuvre de
ses produits Salles de Marchés.

JEUNES INGENIEURS

DEBUTANTS OU AYANT 2 A 3 ANS D'EXPERIENCE

Diplômés de Grandes Ecoles ou troisième cycle universitaire, vous êtes initiés à la finance internationale et les marchés financiers (spécialité, stage ou première expérience).

Vous n'êtes pas a priori un technicien, mais une maîtrise suffisante de l'informatique (minis ou micros) vous permet d'étudier et de rédiger les fonctionnalités de nos produits.

Vous aurez en charge l'adaptation de progiciels, la recette et assurerez l'assistance aux utilisateurs et leur formation lors de la mise en place. Vous pourriez être amenés à vous déplacer dans nos filiales.

L'anglais sera l'un de vos outils de travail, une maîtrise parfaite orale et écrite est exigée.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence IF05 à notre conseil RESSOURCES INFORMATIQUES BANCAIRES, Narine NIZEROLLE, 140 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris.



FAIRWAY HORIZON
PRÉSENTE À L'ENSEMBLE
DE SES PARTENAIRES SES

Meilleurs vœux pour 1992

et les remercie de leur confiance et de leur fidélité
qui contribuent à son succès.

FAIRWAY Horizon

Spécialiste du recrutement par annonce,
27 rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. 47 23 32 75.

Un département de Stephen Raby Singer Associates.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE ÉVOLUTION...

LE GROUPE GMF EST
UN DES TOUT
PREMIERS GROUPES
FRANÇAIS DE
SERVICES, PRÉSENT
DANS DE NOMBREUX
SECTEURS
D'ACTIVITÉS
L'ASSURANCE
(GMF IARD, GMF VIE,
GMF PY,
LA SAUVÉGARDE,
LA BANQUE
(GMF BANQUE),
L'ASSISTANCE
(LA DISTRIBUTION
(LA FNAC),
L'AGRO-ALIMENTAIRE,
LE TOURISME,
LA COMMUNICATION.

Jeune Comptable Évolutive

H/F

D.E.C.F.

Merci d'adresser
lettre manuscrite,
CV et préférences,
sous réf. 21/SM, à :
Sylvie MARANT
G.M.F. Service Recrutement,
2, rue Henri-Rochefort
75017 PARIS



Vous avez acquis une première
expérience comptable et
financière au sein du secteur
tertiaire (environ 2 ans) qui vous
a permis, outre vos fonctions
opérationnelles, d'organiser ou
de mettre en place des circuits
comptables dans un
environnement informatisé.

Venez aujourd'hui valoir ces
compétences en rejoignant la
Direction de la Comptabilité de
notre Secteur Assurance IARD.

Vous intégrerez une petite
équipe de spécialistes en
comptabilité Assurances pour
concevoir de nouveaux outils
de suivi, optimiser les
procédures existantes et
prendre en charge certains
comptes. De plus vous serez un
partenaire (pour le domaine
comptable) de notre projet de
refonte du système de gestion
du Secteur Assurance.

Ouvrez vos qualités de rigueur et
d'analyse, vous ferez preuve
d'initiative, d'adaptabilité et
d'ouverture d'esprit.
Une réussite à ce poste vous
ouvrira de larges perspectives
d'évolution au sein de notre
groupe.

LEVALLOIS-PERRET

AGENCE AVILLE

Gestion et des Finances

Engagée dans un grand projet d'investissement (25 MF), cette société industrielle (150 MF/200 pers), filiale du groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez transfère son siège social en Bourgogne et recherche son nouveau

Contrôleur
de Gestion Industriel

Bourgogne

280 KF +

Rattaché au Directeur Général, il aura pour principales responsabilités :

- le contrôle de gestion « usine » : suivi, vérification et analyse des coûts de production, des prix de cession et des marges,
- l'établissement des résultats et leur présentation commentée à la direction et la maison mère,
- l'élaboration des budgets pour chaque poste de production.

En liaison avec la gestion de production et la comptabilité, il devra mettre en place un système d'information fiable et

opérationnel et devra conduire son action de façon autonome et pratique.

Diplômés ESC ou équivalent, les candidats (H/F) justifieront d'au moins 4 années d'expérience de la fonction en milieu industriel ou dans l'audit d'entreprises de production. Les perspectives d'évolution sont à la mesure des dimensions du groupe.

Contactez Paul Mercier au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. PM7647MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Prestigieuse Société de Bourse adossée à un grand Institutionnel de la place recherche dans le cadre de son développement des

Sales Actions

Vous possédez une expérience confirmée dans le domaine de la vente des actions soit en tant que :

SALES ACTIONS FRANCE, vente des actions françaises auprès d'une clientèle d'institutionnels domestiques de gérants de fonds.

Dans ce cadre vous renforcerez et vous dynamiserez une équipe commerciale déjà existante sur le marché français.

ou comme

SALES ACTIONS U.K., vente des actions françaises auprès d'une clientèle d'institutionnels anglo-saxons de gérants de fonds. Vous rejoindrez l'équipe internationale déjà existante, mais avec la responsabilité particulière de prendre en main et de développer les relations avec la clientèle anglo-saxonne.

Une parfaite maîtrise de l'Anglais est indispensable. Dans les deux cas, vous bénéficierez du soutien d'une importante équipe d'analystes financiers. Les analyses, également produites en anglais, sont adaptées par leur contenu et leur forme aux exigences de la clientèle.

Agé de 26 à 30 ans, de formation supérieure, fort d'une expérience dans un ou les deux domaines cités ci-dessus, vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique et soucieuse de se renforcer dans la perspective du grand marché européen.

Contactez Jan B. Wels, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page City, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. JW7410MO.



Michael Page City

Les Marchés Financiers - La Banque d'Affaires

HEC, ESSEC, ESCP, INGENIEUR+MBA...

Notre société (près de 1 milliard de CA, 600 personnes), filiale d'un groupe international, produit des biens de grande consommation qu'elle commercialise en G.M.S. Le développement d'une nouvelle politique commerciale s'appuiera sur une Direction Financière très opérationnelle. Nous recherchons donc un

Finance Manager
Marketing/Ventes

Rattaché au Directeur Financier et avec une équipe de 10 collaborateurs, vous serez responsable de la comptabilité clients, du contrôle de gestion des activités ventes et marketing, des prévisions financières de la société. Vous aurez donc un rôle important dans l'évolution de la stratégie commerciale.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez à 30-35 ans une expérience significative de l'industrie dans un contexte international, si possible une bonne connaissance des méthodes commerciales de la grande distribution, une réelle pratique de l'anglais.

Poste basé en VAL de LOIRE.

Pour un premier contact, merci d'écrire (CV, salaire actuel) sous réf. 1122 à

Gallos & Associés

116 Champs Elysées,
75008 PARIS.

Groupe financier allemand de tout premier plan recherche, pour couvrir le marché français des actions, plusieurs

Analystes
financiers
seniors

Ils seront rattachés à une société de bourse parisienne. L'équipe, composée de 5 personnes, sera l'une des pièces essentielles d'un bureau européen organisé par secteur. Pratique de l'anglais ou de l'allemand exigée

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 27758 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

Ressources Humaines



MATIF : Marché à Terme leader en Europe.

PRENEZ
LA DIRECTION
DE NOTRE ACTIVITÉ
FORMATION

MATIF FORMATION contribue à l'amélioration constante du professionnalisme des opérateurs de marché à travers notamment des outils pédagogiques performants : notre EAO est particulièrement dense et efficace. Nos prestations de formation s'adressent à un large public : opérateurs back-office et front-offices, responsables financiers, trésoriers d'entreprises, auditeurs, contrôleurs. Nous recherchons la responsable de ce service.

Vous aurez pour mission de développer commercialement cette entité, d'organiser les séminaires de formation, de concevoir et mettre en place des nouveaux programmes, de promouvoir notre ingénierie pédagogique. Vous animeriez une petite équipe.

Diplômé d'une école de gestion ou de l'université, vous êtes responsable de formation depuis plusieurs années soit dans une grande entreprise soit dans un organisme de formation. La connaissance du milieu bancaire est un atout non indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence E/798 sur l'enveloppe, à notre conseil Omicar - Place de l'Opéra - 6, rue Halévy - 75009 PARIS.

ornicar

GROUPE H&C CONSEIL

Nous sommes un organisme fédérateur représentant 6.000 mutuelles, 40 milliards de chiffre d'affaires, leader dans le domaine de la complémentaire maladie et de la santé avec 25 millions de personnes protégées. Aujourd'hui nous recherchons un FORMATEUR SECTEUR SANTE - PROTECTION SOCIALE.

MISSIONS :

• Mettre en place et animer une gamme de formations sur la protection sociale (Sécurité Sociale, mutuelles et assurances, retraites, Europe...) l'économie de la santé, les systèmes de santé, la Mutualité et son environnement, pour un public de salariés, de cadres dirigeants et d'élus.

• Organiser des formations destinées aux 25.000 personnes travaillant dans les réalisations gérées par la Mutualité (cliniques, centres optiques, cabinets dentaires, pharmacies, établissements et services pour personnes âgées et handicapées, tourisme...) et portant sur les techniques, le savoir-être, le management, les stratégies de réseau.

• Participer à la définition de l'offre et des objectifs du secteur.

• Coordonner l'activité des intervenants extérieurs.

PROFIL :

• Maîtrise de gestion, A.E.S., sciences économiques complétée d'une formation de type I.A.E., E.N.S.P., C.N.E.S.S., D.E.S.S. économie de la santé...

• Une première expérience professionnelle en lien avec le secteur concerné, une pratique de la formation (ou à défaut une réelle aptitude au métier de formateur), dynamisme et aisance relationnelle sont indispensables.

Poste basé à PARIS 15ème. Déplacements fréquents en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence SPS, votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération à : MUTUALITE FRANCAISE - Direction Administrative - 255, rue de Valenciennes - 75719 PARIS CEDEX 15. CONFIDENTIALITE ASSURÉE.

GROUPE LEADER DANS SON DOMAINE.

Important complexe d'hôtellerie et de loisirs (450 personnes), situé en région parisienne, recherche son

DIRECTEUR
des ressources humaines

En étroite relation avec le Directeur Général du Site et le Directeur des Ressources Humaines du Groupe, l'ensemble du personnel et les partenaires sociaux, vous contribuerez à la réalisation du projet d'entreprise.

Vos actions :

- la définition et la mise en place d'une politique sociale adaptée et partagée,
- le développement d'outils de communication interne,
- une gestion dynamique du personnel.

Si vous êtes de formation supérieure et possédez une solide expérience de la fonction (5 à 8 ans) acquise de préférence dans le domaine du service et que l'on vous reconnait un fort charisme et une personnalité affirmée,

Adressez rapidement votre dossier de candidature à Solange MONTEIL - PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi
conseils en ressources humaines
vos projets nous intéressent

150 000 000

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des
Juristes

Le Monde • Mercredi 18 décembre 1991 IX

PRENEZ
LA DIRECTION
DE NOTRE ACTIVITE
FORMATION



Leader incontesté de la Distribution du médicament en France (CA 25 milliards de francs), nous nous développons par acquisitions : dans de nouveaux métiers liés au monde de la Santé et en prenant une dimension européenne.

Nous créons au sein de la Holding du groupe (40 entités juridiques) la fonction Juridique Interne et cherchons notre :

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Agissant comme conseil auprès de vos clients internes, vous intervenerez immédiatement dans des dossiers de type :

- prise de participation ou rachat de sociétés étrangères,
 - rédaction d'actes relatifs à la vie des sociétés (constitution, fusion, augmentation de capital),
 - suivi du respect du droit des sociétés étrangères.
- Vous coordonnerez les relations avec les cabinets extérieurs. De plus, vous animerez le service de 3 personnes chargé du secrétariat juridique des 12 principales sociétés françaises, de la gestion des contrats d'assurance et du portefeuille des marques. Ce poste, au sein d'un groupe puissant et profitable, est réellement évolutif selon la crédibilité que vous y acquérez.

A partir d'une formation supérieure solide (3ème cycle de préférence en droit des sociétés), vous avez une expérience de 5 ans minimum en entreprise ou en cabinet international. La maîtrise de l'anglais écrit et parlé est requise.

Technicien compétent, rigoureux et créatif, vous savez rédiger et vous possédez des qualités naturelles de communication et de négociation.

Merci d'adresser un dossier complet (CV + photo + lettre manuscrite + prétentions) sous réf. 21/119 M, à notre conseil KEY MEN - Tour Winterthur - 92085 PARIS LA DEFENSE CEDEX 18.

KEY MEN



Juriste - Droit des Affaires

ADP : tout un monde de compétences qui réunit 6.000 hommes et femmes pour aménager, exploiter et développer les aéroports civils de la région parisienne.

Nous recherchons pour notre département juridique

Responsable de projets et conseil juridique de nos services internes, vous assurez l'élaboration des contrats, la conception des dossiers de prise de participation de l'entreprise et leur suivi, les montages d'opérations variées, y compris l'immobilier, l'ingénierie en France et à l'étranger.

Diplômé d'un 3^e cycle droit des Affaires, vous avez une bonne connaissance du Droit Public, 27/30 ans, au moins 3 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise et maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 112/02 à notre conseil JC2, GROUPE PLEIADE 103, rue La Fayette 75010 PARIS.

PRENEZ L'AEROPORT



L'ART DE CONSEILLER NOS BANQUIERS

JURISTE CONTENTIEUX BANQUE

Avec près de 1600 personnes, une présence européenne et internationale, la Banque WORMS compte parmi les grands noms de la banque. Elle intervient notamment sur les opérations de banques de bourse et de financements immobiliers. Elle est traditionnellement tournée vers une clientèle d'entreprises et d'investisseurs institutionnels et privés. Au sein du service juridique et contentieux de la Banque, vous serez responsable de la gestion de dossiers difficiles dans leurs phases précontentieuses et contentieuses. En outre, vous serez le conseil juridique du réseau.

A 28 ans environ, de formation juridique (maîtrise, DEA, DESS, DCE), vous justifiez d'une expérience similaire d'au moins 3 ans dans le secteur bancaire. Très autonome, vous alliez rigueur et pragmatisme, sans de l'initiative et des relations humaines. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence JULM à Banque WORMS - Direction des Ressources Humaines, Christophe CHOLLEL, Tour Voltaire, 1, place des Degrés, 92094 Paris - La Défense.

BANQUE WORMS
POUVOIR. AGIR. DECIDER.

JURISTE D'AFFAIRES

Au sein d'une équipe restreinte de juristes de haut niveau, vous avez une mission d'ingénierie et de conseil sur des dossiers très divers (audit juridique de dossiers de prêts, investissements immobiliers, fonds propres, financements de projets et spéciaux...), concernant une clientèle d'entreprises de taille significative.

Après une formation juridique supérieure (DEA/DESS...) vous avez acquis une expérience polyvalente d'un minimum de 3 ans, avec si possible une spécialisation en droit immobilier ou en droit public, de préférence au sein d'un établissement de crédit.

Ce poste basé à Paris requiert rigueur, créativité, goût du travail en équipe et des montages financiers et une bonne connaissance de l'anglais écrit.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et votre rémunération actuelle ou Crédit National, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint Dominique 75700 Paris.

Crédit National

Juriste de banque

Finter Bank France

Filiale d'un important groupe industriel international, nous sommes une banque commerciale tournée principalement vers une clientèle d'entreprises à qui nous offrons des services personnalisés et performants. Notre structure légère et notre organisation nous permettent de nous adapter rapidement aux besoins de nos clients tout en leur proposant des prestations de qualité. Nous recherchons l'adjoint du Responsable des Affaires juridiques et des Engagements.

Votre fonction, très opérationnelle et variée, sera orientée principalement vers le conseil et l'assistance aux Exploitants, lors du montage, de la négociation et de la gestion de leurs dossiers. Vous suivrez les affaires pré-contentieuses et contentieuses et vous gèrerez les Assurances de la banque. Vous veillerez à la bonne application de la législation dans le fonctionnement des procédures internes et dans l'élaboration des documents commerciaux, et plus

généralement, vous participerez activement à la communication interne en matière juridique (formation, documentation, etc.).

A 30 ans environ, vous avez complété votre formation juridique (Maîtrise + DEA ou DESS) par une expérience significative de juriste au sein d'un établissement bancaire orienté plus particulièrement vers les services à court terme destinés aux entreprises. Vous appréciez d'être impliqué dans les activités opérationnelles de la banque et vous savez vous adapter rapidement à des sujets variés. Vos qualités de communication sont reconnues, à l'oral et à l'écrit ; l'utilisation de la micro-informatique vous est familière.

Notre conseil, Nicole Marichez, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/233, à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Ressources Humaines

Responsables relations humaines et sociales

L'importance accordée à la politique humaine et sociale a toujours été une dominante de la culture du Groupe BSN et un des facteurs de sa réussite économique.

Développer le dialogue social, anticiper les besoins en ressources humaines, les adapter aux stratégies de développement tout en permettant à chacun d'être l'acteur de son évolution professionnelle, accroître les solidarités entre l'entreprise et son environnement sont les points clés de cette politique. Pour la mettre en œuvre et participer à son enrichissement, nous recherchons des responsables des relations humaines et sociales pour certains établissements de province (établissements de 200 à 500 personnes) qui succéderont aux titulaires actuels qui vont évoluer.

Membres du Comité de Direction de ces établissements, ils seront les garants de l'application de la politique du Groupe ; ils devront être également "force de proposition" et jouer un rôle important dans l'évolution des organisations et dans le développement du dialogue et de la communication. Ces postes conviendront à des candidats (ESF, ingénieurs, DESS, Doctorat...) ayant 2 à 5 ans d'expérience dans la fonction humaine et sociale, partageant notre éthique, désireux et capables de prendre un poste de responsabilité globale. Nous avons plusieurs postes à pourvoir dans différentes régions de France. Merci de nous indiquer d'éventuelles préférences géographiques.

A terme, ces postes ouvrent des possibilités d'évolution dans le Groupe en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence 51A2321/1M, à ETAP, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.



Danone, Panzani,

Lu, Kronenbourg,

Evian...

BSN est le 3e groupe

alimentaire

européen : 53 Mds

de F de CA,

46 000 personnes,

une implantation

industrielle dans

plus de 20 pays.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

Directeur Editorial Langues vivantes

HACHETTE Classiques, Département de la Branche Education, occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires. De formation BAC + 4 minimum, vous parlez parfaitement l'anglais et maîtrisez, si possible, une ou deux autres langues vivantes. Bénéficiant d'une expérience d'au moins 10 ans, vous avez déjà enseigné et acquis ainsi une très bonne connaissance du milieu professionnel des langues vivantes dans l'Education Nationale. Vous êtes, par ailleurs, déjà intervenu dans le domaine de l'édition.

Au sein de notre Branche Education, vous prendrez en charge la direction éditoriale des publications en langues vivantes secondaires et supérieures (analyse du marché, relation auteurs, planification, budget, participation à la promotion).

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous réf. 91071/M à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE - 24 Bd Saint-Michel - 75006 PARIS.

HACHETTE
GROUPE LIVRE

FAITES IMPRESSION AVEC NOUS

Nous sommes la filiale française de LEXMARK INTERNATIONAL INC créée en 1991 et qui a repris au niveau mondial à IBM le développement, la fabrication, la commercialisation et le support technique d'imprimantes personnelles, machines à écrire, claviers pour ordinateurs personnels et postes de travail, fournitures. Nous créons pour notre Centre Européen situé à BOIGNY (8 kms d'Orléans) le poste de

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION INTERNE

MISSION: Sous l'autorité du Directeur des Relations Humaines vous exercerez les responsabilités suivantes: Recueillir les attentes et besoins de nos collaborateurs en matière d'information • Embellir notre plan de communication • Organiser et maîtriser la circulation de l'information (ascendante, descendante, horizontale) dans l'entreprise • Coordonner la publication du journal d'entreprise • Proposer et créer tout support nécessaire (Livret d'accueil, Guide du personnel, Livret des métiers, affichage, vidéo, nouvelles brèves...) • Gérer les budgets correspondants • Travailler avec nos Conseils extérieurs.

PROFIL: Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur - Bac + 4 minimum - ESC, IEP, CELSA, Maîtrise de l'information et de la communication, CFJ... justifiant de 3 à 4 ans d'expérience en entreprise dans un poste similaire et d'une bonne maîtrise de l'anglais. Pour réussir dans ce poste il faut savoir travailler de façon autonome et en équipe, communiquer, écouter et convaincre. Il faut aussi avoir une bonne plume, de bonnes connaissances techniques, des facilités d'expression en public; être créatif et diplomate. Il pourra évoluer vers la communication externe.

Merci de téléphoner (9 h - 18 h) au 42.71.23.55 ou d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous référence LC11 à :

CONSENSUS - 7, rue Sainte Anastase,
75003 PARIS.
Discrétion assurée.

LEXMARK

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 245 milliards de francs de dépôts, 7,8 millions de clients, 4.000 agences et 22.300 collaborateurs est le 5^{ème} groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche pour son secteur Relations Institutionnelles un Attaché de Direction.

**ATTACHE
DE DIRECTION**

Directement rattaché à la Direction Générale, ce secteur a notamment en charge :

- les relations institutionnelles : représentation du Crédit Mutuel au sein des instances institutionnelles bancaires et coopératives,
- les relations avec le parlement : organisation de rencontres, élaboration de dossiers techniques et suivi des travaux législatifs,
- les relations avec les cabinets ministériels.

De formation supérieure (IEP ou Université), vous avez une bonne connaissance du milieu parlementaire et de la procédure législative acquise au cours d'une expérience d'environ 3 à 5 ans. La connaissance du secteur bancaire et/ou de la vie locale serait un plus.

CONTACT

Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 318/M à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
la banque à qui parler



Le Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration

recrute par concours externe

15 INSPECTEURS DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Le service de l'Etat dans son expression la plus haute vous attire et vous vous passionnez pour les enjeux sociaux de notre société : protection sociale, solidarité, lutte contre le sida, etc.

Après deux ans de spécialisation entièrement pris en charge, vous êtes intégré(e) à une équipe de direction départementale ou régionale pour mettre en œuvre les politiques sanitaires et sociales décidées au niveau national.

Vous avez moins de 35 ans, vous êtes titulaire de l'un des diplômes requis pour participer au concours d'entrée de l'ENA (licence, Sciences-Po, etc.) et vous avez de bonnes connaissances soit sur le système français de protection sociale, soit sur le droit hospitalier, soit en économie de la santé.

DATES DES EPREUVES ECRITES

JEUDI 30 JANVIER - VENDREDI 31 JANVIER 1992

DATE LIMITE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS

LE MARDI 31 DÉCEMBRE 1991

Le dossier d'inscription est à votre disposition auprès de la Direction régionale ou départementale des Affaires sanitaires et sociales la plus proche de votre résidence. En consultant le Minitel, vous trouverez son adresse et son téléphone.

Pour tout renseignement, appelez : Marie-Paule BERTRAND - Bureau FGS 3
Direction de l'Administration générale, du Personnel et du Budget
1, place de Fontenoy, 75007 - Tél. 16 (1) 40-56-42-73 - (1) 40-56-55-89

TRADUCTEUR

Révérons ensemble
la qualité de
nos compétences

Prix Galien, connaissent un succès en France et dans le Monde. Si notre activité est dédiée à l'homme, il en va de même de nos valeurs d'entreprise. Guerbet cultive la transparence qui unit les compétences de plus de 1000 personnes dans le Monde. Aujourd'hui, nous recherchons un

TRADUCTEUR Français-Anglais pour un contrat à durée déterminée d'un an (poste à pourvoir dès Janvier 1992).

Vous êtes anglophone, ou bilingue Français-Anglais, et vous avez une expérience de la traduction technique. Attribué par les domaines scientifique et médical, vous aimez les contacts avec de nombreux interlocuteurs et vous êtes dynamique.

Nous vous proposons de rejoindre notre Département Enregistrements et Affaires Réglementaires. Avec le Responsable de l'Unité Traductions, vous assurerez la traduction des documents s'inscrivant dans le cadre du développement et de l'enregistrement des produits et de divers documents scientifiques.

Vous aurez de nombreux contacts avec les autres secteurs de l'entreprise (Clinique, Toxicologie, Pharmacologie, Marketing, Recherche Chimique...).

Venez nous rejoindre !

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous réf. VI P1991 à : GUERBET SA - Etablissement de Villepinte - BP 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS CEDEX

Guerbet

La volonté de

recrute

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Responsable de l'animation :
Education Jeunesse, Sports,
Culture, Vie associative et
relations internationales.

Attaché Principal ou Directeur Territorial, vous maîtrisez parfaitement la gestion et l'organisation de ces différents secteurs.

Membre de la Direction Générale, votre punch sera un plus dans notre processus de modernisation et votre doigté fera de vous un interlocuteur unanimement apprécié. Réf. 1704 M

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Statutaire ou contractuel, vous êtes à 35 ans environ, diplômé d'Ecole de Commerce ou de Sciences Economiques.

Vous aurez à accompagner le développement économique exponentiel de notre ville en gérant les relations avec les entreprises, en impulsant l'animation du commerce local au travers de la SEM "Clichy Animation Commerciale" et en coordonnant les différentes actions en faveur de l'emploi.

Gestionnaire avisé, vous aimez négocier, animer, concrétiser vos idées et vendre vos réalisations. Réf. 1705 M

CES DEUX POSTES BENEFICIENT D'AVANTAGES ANNEXES

U.I.M.T.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite - CV - photo sous la référence choisie à notre Conseil LIGHT
Chantal LANDY, 6-8 rue Andras Beck,
93366 MONTROUGE LA FORET cedex, qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.

Notre banque, filiale d'un important
groupe financier européen,
recherche pour son Département
des Risques, à Paris, des

CHARGES D'ETUDES



CaixaBank

Au sein de ce Département, vos missions principales vous amèneront à suivre nos engagements à moyen et long terme issus d'une gamme complète de prêts immobiliers et de financements bancaires.

Vous participerez au développement de nos procédures de suivi des risques (tableau de bord, etc.) et à la mise en place progressive d'outils de sélection des risques, tout en contrôlant le respect des procédures internes.

De formation supérieure, vous disposez d'une bonne expérience bancaire ainsi qu'une réelle pratique de la micro-informatique et de la technique Infocentre.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV) sous la référence : CE/LM à :

EUROPA : 12, rue Desaix - 75015 PARIS
qui transmettra

1500

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 18 décembre 1991 XI

Le Monde des Cadres

50 millions de consommateurs,
I. N. C.
recherche son

Directeur de la diffusion

Il aura comme mission principale de prendre en charge la promotion et l'organisation de la diffusion des produits de presse ("50 millions de consommateurs" et ses numéros pratiques et spéciaux), ainsi que les produits en cours de développement ou en projet.

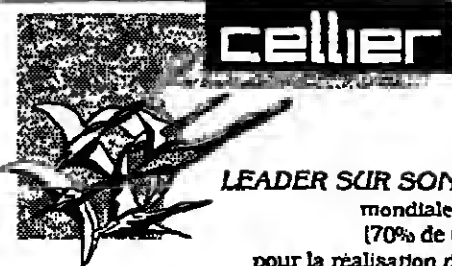
Rattaché au Directeur de l'INC, il est une force de proposition, tant en matière de création que de budget et anime une équipe.

Un professionnalisme reconnu dans les milieux de la presse, une expérience du marketing direct et une culture générale ouverte et diversifiée sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par notre Consultante Agnès ARNOULD-PARMENTIER.

Veuillez adresser une lettre manuscrite avec CV et photo sous la référence 91121 à

Q CAPIC 18 Rue Volney, 75002 Paris



LEADER SUR SON MARCHÉ,
mondialement connue
(70% de CA à l'export)
pour la réalisation d'installations
dans des secteurs très diversifiés
"Chimie, Pétrole, Nucléaire, Pharmacie",
notre entreprise poursuit activement son
développement

Directeur de Chantiers

Vous êtes responsable de la direction d'importantes unités de production chimique (100 MF environ).

Vous aurez en charge la coordination des fournisseurs, les bâtiments et process ainsi que des différents corps d'état, le suivi du planning et de l'avancement, les relations avec les organismes officiels et les clients, du montage à la mise en service de nos installations.

Votre expérience réussie à un poste similaire a prouvé vos qualités de professionnel rigoureux doté d'un excellent sens relationnel.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. DC à : GROUPE CELLIER
Direction du Personnel - BP 603 - 78106 AIX LES BAINS
cédex.

L'envol des technologies



30 000 HABITANTS

RENFORCER LA QUALITE DES PRESTATIONS
OFFERTES A LA POPULATION ET ADAPTER NOTRE
ORGANISATION AUX BESOINS DU PUBLIC. TELS
SONT LES OBJECTIFS QUI ONT GUIDE NOTRE
RESTRUCTURATION DES SERVICES TECHNIQUES.
AFIN DE COMPLÉTER L'EQUIPE EN PLACE, NOUS
RECHERCHONS:

UN...BLE VO...RS

Au sein de la Direction Générale des Services Techniques, vous travaillerez en liaison avec des partenaires internes (Centres de Responsabilité Urbanisme, Environnement, Police Municipale) et externes (Syndicat d'Assainissement, Syndicat des Eaux, EDF-GDF...)

Vous serez Chef de Projet des opérations d'investissement (notamment liées à l'implantation du métro) et coordonnerez les grands chantiers avec vos partenaires.

Parmi vos objectifs figurent également la réalisation d'un programme de rénovation de l'assainissement et de la signalisation routière.

Le travail en équipe et le souci de la satisfaction du client sont vos principales motivations.

Une expérience de la fonction est souhaitée

Adresser lettre de motivation + CV à :
Monsieur le Député-Maire Hôtel de Ville
BP 19 76301 SOTTEVILLE-LES-ROUEN CEDEX

LA MISSION LOCALE
DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE,
ASSOCIATION D'AIDE
A L'INSERTION DES JEUNES,
RECHERCHE SON

Directeur

Votre mission : vous devrez améliorer et gérer la Mission Locale en assurant aux jeunes un accueil de qualité et en la renforçant avec les différents partenaires en tant que force de proposition et d'animation.

Votre profil : âgé de 35 à 45 ans, vous êtes un homme d'entreprise désireux de vous investir dans une structure de type social.

Envoyez CV et photo, sous réf. BG1291E, à Jean-Claude BRUTHAUX, au Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement, 29 bis rue de l'Arquebuse, 21000 Dijon, ou consultez la définition de fonction sur Mintel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Fonction Commerciale

Crédit Mutuel
Entreprises

partenaire des décideurs, pour leur offrir les services de la "banque à qui parler" développe aujourd'hui ses produits et sa présence à partir de Nantes sur les sites de St Nazaire, Lorient et Poiriers, il intègre en qualité de sous-directeur, le

RESPONSABLE COMMERCIAL (h/f)

Charge de l'animation et du management de son équipe il propose une politique commerciale, élabore les objectifs et met en œuvre les moyens adéquats pour en assurer le suivi.

Une expérience de développement d'une clientèle entreprise, la maîtrise des risques dans le cadre d'engagements à court terme, un projet personnel et professionnel de gagnant permettra de répondre à nos exigences et assurera l'évolution rapide de sa fonction.

Formation Bac + 4/5 et/ou ITB - CEB
+ expérience confirmée.

Adresser sous référence : 31291
lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle à notre conseil :

CD/RH Ceip "La Guillaudière" 113, Bd Marcel PAUL
44000 St HERBLAIN
Réponse et discrétion assurées.

KPMG Fiduciaire de France

FIDORGA, Département de KPMG Fiduciaire de France, intervient pour organiser les fonctions clés des PME-PMI. Pour notre activité Conseil Commercial, nous recherchons

CONSULTANT DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'ingénieur, IEP, vous avez une expérience de la fonction commerciale de plus de 10 ans, dans un poste opérationnel ou en Cabinet.

Vous aurez un rôle de conseil commercial auprès de nos clients PME - PMI :

AU PLAN STRATEGIQUE : audit de l'organisation commerciale, analyse du positionnement, détermination de la stratégie, détermination des objectifs, élaboration du plan de développement.

AU PLAN OPERATIONNEL : gestion et animation de la force de vente, formation et stimulation des commerciaux, communication externe.

Vous interviendrez auprès d'une clientèle variée grâce aux contacts de haut niveau de notre réseau très bien implanté auprès des entreprises à taille humaine, en région parisienne et en France.

Poste basé à PARIS avec des déplacements en province.

Envoyer C.V. - photo à : FIDORGA - Madame CREMONT - 18 bis rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS.

FIDORGA

3615 LM et BSN

vous donnent rendez-vous

sur Antenne 2, dans Télématin,

le mercredi 18 décembre à 6 h 40.

BSN
GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE

TOULOUSE

NOUS COMMERCIALISONS LES DONNÉES DES SATELLITES SPOT ET DÉVELOPONS LEURS APPLICATIONS. DANS UN CONTEXTE DE FORT DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, NOUS RECHERCHONS

■ Un ingénieur informaticien Gestion de Configuration / Assurance Qualité

Vous aurez à mettre en place un plan de gestion de configuration "logiciel et matériel" et à gérer la configuration en application de ce plan. Par ailleurs, vous serez le Responsable Assurance Qualité dans le cadre des développements de logiciels et de la maintenance des systèmes informatiques. Ingénieur de formation, vous connaissez les langages C, PASCAL, ADA et possédez une expérience de 3 ans minimum dans un poste similaire. Réf. SRH/GC

■ Des cartographes

Responsable d'affaires

Au sein du Service Gestion d'Affaires, vous aurez la responsabilité du suivi de projets de cartographie (établir le planning du projet, assurer les relations avec le client et avec les entités au sein de la société, qui participent au projet etc.). Ingénieur de formation, parfaitement bilingue anglais, vous avez une expérience en cartographie et en gestion de projet. Diplômé mais ferme, vous avez un sens relationnel aiguisé sachant animer et motiver. Réf. SRH/RA

Responsable atelier de production

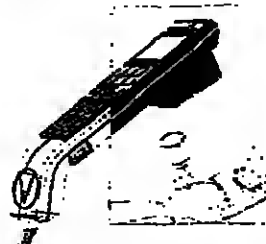
Au sein du Département Production, vous serez en charge de la fabrication de produits cartographiques. A ce titre, vous superviserez les opérations de géocodage sur le système I2S ainsi que les opérations d'habillage sur le système MAP Publishing. De formation Bac + 2, vous avez des connaissances approfondies en matière de cartographie et de photogrammétrie. Une expérience d'un environnement de production opérationnelle et des connaissances en traitement d'image seraient un plus. Vous maîtrisez par ailleurs la langue anglaise. Réf. SRH/RS

Contrôleur qualité

Au sein du Département Production, vous aurez à contrôler la qualité des produits cartographiques élaborés en interne ou émanant de sous-traitants. Cartographe de formation, vous avez une première expérience en contrôle qualité. Réf. SRH/CO

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie sur l'enveloppe, à SPOT IMAGE, BP 4359 31030, TOULOUSE CEDEX.

SPOT IMAGE



Radiotéléphonie : donnez une autre dimension à votre expérience grand public

ALCATEL RADIOTELEPHONE, 1500 personnes, 1,5 milliard de F de CA, est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. Compte tenu de notre forte croissance et des nombreux développements menés notamment dans le cadre du programme pan-européen de radiotéléphonie numérique, nous recherchons le

Responsable du bureau d'études mécaniques

Animant une équipe d'une cinquantaine de personnes (dont 14 ingénieurs), vous superviserez les choix techniques effectués dans les développements des infrastructures et des terminaux, gerez les moyens humains et matériels et vous impliquerez personnellement dans la coordination de certains programmes européens. Agé(e) d'au moins 33 ans, diplômé(e) d'une école d'ingénieurs en mécanique, vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de plusieurs années dans l'animation d'une équipe de taille significative au sein d'un bureau d'études en charge de la conception mécanique de produits Grand Public (électronique, produits audio-vidéo, téléphones, etc.). Un très bon niveau d'anglais s'impose également pour ce poste basé dans les Hauts de Seine (92).

ALCATEL

RADIOTELEPHONE

La passion de communiquer

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature à notre conseil sous la référence : 57/3172 R EGOR TECHNOLOGIES -17, avenue Matignon - 75008 PARIS

GTME
GTM ENTREPOSE ELECTRICITE

Ingénieur d'Etudes "hard-soft"

Filiale de GTME (branche électrique du groupe GTM Entrepose), notre société est spécialisée dans les systèmes industriels appliqués aux transports urbains et maîtrise parfaitement les techniques de l'électronique, de l'informatique et des télécommunications.

Dans le cadre du démarrage d'un important projet en région parisienne, nous sommes conduits à renforcer nos équipes techniques par la création d'un poste d'ingénieur d'études. Rattaché au Directeur Technique, votre responsabilité ira de la conception des produits électroniques et du développement des logiciels associés (gamme micro-contrôleur INTEL) jusqu'à la constitution des dossiers de sous-traitance et au pilotage des essais sur site.

De formation Ingénieur, vous avez une expérience d'au moins 3 ans de développement hard et soft et une bonne connaissance de la gestion technique d'un projet. A la fois rigoureux et concis, votre ouverture d'esprit et votre sens des contacts humains vous permettent d'évoluer avec aisance au sein d'une équipe tout en lui apportant votre dynamisme et votre enthousiasme.

La maîtrise de l'anglais technique sera impérative pour pouvoir dominer pleinement ce poste basé à Nanterre (proximité RER) qui nécessite un candidat de réelle valeur.

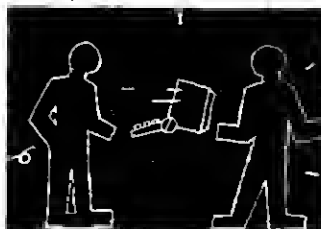
Si tel est votre profil, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 262A à notre Conseil : PSYNERGIE, 1 square de Luynes, 75007 PARIS.

PSYNERGIE PARIS
MARSEILLE
MONTPELLIER

L'EXPERTISE

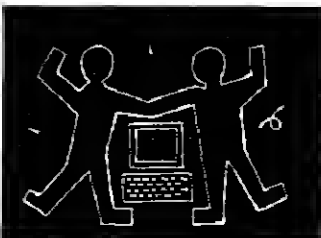
Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 IM soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

36 15
IM



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique de Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langues, etc.), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



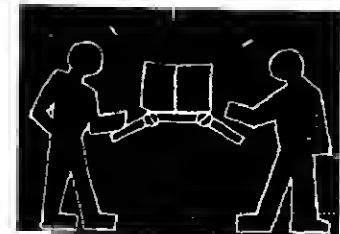
LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couplage avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

36 17
IM CV

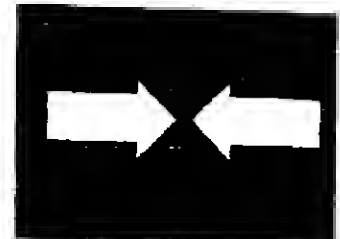
L'INTERACTIVITE

Offrez-leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 IMCV.



LA CONVIVIALITE

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche.



Le Monde de l'Informatique

Europe - Asie

RESPONSABLES INFORMATIQUES

Ce Groupe de l'industrie du luxe, présent dans le monde entier, réalise 1,3 milliard de dollars de CA. Son nouveau système d'information est basé sur une architecture décentralisée d'IBM AS400. Il nécessite la création de plusieurs postes de responsables Informatique et Organisation dans certaines de ses filiales situées en Europe et en Asie.

Parfaitement autonome, vous y aurez pour rôle de :

- piloter la mise en place d'un site Informatique,
- répondre aux exigences des utilisateurs,
- maintenir l'harmonie avec le Système d'Information du Groupe,
- gérer une équipe (de 2 à 10 personnes),
- gérer un budget.

A partir d'une formation d'ingénieur ou universitaire, de très bon niveau et d'une expérience d'au moins 4 ans de direction de projets AS400, vous êtes prêt à assumer seul des responsabilités techniques et managériales. Vous parlez anglais couramment. L'allemand ou l'espagnol est indispensable pour certains de ces postes.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions, sous réf. 051, à Agnès CHAUVIN - TEMPS DENSE - 3, rue de Liège 75009 PARIS.

TEMPS dense
INGENIERIE DES CARRIERES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

36 15 LM

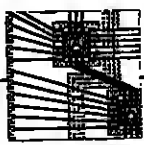
Secteurs de Pointe

Vos compétences logiciels
au cœur des télécoms

Concevoir et réaliser des systèmes complets de télécommunications ; tel est le métier de la Branche Communication et Commandement du Groupe THOMSON. Résolument tournée vers l'exportation et la coopération internationale, son savoir-faire est reconnu dans le monde entier à travers ses projets : RITA, MSE, MIDS. Pour notre centre électronique situé dans la métropole tilloise, nous recherchons des :

INGENIEUR QUALITE
LOGICIEL

Vous êtes rattaché(e) au responsable qualité des Etudes Logicielles et avez en charge l'assurance, le suivi, et le contrôle qualité d'une partie des projets d'études. Vous veillez au respect des exigences qualité définies sur ces projets (méthodes, normalisation...).
Ingénieur électronicien option informatique, vous bénéficiez d'une première expérience en développement logiciel et avez le goût du relationnel. Réf. LM/10/12



Vous prenez la responsabilité de projets au sein d'une équipe d'ingénieurs dont vous êtes l'animateur.

Vous évoluez pour cela dans un environnement technique performant : stations de travail UNIX (SUN et HP) interconnectées TCP/IP - X25, mettant en oeuvre des Systèmes de Gestion de Bases de Données ainsi que des outils graphiques.

Vous développez également des logiciels embarqués temps réel dans un environnement VAX/VMS.

Ingénieur grande école (SUPELEC, IDN, ISEN, EUDL, HEI...), vous bénéficiez d'une expérience de 4 à 8 ans en conception et développement de logiciels systèmes. Réf. LM/11/12

Merci d'adresser lettre et CV, en précisant la référence du poste choisi, à : THOMSON ROC
Sylvie PIALHOUX - Service du Personnel
BP 2021 - 59702 MARCQ EN BAROEUL CEDEX.

THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Depuis près d'un siècle, ce groupe suisse s'est spécialisé dans l'appareillage et les technologies Haute-Tension. Il est aujourd'hui un leader mondial en équipements d'essais et de tests HT et THT et ses systèmes et équipements font référence dans le monde entier.

INGENIEUR D'AFFAIRES
(200 HE)

Le Groupe THOMSON, leader mondial de l'appareillage et des technologies Haute-Tension, est aujourd'hui un leader mondial en équipements d'essais et de tests HT et THT et ses systèmes et équipements font référence dans le monde entier. Le Groupe THOMSON recherche des ingénieurs d'affaires expérimentés pour ses activités de développement et de commercialisation de produits et services. Les candidats doivent avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de l'industrie électrique ou électronique, une bonne connaissance des techniques de vente et une maîtrise de l'anglais. Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature (CV, lettre de motivation, photo) à :

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
FRANCAIS DE RENOMMEE INTERNATIONALE

recherche

INGENIEUR
CHIMISTE

Au sein de notre Centre de Recherches, Département SYNTHÈSE ORGANIQUE, vous participerez à la mise au point et au développement de travaux de chimie organique et thérapeutique.

Pour réussir vous avez :

- Une formation supérieure :
- Diplôme d'une Ecole Nationale Supérieure de Chimie, avec une formation complémentaire en pharmacologie ou physiologie animale,
- ou Pharmacien avec une formation complémentaire en chimie organique et pharmaco-chimie moléculaire (minimum niveau D.E.A.)

- Une expérience professionnelle :
- d'au moins trois ans en laboratoire de synthèse en chimie organique

La pratique de l'anglais et l'initiation à la modélisation moléculaire assistée par ordinateur seront appréciées.

Poste basé en Région Parisienne

Adressez votre candidature
(lettre manuscrite, C.V. et photographie) sous réf. 5733 à
DEB'S 103, rue Joffroy 75017 PARIS
Confidentialité assurée.

Battelle Europe

CENTRE DE RECHERCHE DE TROYES
"EMBALLAGE & CONDITIONNEMENT"3 INGENIEURS
RECHERCHE DEVELOPPEMENT/PROJETS

Le groupe BATTELLE, leader mondial de la Recherche sous Contrat (8000 personnes) poursuit son implantation européenne et renforce la structure de sa filiale Packaging en créant 3 nouveaux postes d'INGENIEURS RECHERCHE DEVELOPPEMENT/PROJETS.

Ces postes de haut niveau impliquent une solide expérience acquise dans les dossiers de conception globale, développement, tests de nouveaux produits et concepts se concrétisant dans les phases d'applications industrielles (prototype, assistance sur site, ...). Les outils de gestion de projets et de veille technologique devront être maîtrisés dans les secteurs pluridisciplinaires de la filiale Packaging du groupe BATTELLE.

■ MECANIQUE / AUTOMATISMES

Ingénieur généraliste (A/M, INSA ou similaire), doté de 3 à 5 ans d'expérience en mécanique et automatismes, vous assurerez la gestion de projets en relation avec les équipes du groupe (CAC/DAO, CFAO souhaitée) jusqu'à la mise en oeuvre de prototypes. Réf. : 51A 9106-1M

■ MATERIAUX

Ingénieur généraliste, plasturgiste ou chimiste, après une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la transformation des polymères et dans les domaines connexes, vous contribuerez à la mise en oeuvre de nouvelles applications. Réf. : 51 A 9107-1M

■ PACKAGING

Ingénieur généraliste ou Packaging (A/M, ENSI, ESIEC, ENSIA, ...) ou Bac + 3 confirmé, vous souhaitez mettre en valeur votre créativité et vos acquis dans le cadre de projets R&D de la filiale Packaging. Réf. : 51 A 9108-1M

Ce travail d'équipe, dans un contexte de créativité et d'innovation pragmatique fera appel aux qualités d'organisation, d'écoute, de communication et d'autonomie des candidats (Français ou Étrangers) issus de préférence des domaines de l'Emballage et du Conditionnement. La maîtrise de l'Anglais est indispensable et celle de l'Allemand souhaitée pour ces postes à vocation internationale.

Postes à pourvoir à Troyes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite, salaire actuel) sous référence choisie à notre conseil.

Exceptionnellement, un premier examen des candidatures sera fait par l'entreprise. Discretion garantie.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil
75016 Paris



L'EUROPE ET L'AGRO-ALIMENTAIRE

Nous sommes le 1er Producteur Exportateur Européen de Volailles, 6 400 personnes, CA de 6,8 milliards de francs. Nous sommes présents industriellement (48 établissements) et commercialement par tous les réseaux de distribution, dans toute l'Europe.

Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : accoupage, nutrition animale, élevage des volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime, commercialisation. Notre groupe connaît depuis plusieurs années une croissance considérable. Pour le soutenir, nous pouvons vous proposer en Europe des postes à la mesure de vos ambitions et de votre appétit d'action :

INGENIEURS DE FABRICATION

CENTRALE, MINES, A & M, AGRO, UTC ou équivalent

Réf. 91/50

Possèdent une solide expérience ou débutant (24/32 ans), vous avez une formation d'ingénieur. Vous voulez vous orienter vers une fonction d'ingénieur de fabrication, puis de Directeur d'usine avec les responsabilités que ces fonctions impliquent (humaine, technique, budget, etc). Postes basés principalement dans l'Ouest de la France, en Allemagne, en Espagne.

INGENIEUR METHODES INDUSTRIELLES

CENTRALE, MINES, A & M, ENSI, AGRO, UTC ou équivalent

Réf. 91/51

Possèdent une solide expérience (26/32 ans), vous avez une formation d'ingénieur. Après une expérience opérationnelle, vous voulez vous orienter vers une fonction générale avec les responsabilités que ces fonctions impliquent (humaine, technique, budget, etc). Poste basé en Bretagne.

INGENIEUR QUALITE

AGRO, UTC ou équivalent

Réf. 91/52

Débutant ou possédant une solide expérience (24/28 ans), vous avez une formation d'ingénieur. Vous voulez vous orienter vers une fonction d'ingénieur qualité avec les responsabilités que ces fonctions impliquent (organisation, encadrement des équipes qualité, rigueur, définition des cahiers des charges et procédures qualité, etc). Poste basé à Vannes (Morbihan).

INGENIEUR PLANNING ET
ORDONNANCEMENT DES FABRICATIONS

CENTRALE, MINES, A & M, AGRO, UTC ou équivalent

Réf. 91/53

Agé de 24/30 ans, vous êtes débutant, ou vous avez déjà vécu une première expérience, soit dans cette fonction, soit dans un rôle de Responsable de Fabrication ou d'Expédition. Vous serez l'un des adjoints du responsable de notre service ordonnancement. Celui-ci a pour mission de préparer et de donner les ordres de fabrication aux différentes usines du Groupe DOUX en fonction des demandes du marché, du niveau de stock, des contraintes de prix de revient, etc. Poste basé à Châteaulin (Finistère).

Pour tous ces postes, envoyer lettre + CV + photo en indiquant la référence du poste à Groupe DOUX - Direction du Personnel - BP 22 - 29150 CHATEAULIN



RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Secteurs de Pointe

Responsable
Méthodes Industrielles**Valeo**

Leader européen dans les projecteurs et feux de signalisation pour automobiles, nous recherchons aujourd'hui, pour notre usine de BLOIS (41), un Responsable Méthodes Industrielles.

Avec votre équipe d'une vingtaine de personnes, sous la responsabilité du Directeur Technique de l'établissement, vous mènerez à bien l'industrialisation des produits nouveaux :

- définition du cahier des charges des moyens d'assemblage et coordination avec l'ensemble des services,
- respect des délais, coûts et exigences des clients,
- interface avec le Bureau d'Etudes.

Vous serez l'acteur du développement de l'assurance qualité et le garant de l'amélioration permanente des moyens d'assemblage en fabrication (productivité, ergonomie).

Ingénieur Mécanicien Généraliste, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans dans l'industrie, acquise de préférence en production.

Vous vous êtes reconnu ? Adressez dès maintenant CV, photo et prétentions en précisant la référence RMI à VALEO ECLAIRAGE SIGNALISATION F.R. CUMINAL - 17 rue Henri Gautier - 93012 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 30 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

ValeoL'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Ingénieur Qualité Conception

Valeo

Leader européen dans les projecteurs et feux de signalisation pour automobiles, nous recherchons aujourd'hui, pour notre établissement de BOBIGNY (93), un Ingénieur Qualité Conception.

Vous participerez, auprès du Directeur de la Qualité, à la conception et en développant des produits nouveaux et serez l'animateur et le garant de l'implémentation optimale des outils qualité (AMDEC, SPC, plans d'expérience, analyse des processus, ...).

Vous suivrez l'évolution des cahiers des charges pour veiller à la compatibilité des moyens industriels avec les exigences clients. De plus, vous développerez les standards qualité-conception.

Homme de communication, professionnel rigoureux, fort d'une expérience de 3 ans environ, vous faites preuve d'organisation et d'innovation dans la recherche de solutions, ce qui vous permettra de vous imposer auprès de vos clients internes (bureaux d'études, labos, achats, commerce, méthodes industrielles, qualité usines et chefs de projets).

Vous adhèrerez, bien entendu, au concept de la Qualité Totale.

Déplacements fréquents de courte durée à prévoir sur les sites industriels ou chez les clients.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'allemand un atout supplémentaire.

Vous vous êtes reconnu ? Adressez dès maintenant CV, photo et prétentions en précisant la référence IQC à VALEO ECLAIRAGE SIGNALISATION F.R. CUMINAL - 17 rue Henri Gautier - 93012 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo compte près de 30 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

ValeoL'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE**SGS**

PARIS

Redwood (France) s.a.

N°1 mondial du contrôle produits pétroliers et pétrochimiques, Redwood France (12 agences, 10 laboratoires) se renforce. Concevoir, formaliser, tester, développer, vendre et faire vendre par les hommes Redwood des services nouveaux pour nos clients d'aujourd'hui et ceux de demain... Telles sont les missions de notre futur

Responsable
développement
activités nouvelles

Ingénieur de 30/40 ans, avec une double expérience industrielle en pétrole ou chimie, acquise, si possible, dans la logistique, nous vous proposons de grandir ensemble. Rencontrons-nous.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite + C.V. et photo sous la référence BR2M à notre Conseil : INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN

PARIS/BARCELONE

Diriger une équipe

Notre groupe a pour vocation l'ingénierie et la maîtrise d'œuvre (bâtiment, infrastructure, urbanisme) et dispose sur LILLE + PARIS d'un centre de profit à fort potentiel. Nous souhaitons en confier la direction à un

Ingénieur d'Affaires

Diriger une équipe de cadres et techniciens, assurer le reporting des comptes de la région auprès de la Direction, assurer le développement commercial, telles sont les missions qui viendraient enrichir le volet technique de la fonction : prise en charge de projets audacieux, implication personnelle dans leur élaboration, garantie de bonne fin auprès de nos clients et partenaires. Ce poste complet (Technique, Commercial, Gestion) pourrait convenir à un ingénieur issu nécessairement de X, ECP, ENSAM, Mines Paris ou Ponts et disposant d'une expérience confirmée en Maîtrise d'Œuvre Bâtiment.



Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. RU/2 à Mr Jean Noël LINDEMANN I.P.P.A., 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

Un manager de la production
Chef d'unité**DIM**

- 4 500 personnes
- CA : 2 milliards de F
- 12 unités de production
- Filiale de SARA LEE CORPORATION

Intégré à la division collants, vous managez le centre de finition regroupant les services de magasinage, entretien, teinture et conditionnement.

Vous assurez l'organisation, la coordination et l'animation des moyens humains (450 personnes) et industriels. Vous garantissez les livraisons clients dans les meilleures conditions de délais, qualité, coût.

Vous participez avec la direction industrielle aux changements des procédés de fabrication dans un secteur en pleine évolution technologique.

Ingénieur généraliste (type ENT), vous possédez une expérience confirmée d'encadrement de production, de préférence en industrie grande série.

Vos qualités d'organisateur rigoureux vous assurent une adaptation au niveau d'activité fluctuant.

Ce poste basé à Autun (71) vous donne une bonne connaissance du métier de DIM et vous offre une ouverture sur des postes opérationnels ou fonctionnels en rapport avec vos motivations. Des facilités d'installation pour votre intégration vous sont proposées.

■ Adressez votre candidature, sous réf. SC162, à notre conseil CDPA, 52 boulevard Carnot, 21000 Dijon. Tél. : (16) 80.31.60.75.

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANCON

Notre société spécialisée dans la conception et la réalisation de biens d'équipements industriels, 400 personnes, 500 MF de CA, recherche, pour étoffer la cellule R & D de sa DIVISION LOISIRS,

**LEADER
MONDIAL DE
L'ENNEIGEMENT
AUTOMATIQUE**INGENIEUR
RECHERCHE ET
DEVELOPPEMENTVos missions principales seront :
• Etudes théoriques et mécaniques des fluides, thermiques et mécaniques pour la réalisation de prototypes.
• Essais et validation de ces prototypes, en collaboration avec les spécialistes concernés.

Age d'une trentaine d'années, de formation BAC + 5 (ingénieur ou université), vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans dans la modélisation et le développement de procédés techniques mettant en œuvre des fluides.

Pour ce poste de haut niveau, maîtrise de l'outil informatique, pratique de l'anglais technique, adaptabilité, aptitude au travail en équipe et créativité sont indispensables.

Les premiers entretiens auront lieu à Nantes ou Paris.

Vos candidatures (lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 57/101 RAJ), sera traitée en toute confidentialité (réponse assurée). EGOR REGION OUEST 15, rue Charles Moussier 44000 NANTES.

York FranceUn budget d'investissement
de plus de 100 MF par an
Ingénieur expérimenté**DIM**

- 4 500 personnes
- CA : 2 milliards de F
- 12 unités de production
- Filiale de SARA LEE CORPORATION

Rattaché à la Direction Industrielle, vous êtes, au niveau du groupe DIM, le directeur des travaux : entretien, extensions, nouvelles implantations.

Garant de la rentabilité de l'investissement, vous assurez les études, le suivi de la réalisation et de la rentabilité en veillant à respecter l'environnement.

Véritable conseiller pour la direction, coordinateur de toutes les énergies de l'entreprise, vous êtes un consultant interne pour les unités.

Assisté d'une petite équipe, vous avez la souplesse d'adaptation avec des prestataires extérieurs dans votre fonction de maître d'ouvrage.

Ingénieur généraliste, vous avez une expérience confirmée dans le domaine.

Construisez ce poste nouvellement créé à votre dimension et faites-le évoluer parallèlement aux grands projets du groupe. Poste basé à Autun (71). Des facilités d'installation pour votre intégration vous sont proposées.

■ Adressez votre candidature, sous réf. SC159, à notre conseil CDPA, 52 boulevard Carnot, 21000 Dijon. Tél. : (16) 80.31.60.75.

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANCON**EMPLOI**Le mardi,
c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde des Cadres
Le Monde de la Fonction Commerciale
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES

18 Camions et autocars européens seront équipés d'un limiteur de vitesse dès 1994

18 Démantèlement d'un réseau d'escroquerie au chômage
20 Chute des ventes d'automobiles aux États-Unis

20 Marchés financiers
21 Bourse de Paris

BILLET

Les emplettes de la « Sécu »

A l'orée d'un hiver qui s'annonce rigoureux, la Sécurité sociale fait quelques emplettes pour passer la mauvaise saison. Elle en aura bien besoin car, si l'on en croit les derniers pointages, les frimas pourraient bien durer toute l'année 1992. Le « Sécu », qui a reçu ses dotations dès le mois de juillet (augmentation de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie des actifs, hausse de 50 % du forfait hospitalier), les a déjà mangées. Le déficit attendu pour 1991 atteindra 15 milliards de francs, soit deux milliards de plus que prévu, alors que le léger excédent escompté pour l'an prochain risque de se transformer en un solde négatif de 5 à 8 milliards. Ce ne sont pas tant les dépenses que les recettes qui en sont la cause. La montée du chômage et le ralentissement économique priveront le régime général d'une bonne douzaine de milliards en 1991.

Le ministère des affaires sociales s'est donc lancé sur la piste des économies. Le premier instrument - d'un classicisme éprouvé - consiste à passer sur la revalorisation des retraites de la Sécurité sociale et des prestations familiales. Celles-ci n'augmenteront que de 1 % au 1^{er} janvier et de 1,8 % au 1^{er} juillet, soit une progression de 2,3 % en moyenne annuelle alors que celle des prix atteindrait 2,8 %. Cela permettra de réduire de 3 milliards de francs les dépenses. D'autre part, un peu plus de 2,5 milliards de francs ont été grappillés par une modification de la compensation interrégimes et un bonus de 0,8 milliard sera obtenu par l'intermédiaire d'un transfert de contributions patronales. Les entreprises paieront 2,7 milliards de moins pour les accidents du travail mais leur cotisation d'assurance-maladie augmentera de 0,2 point, soit 3,5 milliards de francs. Enfin, la hausse des salaires observée cette année conduit le gouvernement à augmenter de 4,7 % le plafond de la Sécurité sociale en 1992. Cet effet différé améliorera les recettes de l'assurance-vieillesse au détriment des caisses de retraite complémentaires des cadres. Toutefois, ce « shopping » de fin d'année ne permettra guère d'embellir la présentation des comptes de la Sécurité sociale, courant janvier. Du fait du déficit de 1990, il faudra trouver 30 milliards fin 1992. Autant dire que les syndicats de médecins, qui font traîner en longueur les négociations sur la maîtrise des dépenses, n'ont sans doute fait que repousser l'échéance.

JEAN-MICHEL NORMAND

Accentuant sa percée en Italie

BSN rachète au groupe Agnelli le numéro un italien des eaux minérales

Le groupe BSN, numéro un français de l'agroalimentaire présidé par M. Antoine Riboud, rachète au holding IFIL du groupe Agnelli, 50 % du capital de Sift, dont il deviendra le seul actionnaire à 100 %. Sift contrôle les eaux minérales San Geronzi, Ferrarelle, S. Maria et Fabia. En outre, Sift détient 8,12 % de la brasserie Peroni, dont BSN deviendra actionnaire à hauteur de 24,3 %, le solde appartenant à la famille Peroni. Enfin, BSN va acquérir dans IFIL 10 % du capital des sociétés de produits d'épicerie Star (Italie) et Starlux (Espagne), dont il deviendra actionnaire à 45 % au lieu de 35 %, le solde étant détenu par la famille Fossati.

Par ces acquisitions, payées au groupe Agnelli, BSN devient notamment le numéro un des eaux minérales en Italie, et augmente sa participation dans le numéro un de la bière Peroni (40 % du marché). Le groupe agroalimentaire français accentue ainsi sa percée en Italie, où il occupe déjà la deuxième place dans l'indus-

trie des pâtes, avec 12 % de la production derrière le géant Barilla (25 % du total). Surtout, il contrôle pratiquement l'ensemble du marché dans la péninsule, un véritable monument depuis un siècle avec des positions dominantes dans le célèbre Bel Paese (70 %) et dans le fromage frais (35 %) de la Mozzarella industrielle. Cette percée, rappelle-t-on, n'a pu être effectuée qu'avec l'appui du groupe Agnelli, grâce à l'accord passé en septembre 1987, qui comportait un échange de participations, BSN détachant 20 % dans une filiale (NIFIL Partecipazioni), devenue Finépar, et IFIL devenant la dernière actionnaire du groupe français avec 5,7 % de son capital.

M. Antoine Riboud, qui, en 1985, s'était fait souffler en extrême les pâtes Buitoni au profit de M. Carlo De Benedetti (le matin l'achat était conduit et le soir il ne l'était plus, après des manœuvres florentines), avait compris, à ses dépens que dans l'industrie italienne, il fallait un « per-

rain ». Sans parrain puissant, influent et bien introduit, point de percée, surtout dans un climat nationaliste.

Effectivement, c'est grâce au groupe Agnelli que BSN a pu prendre en Italie la place qu'il a, au nez et à la barbe des grands crocodiles mondiaux de l'agroalimentaire, le néerlandais Unilever, l'américain Kraft-Philip Morris et la suisse Nestlé. Ces derniers lorgnaient depuis longtemps Galbani, que le groupe Agnelli racheta en janvier 1989 pour 11,5 milliards de francs à six banques luxembourgeoises, pour rétrocéder 25 % à BSN, puis 50 % il y a un an en attendant la totalité.

A Paris, on veut souligner, avec une certaine ironie, que ces opérations, amorcées dès 1987, en association avec le groupe transalpin, n'ont rien à voir avec l'OPA récemment lancée par l'IFINT, autre filiale d'Agnelli, sur la société française Exor.

FRANÇOIS RENARD

En Ile-de-France

La crise sévit aussi dans le logement neuf

La crise de l'immobilier n'épargne pas, loin s'en faut, les logements neufs en Ile-de-France : au cours des trois premiers trimestres de 1991, les ventes ont reculé de 35 % par rapport aux neuf premiers mois de 1990, selon l'AILAP (Association pour l'information sur le logement en agglomération parisienne). La chute, commencée au deuxième trimestre 1990, a touché plus les appartements (-38 %) que les maisons (-32 %).

A Paris (prix moyen du mètre carré : 33 820 francs), le recul est de 46 %, 826 logements neufs seulement ayant été vendus en neuf mois (contre 1 545 de janvier à septembre 1990). Les stocks gonflent : début 1991, les logements offerts à la vente représentaient vingt-cinq mois de vente à Paris et en grande couronne et trente-trois mois en petite couronne.

La baisse d'activité s'est centrée d'abord sur les logements les plus chers, qui avaient tiré le marché en 1988 et 1989. L'AILAP - qui ne

prétend pas fournir un indice des prix, mais seulement une « observation » - note un arrêt de la hausse dans six des huit départements (l'éventail des prix est de 1 à 7). Celle-ci n'atteint plus que 2,3 % à Paris et 1,1 % en Seine-Saint-Denis. Les prix baissent dans les Hauts-de-Seine (-3,3 %), dans les Yvelines et en Essonne (-4,5 % dans les deux cas) entre les mois d'octobre 1990 et 1991. Seuls deux départements continuent de monter : le Val-de-Marne (+9,4 %) et la Seine-et-Marne (+10 %).

Signe, sans doute, que les ménages ne peuvent plus suivre la poussée des prix : la part des petits logements (studios et deux pièces) progresse. Au cours de la période étudiée, ils représentent 53,5 % des ventes (48,4 % un an plus tôt), pourcentage qui monte à 58 % à Paris. L'AILAP y voit le signe que « les investissements locatifs liés aux avantages fiscaux perdurent ».

F. V.

Signée par trente-cinq pays et neuf Républiques ex-soviétiques

Une Charte européenne de l'énergie est adoptée à La Haye

Les représentants de trente-cinq pays et ceux de neuf Républiques ex-soviétiques (11) ont adopté, mardi 17 décembre à La Haye, une Charte européenne de l'énergie. Cette charta trace les contours de ce qui pourrait devenir un Marché commun de l'énergie entre les pays occidentaux et les pays d'Europe de l'Est, sous l'égide soviétique en tête. Elle assure qu'une bonne utilisation des « complémentarités énergétiques en Europe bénéficiera à l'économie mondiale ». Il en résultera une « meilleure sécurité d'approvisionnement » et une amélioration « maximum de l'efficacité de la production, de la transformation, du transport, de la distribution et de l'utilisation de l'énergie ».

LA HAYE

de notre correspondant

La conférence de La Haye figure dans les livres d'histoire comme la première réunion internationale ayant consacré l'éclatement de l'empire soviétique : neuf des Républiques ayant constitué jusqu'à un passé récent l'Union y étaient représentées en tant qu'entités séparées et c'est en leurs noms propres qu'elles ont signé le document final. Elles ne pourront cependant pas arguer de la conférence de La Haye comme d'un début de reconnaissance diplomatique par les pays co-signataires de la charte. Une déclaration formulait explicitement cette restriction devant être publiée mardi 17 décembre en fin de matinée.

Les pays occidentaux, en tenant compte de la nouvelle réalité soviétique, ont surtout voulu préserver la substance et les objectifs de la charte. L'idée qui la sous-tend est celle d'un troc entre, d'une part, les capitaux et le savoir-faire des Occidentaux et, d'autre part, les énormes réserves en pétrole et en gaz naturel inégalement exploitées que recèle l'Union soviétique. Celle-ci conviendrait

son marché en échange d'une modernisation de son secteur énergétique et d'une rentrée de devises; les Occidentaux financeraient les investissements, en échange de contrats d'approvisionnement à long terme et d'une réduction de leur dépendance à l'égard des pays de l'OPÉP.

« Un marché mondial »

L'idée initiale revient au premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, au printemps 1990. Mais, de cette idée d'une Communauté paneuropéenne de l'énergie, il ne reste guère aujourd'hui que le titre du document de La Haye. Le centre de gravité géographique reste, bien sûr, le Vieux Continent, mais les États-Unis et le Japon sont parvenus à rallier le mouvement. Pour de la même Europe dans le secteur énergétique ? Le représentant américain a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'invoquer l'Europe de l'Est à intégrer seulement l'Europe de l'Ouest mais aussi « un marché mondial », qui requiert des investissements massifs que « doivent supporter toutes les nations » en ayant la capacité.

La France aurait souhaité que la charte comportât un nombre limité de signataires, et son représentant, M. Claude Mandil, directeur général de l'énergie et des matières premières, a tenu à rappeler que « lorsque l'énergie emprunte les grands réseaux de transport ou lorsqu'elle est contrainte par la protection de l'environnement, elle devient un objet géographique. Il y a donc, à l'évidence, une solidarité européenne de l'énergie ».

La multiplicité des partenaires risque en tout cas de ne pas lever le scepticisme des milieux industriels, pour qui la Charte risque de s'avérer difficilement applicable. En son état actuel, elle ne l'est d'ailleurs pas du tout : il ne s'agit que d'une déclaration de principe, qui doit être complétée par un acte de base puis par des protocoles d'application sectorielle.

L'acte de base aura valeur de traité et dessinera le cadre juridique facilitant l'action des entreprises. Le but étant d'arriver à une communauté énergétique fonctionnant selon les lois de l'économie de marché, la

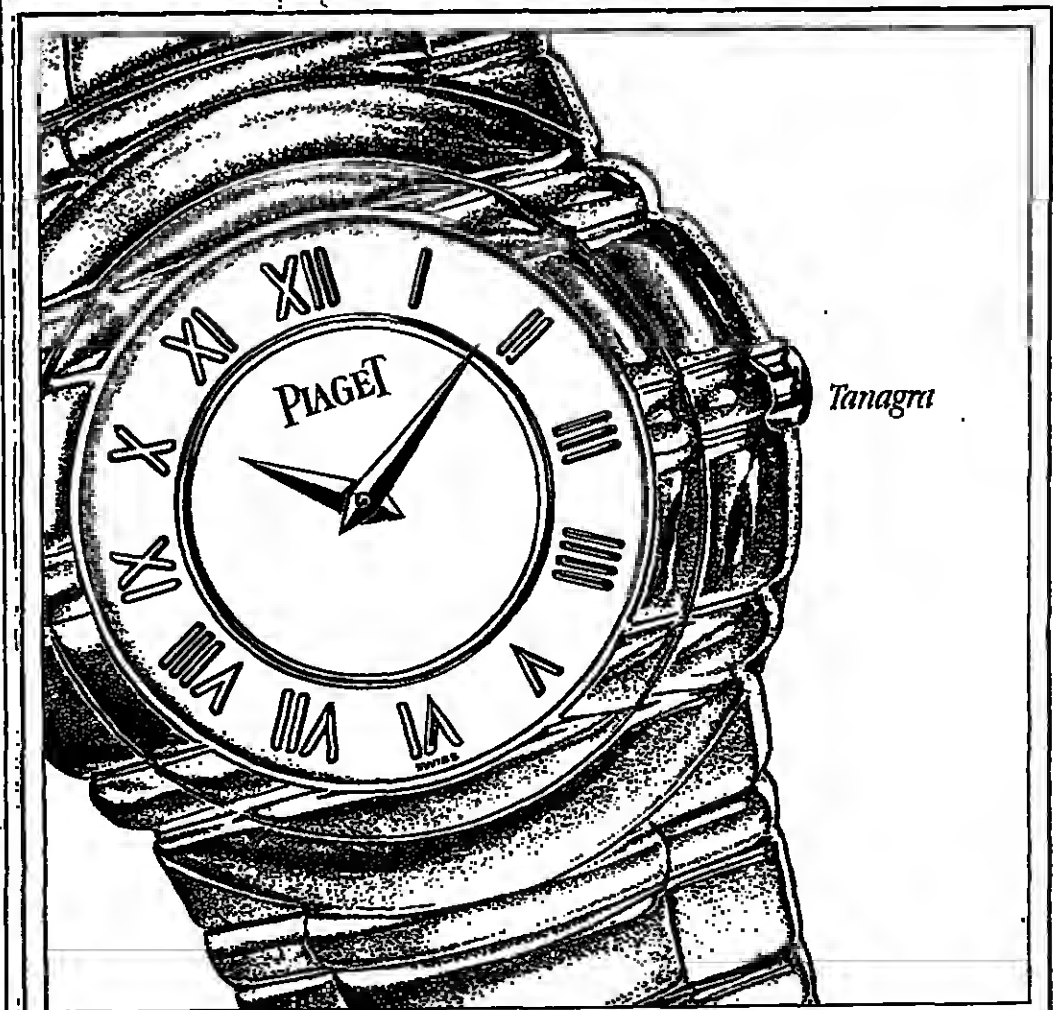
légalisation soviétique sur la propriété, la circulation des capitaux, le rapatriement des bénéfices ou la protection des brevets devra être mise à niveau. Cet accord devra préciser le degré d'engagement financier des puissances publiques. La France a fait valoir que les lois du marché « ne suffisent pas » pour que les entreprises investissent massivement dans des économies désarticulées ou pour que les centrales nucléaires des pays d'Europe orientale, « généralement d'un niveau de sûreté inacceptable », soient remplacées par des centrales nucléaires de type occidental. « Il y a trop à faire

pour attendre plus longtemps », a déclaré M. Lubbers, qui a souhaité que l'accord de base soit signé « dans les mois qui viennent » et que les premiers projets soient engagés dans le courant 1992. D'ici là, les protocoles d'application sectorielle devront avoir été élaborés. Le marché intégré de l'énergie entre l'Est et l'Ouest suscite une double crainte : celle des pays non participants, tels ceux de l'OPÉP, qui voient dans la tentative des Européens une forme de protectionnisme ; celle des écologistes, qui, à l'instar de Greenpeace, déplorent que la Charte contredise les engagements pris en matière de

réduction des émissions d'oxyde inhérentes à l'exploitation des énergies fossiles.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Les pays de la CEE, Albanie, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bulgarie, Canada, Chypre, Estonie, États-Unis, Fédération russe, Finlande, Géorgie, Hongrie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, Moldavie, Norvège, Ouzbékistan, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchécoslovaquie, Turkménistan, Ukraine et Yougoslavie. Et au nom du « centre » soviétique, le Comité économique inter-républicain.



PIAGET

JOAILLIER EN HORLOGERIE DEPUIS 1874
GENÈVE

Aldebert

Paris : 16, place Vendôme, 1, boulevard de la Madeleine.
6, rue du Finibourg-St-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot.
Cannes : 19, La Croisette.
Monte-Carlo : Piaget - 3, avenue des Beaux-Arts.

Le Portugal présente aux Douze un programme de convergence économique

Après l'Allemagne et l'Italie, le Portugal a présenté à la Commission européenne, lundi 16 décembre, son plan de « convergence économique ». Pour la première étape de l'Union économique européenne (UEM), tous les membres de la CEE doivent soumettre de tels programmes les engageant à rapprocher leurs performances des critères retenus à Bruxelles.

Lisbonne prévoit de ramener, en quatre ans, son taux d'inflation de 11,7 % (prévision pour 1991) à 4 %, a déclaré le vice-président de la Commission européenne, M. Heining Christophersen. Le déficit budgétaire, qui doit atteindre cette année 4,8 % du produit

intérieur brut (PIB), doit passer au cours de cette période à 3 %, un pourcentage égal à l'indicateur retenu pour autoriser la participation d'un pays à la phase ultime de l'UEM.

Pour M. Christophersen, « s'ils tiennent leurs objectifs, les Portugais seront capables de participer à la troisième étape de l'UEM », devant consacrer des parties fixes entre les monnaies. A l'heure actuelle, la monnaie portugaise entre dans la composition de l'écu, mais ne participe pas au mécanisme de change. Le Portugal est membre de la CEE depuis 1986.

La CEE débloque 100 millions d'écus en faveur de Moscou et de Saint-Petersbourg

Réunis, lundi 16 décembre à Bruxelles, les ministres des finances des Douze ont décidé de débloquer une aide d'urgence de 100 millions d'écus (700 millions de francs) en faveur de Moscou et de Saint-Petersbourg. A Maastricht, les chefs d'État et de gouvernement avaient proposé 250 millions d'écus d'aide alimentaire, mais cette somme a été réduite à 200 millions, dont la première tranche de 100 millions a été débloquée lundi. En outre, les ministres des finances se sont prononcés sur l'octroi de la première tranche, égale à 500 millions d'écus, d'un prêt garanti de 1,25 milliard d'écus pour des achats de produits alimentaires.

ÉCONOMIE

SOCIAL

La grève des cheminots

La direction de la SNCF prévoit des perturbations modérées

L'absence du syndicat autonome des mécaniciens, la FGAAC, qui ne s'est pas associé au mot d'ordre de grève lancé à la SNCF par la CGT, la CFDT et la CFTC, le mardi 17 décembre à 20 heures, devrait réduire les perturbations dues à cet arrêt de travail.

La direction de la SNCF prévoit un service normal sur le réseau TGV, hormis sur les relations Paris-Nantes et Paris-Rennes, où deux trains sur trois circuleront. Pour les trains rapides et express, le service devrait être normal pour les relations ayant pour origine ou destina-

tion les gares de Paris-Est et de Paris-Nord. Ailleurs, deux trains sur trois sont attendus. En hanlieue parisienne, deux trains sur trois circuleront sur les réseaux de Paris-Est, de Paris-Nord et de Saint-Lazare, et un sur deux sur les réseaux de Montparnasse, de Paris-Lyon et sur la ligne C du RER.

Les syndicats, qui ont reçu le soutien de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), s'opposent au projet de budget 1992 de la société nationale qui programme des économies et la suppression de 4 800 emplois.

La réforme de l'organisation portuaire

«Le monopole de la CGT sur les dockers n'est plus supportable», assure la CFDT

Quinze jours après l'annonce par M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, du plan de réforme

La CFDT se prononce pour une manifestation intersyndicale contre le chômage

La CFDT a annoncé, lundi 16 décembre, son accord pour l'organisation, début 1992, d'une manifestation intersyndicale en faveur de l'emploi. Son secrétaire général, M. Jean Kaspar, a rendu publique une lettre adressée aux dirigeants de FO, de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN, dans laquelle il estime qu'une telle initiative serait «opportune» à condition qu'elle conserve «un caractère exclusivement syndical». «Cette action mobilisera les salariés, accentuera la pression sur le patronat et les pouvoirs publics, elle marquera l'opinion», estime M. Kaspar.

Outre M. Paul Marchetti, président de la CFE-CGC, la FEN avait récemment réaffirmé son intérêt en faveur d'une manifestation commune aux organisations syndicales réformistes.

de l'organisation portuaire, le Comité central des armateurs de France (CCAF) constate «avec satisfaction que le gouvernement est parvenu à dégager les importants moyens nécessaires à l'action de modernisation de la filière portuaire...», qui doit, selon le CCAF «être globale» (dessertes terrestres, gestion, manutention). Les armateurs souhaitent que les négociations prévues port par port «s'engagent le plus rapidement possible afin d'aboutir à des solutions réalistes, pragmatiques et concurrentielles».

Dans un communiqué, la CFDT note de son côté que «le monopole syndical de fait exercé par la CGT sur les dockers depuis 1947, avec la complicité du patronat et des pouvoirs publics, n'est plus supportable».

Les relations sociales doivent être normalisées et la libre concurrence syndicale être rétablie. C'est au processus de négociation, qu'il appartient en dernier ressort de mettre fin à l'enchaînement des relations du travail. A ce jour, aucune négociation paritaire ne s'est engagée dans aucun port.

Dix millions de francs déversés aux ASSÉDIC

Un réseau d'escroquerie au chômage a été démantelé

Un réseau d'escroquerie aux ASSÉDIC, qui s'étendait sur dix-sept départements, a été démantelé à partir de renseignements rassemblés par la gendarmerie de l'Isère. Huit personnes, dont le cerveau présumé qui demeure à La Seyne-sur-Mer (Var), ont été interpellées et écrouées. La constitution de faux dossiers d'indemnisation par le régime d'assurance-chômage aurait permis de détourner 10 millions de francs depuis 1982.

Des documents tels que bulletins de salaires et certificats de licenciement étaient établis à l'aide d'une société fantôme. Cela permettait à l'instigateur du réseau de percevoir des allocations, d'un montant de 10 000 à 15 000 francs mensuels, dans plusieurs départements. Moyennant un prélèvement de 10 à 15 % sur les sommes obtenues, il faisait profiter d'autres faux chômeurs de sa technique.

Cette fraude a été découverte par un agent des ASSÉDIC de l'Isère et une enquête de huit mois a été nécessaire. Déjà, il y a quelques mois, un recensement des sacs emploi du département avait fait découvrir 150 faux chômeurs, inscrits sur les listes de l'ANPE, et ayant touché des indemnités. Parmi eux se trouvaient des travailleurs intérimaires.

Des missiles antiaériens Mistral pour l'Espagne. — Pour un montant équivalant à 830 millions de francs, l'Espagne a commandé au groupe français Matra des missiles antiaériens Mistral, livrables à partir de 1992 aux unités de l'armée de terre et à l'infanterie de marine. Le contrat, qui implique une participation industrielle des sociétés espagnoles INISEL, Santa-Barbara, OCSA et ENOSA, porte sur plusieurs centaines de missiles et deux cents postes de tir. L'Espagne devient le troisième client du système Mistral (après cinq autres pays européens, trois en Asie, trois au Proche-Orient et un en Amérique du Sud) pour un total de huit mille missiles environ.

PATRONAT

Le CNPF pacifié

Suite de la première page

La «guerre» avec la CGPME (Confédération générale des PME), riveuse, n'intensifie plus que la gélénie. Plus que jamais, il est reconnu comme partenaire des pouvoirs publics, le gouvernement de M. Edouard Cresson ayant innové en le faisant même participer à un comité interministériel sur le plan PME — du jamais vu — sans démentir pour autant ses critiques. Comme quoi, il coeserve son influence.

Lois de connaître la désaffection qui frappe les partis politiques ou les syndicats de salariés, le CNPF n'est pas touché par la désyndicalisation. Les entreprises continuent d'adhérer à ce dernier plus fortement (1), et de nouvelles fédérations professionnelles se substituent à celles qui représentent des branches en déclin. A première vue, tout va donc pour le mieux dans le microcosme patronal. Pourtant, les signes de trouble, d'interrogation ou même de remise en question ne manquent pas. Le parti de l'entreprise n'est-il encore un espace? Est-il toujours un groupe de pression puissant, imposant sa loi à tout gouvernement? Ou est-il réduit à une action de lobbying à la marge, se replaçant dans le conseil aux entreprises, alors même que ses services sont encore peu développés? Bref, à quel point aujourd'hui le CNPF?

Crise du militantisme

La morosité n'épargne pas le monde des chefs d'entreprise. Comme dans le syndicalisme, à l'ouverture, il est secoué par une crise du militantisme: les fédérations et les unions patronales peinent pour recruter les candidats nécessaires pour remplir quelque 40 000 mandats patronaux, selon le chiffre cité par Henri Weher (Le Paris des patrons, Editions du Seuil). Nombreux sont les dirigeants d'entreprises qui dissimulent mal leur indifférence face aux positions défendues par le CNPF, s'en remettant à eux-mêmes pour régler leurs problèmes économiques, industriels ou sociaux.

M. Perigot a innové en ouvrant la commission économique à quelques grands capitaines de l'industrie ou de la finance — de M. Bernard Arnault, PDG de LVMH, à M. André Lévy-Lang, président de Paribas, en passant par M. Noël Goutard, PDG de Valeo — mais le patronat se cogne chaque jour à l'hétérogénéité du monde qu'il veut représenter, un monde qui bruisse de combats quotidiens entre patrons propriétaires et patrons managers.

L'unité peut apparaître ainsi d'autant plus factice ou artificielle que l'encre des grandes causes nationales est passée. Les trois grandes libertés sur lesquelles le CNPF avait fondé son combat — liberté de prix, liberté de circulation des échanges, liberté de gestion des effectifs — sont désormais reconstruites. L'entreprise est légitime aux yeux de l'opinion et n'est plus perçue comme un lieu d'exploitation et d'exploitation. L'Etat n'a pas abdiqué, mais il sélectionne des interventions et n'est plus omnipotent. L'économie de marché est modifiée et le libéralisme s'installe, même à l'est de l'Europe.

M. Perigot peut bien proclamer que la société d'économie mixte, créée à M. François Mitterrand, «ne peut que conduire à la confusion et au dirigisme», il sait que le Parti socialiste lui-même est de plus en plus social-démocrate, qu'il ne prône plus une quelconque rupture avec le capitalisme. Le risque d'un grand retour en arrière est infime.

Le CNPF peut bien hantiller encore pour demander toujours plus de privatisations d'entreprises, d'exonérations ou de réductions de charges sociales, il est obligé de se réinventer sur son propre site. Depuis cinq ans, M. François Perigot a joué patiemment et obstinément cette carte, faisant passer le CNPF de l'ère du jacobinisme à celle du girondinisme, notamment sur le plan social. L'effacement de l'Etat devant conduire selon lui à accorder plus de place, au plus près du terrain, aux acteurs de l'économie. Rompant avec le charisme

Israël abaisse le coût du crédit. — Profitant d'un indice des prix très favorable en novembre (+0,1 %), la Banque centrale d'Israël a annoncé, lundi 16 décembre, une diminution de trois points de ses taux d'intérêt directeurs, dont le plus faible a été ramené à 12 %. Cette mesure vise à abaisser le coût de l'argent prêté par les banques, actuellement proche de 30 %, afin de relancer l'activité économique.

Ramboyant d'un François Ceyrac ou les croisées décordonnées d'un Yvon Gattaz, le cinquième président du CNPF a paru sovevoit opter pour un profil bas, laissant l'avant-scène médiatique à des patrons avertis de leurs succès parfois aussi glorieux qu'éphémères.

Veilleur et ambassadeur

Discret mais résolu, M. Perigot a engagé le CNPF dans la voie de l'adaptation, commandant dès son élection un audit et menant de pair allègement — de 214 permanents en juin 1987 à 193 en décembre 1990 — et renouvellement des effectifs (166 départs et 139 entrées) pour faire face à des difficultés qui n'étaient pas seulement financières. Plutôt que de se comporter en chef guerrier d'un parti des entreprises qui admettent en permanence les pouvoirs publics, surtout sociaux, il a rompu avec le combat politique (quitte à rompre des lances sur l'«argent sale» ou la contribution sociale généralisée) et donné au CNPF un rôle de veilleur-intercepteur sur le plan intérieur et d'ambassadeur-représentant de commerce sur le plan international.

Sur le plan intérieur, le CNPF veille au grain du libéralisme et se présente aujourd'hui comme le meilleur avocat de la politique économique de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Comment pourrait-il en être autrement alors qu'il a obtenu, par exemple, dans le budget 1992, la suppression du double taux d'imposition pour les bénéfices réinvestis et dégrèvés? S'il tente toujours d'influer sur la politique économique du gouvernement, il cible mieux les mesures qu'il préconise, ayant moins à combattre une orientation générale qu'il jugerait néfaste.

Toujours présent au niveau de la négociation sociale interprofessionnelle, qu'il s'agisse de la formation, de l'emploi précaire ou de l'assurance-chômage, il tente de nourrir la réflexion économique à travers

de multiples commissions d'études. Parallèlement, il cherche à former les chefs d'entreprise au management, encourage le mécénat, se préoccupe de l'environnement et noue des relations de coopération avec l'éducation nationale — quitte à engager le dialogue avec la FEN — ses assises de 1992 devant se réunir sur le thème de l'école et de l'entreprise.

Sur le plan international, le recentrage est plus net encore. M. Perigot a créé, il y a près de trois ans, CNPF-International, qui fédère quarante-trois comités géographiques bilatéraux avec d'autres pays afin d'aider les entreprises françaises à «accroître leur présence sur les marchés extérieurs». Le président du CNPF a donné, l'exemple, en menant avec lui, tel un ministre des affaires étrangères, des délégations de chefs d'entreprise au Japon, en Chine, aux Etats-Unis, en Tunisie et en Maroc, et surtout en ex-URSS et dans la plupart des pays d'Europe de l'Est. Sur le plan européen, le CNPF a accru son action de lobbying auprès de la Commission de Bruxelles, organisant il y a trois ans le premier sommet du patronat européen et persuadant, non sans mal, ses pairs de la CEE de s'engager dans la voie de la négociation sociale au niveau européen.

Incontestablement, le CNPF conserve donc son utilité et son influence dans le jeu économique-social aujourd'hui. Mais il lui reste à en faire mieux encore la démonstration. Au niveau hexagonal, alors qu'un nombre croissant d'entreprises traitent directement avec les pouvoirs publics, que la «base» est indisciplinée et que les fédérations professionnelles prennent toujours plus de poids, il n'échappera pas à la nécessité de développer les services et les conseils aux adhérents. Au plan international, et d'abord européen, il doit mieux faire entendre encore son savoir-faire. Rude tâche pour M. François Perigot, qui, désormais non rééligible, veut tenter de trouver de nouvelles pistes pour améliorer la compétitivité des entreprises. Afin de mieux affronter l'union européenne.

MICHEL NOBLECOURT

(1) Les entreprises adhèrent aux fédérations professionnelles — dont les cotisations représentent plus de 90 % du budget 1992 du CNPF, évalué à 110 millions de francs — ou aux unions patronales. Elles peuvent aussi adhérer directement à CNPF-International.

TRANSPORTS

Le 1^{er} janvier 1994

Les camions et les autocars européens seront équipés d'un limiteur de vitesse

Les ministres des transports des Douze ont décidé, lundi 16 décembre, d'imposer, à partir du 1^{er} janvier 1994, des limiteurs de vitesse, mécanisme empêchant l'arrivée du carburant nécessaire à une accélération, aux poids lourds de plus de 12 tonnes et aux autocars de plus de 10 tonnes. Ces derniers ne pourront dépasser le 100 km/h, mais les camions seront bloqués à 85 km/h.

Les véhicules mis en circulation avant 1988 ne sont pas concernés par cette mesure. Les véhicules fabriqués depuis 1988 disposeront d'une année supplémentaire pour se conformer à la nouvelle réglementation, qui ne changera rien aux règles en vigueur en France. Le limiteur de vitesse ne sera efficace qu'à la condition d'être véritablement inviolable, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

3. RUE LA SOTIE	112. BD ST-GERMAIN	132. BD ST-GERMAIN	18. BD DE SEBASTOPOL
-----------------	--------------------	--------------------	----------------------

<p>PANASONIC KOW 4000 Traitement de texte portable Lecteur disquette 3,5 p Mémoire 50 000 caractères</p>	<p>PANASONIC CF 170 Micro-ordinateur portable Compatible PC Lecteur 3,5 p + disque dur 20 Mo</p>	<p>HP 95 LX Compatible PC de poche Mémoire interne 512 ko Tablette Lotus 1.23</p>
--	--	---

BUREAUTIQUE **DURIEZ** INFORMATIQUE

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAITRE
LE BILAN DE VOS CLIENTS,
LE REGISTRE DU COMMERCE
DE VOS FOURNISSEURS,
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
ET LE RÉSULTAT NET
DE VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances d'entreprises, notamment les déclarations de cessation de paiements.

Vous pouvez aussi commander copies des bilans, ainsi que les états de privilèges, et les payer par carte bancaire.

Vous pourrez recevoir un extrait Rbis sans écrire ou vous déruer, sans frais particulier.

Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

INFOGREFFE

CIE INFOGREFFE TELEMATIQUE 1, quai de Corne 75181 PARIS Cedex 04 Tél. (1) 43 29 06 75

20 150

CARNET DU Monde

Naissances

Aly ROUTIER
et
Valérie LECASBLE
Aly-Charles, Benoît, Nathan
et Valentin,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Raphaël
35, rue Claude-Lorrain,
75016 Paris.

Mariages

Smy RIBOH
et
Amos BOARON
ont la joie d'annoncer leur mariage, qui
a eu lieu le 19 novembre 1991, en
Israël.

Décès

Jacques Aigueperse,
chirurgien des Hôpitaux de Paris,
M. et M^{me} Jean Aigueperse
font part du décès de leur mère
M^{me} Marie-Louise AIGUEPERSE,
survenue le 12 décembre 1991, à l'âge
de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité familiale à Bois-le-Roi,
où repose déjà son mari.

Henri AIGUEPERSE,
83, avenue du Général-de-Gaulle,
77350 Boisselles,
1, rue de Bruxelles,
69100 Villeurbanne.

Roger Bonnain,
son épouse,
Rolande, Michel,
Eliodie, Chloé,
ses petites-filles,
ont la douleur de faire part du décès de
Sara BONNAIN,
née Kramer,

survenue le 9 décembre 1991,
Son enterrement a eu lieu dans
l'intimité.

*Celui qui n'a point été éprouvé,
Que sait-il ?* (Eccl, 34, 9)

41, rue des Solitaires,
75019 Paris.

M^{me} Henri Bucas François,
son épouse,
M. et M^{me} Yves Bucas François,
M. et M^{me} Bernard Vitton,
ses enfants,
Sophie, Stéphane, Emeric, Nicolas,
Sébastien, Charles et Paul,
ses petits-enfants,
M. l'abbé Jean Rio,
M^{me} André Bucas,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri BUCAS FRANÇOIS,
adjudant-chef de la Garde républicaine,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
médaille militaire,

survenue dans sa soixante-seizième
année, le 12 décembre 1991, en son
domicile de Damgan (Morbihan).

Les obsèques ont eu lieu en l'église
de Damgan, le 14 décembre.

Jacqueline Echarde-Séailles,
son épouse,
Yves et Marie Echarde,
Bertrand Echarde,
ses enfants,
Olivier et Caroline,
ses petits-enfants,
Jacques, Jacqueline et Pierre,
ses frères et sœur,
et leurs familles,
Les familles Séailles, Korvren et
Dumoulin,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean ECHARD,
ingénieur au corps des Mines,
officier de la Légion d'honneur,

survenue à son domicile, le 11 décembre
1991, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques religieuses ont été célé-
brées le 14 décembre, dans l'intimité
familiale.

11, rue du Président-Wilson,
63000 Clermont-Ferrand.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-84

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques

Abonnés et actionnaires : 92 F

Communiants divers : 80 F

Communiants divers : 95 F

900 F

CUIR

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Alors que la pénétration japonaise s'accélère

Nouveau recul des ventes des constructeurs américains d'automobiles

Selon des statistiques professionnelles publiées vendredi 13 décembre, les ventes de voitures et de camionnettes assemblées aux États-Unis par les neuf constructeurs américains ont baissé de 11,4 % au début du mois de décembre, par rapport à la même période de l'année 1990. Ces mauvais résultats portent à 11,1 % la chute des ventes automobiles des neuf constructeurs depuis le 1^{er} janvier 1991.

En revanche, les «transplants» outre-atlantiques des fabricants japonais ont enregistré une hausse de 7,5 % depuis le début de l'année, avec pour Honda, premier constructeur japonais aux États-

Unis, une progression de 74,4 % sur les dix premiers jours du mois de décembre et de 2,7 % depuis le 1^{er} janvier 1991.

Les trois géants nord-américains, General Motors, Ford et Chrysler, ont vu quant à eux leurs ventes chuter de 11,1 % sur l'ensemble de l'année. General Motors, premier groupe automobile mondial, a ainsi enregistré des pertes de 12,5 % depuis le 1^{er} janvier. Celles de Ford sont évaluées à 15,5 % sur la même période et Chrysler - qui ne publie ses statistiques que mensuellement depuis janvier - aurait, selon des experts, enregistré une baisse de près de 11,5 % sur l'année.

La production industrielle chute en Grande-Bretagne et aux États-Unis

Les deux principales économies anglo-saxonnes, confrontées depuis 1990 à une récession économique, ont enregistré au cours de l'automne une chute de leur production industrielle.

En Grande-Bretagne, la production des industries a diminué de 0,4 % en octobre, après avoir baissé de 0,3 % en septembre, a annoncé lundi 16 décembre le gouvernement.

Le même jour, la Réserve fédérale américaine a fait savoir que la production industrielle des États-Unis avait chuté de 0,4 %

en novembre, après avoir stagné en octobre. La reprise du secteur industriel au premier semestre avait laissé espérer le retour à une croissance positive outre-atlantique.

Cependant, celle-ci ne s'est pas concrétisée, malgré plusieurs assouplissements de la politique monétaire. Réuni mardi 17 décembre à Washington, le comité de l'«open market» de la Fed, responsable de l'élaboration de la politique du crédit, devait se prononcer sur l'opportunité d'une nouvelle diminution du taux de l'argent.

EN BREF

Le dossier Victoire sera réglé début de 1992. - Le dossier concernant la répartition de l'actionnariat du groupe d'assurances Victoire, actuellement contrôlé par la compagnie de Suez, est sur le point d'être bouclé, mais ce sera pas avant l'année prochaine. Les discussions entre Suez et l'UAP, actionnaire à 34 % de Victoire, sont à présent cotées dans une phase active. Mais ce dossier ne sera pas à l'ordre du jour du conseil d'administration de la compagnie financière, mardi 17 décembre. Il y a quelques semaines, M. Gérard Worms, PDG de Suez, avait indiqué que les discussions avec l'UAP s'achèveraient vers le 21 décembre. Selon diverses sources, l'UAP se désengagerait de Victoire en échange du contrôle de plusieurs activités de Colonia, le second assureur allemand, acquis par Victoire en septembre 1989.

Accord entre Motorola et Alcatel en radiotéléphonie. - Les groupes américain Motorola et français Alcatel ont annoncé, lundi 16 décembre, la signature d'un accord de licence de brevets et de certification autour du système de radiotéléphonie numérique européen, GSM (Groupe systèmes mobiles). Selon cet accord, Motorola accordera des licences sur la plupart de ses brevets en téléphonie cellulaire GSM. Les deux sociétés se sont en outre engagées à rendre compatibles leurs équipements GSM et la station de base de Motorola pourra ainsi être associée au commutateur d'Alcatel.

Accord entre Unisys et Intel pour l'utilisation de microproces-

seurs. - Unisys, troisième constructeur informatique américain, res-

sera ses liens avec son compatriote Intel, numéro un mondial dans les microprocesseurs. Au terme d'un accord de partenariat, dont l'existence a été révélée lundi 16 décembre, Unisys adopte la gamme des microprocesseurs X 86 fabriqués par Intel comme une norme pour ses ordinateurs fonctionnant en «système ouvert». L'accord permettra au fabricant informatique d'avoir son mot à dire sur certains des microprocesseurs lancés par Intel, qui est déjà l'un de ses principaux fournisseurs. Cet accord intervient après celui entre Intel et IBM, annoncé en novembre et prévoyant la mise au point conjointe du nouveau microprocesseur 1486 d'Intel.

La vice-présidente du groupe

Exor revient sur ses déclarations. -

Les propos contradictoires de la

vice-présidente du groupe Exor,

M^{me} Corinne Menzelopoulos,

continuent d'entretenir le flou

autour de l'offre publique d'achat

(OPA) lancée par l'INFINT, le holding

luxembourgeois du groupe

Agell, sur le capital d'Exor. Après

ses premières déclarations au

journal *Il Mondo* (le Monde du

17 décembre), concernant notamment

son éventuel désengagement

total d'Exor, M^{me} Menzelopoulos a

déclaré, mardi 17 décembre au

quotidien *les Echos* : « Je réaffirme

ma décision de rester un actionnaire

significatif dans Exor. Quant à

augmenter ma présence dans

l'INFINT, ce n'est pas à l'ordre du

jour. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Rentacis
La Sicav des 4 saisons

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 30.09.1991 approuvés par le Conseil d'Administration du 4 décembre 1991 présidé par M. Jean-Maurice PINKIER.

Actif net au 30.09.1991 : F 1.701.149.124

Performance entre le 28.12.1990 et le 03.12.1991 : + 9,99 %

Valeur liquidative au 3.12.1991 : F 157,05

Dividende proposé (solde) : F 3,17 + F 0,04 d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 31 janvier 1992.

Total des 4 versements de l'exercice : F 12,65

+ F 0,09 d'avoir fiscal soit un revenu global de F 12,74

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

GROUPE CIC

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 18 décembre

Soutenu

Pour une fois, la semaine n'a pas trop mal commencé à Wall Street. Orienté à la hausse dès le démarrage, lundi 18 décembre, le marché a continué d'osciller, la cadence, tantôt se relâchant, tantôt se resserrant. Finalement, l'indice Dow Jones des Industrielles s'est équilibré à la cote 2.619,06, avec un modeste gain de 4,89 points (+ 0,18 %). Le bilan de la journée a été légèrement meilleur que ce résultat. Sur 2.186 valeurs traitées, 885 ont monté, 890 ont baissé et 511 n'ont pas varié.

Pour l'essentiel, les investisseurs ont été soutenus par l'espoir d'un nouvel assouplissement de la politique des crédits menée par la Réserve fédérale, dont on attend pour aujourd'hui l'annonce d'une baisse du taux de l'assouplissement. De ce fait, le mouvement du recul de la production industrielle en novembre (- 0,4 %) n'a pas eu pour effet de rassurer certains professionnels, la communauté boursière attend maintenant le début de l'année prochaine et en particulier le discours du président Bush sur l'état de l'Union pour décider d'une nouvelle stratégie.

Dans l'immédiat, l'attente pourrait bien se prolonger, car la Réserve fédérale, de 1981, l'activité a encore diminué à 173,01 milliards de titres ont changé de mains, contre 194,26 milliards en 1990.

VALEURS	Cours de 17 déc.	Cours de 18 déc.
Alcoa	57 3/8	57 3/4
AT&T	26 1/8	27 1/4
Bell	43	43 1/4
Chrysler	16 1/4	16 1/8
Chrysler	44 1/8	44 1/4
Eastman Kodak	45 3/4	45 3/8
Exxon	52 1/2	52 1/4
General Electric	25 1/4	24 5/8
IBM	67 3/4	67 3/4
Johnson & Johnson	26 1/8	26 1/4
McDonald	48 1/8	47 7/8
Merck	88 1/8	88 1/4
Motorola	51 5/8	51 1/2
Nickel	64 7/8	64 7/8
Pfizer	73 3/4	73 3/8
Schering	62 1/8	61 1/2
Texas	39	38 5/8
Union Carbide	127 1/4	127 1/8
United Tech.	117 1/8	117 1/4
United Tech.	48 1/4	47 1/4
Washingt.	16 3/8	16 1/8
Yale	65 3/4	65 1/2

LONDRES, 18 décembre

Retraité

Les valeurs ont terminé dans le rouge lundi 18 décembre au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a baissé de 10,8 points, soit 0,4 %, à 2.440,8. Le volume des échanges s'est réduit de moitié à 336,9 millions de titres contre 788,8 millions vendus.

Le marché a été déprimé par des «atavismes» économiques, à l'issue d'une séance calme marquée par l'absence de certains opérateurs qui avaient renoncé à se rendre à la bourse, en raison de la fermeture des gares londoniennes, et la suite d'une alerte à la bombe et d'une explosion terroriste au réseau ferroviaire.

FAITS ET RÉSULTATS

Si Saab-Scania : pris de 2,3 milliards de francs de commandes. -

Le constructeur suédois d'avions

Saab-Scania a annoncé, samedi

14 décembre, la vente de trente

appareils de type Saab-340 et de

5 avions du nouveau modèle Saab-

2000 pour un montant de près de

2,3 milliards de couronnes sué-

doises (soit 2,2 milliards de francs).

Un cours de la présentation

monétaire du nouvel appareil

Saab-2000, capable de

transporter entre 30 et 38 pas-

sagers sur des distances moyennes,

M. Christer Skogberg, directeur

général de la firme, a déclaré que

la compagnie américaine

Business Express s'était portée

acquéreur de 30 Saab-340 et que la

compagnie allemande Delta Air

avait passé commande de 5 nou-

veaux appareils Saab-2000. Cette

commande du nouveau modèle,

mis au point par le constructeur

suédois à partir de 1988, vient

s'ajouter aux 3 avions déjà com-

mandés par la société suisse Cross-

air.

La Roche méditerranéenne : report

de la vente de son actif d'initia-

tion. - Prévu pour s'ouvrir lundi

16 décembre, le procès des cinq

financiers impliqués de délit d'initia-

tion, lors de la tentative d'acqui-

sition du distributeur La Roche

méditerranéenne (LRM) par son

concurrent Rallye, a été reporté

aux 23, 24 et 25 mars. M. Bernard

Peyrat, président de la 11^e cham-

bre du tribunal correctionnel de

Paris, devant lequel devait être

plaidé l'affaire, a expliqué ce

report par le surcroît de la

grave des griefs.

La Roche méditerranéenne : succès

mitigé de l'OPF obligataire. - L'of-

fre public d'échange lancé, au

début du mois de novembre, par la

région d'Ile-de-France sur deux de

ses lignes d'obligations s'est soldée

par un taux d'apport global de

25,14 %. Ce résultat, que le conseil

régional juge « globalement satisfai-

sant » et « tout à fait comparable à

ceux d'opérations de même type

proposées récemment à une clientè-

le de particuliers, est néanmoins

inférieur aux résultats enregistrés

lors des OPE obligataires lancés

en juin dernier par la SNCF ou la

RATP. L'OPF de la région Ile-de-

France portait sur deux lignes d'un

cours global de 531 millions de

francs. Au total, 26 706 titres ont

été apportés sur 106 225.

PARIS, 18 décembre

Quasi-stabilité

Après avoir la semaine dernière corrigé quelques excès à la baisse, la Bourse de Paris a commencé la semaine sans enthousiasme. Dans un marché creux, les cours évoluaient peu dans le courant de la journée, restant proches du niveau atteint vendredi 13 décembre.

En hausse de 0,48 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 était très légèrement dans le vert en début d'après-midi, affichant vers 14 heures un gain symbolique de 0,02 %.

Ni la bonne orientation de Wall Street vendredi dernier, ni le formé de la Bourse de Tokyo quelques heures plus tôt, ni l'annonce d'une réduction de la hausse des prix en France en novembre ne parvenaient à donner du tonus à un marché qui risque jusqu'à la fin de l'année de traîner au surplus en attendant des jours meilleurs. Les propos du président Mitterrand dimanche soir, consacrés essentiellement aux résultats du sommet de Maastricht, n'ont pas ailleurs suscité aucune réaction particulière dans les salles de marché, où à une semaine de la liquidation mensuelle on se contente d'expédier les affaires courantes.

La nouvelle et légère détente du loyer de l'argent n'a pas eu plus de succès sur le marché, notent les professionnels. Haechen et Canal Plus étaient notamment attendus en début d'après-midi, ainsi que Pechiney International.

TOKYO, 17 décembre

Repli

Après une grande irrégularité durant la journée de mardi 17 décembre, la Bourse de Tokyo a coté un peu de terrain, baissant de 0,44 %, soit 100,38 yens, à 22 736,29 yens.

A l'ouverture, le Nikkei perdait 10,21 yens (0,45 %), avant de progresser de 121,70 yens ou 0,53 % à la mi-journée à 22 958,37 yens, encouragé par des indices. Par la suite, des prises de bénéfice ramenaient en cause cette petite avance. Lundi, le Nikkei avait gagné 0,36 %.

Quelque 140 millions de titres ont changé de mains pendant la matinée de mardi contre 100 millions de titres lundi matin et 22,0 millions pour le mardi.

Les opérateurs sont restés sur leurs gardes en attendant une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, qui tout le monde estime imminente.

VALEURS	Cours de 17 déc.	Cours de 18 déc.
Alcoa	57 3/8	57 3/4
AT&T	26 1/8	27 1/4
Bell	43	43 1/4
Chrysler	16 1/4	16 1/8
Chrysler	44 1/8	44 1/4
Eastman Kodak	45 3/4	45 3/8
Exxon	52 1/2	52 1/4
General Electric	25 1/4	24 5/8
IBM	67 3/4	67 3/4
Johnson & Johnson	26 1/8	26 1/4
McDonald	48 1/8	47 7/8
Merck	88 1/8	88 1/4
Motorola	51 5/8	51 1/2
Nickel	64 7/8	64 7/8
Pfizer	73 3/4	73 3/8
Schering	62 1/8	61 1/2
Texas	39	38 5/8
Union Carbide	127 1/4	127 1/8
United Tech.	117 1/8	117 1/4
United Tech.	48 1/4	47 1/4
Washingt.	16 3/8	16 1/8
Yale	65 3/4	65 1/2

FAITS ET RÉSULTATS

Si Saab-Scania : pris de 2,3 milliards de francs de commandes. -

Le constructeur suédois d'avions

Saab-Scania a annoncé, samedi

14 décembre, la vente de trente

appareils de type Saab-340 et de

5 avions du nouveau modèle Saab-

2000 pour un montant de près de

2,3 milliards de couronnes sué-

doises (soit 2,2 milliards de francs).

Un cours de la présentation

monétaire du nouvel appareil

Saab-2000, capable de

transporter entre 30 et 38 pas-

sagers sur des distances moyennes,

M. Christer Skogberg, directeur

général de la firme, a déclaré que

la compagnie américaine

Business Express s'était portée

acquéreur de 30 Saab-340 et que la

compagnie allemande Delta Air

avait passé commande de 5 nou-

veaux appareils Saab-2000. Cette

commande du nouveau modèle,

mis au point par le constructeur

suédois à partir de 1988, vient

s'ajouter aux 3 avions déjà com-

mandés par la société suisse Cross-

air.

La Roche méditerranéenne : report

de la vente de son actif d'initia-

tion. - Prévu pour s'ouvrir lundi

16 décembre, le procès des cinq

financiers impliqués de délit d'initia-

tion, lors de la tentative d'acqui-

sition du distributeur La Roche

méditerranéenne (LRM) par son

concurrent Rallye, a été reporté

aux 23, 24 et 25 mars. M. Bernard

Peyrat, président de la 11^e cham-

bre du tribunal correctionnel de

Paris, devant lequel devait être

plaidé l'affaire, a expliqué ce

report par le surcroît de la

grave des griefs.

La Roche méditerranéenne : succès

mitigé de l'OPF obligataire. - L'of-

BOURSE DU 17 DÉCEMBRE

36-5

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché coté

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Les Archives du film présentent.

JEUDI

Sans lendemain (1939), de Max Ophüls, 18 h ; la Treizième Lettre (1951), v.o., s.t.f., de Otto Preminger, 21 h ; Chère nuit (1988), de Claire Devers, 18 h ; l'Amour à la ville (1953, v.o., s.t.f.), de Michelangelo Antonioni, Dino Risi, Federico Fellini, G. Zavattini et F. Maselli, Alberto Lattuada, 18 h ; Les Petites Fugues (1978), d'Yves Yassin, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

MERCREDI

Mademoiselle ma femme (1943, v.o.), de Vincente Minnelli, 18 h ; Madame veut un bébé (1942, v.o.), de Mitchell Leisen, 20 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Hommage à la Warner Bros : Jeremiah Johnson (1971, v.o., s.t.f.), de Sidney Pollack, 14 h 30 ; le Pont de l'ingénieur (1946, v.o., s.t.f.), de Howard Hawks, 17 h 30 ; l'Aigle des mers (1940, v.o., s.t.f.), de Michael Curtiz, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,

porte Saint-Eustache

Forum des Halles

(40-26-34-30)

MERCREDI

Paris Musique : Jeanne Public : Paris Flash (1958) d'Alain Chabat et Pierre Wozniak, Chet et ses Paris (1968) de Abe Levhown, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 18 h 30 ; Carte blanche : Frank Cassant : Mlle Davis à Paris (1959) de Frank Cassant, 18 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A., v.o.) : UGC

Sieritz, 8 (45-52-20-40) ; v.f. : Paramount

Opéra, 9 (47-42-58-31).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) :

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Espace Saint-Michel, 5 (45-74-84-94) ;

Les Trois Balises, 8 (45-51-10-60) ;

Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20).

AMERIKA, TERRA INCOGNITA (véné-

zélien, v.o.) : Latins, 4 (42-78-47-86).

L'AMOUR AVEC DES GANTS (It.,

v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (42-78-59-00).

LES ARCADES (Fr.) : Ciné Beau-

bourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton,

6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse,

6 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 8 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 10 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

11 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 12 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 13 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

14 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 15 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 16 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

17 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 18 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 19 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

20 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 21 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 22 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

23 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 24 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 25 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

26 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 27 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 28 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

29 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 30 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 31 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

32 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 33 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 34 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

35 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 36 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 37 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

38 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 39 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 40 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

41 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 42 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 43 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

44 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 45 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 46 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

47 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 48 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 49 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

50 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 51 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 52 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

53 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 54 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 55 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

56 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 57 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 58 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

59 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 60 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 61 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

62 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 63 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 64 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

65 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 66 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 67 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

68 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 69 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 70 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

71 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 72 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 73 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

74 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 75 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 76 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

77 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 78 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 79 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

80 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 81 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 82 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

83 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 84 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 85 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

86 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 87 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 88 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

89 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 90 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 91 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

92 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 93 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 94 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

95 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 96 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 97 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

98 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 99 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 100 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

101 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 102 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 103 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

104 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 105 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 106 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

107 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 108 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 109 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

110 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 111 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 112 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

113 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 114 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 115 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

116 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 117 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 118 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

119 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 120 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 121 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

122 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 123 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 124 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

125 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 126 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 127 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

128 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 129 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 130 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

131 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 132 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 133 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

134 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 135 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 136 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

137 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 138 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 139 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

140 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 141 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 142 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

143 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 144 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 145 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

146 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 147 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 148 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

149 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 150 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 151 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

152 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 153 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 154 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

155 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 156 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 157 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

158 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 159 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 160 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

161 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 162 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 163 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

164 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 165 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 166 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

167 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 168 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 169 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

170 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 171 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 172 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

173 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 174 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 175 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

176 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 177 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 178 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

179 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 180 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 181 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

182 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 183 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 184 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

185 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 186 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 187 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

188 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 189 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 190 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

191 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 192 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 193 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

194 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 195 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 196 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

197 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 198 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 199 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

200 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 201 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 202 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

203 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 204 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 205 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

206 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 207 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 208 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

209 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 210 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 211 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

212 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 213 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 214 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

215 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 216 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 217 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

218 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 219 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 220 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

221 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 222 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 223 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

224 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 225 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 226 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

227 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 228 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 229 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

230 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 231 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 232 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

233 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 234 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 235 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

236 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 237 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 238 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

239 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 240 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 241 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

242 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 243 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 244 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

245 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 246 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 247 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

248 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 249 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 250 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

251 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 252 (45-74-84-94) ;

UGC Opéra, 253 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

254 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 255 (45-74-84-9

Près de 500 disparus dans le naufrage du « Salem Express »

Le « linceul » des pèlerins égyptiens de La Mecque

Le bilan de la catastrophe du ferry Salem Express, qui a coulé en mer Rouge dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 décembre (le Monde du 17 décembre), est effrayant : 473 morts ou disparus. Au terme de cinquante-six heures de recherche, seules 181 personnes sur les 654 passagers et membres d'équipage avaient pu être sauvées.

LE CAIRE

de notre correspondant

Selon les sauveteurs, il n'y a plus aucune chance de retrouver de nouveaux naufragés vivants. La région où a échoué le ferry égyptien est surnommée par les pêcheurs « le linceul », car elle est infestée de requins blancs. Mais pourquoi les secours ont-ils été si tardifs à arriver sur les lieux du naufrage du Salem Express ? Telle est la question que se posent aujourd'hui les Égyptiens, traumatisés par l'ampleur de la catastrophe.

De l'aveu même du premier ministre, M. Ataf Sedki, qui s'est rendu sur les lieux du drame à Safage (400 kilomètres au nord de

Suez), il a fallu sept heures aux secours pour arriver.

Le SOS du capitaine du Salem Express — qui est parti de Safage le 13 décembre à 23 h 30, et les secours ne sont arrivés que le dimanche à 5 h 30. Pourtant, quand le ferry a lancé son signal de détresse, il se trouvait à moins d'une vingtaine de kilomètres du port de Safage et à six kilomètres seulement de la côte.

Les sauveteurs, principalement naviguant sur des bâtiments de la marine égyptienne (un navire de l'US Navy y a aussi participé aux opérations), indiquent pour leur part qu'il était impossible de se rendre sur les lieux de la catastrophe avant le lever du jour, en raison des bancs et des récifs coralliens. Ce sont ces mêmes bancs, si recherchés par les plongeurs, qui sont à l'origine du drame. Selon les divers témoignages recueillis par l'enquête préliminaire, le ferry a heurté à deux reprises des bancs de corail, ce qui a provoqué une brèche impossible à colmater sous la ligne de flottaison côté tribord.

Construit en 1986 et conçu pour transporter 5000 tonnes de marchandises et 1200 passagers, le ferry a coulé en moins d'un quart d'heure, entraînant avec lui

tous ceux qui ne se trouvaient pas sur le pont. Les récits sont contradictoires en ce qui concerne le rôle joué par l'équipage. Certains passagers accusent les marins de n'avoir pas tenté de leur propre initiative, tandis que les membres de l'équipage affirment n'avoir pas eu le temps de descendre les canots de sauvetage.

La plupart des passagers du Salem Express étaient originaires de la Haute-Égypte et de la province de Mer Rouge. Ils revenaient de la Ouza (le port pèlerinage à La Mecque) et devaient débarquer au port de Safage, que, selon certains récits, le capitaine a tenté de rejoindre en prenant un raccourci pour économiser quatre heures de route. C'est ce raccourci et les mauvaises conditions météorologiques qui auraient précipité le ferry sur les bancs de corail.

C'est le deuxième fois cette année qu'un naufrage a lieu en mer Rouge. Vingt-quatre personnes y avaient en effet trouvé la mort en avril dernier. Mais la seule catastrophe comparable à celle du Salem Express est le naufrage du Dix Ramadan, en mai 1983, dans le lac Nasser, au sud d'Assouan : 350 personnes avaient alors péri.

ALEXANDRE BUCCIANTI

A Washington

Nouveau coup de frein aux pourparlers entre Israéliens, Jordaniens et Palestiniens

Une fois de plus Israéliens, Jordaniens et Palestiniens ne sont pas parvenus à s'entendre, lundi 16 décembre, sur les modalités de leurs discussions de paix à Washington. Face à ce nouveau blocage, survenu après trois jours de pause, les négociateurs ont fait part de leur pessimisme et se sont accusés mutuellement de bloquer les pourparlers.

« Je crains qu'il n'y ait aucun progrès », a dit le chef de la délégation palestinienne, M. Haidar Abdel Cbafi, au terme de trois heures de tractations dans les couloirs du département d'État américain. « Les Israéliens ne veulent pas reconnaître l'indépendance de la délégation palestinienne », a-t-il ajouté. Le porte-parole des délégués israéliens, M. Benjamin Netanyahu, a de son côté accusé les Palestiniens de présenter des demandes impossibles et il a souhaité la médiation des États-Unis. « Cela n'a pas été un bon jour pour la paix », a-t-il dit.

Les Palestiniens ont proposé lundi de débloquer le litige en ouvrant sans plus tarder des entretiens dans une salle, que ce soit sur des problèmes de forme ou de fond. Les tractations se sont jusqu'à présent déroulées dans les couloirs du département d'État et ce lundi n'a pas fait exception. Le chef de la délégation israélienne, M. Eli Rubinstein, a en effet estimé que la proposition palestinienne enfreignait les règles des pourparlers et qu'elle était irréversible. Les Israéliens ont émis eux aussi de nouvelles propositions qui, selon M. Rubinstein, « pourraient résoudre instantanément tout ce qui a besoin d'être résolu et nous permettre d'entrer dans la salle et de négocier ».

Les entretiens israélo-syriens et israélo-libanais ont aussi repris lundi. Le chef de la délégation syrienne, M. Mowafak Allaf, a cependant déclaré qu'aucun progrès n'avait été enregistré. « Malheureusement, la délégation israélienne n'a pas bougé d'un pouce », a-t-il dit. « L'essentiel (...) c'est les territoires contre la paix » — (AFP).

La position de la Libye sur l'affaire de Lockerbie

Le ministre des affaires étrangères de la Libye a récemment publié (le Monde du 4 décembre) un long communiqué sur l'affaire de l'attentat contre le Boeing de la Pan Am à Lockerbie. Les autorités libyennes ont souligné que le monde public l'intégralité de ce texte sous la forme d'une page de publicité. La direction du journal a refusé cette publicité. Nous publions ci-dessous les passages de ce texte que nous considérons comme nécessaires à la compréhension de la position libyenne.

Le ministre des affaires étrangères a déclaré d'abord le communiqué américain-britannique du 27 novembre accusant les deux agents libyens à propos du « regrettable accident » de l'avion de la Pan Am et il critique « l'utilisation des médias ». « Ce communiqué », affirme le ministre, « confirme une préméditation en vue de réaliser des objectifs politiques visant le système politique populaire de la Jamahiriya ».

« La Jamahiriya accepte que des juges américains et britanniques participent à l'instruction (en Libye) afin de s'assurer de l'honnêteté et du bon déroulement des procédures. Les organisations internationales, les associations des droits de l'homme, les familles des victimes pourront envoyer des observateurs ou des avocats pour assister à l'instruction. »

« Les autorités libyennes compétentes collaboreront avec les enquêteurs écossais et américains (...) ».

« La Jamahiriya déclare d'autre part accepter la mise en place d'une commission d'enquête internationale neutre pour assurer cette enquête. »

■ TRINIDAD ET TOBAGO : L'opposition a remporté les élections. — Le premier ministre sortant, M. Arthur Napoleon Ray Robinson, a reconnu sa défaite aux élections législatives qui se sont déroulées lundi 16 décembre dans les deux îles de Trinidad et Tobago. D'après les premiers résultats, son parti, l'Alliance nationale pour la reconstruction (au pouvoir depuis 1986), était loin derrière les deux formations d'opposition, le Mouvement national du peuple, et le Congrès national uni. — (Reuters).

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Une chaîne zappée

UN sou, c'est un sou. Et un trou, c'est un trou. Alors quand il y a trop de sous qui dégringolent dans le trou creusé par une chaîne privée, je pense à la Cinq, on se morde les lèvres et on ne peut pas, pas encore, ça la foutrait mal, on ralentit et on vire. Par là, la sortie ! Ça a un nom, là maintenant. Un beau nom tout neuf. Au fur et à mesure qu'on s'appauvrit, notre langue, elle, s'enrichit. On vient de se faire une délocalisation, voilà qu'on s'offre un reformage.

Alors, qu'est-ce qu'il va reformer en premier, m'sieur Lagarde ? L'information. Du temps de Guillaume Durand, il n'y en avait que pour elle. La 20 heures commençait à 19 h 45, et on nous la balancait à l'écran des potrons minet. Une bonne info, variée, complète, souvent aérée en direct. Evidemment, ça coûtait le poids du dos. Même qu'un reporter et un preneur de son l'ont payée de leur vie à Bucarest.

Bonne occasion de l'enterrer. Au prix du pluralisme si cher à la démocratie. Parce qu'enfin, c'est quoi, ouvrir un journal, pour la plupart d'entre nous ? C'est

appuyer sur un bouton. On peut préférer celui-ci à celui-là, on peut aussi passer de l'un à l'autre : Ah ! non, pas le bonbon de Maastricht, zappez un peu sur PFDA pour voir.

Eh, ouï ! Ces journaux qu'on regarde au lieu de les lire, ils n'ont pas de titre, ils ont un visage. Et ce visage : il arrive qu'on en change, prêtent, qu'on le veuille ou non, leur physionomie à la chaîne. Elle a beau dater en vitrine tout plein d'animateurs ou de speakerines adorés du public, multiplier les films et les retransmissions sportives, question prestige, pour le moment, Canal Plus, c'est les Muls, A 2, c'est Mesure, et M 6, c'est... Ni plus ni moins que la Cinq à sea débuts... Personne.

C'est ça qu'ils souhaitent chez Hachette ? Alors là, moi je comprends pas. Tant que le pays ne sera pas câblé sur des chaînes spécialisées à l'américaine, une télé qui se respecte doit accrocher les nouvelles du jour à sa grille. On n'imagine pas un médecin généraliste refusant de soigner une bronchite sous prétexte qu'il n'a pas les moyens de s'acheter un stéthoscope !

La fin d'un empire de presse de cent cinquante et un ans

Inquiétudes du monde politique et des journalistes australiens après la reprise du groupe Fairfax

La vente du deuxième groupe de presse australien au milliardaire canadien Conrad Black marque la fin de la dynastie des Fairfax, qui avaient fondé leur empire de presse voici cent cinquante et un ans.

SYDNEY

de notre correspondante

La famille Fairfax, qui avait bâti le second groupe de presse d'Australie avec des journaux prestigieux comme *The Age* à Melbourne, ou *The Sydney Morning Herald*, ou *The Australian Financial Review*, a cédé ses titres au milliardaire canadien Conrad Black. Le contrat a été remporté par le consortium Tourang, dirigé par M. Black, dont le

groupe Hollinger édite quelque 200 titres, dont le *Daily Telegraph* et le *Jerusalem Post* (le Monde du 17 décembre). Mais M. Black doit encore recueillir un prêt de 412 millions de dollars australiens (1,7 milliard de francs) auprès des institutions australiennes avant le 23 décembre.

De nombreux candidats étaient sur les rangs. Après Australian Independent Newspapers (AIN), entièrement financé par des capitaux australiens, la balance a penché en faveur de M. Black et de son partenaire, M. Kerry Packer — l'homme le plus fortuné d'Australie — lié au gouvernement du travailliste Bob Hawke. Le débat est devenu passionné. Si Tourang remportait les enchères, les groupes

Consolidated Press Holdings de M. Packer et News Corporation de M. Rupert Murdoch contrôleraient à eux deux 90 % de la presse écrite et une proportion substantielle de l'audiovisuel. M. Packer possède la télévision commerciale la plus regardée, onze stations de radio et treize des magazines les plus influents.

Deux ministres pour le pluralisme

Députés travaillistes et conservateurs se sont donc mobilisés. Deux anciens premiers ministres rivaux, M. Gough Whitlam (travailliste) et M. Malcolm Fraser (conservateur), se sont unis en faveur du pluralisme de la presse. Les journalistes de Fairfax ont fait grève un jour et ont distribué des tracts incitant les clients d'ANZ, principale banque créancière de Fairfax, à fermer leurs comptes si ANZ optait pour Tourang. Deux mille clients s'y sont engagés et ont manifesté devant le siège de la banque.

L'apparition de M. Packer devant les caméras de sa propre chaîne, Channel 9, a été un événement marquant. Le magnat de la presse australienne a traité de « menteurs » les journalistes qui insinuaient que son influence serait supérieure à sa part de 15 %. Il a affirmé qu'il respecterait le code éthique de l'Association des journalistes australiens : « Interpréter les nouvelles avec une honnêteté scrupuleuse. Si les lecteurs ont l'impression que je vais contrôler Tourang, c'est à cause du type de rapportage que vous avez fait », a-t-il dit.

The Australian Broadcasting Tribunal — l'équivalent du CSA — a alors enquêté sur Tourang. M. Packer décidait de se retirer. Tout semblait perdu pour le consortium quand, la veille du remaniement ministériel du 6 décembre, le ministre des finances s'opposait au nouveau montage financier de M. Black en vertu de « l'intérêt national ».

Tourang restructurerait alors son offre et réduirait la part des capitaux étrangers à 25 % (15 % pour M. Black, seul actionnaire étranger à avoir le droit de vote ; 5 % pour la banque américaine Hellman & Friedman ; 5 % pour les détenteurs américains de junk bonds (obligations de pacotille). Une offre cédée sur celle de M. Tony O'Reilly, propriétaire du groupe de presse irlandais Independent Newspapers, approuvée par le conseil de surveillance des investissements étrangers. M. Ralph Willis, nouveau ministre des finances, donnait son accord. Le 16 décembre, le contrat était signé. Mais malgré le retrait de M. Packer, Tourang ne fait toujours pas l'unanimité.

SYLVIE LEPAGE

Dans un rapport de l'Institut de l'enfance et de la famille

Des mesures sont proposées pour prévenir le suicide des jeunes

Chaque année, plus de huit cent vingt jeunes de quinze à vingt-quatre ans se suicident. Un groupe d'experts présidé par M. Alain Calmat, vice-président de la commission des affaires sociales à l'Assemblée nationale, ancien ministre de la jeunesse et des sports a rendu public, lundi 16 décembre, un rapport (1) commandé par M^{me} Hélène Dorziac, alors secrétaire d'État à la famille, dans lequel sont proposées une dizaine de mesures de prévention.

Comme le montre une étude de l'INSERM citée dans le rapport, il existe un lien entre les idées suicidaires chez les adolescents et des conduites dites « déviantes » et autodestructrices. Il est donc possible de repérer chez les jeunes des risques cancéralisés. La principale recommandation du groupe d'experts est de mettre en place en milieu scolaire un dispositif de prévention coordonné et adapté aux types d'établissements. Le rapport souligne l'importance des services de santé scolaire. D'une façon plus

générale, les médecins hospitaliers ou libéraux se voient investis d'une importante mission d'observation et d'alerte. Dans un tiers des cas, en effet, une tentative de suicide est suivie d'une récidive dans l'année qui suit. Selon les auteurs du rapport, l'accès devrait aussi être mis sur l'accueil des suicidants dans toutes les structures vers lesquelles ils peuvent se tourner : hôpital, services d'écoute téléphonique, services sociaux.

Le rapport suggère également de créer des lieux d'accueil pour les jeunes en rupture de famille et l'installation de « relais » pour les jeunes incarcérés. Enfin, il souligne l'insuffisance des recherches épidémiologiques et suggère que des efforts soient faits dans ce domaine.

(1) « La prévention du suicide chez les jeunes de quinze à vingt-quatre ans », publié par l'Institut de l'enfance et de la famille, 3, rue du Coq-Héron, 75001, Paris.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 décembre

La hausse continue

Pour la cinquième journée consécutive, la tendance s'est affirmée mardi matin 17 décembre à la Bourse de Paris. D'abord timide à l'ouverture (+0,09 %), la progression des cours s'est ensuite accélérée et, aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 enregistrait une avance de 0,34 %. Selon les professionnels, le marché a continué de monter sur son élan précédent, avec des courants d'échanges généralement très minces.

Hausse de Thomson-CSF. Total cert. Dassault Aviation. Ce bancar. Groupe de la Cité, Rhône-Poulenc, Tp, Esso, Essilor.

Baisse de CEGID, Majorette, Primagaz, Poliet, BHV, BAFIP.

(Publicité)

XI^e congrès de l'E.A.O. et du Multimédia

Le XI^e congrès de l'E.A.O. et du Multimédia aura lieu les 7, 8 et 9 janvier 1992 au Palais des Congrès, porte Maillot, Paris 17^e, et comportera une exposition et deux colloques sur 3 jours sur la révolution du multimédia, indispensable d'aujourd'hui pour la communication, l'information, la formation.

Le premier colloque, centré sur les besoins éducatifs, traitera des nouveaux systèmes de formation que nécessite l'enseignement assisté par ordinateur (E.A.O.), des stratégies d'insertion et des coûts des nouvelles technologies de l'éducation ainsi que de la conception et les outils de création de multimédia interactif pour l'éducation.

Le deuxième colloque, consacré aux problèmes de la communication, de la publicité, de l'information sur les points de vente..., examinera, quant à lui, les standards et les normes pour les années 90, les applications du multimédia et de la communication interactive pour la publicité, l'information, la communication ainsi que les choix des outils pour la création de multimédia interactif.

Pour renseignements et inscriptions : Le Journal de la Formation continue et de l'E.A.O., 2, rue d'Amsterdam - 75009 Paris. Tél. : (1) 47-64-07-57 - (1) 42-61-93-80.

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « Information sans frontières », par Jacques Semelin ; « Dernière chance pour l'électronique », par Maurice Allègre 2

ÉTRANGER

Les Douze et la reconnaissance des Républiques yougoslaves 3
Grande-Bretagne : le « campagne de Noël » de l'IRA 3
La visite de M. Baker dans les Républiques de l'ex-URSS 4
Pays-Bas : quarante-trois juifs soviétiques expulsés vers Israël 3
Les Nations unies, le sionisme et le racisme 5

POLITIQUE

Le retour de M. Berle : l'ancien premier ministre apparaît comme un recours possible en cas de défaite de la gauche 7
La préparation des élections régionales : les écologistes affichent leurs divisions 8
Diagonales par Bertrand Poirot-Delpech : « Some of these days » 9
Les travaux du Parlement 9
Un colloque sur les intellectuels de 1945 à 1991 9

SOCIÉTÉ

Le fonctionnement du CNTS et l'affaire du sang contaminé 10
Les 1 045 jours de détention provisoire de Michel Kermache 10
Le lancement réussi des antennes Télécom 2A et Inmarsat 2-F3 par la fusée européenne Ariane 11

SCIENCES ♦ MÉDECINE

L'environnement dans le tourbillon du progrès : Zéphirs de quartiers • Les traitements désordonnés de la stérilité • Inventions hors poussière 12 et 13

CULTURE

Cinéma : l'annonce faite à Marie, d'Alain Cuny 14
Musiques : Alphonse Blondy à l'Élysée-Montmartre 14

COMMUNICATION

La CSA aura-t-elle le pouvoir pour modifier les quotas selon les chaînes de télévision 16

ÉCONOMIE

Une Charte européenne de l'énergie est adoptée à La Haye 17
BSN rachète au groupe Agnelli le numéro un italien des eaux minérales 17
En Ile-de-France, la crise sévit aussi dans le logement neuf 17
Les camions et les autocars européens seront équipés d'un limiteur de vitesse à partir du 1^{er} janvier 1994 18
Grève des cheminots : la direction de la SNCF prévoit des perturbations modérées 18

Services

Abonnements 16
Annonces classées VI à XIV
Carnet 19
Marchés financiers 20-21
Météorologie 23
Mots croisés 15
Radio-Télévision 23
Spectacles 22

Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de I à XIV encarté entre les folios 16 et 17

Le numéro de « Monde » daté 17 décembre 1991 a été tiré à 521 045 exemplaires.